VICOMTE D'AVENEL

Les Français de mon Temps

LIBRARY

PRESENTED BY

Dr. Leonard R. Muller

Price 60 ℓ

Reçu 30 avril 1938

Les Français
de mon Temps

Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/bwb_S0-BVO-801

Avenel, Georges d', vicomte

Les Français de mon Temps

Par

le Vicomte G. d'Avenel

Introduction par Charles Sarolea

Paris
Nelson, Éditeurs
25, rue Denfert-Rochereau
Londres, Édimbourg et New-York

11/1960

DC
33
.6
.A9
1910

LIBRARY
UNIVERSITY OF MIAMI

INTRODUCTION

PAR CHARLES SAROLEA

Le Vicomte d'Avenel s'est fait une place à part dans la littérature contemporaine par une série d'études économiques et sociales d'une information abondante, d'une méthode sûre, d'une ordonnance toute française et remplies d'aperçus nouveaux sur le passé et sur le présent. Il s'y applique inlassablement à découvrir, sous la surface des faits politiques et militaires, les dessous profonds et les infiniment petits de la vie nationale qui, d'après lui, constituent proprement la trame et le tissu de l'histoire des peuples.

Ces quelque vingt volumes sur la vie privée des Français d'autrefois et d'aujourd'hui ont été infiniment goûtés des lettrés et du grand public. C'est peut-être ce succès même qui les a empêchés de trouver auprès de certains érudits l'accueil qu'ils méritent par leur valeur scientifique autant que par leur valeur littéraire. Ces érudits n'ont pas pardonné à M. d'Avenel de porter si allégrement un lourd bagage de faits qu'eux-mêmes traînent si péniblement et d'avoir rendu si attrayante une science âpre et sé-

vère qui dans leurs livres paraît si ennuyeuse. Car les érudits de cette catégorie sont une race soupçonneuse et jalouse. Ils passent leur vie à découvrir des richesses enfouies sous terre, mais ces richesses ils entendent s'en réserver sinon la propriété du moins l'usufruit. Ils sont incapables eux-mêmes de les mettre en valeur. Et alors même que contraints et forcés ils se résignent à livrer tardivement au public les résultats de leur labeur, ils s'exécutent avec une mauvaise grâce qui déplaît et dans un style rébarbatif qui rebute. Cette fonction proprement divine de faire rayonner la vérité et de répandre la lumière, ils la dénomment vulgarisation et ils se sont ingéniés à donner au mot un sens défavorable : pour eux vulgariser la science c'est la rendre vulgaire et la faire déchoir. A les en croire, leur mépris pour la science facile est inspiré par la religion austère de la Vérité et par un aristocratique dédain de la foule. Mais, outre que ce dédain aristocratique révèle une superbe bien déplacée à notre époque, je verrais plutôt dans l'attitude des érudits la manifestation d'un vice qui n'a rien d'aristocratique, qui est au contraire éminemment démocratique : l'envie du travailleur, qui accumule les faits, pour le génie qui improvise et synthétise. Les érudits sont les manœuvres de la science, les artistes et les penseurs en sont l'élite. Et les manœuvres savent que, le jour où les matériaux qu'ils ont amassés auront trouvé leur place dans un système scientifique, leur nom même tombera dans un injuste oubli et que la postérité ne se souviendra plus que de l'architecte qui a édifié le monument.

En présence de l'effrayante accumulation de faits qui, de plus en plus, encombrent les avenues du savoir humain, on ne saurait donc priser assez haut le talent et le courage de chercheurs et de penseurs qui, comme M. d'Avenel, se sont efforcés de mettre un peu d'ordre dans le chaos des phénomènes historiques et d'en dégager quelques vérités générales. Des livres comme *Richelieu et la Monarchie absolue, le Mécanisme de la Vie moderne, l'Histoire économique de la Propriété, des Salaires*, sont des œuvres de haute et lumineuse vulgarisation et, avec quelques erreurs de détail et malgré tout ce que leurs conclusions peuvent avoir de prématuré, ont bien mérité de la science.

Et pourtant, quelle que soit la valeur scientifique et littéraire de cette œuvre de vulgarisation, je ne suis pas bien sûr que je ne donnerais pas volontiers ces vingt volumes d'études économiques et sociales pour le petit livre que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de la « Collection Nelson ». Car ce petit livre révèle en M. d'Avenel un artiste et un penseur que ses écrits précédents faisaient à peine pressentir et lui assignent une place éminente parmi les moralistes de notre temps. Aussi bien je connais peu d'ouvrages dans la littérature française contemporaine d'une forme plus originale et plus distinguée, ni qui fassent tenir en moins de pages une matière plus riche. Pascal s'excuse à la fin d'une de ses dernières *Lettres provinciales* de n'avoir pas eu le temps de la faire plus courte. M. d'Avenel a mis quinze ans à raccourcir son œuvre, ciselant sa phrase, condensant sa pensée et lui faisant subir ce travail de lente

élaboration et de cristallisation qui seul produit les œuvres définitives, et l'on sent à chaque page que M. d'Avenel a mis dans *les Français de mon Temps* à la fois le meilleur de son talent d'écrivain et l'expérience de toute une vie.

Nous sommes d'autant mieux à l'aise pour dire notre admiration pour ce livre que nous ne partageons guère les idées de l'auteur. Esprit indépendant, sincèrement libéral en religion comme en politique, catholique modernisant et américanisant, dégagé du fanatisme antisémite et légitimiste de ses amis du Faubourg, il n'a su pourtant se libérer entièrement des préjugés de sa classe, ni se réconcilier avec les institutions existantes. Et son mépris pour la politique de la troisième République est tel qu'il en arrive à reléguer la politique en général au rang des choses indifférentes. M. d'Avenel semble affirmer à la fois que la France de son temps jouit d'un gouvernement détestable et qu'il n'importe guère que ce régime soit détestable. C'est là une des thèses principales du livre ; et cette thèse que la politique ne joue qu'un rôle insignifiant dans la vie nationale me semble à peu près aussi paradoxale que cette autre thèse que l'amour ne joue qu'un rôle insignifiant dans la vie individuelle. M. d'Avenel oublie trop que dans la vie collective tous les phénomènes sont intimement liés et que l'on ne saurait ainsi séparer artificiellement la vie publique de la vie privée. Il sait mieux que personne que telle loi inspirée par des vues exclusivement politiques, telle innovation fiscale ou successorale a modifié l'assiette de la propriété

et l'orientation du commerce et de l'industrie. Et il aurait pu se souvenir du mot de Montesquieu, qui seul suffirait à ruiner sa thèse, qu'un pays est cultivé non pas en raison de sa fertilité, mais en raison de sa liberté.

Nul mieux que M. d'Avenel n'a démontré combien la science a modifié le mécanisme de la vie moderne. Or n'est-ce pas un truisme que d'affirmer que la science qui révolutionne la vie économique est elle-même dans la dépendance la plus étroite de la religion et de la politique et que son progrès est favorisé ou paralysé par elles. Et cette dépendance entre la vie économique et la vie religieuse n'est-elle pas, comme l'a si bien démontré de Laveleye, un des faits saillants de l'histoire moderne ? Et le despotisme politique, le fanatisme religieux n'ont-ils pas produit la déchéance économique de l'Espagne, n'entravent-ils pas encore aujourd'hui l'expansion économique de la Russie ?

Que si M. d'Avenel donne trop peu de place à la vie politique, il a peut-être accordé une place disproportionnée à la vie sociale de « l'aristocratie » en France. On a reproché à Saint-Simon de ne voir dans la France de son temps que la noblesse, et dans la noblesse que les ducs, et dans les ducs que lui-même. Avec cette différence que M. d'Avenel n'est pas influencé comme Saint-Simon par l'équation personnelle, on pourrait lui faire un reproche semblable. Il a, sans le vouloir, exagéré l'importance de la classe à laquelle il appartient. Le chapitre intitulé « Ce qu'il reste d'aristocratie » occupe un quart du volume. Au

point de vue littéraire c'est d'ailleurs le meilleur et le plus piquant du livre. Tandis que La Bruyère, né chrétien et Français, se trouve contraint dans la satire, M. d'Avenel, qui d'ailleurs s'est si souvent et si heureusement inspiré de son immortel devancier, se complaît dans la peinture satirique des mœurs de son époque ; il s'y déploie à l'aise, et sa verve, à la fois indulgente et malicieuse, s'exerce surtout aux dépens du milieu où il est né. Personne n'a dénoncé avec plus d'esprit, avec une ironie plus exquise et plus subtile, le vide des prétentions surannées de « l'aristocratie », son opposition stérile aux institutions établies. Et personne n'a eu plus de mérite et n'a mis plus de courage à exprimer toute sa pensée ; aussi cette aristocratie de la troisième République, qu'il a portraiturée pour la postérité, lui a tenu longtemps rancune pour avoir dit la vérité et pour l'avoir rappelée au sentiment de la réalité.

Il n'en reste pas moins que l'importance exagérée que M. d'Avenel a donnée à la satire politique et sociale l'a empêché de tenir les promesses de son titre. Ce titre nous promettait un tableau de la France contemporaine. Or, et il faut le proclamer bien haut aux lecteurs étrangers qui liront ce livre, des politiciens parasites et des seigneurs de parade ne sont pas toute la France. M. d'Avenel ne nous dit rien ou nous dit peu de chose de la bourgeoisie, de l'aristocratie intellectuelle, des classes rurales et ouvrières, c'est-à-dire du vrai peuple français qui travaille et qui pense et dont le labeur et dont le génie continuent d'étonner et de transformer le monde. C'est là

évidemment une grande lacune. L'auteur se doit à lui-même et doit au lecteur ou de changer le titre de son livre ou de combler cette lacune. Qu'il consente à nous donner en un second volume sur les classes moyennes et sur le peuple une contre-partie et un complément logique du premier, et M. d'Avenel aura produit sur *les Français de son Temps* un livre définitif qui restera comme document historique, par la justesse et la profondeur de l'observation et par les qualités supérieures du style.

CHARLES SAROLEA.

LES FRANÇAIS
DE MON TEMPS

TABLE

Chapitres		Pages
I.	*La Politique et les Gouvernements*	17
II.	*Ce qu'il reste d'Aristocratie*	74
III.	*Ce qu'il reste de Christianisme en France*	137
IV.	*La Morale et l'Honneur*	166
V.	*L'Amour et le Mariage*	180
VI.	*De l'Habitude*	201
VII.	*La Fortune et l'Argent*	210
VIII.	*Autour des Lettres et de la Presse*	237
IX.	*Les Résultats de l'Instruction*	260
X.	*La Lutte pour la Vie*	266

LES FRANÇAIS
DE MON TEMPS

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE ET LES GOUVERNEMENTS

LA politique ne tient pas du tout, dans la vie de chacun de nous, la place qu'elle tient dans les journaux, dans les conversations, dans l'existence apparente d'une nation. La vie publique d'un peuple est très peu de chose en regard de sa vie privée.

Par suite, les modifications du gouvernement n'ont pas sur notre bien-être, sur la situation matérielle et morale de chacun de nous, ou sur notre mal-être, l'influence que l'on suppose. Cela n'est pas indifférent, mais en somme c'est assez peu de chose.

Aussi le peuple, dans son ensemble, se soucie-t-il médiocrement de la politique ; et combien ce sentiment est avantageux ! S'il en était autrement, les nations seraient ingouvernables.

Il n'est qu'une conjoncture où cela les touche : c'est celle d'une totale anarchie ; mais cet état dure peu. Hormis ce cas, tous les systèmes, depuis la monarchie la plus absolue jusqu'à la république la plus démocratique, se ressemblent beaucoup pour la masse des gouvernés.

Il importe fort peu à un paysan russe ou français que le Tsar soit héréditaire et autocrate, ou que le Président soit élu par les Chambres et temporaire.

On est souvent étonné de voir subsister longtemps de très mauvais gouvernements ; il faudrait les étudier dans leurs assises, dans leurs tout petits rouages, parce que ce sont seulement ces tout petits rouages, au plus bas de l'échelle, qui touchent la multitude.

Un État peut être parfait théoriquement et vu comme du dehors, tandis qu'il est médiocre dans le détail de son fonctionnement. Un autre paraît absurde et insupportable de loin, qui dans la pratique est assez accommodant pour les petits.

D'abord ces « mauvais » gouvernements — ceux du moins qui semblent tels — gouvernent très peu et ne sont pas gênants. Leur administration est nulle ou défectueuse, mais elle n'est pas tracassière.

Puis la malice naturelle de l'homme gâte les meilleurs régimes, parce que la perfection n'est pas de ce monde, et aussi la bonté naturelle de l'homme tempère les mauvaises organisations ; de sorte que, par un moyen terme entre le bien et le mal, l'État marche cahin-caha, dans les uns comme dans les autres : ici, malgré beaucoup d'abus introduits par le temps ; là, grâce à la correction par l'usage de certaines injustices.

Historiquement les progrès de l'humanité sont une suite d'œuvres individuelles, non collectives. Une foule n'est par elle-même capable de rien. La meilleure combinaison est celle qui permet de la remorquer, péniblement toujours — ce qui est l'ouvrage d'une élite.

Il y a toujours eu quelques esprits perspicaces ; il n'y en a jamais eu beaucoup, et lorsqu'on en veut

assembler beaucoup, ils s'annihilent l'un l'autre. A-t-on jamais vu, dans le domaine général des idées, une découverte qui soit sortie d'un congrès ?

Il en va de même dans le domaine politique : ces mots de « gouvernement populaire », « gouvernement despotique » sont de pures étiquettes. Ni, dans la monarchie, le Roi ne commande seul ; ni, dans la république, le peuple en corps. Dans la république l'autorité échappe à ceux d'en bas, comme dans la monarchie elle échappe à celui d'en haut.

Qu'elle monte dans le premier cas, ou qu'elle descende dans le second, elle se trouve pratiquement exercée par des personnages intermédiaires ; ce qui fait qu'en réalité la monarchie et la république se ressemblent beaucoup, sous peine, pour l'une, de tomber dans une tyrannie qui serait intolérable, et pour l'autre, dans un désordre qui ne le serait pas moins.

Si le roi ou le peuple choisissent de bons agents et les laissent gouverner, la monarchie prospère et de même la république.

Mais, dans l'une comme dans l'autre, ces choix sont une affaire de chance et le hasard y a la plus grande part. Ni le peuple ni le Roi ne peuvent choisir avec un complet discernement ceux à qui ils se confient.

Un roi ne connaît pas tous ses sujets, mais seulement un tout petit nombre d'entre eux, placés auprès de lui par des circonstances fortuites et chez qui il croit apercevoir du talent.

Un peuple souverain, roi tiré à des millions d'exemplaires, ne connaît pas davantage tous ses citoyens. Sa vue ne porte pas très haut. A qui est très au-dessus de lui il ne saurait donner sa confiance par amour ; il se la laisse acheter ou escroquer par des flatteries, comme le Roi.

Comme le Roi, le peuple comprend peu, est jaloux du pouvoir qu'il délègue, est inconstant. Et là encore, la monarchie et la république aboutissent à des résultats semblables.

A se remémorer le passé, il s'est vu tant de rois mauvais, idiots, étourdis, paresseux, capricieux, lunatiques que cela semble folie de laisser l'autorité à un seul homme placé par l'hérédité au sommet. Des peuples, de grands peuples, ont eu à leur tête des princes si dénués de bon sens, d'application et de méthode, que personne, dans leur royaume, ne leur eût voulu confier l'emploi d'un commis vulgaire.

D'autres nations ont eu des chefs actifs et volontaires, mais présomptueux — il n'est point d'homme de valeur qui ne le soit et ne le doive être jusqu'à un certain point, — et ceux-là ont commis des fautes d'autant plus lourdes qu'ils étaient rois.

Quelques peuples se sont constitués en république et ont éprouvé des vicissitudes analogues, se tyrannisant soi-même sous couleur d'indépendance et vivotant sans direction avec les apparences d'un pouvoir réglé.

D'où il résulte que les monarchies et les républiques se ressemblent encore en ceci : qu'elles sont indifféremment bonnes ou mauvaises suivant les jeux de la fortune qui leur octroient de bons ou de mauvais maîtres, et qu'elles n'ont point de vertu qui leur soit propre.

Si l'on veut comparer entre elles toutes les sociétés politiques, on s'apercevra et qu'elles diffèrent peu dans tout ce qui tient au fond de notre immuable nature humaine et que leurs institutions composées ont des qualités et des défauts qui se contre-balancent.

Par exemple, les pays démocratiques, qui décrè-

tent l'égalité, et les pays aristocratiques, qui décrètent l'inégalité, ne sont pas si opposés qu'ils le disent et qu'on le croit, parce que dans les premiers l'inégalité naturelle et, dans les seconds, l'égalité naturelle s'opposent formellement aux législations artificielles qui les prétendent contrarier.

Lors même que la différence de législation semble creuser un abîme entre deux pays, cet abîme n'est qu'un trompe-l'œil. L'opinion publique n'est pas beaucoup moins puissante dans les empires absolus que dans les républiques. Elle pose aux pouvoirs, en apparence illimités, des bornes inapparentes qu'ils n'osent franchir ou qu'ils ne réussissent pas à franchir. Le Tsar redoute de toucher au calendrier, parce qu'il est des saints dont il troublerait la fête. Napoléon Ier, devant qui tremblait l'Europe en 1812, désespéra d'imposer à la France le système métrique et ses dénominations ; il battit en retraite devant la « toise » et capitula devant le « boisseau ».

L'opinion publique ne dispose pas toujours des mêmes organes, voilà qui est évident ; mais ces organes sont-ils utiles ou fâcheux ? voici qui est moins clair. Sans presse libre, pas de lumière, pas de critique possible ; mais pas de calomnies, de dénigrement systématique, ni d'esprit de parti qui substitue la passion à la justice aussi adroitement que les intrigues des Cours.

Sans Parlement, pas de contrôle aux dépenses nationales ; mais jamais un souverain, quelque fou qu'il puisse être, et son entourage immédiat ne parviendraient à créer autant de sinécures, de pensions, à inventer autant de prodigalités ingénieuses que la foule des représentants du peuple.

Seulement, si le gouvernement démocratique est le plus cher, il est aussi le plus agréable... pour les classes moyennes, s'entend.

On remarquera du reste, pour peu que l'on passe en revue les personnes assises présentement sur les trônes, que les rois d'aujourd'hui ne ressemblent pas à ceux d'autrefois.

Il s'est créé un nouveau type très amélioré. Le Roi de jadis « jouissait » de son royaume, comme un particulier jouit de son bien ; malgré l'émancipation des hommes et le mouvement des idées, il avait conservé la notion féodale d'un temps où la souveraineté se confondait avec la propriété. Cette ère a pris fin ; il ne se verra plus de Louis XV ou d'Auguste de Pologne.

Aujourd'hui, le Roi est un employé, un employé à 10, 15 ou 25 millions de traitement, un employé héréditaire ; mais c'est un employé. Il sait que son métier l'oblige à certaines choses, à des heures de bureau, à des tournées fastidieuses, il ne s'y soustrait pas.

Il fait sa besogne plus ou moins bien, suivant qu'il a plus ou moins d'aptitude ; il se donne plus ou moins de récréation, comme tous les employés, mais il sait qu'il a une fonction à remplir ; qu'il a des droits, mais non tous les droits, qu'il n'est plus « le maître ». Même l'empereur le plus autocrate le sait, et agit en conséquence.

Il y a là un résultat très inattendu de la Révolution française, et de celles qui ont suivi, — qu'elles ont réformé, renouvelé, et par conséquent rajeuni, sans le vouloir, le principat laïque qu'elles pensaient détruire ; comme la révolution religieuse de Luther avait fait pour l'Église catholique.

Le roi « à perruque », à tige de fer intérieure, a également disparu. Les monarques actuels, même les plus reluisants, même ceux qui se plaisent aux cérémonies et fuient le veston et le feutre mou, ont tous un fonds de bon bourgeois. Ils vivent

d'une vie de famille très débonnaire, dans laquelle disparaissent les prérogatives de panache.

Le roi des Belges rend visite au prince de Joinville, de passage dans un hôtel de Bruxelles :

— Bonjour, mon oncle ! lui crie-t-il en l'apercevant au haut de l'escalier.

— Ah ! c'est toi, Léopold, lui est-il répondu sans façon, je suis bien content de te voir.

L'empereur et l'impératrice de Russie, en séjour chez leur grand-père de Danemark, se trouvent placés parfois au bout de la table, dans l'intimité, comme les petits-fils de la maison, après des princes étrangers. Tout porte à croire que Louis XIV n'eût pas admis ce protocole chez son beau-père le roi d'Espagne.

A Berlin, un père entre dans la salle d'étude de ses enfants en bas âge, les réprimande, finit par se mettre en colère, tempête et provoque un torrent de larmes. La mère survient, trouve les gamins en pleurs dans les coins et son mari se démenant à travers la chambre, criant :

— Je veux être obéi, je suis le maître.

— Non, répond l'épouse, connue cependant pour sa timidité, vous êtes le maître partout dans votre royaume ; mais, ici, il n'y a qu'une maîtresse : c'est moi.

Quels sont les acteurs de cette honnête scène de ménage ? Le couple le plus illustre d'Allemagne : l'empereur Guillaume II et l'impératrice Augusta-Victoria.

Une princesse pauvre d'un petit État allemand est invitée par ses cousins qui règnent sur le plus grand empire du monde à venir passer une quinzaine dans leur résidence d'été. Elle se flattait d'y

rencontrer une cour brillante, et, pour ses filles déjà mûres et d'un placement lent, des amusements nombreux à défaut d'un bon parti.

Mais on ne voyait personne et, comme elle en faisait la remarque, le couple impérial lui demanda avec étonnement : « Est-ce que tu t'ennuies avec nous ? Cette tranquillité n'est-elle pas délicieuse ? »

Si l'étiquette, chevillée à l'âme des souverains d'il y a deux siècles et qui ne les quittait ni jour ni nuit, a disparu dans le détail de leur existence, comme un accessoire que l'on sert aux jours de gala, les dynasties environnantes se maintiennent par la persistance du sentiment qui est leur seule base possible : l'amour.

L'amour est en effet la seule raison d'être des monarchies, le ciment qui unit un peuple à une lignée de chefs. En l'amour est le secret du crédit que fait ce peuple à cette lignée, quand elle commet des fautes : il lui donne le temps et le moyen de les réparer.

En l'amour est le secret de l'indulgence que prodiguent les nations à des princes ineptes ou débauchés : elles attendent patiemment que la mort les débarrasse des premiers et que la vieillesse assagisse les seconds. Elles jettent le manteau sur leurs faiblesses et répugnent presque à en parler.

Les personnes royales sont les idoles vivantes de cette religion de la patrie qui, ailleurs, se symbolise et se concrète sous l'aspect de morceaux d'étoffes multicolores : les drapeaux.

L'esprit monarchique est donc affaire de sentiment, et de sentiment complexe comme tous ceux des hommes : à demi instinctif, à demi raisonné. Il entre dans cette sympathie une part d'intérêt et une part d'habitude respectueuse.

En Angleterre, Allemagne, Autriche ou Italie, le monarque, même aux yeux de ceux qui veulent le renverser et qui croient le haïr, conserve quelque auréole : le socialiste allemand ne peut s'empêcher de « rectifier la position » sur le passage de l'Empereur et de crier : « Hoch ! Hoch ! »

En France, l'auréole s'est dissipée et il n'y a plus d'encens pour ce culte. Personne ne croit plus à l'essence supérieure, au caractère supernaturel du prince, ni le peuple, ni l'aristocratie, ni les membres de la famille royale.

L'entourage même du prétendant et son propre parti, prompts à le blâmer lorsqu'il affecte des allures trop unies et familières, s'il semble au contraire trop convaincu de sa « Majesté », ne se gênent pas pour en rire.

Il en allait tout autrement à la fin du dix-huitième siècle, non seulement chez les royalistes, mais chez les révolutionnaires.

En guillotinant le Roi, les régicides entendaient bien commettre un sacrilège ; mais on ne commet de sacrilège que lorsqu'on a quelque reste de foi. S'ils n'avaient pas eu au cœur un fonds inavoué de vénération, ils auraient tout bonnement destitué ou chassé Louis XVI.

C'est, semble-t-il, un grand avantage pour une nation que d'avoir perdu le « respect ». Une nation respectueuse respecte beaucoup de choses et de gens qui ne sont pas respectables. Elle place donc très mal son respect.

On objectera que du respect mal placé revient, de celui qui en est l'objet indigne à celui qui l'a manifesté et l'honore lui-même, parce qu'il fait preuve de soumission à des lois générales et utiles. On dira aussi qu'une nation qui perd le respect le remplace

peut-être par l'envie, qui n'est que du respect tourné à l'aigre, ou par du « snobisme », qui n'est que du respect tourné au ridicule.

Cependant un peuple qui perd le respect des puissants, celui des noms et des belles apparences, continuera d'honorer ce qui est vraiment estimable : il ne révérera ni les seigneurs, ni les ministres, ni les millionnaires, parce qu'il sait comment on les fabrique, ce qu'ils sont et combien ils valent, leur niaiserie, leurs vices, leur parfaite ressemblance avec les plus médiocres des citoyens ; mais il rendra hommage aux héros, aux savants, aux individus qui, par leur intelligence ou leur vertu, ont acquis des droits à la déférence.

Ainsi il placera bien son respect au lieu de le placer mal. Et il faut se féliciter d'avoir perdu le mauvais respect et d'avoir gagné le bon.

Voilà qui est parfait : les hommes de valeur, artistes, gens de lettres, chez qui le génie n'exclut pas la vanité, se réjouissent, comme vaniteux, des égards accordés à leur talent et pensent que tout est bien. Les anciennes supériorités, qui jadis avaient remplacé la force du poignet — la plus ancienne force, celle des sauvages — et qui consistaient en la puissance, la richesse, la naissance, ne donnent plus droit au respect, et la gloire seule, le mérite personnel le conféreront.

Théoriquement ce serait très beau : il en va tout autrement dans la pratique. Les hommes glorieux et méritants, qui les désignera ? La notoriété, venue de la chance, de la camaraderie, de la réclame, imite assez exactement la gloire et le mérite, du moins pour un temps et pendant la vie de l'intéressé.

On peut donc respecter un faux glorieux, un faux méritant, et, là encore, le respect fera fausse route.

Puis ce respect, qui n'est plus un lien social mais seulement une opinion discutable, un dilettantisme, ne suffit pas à investir d'autorité les hommes auxquels il s'adresse. Ceux qui sont honorés sont de simples particuliers, sans influence effective, sans rang positif dans l'État. Ceux qui possèdent ce rang sont de tout autres gens.

C'est un régime fâcheux, parce que ceux qui jouissent de l'autorité ne jouissent pas du respect. Ils ne jouissent que de la puissance brutale, de celle du sergent de ville : la force du poignet.

Et ainsi, en perdant le respect pour ceux qui avaient le pouvoir — ce qui était une fiction, stupide si l'on veut, mais nécessaire — une nation se rapproche, non pas d'un degré supérieur de civilisation, mais d'un degré inférieur de barbarie.

Il faut toujours en revenir au mot de Pascal : « Ne pouvant faire que la justice fût la force, on a fait que la force serait la justice... » Et en effet cela est très sage, sinon il n'y aurait point de paix.

Les hommes se parlent pour se persuader ; ils espèrent donc se persuader. Ils trouvent naturel de convaincre autrui d'erreur ; mais ils trouvent déshonorant d'être eux-mêmes convaincus d'erreur. Cependant ils professent qu'il est juste de changer d'opinion, quand on en a une mauvaise : les journaux, les discours ont pour objet de modifier l'opinion en l' « éclairant ». Mais lorsqu'on est parvenu à ce but et que l'adversaire s'est rendu à votre avis, on le méprise ; s'il ne s'y est point rendu, on le hait.

Plaisant prosélytisme qui réprouve les prosélytes mêmes qu'il fait. Chacun dit qu'il faut se perfectionner par l'expérience et tout le monde estime que c'est petitesse et faiblesse d'esprit de changer sa manière de voir.

Une chose très fréquente est de discuter avec quelqu'un en défendant sa thèse jusqu'à la fin, sans en démordre. Mais l'avis contraire, quoi qu'on en ait, vous a touché. C'est un germe ; il fermente, et le mois d'après on s'entretient avec un autre interlocuteur en soutenant les arguments que l'on combattait naguère, et qui ont pénétré en soi, que l'on a faits siens.

« On affirme que tel ou tel régime ne convient pas à la France », disait un vieil homme d'État, et il ajoutait rêveusement : « Je voudrais bien savoir quel est le régime qui convient à la France ! » Peut-être aucun, peut-être tous ; car elle a aimé les plus divers, et de tous elle s'est lassée.

Quand elle a joui d'un gouvernement libéral, elle s'est plainte de l'anarchie ; elle s'est plainte du despotisme quand elle a possédé un gouvernement autoritaire, et sous la présente République on reproche aux Chambres d'être « indisciplinées » quand elles renversent les ministères et d'être « serviles » quand elles les conservent.

Qui dira les motifs de la popularité ? qui en sondera les mystères ? Autant vaudrait-il chercher à expliquer pourquoi les femmes ont porté des crinolines et pourquoi elles n'en portent plus.

Deux présidents se sont succédé, dont le premier s'est rendu impopulaire par un attelage à la daumont et par un piqueur galonné d'or, sur lesquels son successeur a fondé sa popularité.

Des inconnus excitèrent l'enthousiasme et provoquèrent l'admiration par un libelle injuste, ou par quelques invectives déclamatoires ; portés au sommet du pouvoir ils s'en étaient montrés dignes en ordonnant un gouvernement raisonnable ou en dotant leur pays de territoires étendus. Mais, depuis

qu'ils méritaient l'estime, ils étaient parvenus au comble de l'impopularité.

Les mutations fréquentes dans l'étiquette de l'État, depuis un siècle, ont créé ce qui n'existait pas antérieurement chez nous : des partis. L'un agit, les autres critiquent. Ils se détestent, mais ils ne se font pas grand mal.

C'est un exutoire à l'éternel instinct de combativité et d'incompatibilité des hommes entre eux. La civilisation l'atténue sans l'abolir. Les ennemis d'autrefois se prenaient la vie, la terre, les troupeaux, les objets mobiliers ; ils se prenaient leurs femmes et leurs enfants. On le voit encore chez les sauvages. En se poliçant ils se prirent moins, tout en se battant presque autant.

Aujourd'hui ils se prennent seulement les emplois, les dignités, l'influence ; ils s'appliquent à se vexer les uns les autres sur certaines idées morales.

C'est un grand progrès ; nous n'en jouissons pas assez. Il en résulte ce bien tout moderne : la sécurité des personnes. Elle n'avait presque jamais existé, depuis les Gaulois du temps de César jusqu'à nos jours : car nul n'était sûr, sous l'ancien régime, de ne pas coucher à la Bastille.

Il est entendu que l'on abusera toujours de son autorité ; que toujours l'on molestera, l'on tracassera ses adversaires ; mais combien moins aujourd'hui qu'autrefois ! C'est même parce qu'il y a peu de danger à faire de l'opposition qu'il continue d'en subsister une. Le plus fort autrefois anéantissait le plus faible par la prison, l'exil ou les supplices ; et peu de gens aiment à risquer leur tête. On ne voyait que des complots isolés.

L'opposition contemporaine est donc très paci-

fique ; c'est une attitude que l'on peut conserver longtemps sans en trop souffrir.

Il ne manque pas de gens bien nés qui, depuis soixante-dix ans que Charles X a perdu sa couronne, subissent avec indignation les différents gouvernements qui l'ont remplacé. Jamais ils ne se couchent, la veille d'une « fête nationale », sans désirer qu'il pleuve le lendemain.

Les adultes qui ont vu la chute de la Restauration sont morts ; les fils ont pris la suite des regrets de leurs pères. Les années ont passé, la face du monde a changé, des découvertes sont venues qui ont transformé la vie ; le prince que l'on avait chassé est descendu dans la tombe, et aussi ceux qui l'avaient vu partir.

Un autre lui a succédé, qui a tenu pendant plus d'un demi-siècle l'emploi *in partibus* de roi légitime, et, de même qu'il fut un roi de fiction, ses sujets imaginaires lui conservèrent une fidélité de rêve.

Confit dans une ignorance sereine, le descendant de Louis XIV pouvait être sincère ; ses partisans ne l'étaient qu'à demi, parce que leurs yeux, quoi qu'ils fissent, demeuraient à demi ouverts ; mais ils se gardaient de les ouvrir tout à fait pour ne pas perdre le sacré dépôt de leur confiance sommeillante.

Le chef continuait à lancer de loin des manifestes écrits dans une langue pure, noble et chaude. Nul ne savait mieux parler au peuple, seulement il ne savait pas ce qu'il fallait lui dire.

Un moment vint où, par un concours incroyable de circonstances, il toucha au trône. A la veille d'être couronné, il parla encore, et ce fut pour abdiquer la couronne... sans le savoir.

Son parti continua d'attendre la Royauté, comme les Juifs attendent la venue du Messie, sans trop y croire, tout en vaquant à ses affaires, se mariant et établissant ses fils et ses filles, renouvelant les

baux de ses immeubles et touchant les dividendes de ses actions, chassant, bâtissant et se distrayant du mieux possible, quoique d'ailleurs inconsolable de voir la France aller aux abîmes.

L'hostilité verbale contre tout autre système que le monarchique s'est parfois révélée chez ceux mêmes qui ne semblaient pas avoir perdu au change. Le soir de la séance où l'Assemblée nationale avait voté la forme républicaine, l'épouse du maréchal-président disait tristement à son voisin, en se mettant à table :

— Eh bien ! nous l'avons donc, cette gueuse de République !

A ces vétérans de l'opposition, chaque révolution adjoignait des compagnons nouveaux, qui passaient, à l'ancienneté, irréconciliables. D'autres Français, au contraire, adhéraient avec le même entrain et applaudissaient avec la même indifférence à tous les changements. Ils ne manquaient aucune occasion d'allumer des lampions et de prendre part à l'allégresse des majorités. Question de tempérament, de milieu, de calcul.

Ceux-ci avaient toujours de bonnes raisons pour se donner aux régimes victorieux, et des raisons meilleures encore pour se reprendre des vaincus.

Ils tiraient vanité d'être quelque chose, comme les autres tiraient vanité de n'être rien. Les uns faisaient valoir les mérites du présent et dénigraient le passé ; les autres vantaient les services du passé, ils déploraient le présent. Et tous avaient raison, en somme, car chaque gouvernement avait à son actif quelque bien et quelque mal.

Tous les Français ayant reçu l'instruction secondaire, et même la plupart de ceux qui ne possèdent

aucune instruction, ont ce qu'on appelle une « opinion politique », comme ils ont une montre depuis qu'on ne les paye pas cher.

Mais il n'y en a pas un sur dix mille chez lequel le choix de cette opinion soit le résultat de méditations intelligentes et libres sur les mérites respectifs des différentes formes d'État. D'autant plus que ceux qui se livrent à ces méditations arrivent à la conviction que le mieux est de n'en avoir aucune, tous les gouvernements étant indifféremment bons ou mauvais, suivant les circonstances et suivant les individus qui les dirigent.

Le plus grand nombre adopte l' « opinion » de la catégorie sociale où le sort l'a placé, comme il en porte le costume, par habitude et par nécessité. Il en coûterait trop d'agir autrement, parce qu'en changeant d'opinion il faudrait aussi changer d'amitiés. Quant aux catégories sociales, d'en haut ou d'en bas, elles professent en bloc les idées qui paraissent flatter leurs ambitions ou leurs intérêts de caste.

Telle est la commune tendance, mais elle comporte beaucoup d'exceptions : l'ascendant personnel, les services rendus ou espérés, les passions religieuses ou les appétits économiques, les satisfactions de rancunes ou d'amours-propres modifient bien des opinions solides ou maintiennent bien des opinions chancelantes, du côté de l'opposition ou du côté du pouvoir.

On se plaint que l'électeur ne voie dans son député qu'un commissionnaire et qu'une machine à lui obtenir des places, des exemptions, des bénéfices et des faveurs. Et comment veut-on qu'il voie autre chose en ce député ? C'est sa manière simple de comprendre sa souveraineté et d'en jouir.

Le paysan, en qualité d'électeur, nomme le dé-

puté qui nomme le Président de la République, qui nomme le ministre des Finances, qui nomme le percepteur, qui requerra l'huissier de faire vendre les meubles du paysan s'il ne paye pas exactement ses impôts.

Mais qu'importe au paysan, puisqu'il doit payer ses impôts, que le percepteur, qui les réclame, tienne son droit de dix millions d'électeurs ou d'un souverain prétendu nommé par la « grâce de Dieu » ?

Après avoir marché au scrutin, le dimanche, avec une altière majesté, l'électeur n'est plus, le lundi, pour le garde des sceaux, qu'un « justiciable » ; pour le ministre des Finances, qu'un « contribuable », et pour le préfet, qu'un « administré ».

Et il ne saurait en être autrement : si le peuple voulait tout faire par lui-même, il ferait tout mal et, au bout de peu de temps, ne voudrait plus rien faire. Seulement, une souveraineté que l'on n'exerce pas et qui ne consiste qu'à se mettre en tutelle n'est pas très intéressante.

La dignité, la liberté de la personne ont gagné beaucoup de terrain, en théorie, depuis un siècle, dans les monarchies comme dans les républiques ; mais, dans les républiques comme dans les monarchies, l'autoritarisme gouvernemental a fait, en pratique, beaucoup de progrès.

Le peuple français, en particulier, fait pour lui-même un usage très discret de sa souveraineté. Non seulement il se soumet à des charges très rudes, financières et militaires ; mais il souffre sans se plaindre beaucoup d'abus, d'injustices et de tyrannies anciennes qu'il ne tiendrait qu'à lui de faire cesser.

Ce pays qui a longtemps passé pour factieux, est administré de plus près que beaucoup d'autres par des bureaux anonymes, comme un libertin mené à huis clos par une servante-maîtresse.

Il semble démocratique, mais sa législation est la moins socialiste de toutes en Europe ; il se croit hardi, mais bien des innovations accomplies ailleurs l'effrayeraient : personne en France ne songe à conférer aux femmes certains droits de vote dont elles jouissent aujourd'hui dans les trois quarts du continent.

La politique ne régit que ce qui constitue en nous l' « homme public », le « citoyen ». Mais, à bien regarder en nous-même, nous voyons que c'est là fort peu de chose, une toute petite partie de notre individu. L'intérêt « politique » d'un État est même si distinct de celui de ses citoyens qu'il peut leur être parfois opposé.

Certains moments de son histoire, où « la France » a été la plus brillante, furent ceux aussi où « les Français » furent le plus malheureux ; le pays faisait l'admiration du monde en même temps que le désespoir de ses habitants.

Les évolutions économiques importent bien davantage, parce qu'elles changent les conditions matérielles de notre existence ; elles augmentent ou diminuent le bien-être général, et l'abondance du vivre ou du vêtement procure plus de jouissance que la liberté de la presse ou le suffrage universel.

Le changement effectif qui a été apporté dans la vie d'un paysan, d'un ouvrier, d'un bourgeois ou d'un grand seigneur par nos révolutions successives, *par ces révolutions et point par autre chose*, qu'on y réfléchisse, on verra qu'il est très petit.

L'histoire, maintenant qu'elle est mieux connue, nous apprend que les phénomènes économiques ont toujours été indépendants des changements politiques ou sociaux, aussi bien au moyen âge qu'aux temps modernes ou de nos jours.

La disparition du servage a été, pour les Français, beaucoup plus importante que l'établissement de l'absolutisme royal. Or la disparition du servage fut, en France, un phénomène économique, nullement un fait politique ni religieux.

Il n'existe aucune concordance nécessaire entre la prospérité du pays, abstraitement considérée, et l'aisance de la classe laborieuse. La France de 1789 est riche, l'ouvrier, le paysan y sont pauvres ; tandis que la France de 1475 est évidemment pauvre, alors que le prolétaire y était riche. Voilà un phénomène très intéressant à retenir.

Même les progrès de l'agriculture et le bien-être du paysan sont choses tout à fait distinctes : la première peut être très florissante et le second très malheureux, comme on le voit sous Louis XVI, où les salaires ruraux furent plus médiocres qu'ils n'avaient jamais été peut-être, comparés au prix de la vie ; tandis que les champs se trouvaient beaucoup mieux cultivés qu'ils ne l'avaient été précédemment.

A travers les heures sombres ou glorieuses que le pays avait traversées, indifférent à toutes ces péripéties, à ces révolutions civiles, à ces guerres extérieures, à ces intrigues ou à ces exploits, « faits divers » de l'histoire, que nous content les livres et qui passaient au-dessus de sa tête, le paysan, l'ouvrier a, de père en fils, bêché, tissé, battu le fer, fendu le bois, scié la pierre. Durant ces quatre étapes parcourues par lui, serf au début, puis vassal, ensuite sujet, enfin citoyen, sa besogne a été, est la même. Il labourait esclave ; électeur, il laboure encore. Il continue, comme on dit, de « gagner sa vie », suivant cette destinée cruelle qui oblige la masse à peiner pour ne pas mourir, à vendre sa vie pour avoir de quoi vivre.

Cette vie fut plus ou moins large, plus ou moins dure ; mais la marche de la société ne l'avait pas adoucie et, par une contradiction désolante, la civilisation semblait n'apporter, il y a cent ans, que des privations et des misères au commun des êtres.

De ce recul la machine gouvernementale, la « politique » était-elle donc responsable ? Non, certes, mais elle n'avait aucun moyen de lutter contre une force omnipotente devant qui les combinaisons des potentats ou des Parlements ne sont que purs enfantillages : l'accroissement de la population avait réduit le prix du travail et haussé le prix de la terre.

Ce jeu des forces anciennes a été favorablement bouleversé dans le siècle présent par l'introduction d'un élément nouveau : la science.

On n'a jamais fait, on ne fera jamais du pain avec des lois ; on en fait seulement avec de la science. Mais il n'y a aucune connexité entre les découvertes scientifiques et les réformes politiques. L'ouvrier de 1850 ressemblait absolument, comme *salarié,* à celui de 1788, dont il différait si fort comme *citoyen ;* l'ouvrier de 1904 est semblable, comme *citoyen,* à celui de 1850 dont il diffère si fort comme *salarié.*

Le suffrage universel est une noble institution ; en donnant à l'État une base aussi large, on s'assure que l'intérêt de tous ne sera jamais sacrifié à celui de quelques-uns. Autrefois on flattait, on craignait les grands ; maintenant on craint et l'on flatte les petits. On ne peut les flatter individuellement, ils sont trop nombreux ; on ne le peut faire qu'en bloc : étant moins accoutumés à la flatterie, ils sont moins sur leur garde et plus faciles à tromper, car on ne leur dit pas la vérité plus qu'aux grands.

Aucun de ces petits ne considère qu'il est chargé de mener l'État ; il n'en a pas le pouvoir, il n'en saurait avoir la responsabilité ni partant le souci.

Quant à ceux qui tirent leur autorité d'en bas, ils sont bien moins responsables, d'une responsabilité *effective* s'entend, vis-à-vis de leurs milliers de mandataires, que les délégués des grands ne le sont vis-à-vis de leurs maîtres.

Mais en cherchant à être agréable aux petits, on se trouve travailler au profit d'un bien plus grand nombre de gens qu'en flattant les grands, qui ne sont qu'une poignée ; on fait inconsciemment œuvre d'intérêt général.

Il y a ainsi, à flatter les petits, de bonnes conséquences ; mais il y en a de mauvaises.

Ce qui intéresse tout le monde n'intéresse personne en particulier, et même l'intérêt général contrarie beaucoup d'intérêts particuliers qui ont, chacun, dans le Parlement, leurs représentants intraitables, tandis que l'intérêt général n'a pas le sien. Personne ne parle pour lui, surtout avec la même chaleur.

De sorte que les intérêts particuliers, actifs, ardents à se défendre, arrivent souvent en se coalisant, en se promettant appui l'un à l'autre, à l'emporter sur le général. Or les intérêts particuliers, tous réunis, ne sont pas encore l'intérêt général. Celui-ci a tout autant de chance de se faire écouter et d'être bien géré par un seul homme que par dix millions, qui ne le savent pas traiter et moyenner aussi bien qu'un seul. Toutefois, une mauvaise Chambre vaut mieux encore qu'un mauvais souverain.

Bien que l'importance de ce que fait le Parlement et de ce que disent les gens qui le composent soit très minime, on leur en accorde une très grande ;

c'est un reste d'esprit monarchique, dans le public contemporain, de tenir ses yeux fixés sur cette poussière de trônes. Un jeune député, membre éloquent d'un de nos derniers cabinets, dont la parole au barreau vaut de l'or, avait une mère avisée qui disait en hochant la tête :

— La position de ministre n'est pas suffisamment sérieuse pour un homme qui a son avenir à faire.

Et en effet qu'est-ce aujourd'hui qu'un ministre... qui n'est que ministre ?

N'empêche que tout député souhaite un portefeuille, et que nombre de Français briguent l'honneur d'être députés, conseillers de département, ou simplement maires de village. Il en sera de même jusqu'à la veille du jugement dernier.

Pourquoi veut-on être député ? Par dévouement à la chose publique, disent ceux qui le sont ; mais ils savent bien qu'on ne les croit pas et ceci n'est vrai de presque personne. Ce serait une vertu surnaturelle. Les esprits d'élite entrent à la Chambre pour « commander », diriger les affaires d'État et illustrer leur nom par un habile maniement des hommes, comme d'autres l'illustrent ailleurs par le maniement des idées. Cette espèce est extrêmement rare.

La plupart ambitionnent le mandat législatif, ou pour l'influence qu'il procure et qui permet de placer avantageusement les siens, ou pour le traitement qui y est attaché, ou pour augmenter sa surface, la clientèle d'un métier libéral, ou pour être mieux respecté du gouvernement dans les entreprises privées que l'on administre, ou par amour du panache local, pour présider les comices agricoles et les distributions de prix, ou par désœuvrement, pour s'occuper, faute d'autre carrière, ou pour cent autres motifs accessoires.

Mais le motif principal, le levier qui pousse le candidat à solliciter les suffrages, est le même qui faisait acheter, par le bourgeois d'il y a deux siècles, une charge de judicature ou de finances, le même qui chassait le gentilhomme du manoir provincial vers les antichambres de Versailles, et qui incrustait à la personne royale le seigneur assez heureux pour avoir accès auprès d'elle. Il y a aujourd'hui comme jadis des courtisans ; leur rôle n'a pas changé, mais seulement leur nom : on les appelle des « candidats ». Comme les courtisans, ce sont des serfs volontaires.

Être député ou sénateur, c'est encore « être de la Cour », de la Cour nouvelle du peuple. C'est être un patricien, un « grand », un magnat de la démocratie comme les évêques possessionnés, les abbés mitrés, les barons crénelés et les hauts vassaux du moyen âge furent les aristocrates de la féodalité.

Car la démocratie n'a point aboli l'ancienne noblesse, quoiqu'elle s'en vante ; elle en a seulement juxtaposé une moderne, sous d'autres noms. Comme l'ancienne, celle-ci a ses vicissitudes et l'on en peut déchoir ; mais c'est affaire aux habiles de monter une garde sévère dans leur circonscription pour en repousser l'ennemi, et d'entretenir des guetteurs sur les clochers des communes pour défendre leur « fief électoral ». Aussi bien n'y manquent-ils pas, d'où qu'ils viennent.

Leur origine est fort diverse : toutes les classes sociales et toutes les professions de l'almanach y sont représentées. Il s'y trouve des ducs, des princes de maison demi-souveraine, avec des coiffeurs et des cabaretiers, des archimillionnaires à côté d'insolvables permanents ; mais ce qu'on y voit le moins ce sont des paysans et des ouvriers. Ces classes, les plus nombreuses de la

nation, n'élèvent pour ainsi dire jamais les leurs sur ce pavois.

On entend dire que les députés sont en majorité vulgaires, communs d'esprit autant que de tournure. On faisait le même reproche aux nouveaux chevaliers sous les Césars et aux nouveaux comtes sous Napoléon. C'est le cas de tous les parvenus, dont l'élévation a été trop rapide pour leur donner loisir de prendre l'air de leur nouvelle dignité. Mais ils font de leur mieux et se façonnent assez vite à la grandeur ; à les voir fendre une foule, la médaille en main et le cordon tricolore en écharpe, on sent qu'ils ont conscience d'être vraiment des *optimates*.

C'est une pure chimère de voir jamais au Parlement siéger des « députés-ouvriers ». Le propre de l' « ouvrier » est de travailler de ses mains et non pas de porter une blouse. L'ouvrier élu à la Chambre quitte l'atelier, achète une redingote, engage une bonne et loue un appartement de quinze cents francs. Par son genre de vie, c'est désormais un bourgeois ; par son titre, c'est un personnage, il assure les ministres de « sa haute considération ». Sa blouse, sa propre blouse, s'il la conservait, lui deviendrait un déguisement.

Si le suffrage universel n'a pas les grandes vertus qu'on lui prête, il en a de petites à quoi l'on n'avait point songé : il accointe ensemble des gens qui, sans lui, n'auraient point de contact ; il n'unit peut-être pas les classes, mais il les force à faire connaissance. C'est son meilleur côté.

L'émiettement des citoyens qui n'ont plus rien à craindre ou à espérer les uns des autres et se retranchent volontiers dans une individualité ombrageuse, l'organisation usinière de l'industrie, la cherté des loyers dans les villes qui groupe les

maisons en quartiers riches et pauvres — tout cela tend à restreindre de plus en plus, dans ce peuple de soi-disant égaux, la pénétration des classes entre elles. Les brigues locales servent à la maintenir, du moins aux champs.

A Paris, dans les centres, l'élection se passe en affiches et en réunions «contradictoires», où l'on échange des discours, souvent des injures et parfois des coups. La tournée obséquieuse chez les concierges, les marchands de vin et les boutiquiers achalandés, dont on veut capter la bienveillance, est sans lendemain. Il n'en est pas de même dans les campagnes.

Là, il ne suffit pas au candidat de créer ou d'acheter une gazette et d'entretenir des agents qui publient ses bontés ; il lui faut payer de sa personne. Levé dès l'aube, il parcourt les hameaux, affronte le soleil et la neige, patauge dans les boues des chemins ruraux, enjambe les ruisseaux, escalade les haies, piloté par un guide qui le mène visiter les notables. Ses concurrents en font autant. Ils entrent la main tendue, la figure affable, du miel sur les lèvres, le gosier prêt à absorber tous les breuvages, avec une provision inépuisable de bonne humeur et un désir de plaire aussi ardent que celui d'un amant bien épris, anxieux près de sa belle.

Le paysan, dénué d'illusion sur leur tendresse mais fier de sa supériorité d'une heure, les invite à s'asseoir, les écoute ; ils causent, ils font connaissance. Souvent ils s'apprécient et se jugent favorablement l'un l'autre. Ce qui n'avait été au début qu'une corvée, une comédie, une formalité, devient à demi sincère. Des sympathies se créent plus ou moins vite, et ce ciment intéressé finit par lier des rapports affectueux entre gens que la vie sépare et que rien n'appelait à se fréquenter.

Le système a ses inconvénients : le candidat fait « de la popularité » ; la popularité fait de lui une portion de roi, mais elle n'en fait pas nécessairement un roi de mérite. Non seulement il ne se voit pas de collège électoral qui choisisse un représentant pour sa valeur propre et le conserve sans l'aimer, comme il s'est vu des rois prendre et maintenir de grands ministres dont ils ne goûtaient point la personne ; mais le citoyen qui, sur un point quelconque du territoire, ne parvient pas à se faire aimer plus que ses rivaux, demeure aussi éloigné des affaires, dans la république, que s'il avait, dans la monarchie, encouru la disgrâce du prince.

Et le peuple fait, en masse, ce que les souverains font isolément — qui est de donner leur confiance par sentiment, c'est-à-dire par caprice, et non par raison.

Le peuple français ne se vend pas, il se donne. Il y a, dans nos Chambres, peu d'élections d'une vénalité toute nue et, comme ces femmes poétiques que les petits cadeaux pourtant influencent, lors même que l'on achète ses faveurs, l'électeur n'admet pas qu'on le paye.

Souvent il s'offre le luxe de choix fantaisistes où le calcul n'a aucune part. Thelusson, chef de parti qui distribuait les candidatures, venait d'assigner la circonscription flamande de Vareschott au jeune M. Cabarol, qui s'en trouvait médiocrement satisfait. Au sortir du cabinet de ce puissant personnage, Cabarol rencontre un de ses amis auquel le collège de Tourtoirac, en Gascogne, avait été attribué et n'agréait nullement. Il annonce son intention d'y renoncer :

— Vous ne voulez pas de Tourtoirac ? dit Cabarol, je le prends ; retournons ensemble chez Thelusson.

L'affaire s'arrange et le candidat débarque, quelques jours plus tard, dans cette localité de Tourtoirac qu'il n'avait jamais vue. Désireux de s'y faire connaître sans perdre de temps, car la période électorale commençait, il mande en sa chambre, avant d'ouvrir sa malle, le patron de l'hôtel où il était descendu :

— Ayez l'obligeance, lui dit-il, d'annoncer que M. Cabarol, de Paris, pose sa candidature.

Sur quoi, il referme sa porte et entend, un instant après, de grands éclats de rire sur le palier.

C'était l'aubergiste qui s'égayait, avec ses garçons, sur le compte de ce singulier voyageur. Trois semaines plus tard Cabarol était élu à une assez forte majorité. Il n'a pas tenu plus de quatre ans ; mais c'est un homme de ressources, il est maintenant député dans l'Est.

Tel candidat, dont l'arrondissement est mi-partie composé d'agriculteurs et d'ouvriers, s'est fait élire en s'engageant, vis-à-vis des premiers, à faire enchérir le blé et en même temps, vis-à-vis des seconds, à faire baisser le pain. Tous le crurent et le portèrent aux nues.

Tel autre, dans un arrondissement viticole, croyait faire merveille en fondant une maison de commerce pour l'exportation des crus locaux. Mais ses adversaires furent assez malins pour démontrer, à la fois, aux *producteurs* de la campagne, que cette tentative avilirait les prix, et aux *consommateurs* de la ville, qu'elle les ferait hausser. Sur quoi, il fut hué par tous, indistinctement, comme ennemi public.

Certains règnent dans les districts ruraux parce qu'ils guérissent les foulures, ou parce qu'ils connaissent personnellement tous les chevaux ou toutes les vaches, à dix lieues à la ronde. Des

riches prêtent de l'argent à taux minime et en empruntent à taux élevé — ils se font ainsi des créatures de leurs créanciers et de leurs débiteurs, qui redoutent également d'être remboursés ou de rembourser. Des prolétaires arrondis s'en tirent à bon compte dans les centres usiniers : avec des promesses d'autant meilleures qu'elles sont irréalisables ; ils ont la certitude de pouvoir les conserver dans leurs programmes, puisqu'elles ne sauraient pratiquement passer dans les faits.

Ventoux, l'amiable concessionnel, plaçait ce petit discours il y a vingt ans : « Je m'incline devant la haute personnalité de M. le comte de Chambord ; j'aime les princes d'Orléans, je me suis assis sur les mêmes bancs qu'eux, au lycée. L'Empire est tombé, je ne saurais en dire du mal. Quant à la République, c'est le gouvernement qui doit nous diviser le moins. Je tiendrai haut et ferme... le drapeau de la conciliation. J'ose dire que mon passé vous répond de l'avenir et j'ai, dans ma famille, de quoi donner des gages sérieux à tous les partis : deux de mes tantes sont mortes en odeur de sainteté dans le canton voisin ; mon grand-oncle était conventionnel et a voté la mort de Louis XVI. Enfin, quant à moi, je déclare simplement que je ne suis pas franc-maçon, mais... mon père l'était. »

Pourtant Ventoux ne fut pas élu.

Ceux-ci trinquent et boivent jusqu'à la pointe d'ivrognerie, sans l'atteindre tout à fait, et par là se rendent sympathiques. D'autres agissent de même et deviennent méprisés ; ils ne le savent pas aussi bien faire.

C'est le même public qui, au théâtre, se révolte contre le défaut de langage ou de conformation d'un

acteur, ou s'éprend de lui à cause de ce même défaut. Ce candidat est trop réservé pour plaire ; son concurrent ne l'est pas moins, mais sa réserve en impose et séduit.

Ce représentant gagne par sa rondeur ; il interpelle chacun par son nom de baptême : la familiarité de son rival est également débordante, mais ses poignées de main ne plaisent pas autant : il les offre à des gens qu'il ne connaît pas et l'on doute de son amour.

Le gros banquier Radichon, raffiné dans ses dessous, sybarite dans les détails de sa vie et qui ne saurait s'habiller sans valet de chambre, se condamne à l'intimité d'haleines aigries et de vieilles pipes qui lui soulèvent le cœur. Il fraternise étroitement, à Noisy-le-Sec, avec des gens pour qui son chapeau ne se soulèverait pas à Paris. Au Parlement, il n'est qu'un comparse, *vox clamans ;* sa médiocrité native l'empêchera toujours de jouer un vrai rôle.

— Mais enfin, mon cher, lui demande un ami, pourquoi tant de soucis, tant de pilules stoïquement avalées ?

— Ah ! répond-il avec un gourmand sourire, il est bien doux d'entendre crier : « Vive Radichon ! » quand j'arrive à Noisy-le-Sec.

Un martyr volontaire est Lebleu, né dans la pauvreté et le bas peuple, devenu soutien du trône, après fortune faite, parce qu'il n'est pas insensible aux belles relations. Mais ne les paye-t-il pas trop cher ? Elles flattent son amour-propre et, en même temps, le déchirent sans cesse. Vingt fois le jour, des pointes d'aiguilles caressent ou supplicient sa vanité et, s'il osait parler — car il rage à huis clos — il avouerait que les mauvais chatouillements l'emportent de beaucoup sur les bons.

C'est aussi le cas d'un sous-homme d'État à demi arrivé, le comte de Blancménil. Il souffre fort, il n'arrivera jamais tout à fait. Il a sacrifié ses convictions, auxquelles il tenait peu, et ses affections, qui lui ont coûté davantage. Il a changé de camp, s'est vendu, s'est livré et n'a pas été payé. L'amertume d'avoir mal agi et de n'en avoir pas tiré profit le ronge.

A la Chambre française — en ceci semblable à toutes celles de l'ancien et du nouveau continent — il se rencontre un fort contingent de nullités dont la situation est indestructible ; et il se trouve, dans le pays, un lot respectable d'individus tout à fait propres, par leurs capacités spéciales, à entrer au Parlement qui ne peuvent, malgré des tentatives réitérées, en forcer les portes. Les premiers finissent par sembler dignes de la place, puisqu'ils l'occupent depuis longtemps, et l'on reproche aux seconds leurs échecs successifs, comme si la sottise devait constituer un grief contre ceux qui en sont les victimes trop constantes.

Ce qui les doit consoler c'est que, fussent-ils députés et même ministres, ils ne réaliseraient aucune des réformes qu'ils projettent. Émus des dangers qu'offraient leurs vues incohérentes, les élus du peuple ont pris le parti de chercher le salut dans l'impuissance.

Pour les fractions extrêmes de droite et de gauche, où sévit l' « opposition » endémique, cette impuissance est obligatoire. Cantonné dans le blâme professionnel, le député d' « opposition » exprime sa critique suivant son tempérament, raisonnée ou violente, et suivant ses facultés, par interjections ou par discours ; mais il refait pendant vingt ans la même philippique, qui roule chaque fois au

pied de la tribune, comme la pierre de Sisyphe. C'est une destinée cruelle ; pour n'en point souffrir, il faut être médiocre ou très vaniteux.

Sauf les cas où le pouvoir commet quelque belle ignominie ou quelque grosse faute — ce qui se rencontre de fois à autre, mais n'est point constant — l'opposition systématique glisse à la mesquinerie et à l'injustice. Elle s'imbibe d'un esprit de négation stérile. Incapable d'enfanter, elle ne réussit qu'à étouffer les enfants d'autrui.

Quoiqu'il soit plus facile de vitupérer et d'admonester que de gouverner, l'Opposition, *sous tous les régimes, depuis* 1815 *jusqu'à nos jours*, a certainement commis beaucoup plus d'erreurs que le Pouvoir, et le recueil de ses votes, en quatre-vingt-dix ans de vie publique, s'il était publié, ne lui ferait pas honneur.

Quant aux députés de la majorité, s'ils se flattaient de jouer quelque rôle et d'attacher leur nom à quelque mesure heureuse, leurs illusions ne tardent pas à se dissiper. A défaut de la jalousie régnant dans cette enceinte, la procédure parlementaire se charge d'annihiler tous les projets ; elle fauche et broie à peu près tout ce qui pousse, et le plus piquant est que, sans cette procédure, aucun Parlement ne serait capable d'exister.

Le député devient-il ministre, incarne-t-il ou semble-t-il incarner en sa personne une portion de ce qu'on nomme l'État, il demeure un personnage de figuration. L'ivresse du premier moment une fois évaporée, il renonce bien vite à appliquer son programme, il n'a même plus souvenir d'en avoir eu un.

S'il retire, ce « ministre », des vingt-quatre heures dont se compose la journée, le temps de dormir, de

manger, de faire sa toilette, de voir sa famille, le temps qu'il donne à ses affaires privées, à ses intérêts électoraux dans le département qu'il ne doit jamais perdre de vue ; s'il en retranche encore les moments consacrés aux discussions, questions et interpellations de la Chambre et du Sénat, les Conseils des ministres, où l'on ne fait rien, les audiences des particuliers, les Commissions et Comités à présider, les signatures à donner, les cérémonies surtout : voyages, inaugurations, distributions, banquets officiels avec prononcé de discours dont la préparation seule donne la nausée ; s'il y joint la vie mondaine sous ses diverses formes obligatoires ou réjouissantes — il est homme ; — si l'on observe que l'individu est quelquefois souffrant et incapable de travail, voyez ce qui reste d'heures, durant un passage de douze à quatorze mois dans le cabinet ministériel, pour avoir des idées et les faire prévaloir.

D'ailleurs ce ministre, qui hier était simple député et avant-hier simple électeur, que l'on a mis à l'intérieur ou aux finances, comme on l'aurait mis à la justice ou aux affaires étrangères, il est semblable à nous tous : il ne sait que ce qu'il a appris ; et comme il n'a peut-être rien appris encore sur la manière de faire mouvoir la portion de la machine politique à la direction de laquelle il est préposé, il laisse faire les autres.

Il est à la tête de son ministère comme ces bonshommes en métal dont les pâtissiers couronnaient jadis les gâteaux de Savoie, — décoratifs mais non comestibles.

L'administration française ressemble à une armée où l'avancement se donne à l'ancienneté et au mérite jusqu'au grade de colonel inclusivement, mais

où les généraux en chef sont désignés par le suffrage universel des soldats, sans condition d'âge ni d'aptitude.

Les députés sont dans le même cas ; le métier de « législateur » est le seul qui n'exige aucune compétence spéciale, et nul n'a jusqu'ici songé à réclamer, suivant la formule de 1848, l'*adjonction des capacités*, non plus au corps des électeurs mais à l'assemblée de leurs élus...

C'est que, en vertu du droit divin des majorités, l'huile d'onction a glissé du front des anciens monarques sur celui des législateurs sacrés par le peuple. Or la souveraineté du peuple est un dogme aujourd'hui reconnu par tous les partis ; les Français de 1904 sont d'accord, sinon sur la forme des étages supérieurs, du moins sur ce fondement de leur habitation politique.

Souverain absolu, le peuple gouverne aussi naturellement qu'il digère. Il exerce sa toute-puissance sans le savoir, comme M. Jourdain faisait pour la prose. Mais, souverain absolu, le peuple est soumis, comme tel, à toutes les misères de l'absolutisme, qu'il subit beaucoup plus qu'il ne l'exerce.

Par la manière dont ces trente-neuf millions de rois usent de leur empire sur eux-mêmes, il arrive que ce peuple souverain est rarement un peuple libre ; il n'a échappé à l'autorité de ses anciens maîtres que pour tomber sous une autre sorte de tyrannie qu'il a lui-même organisée.

Les « citoyens-rois », la majorité, se pensent-ils tenus en conscience de traiter les « citoyens-sujets », la minorité, comme un prince qui ne demande à son peuple qu'une obéissance limitée aux choses dans lesquelles il ne peut céder sans descendre de son trône ?

N'estiment-ils pas au contraire qu'ils représentent « l'État » au même titre qu'un monarque inspiré par l'Esprit-Saint, et que l'État, étant la collection des individus, a naturellement intérêt à tout ce qui intéresse les individus et doit avoir le droit de régler tout ce qui l'intéresse ? — syllogisme onctueux et pénétrant, dont la conclusion pourrait être de condamner tous les Français au même logement et à la même redingote, et finirait par leur faire manger à tous le cruel brouet noir de Sparte sur le trottoir qui longe leur maison.

L'État ! Vieux mot de Richelieu et de Louis XIV, dont l'usage n'a point passé, dont le sens n'a pas changé. L'État, qui n'a plus ses « prisonniers », a encore ses « raisons » que l'on avoue tout haut et ses « droits » dont on ne parle qu'en se signant.

Dans ce pays qui a douté de tout et tout bafoué, le culte de l'État n'a presque pas un athée ; il grandit avec les révolutions ; chaque régime lui bâtit de nouveaux temples, lui recrute de nouveaux prêtres, et le peuple-roi adore obstinément les décrets de cette idole par la bouche de qui le pouvoir central fait parler ses chefs de bureau.

Notre société politique, qui paraît s'être modifiée de fond en comble, conserve néanmoins la structure que les siècles lui ont donnée. Déjà, sous l'ancien régime, les peuples avaient été contraints et continuaient ensuite, par une débonnaireté native qui paraît assez dans nos coutumes, à tourner les yeux vers l'intendant comme vers la Providence.

La première République sentit, tout autant que la monarchie vieillissante, le besoin de faire passer la vie de la nation à travers ses cartons, de lui tâter le pouls dans des dossiers. Les conventionnels étaient grands paperassiers ; les ministères du

Directoire exhalent un parfum bureaucratique beaucoup plus accentué que ceux de Louis XVI. Napoléon Ier enchérit encore, et Louis-Philippe et ses successeurs ont continué Napoléon Ier ; avec eux l'administration devint plus détaillée, plus inquisitive, régla plus d'actions et des actions plus petites.

A beaucoup d'égards, nous en sommes encore à souhaiter cet « affranchissement des communes » que l'histoire fait habituellement dater du règne de Louis le Gros.

Aux communes tous les hommes d'État qui se sont succédé depuis un siècle ont parlé de libertés nécessaires, quand ils étaient l'opposition, et d'autorité plus nécessaire encore quand ils étaient le pouvoir.

Dans cette République fondée sur le suffrage universel, l'électeur est considéré comme capable quand il nomme un député, et comme incapable quand il nomme un conseiller général ou municipal ! Ces Conseils locaux, dépouillés de tous les droits qu'ils pourraient exercer, on les déclare inhabiles à se gouverner eux-mêmes, et la preuve, dit-on, c'est qu'ils sont en tutelle.

Les interdits et les mineurs administratifs, ce sont les majeurs et les souverains politiques, qui choisissent périodiquement leur tuteur.

Les petites choses qui se font en grand sont aussi mal faites que les grandes choses qui se feraient en petit. Trois cents députés qui votent à Paris, les yeux fermés, des millions en bloc, s'ils étaient assis sur les bancs de leurs Conseils municipaux, refuseraient, en détail, d'autoriser une dépense de cent francs dont la nécessité ne leur paraîtrait pas démontrée.

Quatre-vingt-sept particuliers qui, séparément, administrent bien leurs revenus sont souvent amenés, en faisant bourse commune, à mal employer le fonds social.

Depuis deux siècles qu'on travaille à empêcher les affaires de recevoir une solution dans les provinces, on est parvenu à en faire venir dans la capitale une telle quantité que ni les ministres, ni les directeurs même ne pourraient en connaître la vingtième partie.

Je ne crois pas qu'il faudrait plus de huit jours à un personnage sensé pour supprimer cette inepte broutille de dossiers secondaires qui ne font le voyage de Paris que pour la forme, se promènent — toujours pour la forme — entre « messieurs les ministres et chers collègues » de ceci et de cela, sont communiqués à des Conseils consultatifs pour obtenir des avis que l'on connaît d'avance, sont plusieurs fois renvoyés aux préfets « pour complément d'instruction », et qu'un employé attentif et zélé ne laisse aboutir que lorsqu'ils sont suffisamment gonflés, tels qu'une volaille que l'on tue seulement lorsqu'elle est parvenue à sa dernière période d'engraissement.

Le tout pour atténuer, dit-on, les abus de clocher. N'en croyons rien, les influences se déplacent et opèrent au centre. Est-il un député de droite ou de gauche qui n'obéisse pas à un maire redoutable, un ministre qui résiste au député, un directeur assez héroïque pour braver le ministre ? Et sur qui s'appuiera le chef de bureau pour ne pas tendre les mains aux chaînes qu'on lui présente ?

Instructions, règles, circulaires, prétendue « jurisprudence du Conseil d'État », ne sont que des toiles d'araignée pour les mouches ; les gros insectes s'en jouent. Véritables décors de théâtre, capables d'en

imposer de loin aux spectateurs qui n'ont pas leurs entrées dans les coulisses, ils ne sauraient être pris au sérieux par ceux qui les voient planter et déplanter au gré des nécessités contingentes, qui assistent aux répétitions et savent comment on manœuvre l'électricité.

Au demeurant, que nul ne s'inquiète : il ne se fera, bien entendu, aucune réforme. La force de l'habitude suffit à faire prendre une absurdité ancienne pour une institution respectable.

Qu'on suppose, en 1788, un article de journal ou un discours aux notables développant le plan des changements à effectuer : par quelles protestations eût-il été accueilli ! — supprimer les tailles, les gabelles, les fermiers généraux, la vénalité des charges civiles et militaires, autant de folies ! Il n'est pas jusqu'aux « jurés essayeurs d'eau-de-vie » ou « langueyeurs de porcs » qui n'eussent trouvé des défenseurs implacables.

Nous avons aujourd'hui encore, sous d'autres noms, beaucoup de « langueyeurs de porcs » parmi nous ; seulement ils ne nous choquent pas, parce que nous les coudoyons tous les jours.

Qui sait si la justice a fait de grands progrès depuis le chêne de saint Louis ? Les Francks étaient tous juges suivant que les circonstances le requéraient. La monarchie capétienne institua des professionnels pour juger. Nous sommes revenus, en matière criminelle, au système des barbares : jugement par ses pairs. Mais la vérité est-elle mieux discernée par des tailleurs que par des magistrats ? Un accent, un geste, un rien, mille causes fugitives et insaisissables déterminent la conviction des jurés.

Aux yeux des foules, mieux vaut être heureux

que sage : il y a une quinzaine d'années, un distingué financier-sociologue avait écrit et prouvé, dans une série d'articles sur le budget qui, pour ma part, m'avaient semblé très remarquables, que la France courait à sa ruine et que chacun pouvait le constater chez lui.

J'allai dans mon village, j'y vis les terres couvertes de moissons, les bestiaux abondants par la campagne et les paysans bien vêtus, attablés et satisfaits. Cela ne laissa pas de me surprendre, mais je me dis : Patience ! Le distingué financier-sociologue a deviné par avance, d'après la mathématique de son art, ce que ne perçoit point encore le vulgaire. Ces gens ne se doutent point de leur infortune. Les calamités, cachées encore, ne peuvent manquer de se révéler dans quelque temps.

Dix ans après je suis retourné dans mon village et j'y ai retrouvé les mêmes champs, les mêmes bestiaux et les mêmes personnes dans les mêmes conditions. Bien mieux, plusieurs, qui jadis allaient à pied, arpentaient maintenant les routes dans des carrioles toutes neuves. Alors, j'ai douté des chiffres.

Cependant, en considérant le budget, qui était toujours en parfait équilibre, je vis que, bon an mal an, l'État dépensait quelques centaines de millions de plus qu'il n'encaissait par les impôts. Il empruntait ou faisait emprunter pour lui, par des tiers, cet argent qui lui manquait et se bornait à en payer la rente. Mais de leur côté, les citoyens économisent à peu près un milliard chaque année sur leurs revenus privés. L'État, par ses emprunts, leur offre un débouché pour le placement d'une partie de leurs épargnes. Ainsi tout continue d'aller le mieux du monde, bien que la France s'endette, parce que les Français sont à même de lui prêter et y prennent plaisir.

Les Français seront-ils toujours riches ? La France sera-t-elle toujours puissante ? Y a-t-il, comme on le prétend, une « vie » des peuples, comme il y a une vie de chaque individu, avec enfance, maturité et déclin ? Ils ne semblent pas mourir comme *hommes*, parce qu'il reste encore des gens dans le pays, mais ils meurent comme *peuples*, puisqu'ils n'ont plus rien de ce qu'avaient ceux qui habitaient avant eux le même sol. Ils n'ont plus les mêmes passions, le même caractère, les mêmes aptitudes, les mêmes richesses, les mêmes mœurs, les mêmes croyances. Rien n'est demeuré, chez ces hommes d'aujourd'hui, de ces hommes d'hier.

Le succès des peuples tient-il à la race plutôt qu'au territoire ? Y a-t-il des peuples de plein air, faits pour les aventures, et d'autres peuples songeurs, aptes à se remâcher la cervelle ? Mais comment les mêmes races, sans croisements, sans infusion de sang extérieur, viennent-elles, les unes à déchoir si tôt, les autres à prospérer si tardivement ?

Est-ce au contraire le « cru » qui domine le « plan », le terroir qui forme la race ? Sont-ce les conditions matérielles qui pétrissent les peuples, les excitent ou les déprime, les fortifient et les développent, ou les débilitent et les tarissent ? Alors, comment des groupes situés en mêmes climats, ou dans des milieux identiques, diffèrent-ils autant ? Le système de gouvernement y est-il pour quelque chose ? Non certes, puisque les républiques du Nord et du Sud de l'Amérique, dotées du même régime, arrivent à des résultats très dissemblables.

Pourquoi la civilisation arabe s'est-elle arrêtée ? Pourquoi la chinoise ? Pourquoi les Mongols et les Turcs ottomans si faibles, après avoir été si forts ?

Pourquoi les Scandinaves ne font-ils plus d'expéditions lointaines, à défaut d'incursions belliqueuses sur nos côtes ?

Les explications qu'on en donne n'expliquent pas grand'chose ; il y a des raisons à pénétrer. Pourquoi les Vénitiens et les Hollandais ont-ils perdu l'empire des mers et la prééminence dans la peinture ? Il est en effet différentes sortes de suprématies, par où un peuple l'emporte sur les autres : la maritime ou la militaire, l'industrielle ou l'agricole ; la pécuniaire, la musicale ou la scientifique.

Et aucune exclusion ni corrélation n'existe entre ces diverses supériorités. Dominer par sa langue, ses arts, ses modes, n'est-ce pas dominer autant que par son sabre ? Au siècle d'Auguste, quand toute la société romaine parlait grec, et que personne ne savait un mot de latin en Grèce, était-ce Rome qui avait conquis ou qui avait été conquise par Athènes ? Au seizième siècle est-ce l'Espagne, unie sous un despote cousu d'or, ou l'Italie, vassale et morcelée, mais souveraine du goût et des lettres, qui tient le premier rang en Europe ?

Ne nous a-t-on pas là-dessus bercés d'idées étroites et fausses, dont les hommes qui écrivaient l'histoire étaient imprégnés, aussi bien que leurs lecteurs ?

La « vie des peuples », telle qu'elle nous est contée, c'est surtout leur vie politique, leur épopée militaire, leurs efforts de domination. Observé sous cet angle spécial, chaque peuple paraît en progrès quand il remporte des victoires, s'annexe des conquêtes et terrasse ses voisins. Quand le goût des combats lui passe, ou que le sort des armes lui devient moins favorable, on le regarde comme bien malade ; quand il ne dicte plus de lois à personne

et ne fait plus parler de lui sur les champs de bataille, il doit être mort et les annalistes n'ont plus qu'à l'enterrer.

Ainsi paraissent et disparaissent les Perses avec Cyrus, les Grecs avec Alexandre, l'empire romain, celui de Charlemagne, celui de Charles-Quint et la suprématie de Louis XIV.

Vers 1650, l'envoyé de l'Électeur de Brandebourg, remettant au roi Très-Chrétien ses lettres de créance, l'assure « de *la grandeur des respects* de Son Altesse Électorale envers Sa Majesté », et du désir qu'a cette Altesse « d'entretenir, par toutes sortes de moyens, *l'honneur de sa bienveillance* ».

L'Europe a changé depuis lors, et l'on eût bien étonné Richelieu en lui disant que deux siècles et demi après sa mort, le royaume de France serait si fort obligé au grand-duc de Moscovie — au « Moscovite », comme disait le style diplomatique — devenu l'empereur de toutes les Russies, de le garantir par son alliance du mauvais vouloir de « Monsieur l'Électeur de Brandebourg », passé roi de Prusse et empereur d'Allemagne, uni au duc de Lorraine, promu empereur d'Autriche, et au duc de Savoie, grandi roi de Sardaigne, puis d'Italie.

On estime que la France est aujourd'hui en décadence parce que d'autres États ont poussé plus qu'elle ; comme on admet qu'elle eut son apogée sous Napoléon, à l'heure où l'Europe était réduite par elle en vasselage. Mais combien cette opinion est superficielle, faite de l'ensorcellement du succès, de cette ivresse de la force et du gain, si délectable qu'il n'est guère facile de s'en affranchir !

Pourtant le Suédois, sous Gustave-Adolphe ou Charles XII, l'Espagnol, sous Philippe II, étaient-ils donc plus heureux qu'aujourd'hui ? Le Viennois

tirait-il quelque jouissance des grandeurs de la maison d'Autriche ? Se figure-t-on le laboureur de Beauce ou le vigneron de Bourgogne gonflés d'orgueil, au dix-septième siècle, à la vue de la prépondérance française en Europe, et le bourgeois de Poméranie bénissant son enviable destinée à la suite des victoires du Grand Frédéric ?

La solution de cette question : Est-il utile à un peuple de gagner des batailles et d'élargir son territoire ? dépend de la réponse que l'on fera à cette autre question : Les grands empires sont-ils plus « heureux » que les petits peuples ? L'idéal doit-il être de manger des raves et du pain d'avoine, de faire l'exercice et de conquérir le monde ? Le bonheur d'une nation dépend-il de l'étendue de ses frontières ? A ce compte, les Chinois devraient être les plus heureux des humains, et les Belges devraient être inconsolables de l'exiguïté de leur domaine.

Cependant ils ne paraissent point en souffrir, ni souhaiter leur incorporation à un empire plus vaste, ils ont même combattu pour s'amoindrir, en se séparant de la Hollande. Et tout au contraire de certains qui ont versé leur sang pour grandir, en s'unissant, d'autres, à côté d'eux, sont prêts à le verser de même pour rapetisser, en se divisant.

Or, les uns et les autres agissent ou veulent agir au nom de leur nationalité ; mais personne ne pourrait dire au juste en quoi consiste la « nationalité » et quels en sont les caractères.

Ce n'est pas la communauté du langage, ni la religion, ni la géographie, ni la race qui la constituent, puisque tel petit peuple fort cohésif, comme la Suisse, a deux religions, trois langues et un territoire héréroclite, et que d'autres, dont le parler est le même, se détestent.

Ce que nous appelons l'Europe a connu, depuis les temps historiques jusqu'à nos jours, bien des divisions successives : celle des tribus autochtones, celle des provinces romaines ou des principats barbares, celle des seigneuries du moyen âge aux frontières constamment vacillantes, celle des royaumes actuels aux limites non moins fragiles et, depuis un siècle seulement, plusieurs fois dérangées par la guerre.

Aucune de ces circonscriptions n'a concordé avec les précédentes ; presque toutes furent des découpages arbitraires du sol, non la reconnaissance d'agglomérations humaines : des « souverainetés » en somme, ainsi que l'on nommait naguère les nationalités. D'ailleurs y a-t-il un peuple qui soit complètement homogène, un seul qui, tantôt accru, tantôt resserré, n'ait à travers les siècles combattu à outrance, ou étroitement fraternisé, avec les mêmes voisins qu'il a successivement traités d' « éternels ennemis de sa race » ou de « propres enfants de son sang » ?

Beaucoup d'États, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, etc., se sont déplacés, et les pays qui portent aujourd'hui ces noms sont très éloignés des territoires qui les portaient naguère.

Les nations ne sont donc pas, comme elles s'en flattent, les filles naturelles du hasard, mais le produit de mariages précédés le plus souvent de rapts. Le temps cimente parfois ces unions ; les mariages de raison deviennent des mariages d'amour. Parfois au contraire ils aboutissent au divorce, sans que les causes d'incompatibilité soient bien sérieuses.

Mais les peuples, comme les individus, obéissent à la passion plus qu'à l'intérêt, et le Français est, de tous, le plus sentimental en fait de politique

étrangère : en moins de cent ans, il a aimé d'amour les Grecs, les Polonais, les Turcs, les Italiens, les Russes, les Espagnols, et entre temps, il a combattu quelques-uns d'entre eux avec le même enthousiasme.

Il est beau de faire la guerre « pour une idée » à condition que ce soit pour une bonne idée, et il est bien sot de la faire pour une idée fausse.

En général les démocraties n'excellent pas dans la politique extérieure. Les souverains y sont initiés très jeunes et l'apprennent comme naturellement ; ils ont les uns avec les autres des parentés, ils se renseignent et se pénètrent de pair à pair. Les affaires que nous appelons « diplomatiques » sont pour eux, en quelque façon, des affaires de famille. Ils sont élevés à entendre parler dès l'enfance et à regarder comme intérêts privés les convoitises, les erreurs, les passions de leur dynastie et des autres races régnantes.

Ce qui ne les empêche pas de se duper entre « bons frères » et de commettre force bévues dont le passé est plein. Mais le souci national est pour eux un souci personnel.

Dans les démocraties, gouvernées par des majorités, la conservation du pouvoir, quand on le possède, sa conquête, quand on l'a perdu, sont le premier besoin des hommes politiques. Ce souci prime les autres. La bataille intérieure absorbe toutes les forces et les négociations du dehors se subordonnent à la stratégie du dedans. On risque de perdre un empire pour gagner ou sauver un vote. L'atmosphère des partis fausse le coup d'œil. — « Je ne connais la France que depuis que j'en suis sorti », disait un parlementaire devenu diplomate.

Les diplomates de la démocratie n'ont pas une

tâche facile : le pays leur dicte des ordres et ne s'astreint lui-même à aucun plan. Comment l'entraîner lorsqu'il se dérobe, l'arrêter lorsqu'il s'emporte, le braver lorsqu'il se fâche ? Tantôt la nation se refuse, tantôt elle se donne tout entière, et ses répugnances ou ses tendresses, également extrêmes, également publiques, paralysent les promesses ou les menaces que pourraient faire en son nom ses ambassadeurs — parce que l'étranger sait d'avance, par l'état de l'opinion, si elles ont chance d'être tenues ou exécutées.

D'un allié même nos plénipotentiaires prétendent-ils tirer quelque chose et exigent-ils un peu impérieusement le prix d'un service ? Tandis qu'ils grossissent leur voix et froncent leurs sourcils, la France derrière eux, souriante, fait signe qu'elle rendra volontiers le service gratis.

Il serait assez agréable, pour un peuple, de vivre, comme les citoyens de l'ancienne Rome, subventionné par le reste du monde. Mais c'est bien difficile.

Napoléon Ier nous a fait jouir de ce régime pendant une dizaine d'années : il nous tirait du sang, il nous prodiguait de l'or. Nous n'avions pas de dettes, parce qu'au lieu d'emprunter, nous levions des contributions sur les voisins. Malheureusement, cela n'a pas duré, et nous étions devenus odieux à tous, pour avoir trop réussi.

La France ne peut plus dominer l'Europe par la guerre, puisqu'elle ne fait plus la guerre à l'Europe. Elle paraît avoir renoncé à cette sorte de domination ; ses habitants étant très pacifiques, depuis qu'ils se sont imposé le service militaire universel.

Cependant, ils semblent désolés de ne pas avoir, le cas échéant, un plus grand nombre de soldats à mettre en ligne, et ils s'affligent de ce que leur

territoire est moins fertile en hommes que celui de plusieurs autres peuples riverains, avec lesquels ils peuvent être appelés à se mesurer. Ils s'en affligent, platoniquement, cela va sans dire, ou plutôt certains écrivains et orateurs s'en affligent pour le compte du public.

Et l'on multiplie les brochures, les ligues, les conférences, pour exciter les Français à se multiplier ; pourtant, ils ne se multiplient pas davantage. C'est qu'apparemment ils n'en voient pas la nécessité.

Il n'y a guère de question sur laquelle on débite plus de folies que sur celle-là. Croire qu'il est possible de développer la natalité d'un pays par des meetings ou des articles de journaux est d'abord une idée bouffonne ; aussi bien serait-il également difficile de la restreindre par les mêmes voies, et l'on n'y saurait réussir que par le procédé d'Hérode, au moyen d'un massacre périodique d'innocents.

Puis donc qu'il paraît assez chimérique de déterminer le pullulement par la persuasion, on pourrait encourager l'élevage de notre espèce comme on a fait pour certains animaux domestiques, en gratifiant par exemple d'une forte prime toute mère présentant un nouveau-né viable, à l'instar des poulinières suitées, dans les concours ; mais jusqu'ici nul n'y songe.

Des supputateurs comparent l'immobilité de la population française avec l'accroissement de tels pays limitrophes et, concluant d'une période de vingt ans à un avenir illimité, montrent clairement que, si nous n'y mettons ordre, l'Allemagne, d'ici quelques centaines d'années, comptera dix fois plus de citoyens que la France.

Ces faiseurs de calculs ne réfléchissent pas que, si la population avait régulièrement progressé de-

puis la création du monde, ou même depuis trois ou quatre siècles, d'une façon mathématique, comme celle des lapins dans une garenne, nous serions en Europe plusieurs milliards d'êtres humains serrés les uns contre les autres ; à moins que le manque de vivres n'eût dès longtemps arrêté cet essor.

La population s'est enflée ou réduite, dans le passé, suivant des alternatives de hausse et de baisse, pour divers motifs connus ou mystérieux. A des mouvements prolifiques ont succédé de longs états stationnaires. Si la misère ou la prospérité font parfois décroître ou augmenter le chiffre des hommes, il est aussi des contrées qui demeurent surpeuplées dans une pauvreté stagnante et d'autres où les individus, bien que dans l'aisance, restent clairsemés.

De sorte qu'il est impossible de constater à cet égard aucune loi, de formuler aucune prévision. Tout au plus pourrait-on émettre des vœux.

Encore faut-il que ces vœux ne soient pas contradictoires. On ne saurait posséder à la fois : une population débordante et des salaires très élevés ; la primauté industrielle et la félicité agricole ; un très vif courant d'émigration et un renforcement des effectifs armés. Tout cela s'exclut ; il faut choisir, parmi ses souhaits, et se résigner à ne pas obtenir deux résultats contraires.

La France était, il y a cent ans, l'un des pays les plus peuplés de l'Europe, parce qu'elle était alors l'un des plus avancés et des mieux cultivés. D'autres l'ont rejointe et dépassée sous l'influence de causes économiques, où le patriotisme et la vitalité de la race n'ont rien à voir. De ce que l'Angleterre compte deux fois et demie plus d'habitants par kilomètre carré que l'Écosse, il ne s'ensuit pas que le patriotisme des Écossais et la vitalité

de leur race soient deux fois et demie moindres que ceux des Anglais ; mais seulement que l'Angleterre a beaucoup plus d'industries que l'Écosse, parce qu'elle a plus de charbon de terre et que l'on y vit mieux.

Les progrès de l'agriculture contribuent au peuplement dans un pays vide, dont le sol était en friche ; mais le progrès du machinisme agricole, dans un pays depuis longtemps habité, contribue au dépeuplement des campagnes, puisqu'il faut moins de monde pour accomplir les mêmes besognes. Depuis cinquante ans les milliers de moteurs à vapeur, qui soufflent et peinent chez nous, et les innombrables mécaniques, qui multiplient leur *force* par l'*adresse* et la *rapidité*, ont doté la France d'un chiffre inouï de « bras » artificiels ; esclaves dociles, muets et sobres, progéniture immense d'un peuple que l'on accuse de ne plus engendrer assez d'enfants.

Il serait naïf de se réjouir de ce que le machinisme supprime des bras dans les champs et, ces bras une fois supprimés, de déplorer qu'il n'y ait plus autant de monde dans les campagnes. D'autant que la population rurale employait naguère les loisirs de la glèbe à filer et à tisser ou à creuser le sol pour en tirer quelque minerai ; tandis qu'aujourd'hui, avec la centralisation manufacturière des industries textile et métallurgique, les manœuvres agricoles, s'ils trouvaient de l'ouvrage pendant la moisson et la vendange, en manqueraient pendant dix mois de l'année.

Aussi est-il arrivé que la population française, bien qu'en bloc elle ait augmenté de moitié depuis un siècle, se trouve beaucoup moindre à présent qu'il y a cent ans dans tous les districts purement

champêtres. Une diminution analogue, tout aussi naturelle et raisonnable, s'observe dans les provinces qui passent du labourage au pâturage, comme la Normandie, parce qu'il faut moins d'hommes pour cultiver la terre en prairies qu'en céréales.

Les hommes, en se déplaçant, vont à la rencontre du travail et du salaire ; pour avoir beaucoup de population, il faut donc avoir beaucoup de travail à lui donner et l'industrie seule distribue du travail. Mais comment développer son industrie ?

L'idéal serait d'avoir le monopole de production des choses que tout l'univers consomme. Seulement, il n'est pas aisé d'atteindre cet idéal, ni surtout de le conserver : on excelle dans la fabrication d'un article ; mais d'autres l'établissent à moindre prix, parce qu'ils ont, soit la matière première, soit la main-d'œuvre à meilleur marché.

S'il faut, pour posséder une population très dense, avoir une industrie florissante et, pour avoir cette industrie, payer fort peu les ouvriers, il s'ensuit que les peuples ne pourraient être nombreux qu'à la condition d'être misérables.

Sur notre vieux continent, du moins ; car, aux États-Unis, où la rareté des bras avait eu pour conséquence l'élévation des salaires, l'élévation des salaires a, par un phénomène singulier, amené le bon marché de la main-d'œuvre : l'économie obtenue par une machine est d'autant plus sensible, l'intérêt que l'on trouve à l'employer est d'autant plus grand, que le travail manuel à qui elle se substitue coûtait plus cher. Les Américains ont, par suite, beaucoup de profit à imaginer des appareils nouveaux, parce que la vente en est énorme et assurée. Ces appareils abaissent fort le coût de la façon, mais non la paie de l'ouvrier.

Seulement la production augmente, en alléchant le consommateur par la baisse des prix de vente.

L'émulation à combiner, pour la satisfaction de mille besoins, des automates ingénieux, n'est pas récompensée chez tous. Bien des capitalistes ont englouti des millions en tentatives infructueuses, un seul crée le type parfait ; la fortune le récompense largement, mais la nation elle-même s'enrichit de son succès.

Souvent ces « esclaves de fer » ne sont vendus à l'étranger que moyennant le payement, en sus du prix principal, d'une redevance basée sur le service qu'ils rendent. Ils sont munis d'un compteur qui fixe, d'après le travail effectué, le montant du tribut que la vieille Europe doit, à la fin de chaque mois, payer à la jeune pupille transatlantique qu'elle émancipait hier.

Mais si le défaut de bras avait favorablement élevé la paie de l'ouvrier du nouveau monde, on ne voit pas bien comment se produirait l'inverse : la hausse des salaires français résultant d'un accroissement de population. Ils ne pourraient même se maintenir au taux actuel.

Nos salaires ne sont pourtant pas si hauts qu'ils paraissent, comparés à ceux de pays voisins, parce que la vie est plus chère en France et que nous voulons qu'elle soit plus chère.

Là encore il faut choisir, il faut savoir ce qu'on veut obtenir et ce qu'on veut sacrifier : il est très bon qu'un grand nombre de citoyens aient part à la propriété du sol ; il n'est pas moins bon que le plus grand nombre des citoyens vivent à peu de frais. Mais le morcellement de la terre en France intéresse des millions de gens à sa valeur et au prix des denrées indigènes.

Si la terre était entre les mains d'un petit groupe

de possesseurs, le revenu foncier pourrait s'effondrer ou même disparaître sous l'effet de la concurrence du dehors ; un gouvernement démocratique ne s'en inquiéterait guère, parce que cette perte n'appauvrirait qu'une infime minorité de la nation. Tandis que, lorsqu'un quart des électeurs se trouvent atteints, ils sont de force à défendre leur rente, en se rançonnant les uns les autres, par un socialisme de bonne compagnie.

Placée entre l'agriculture et l'industrie, notre république a opté pour la première et plusieurs monarchies environnantes pour la seconde. Il se peut que tout le monde ait raison à son point de vue ; mais l'usine occupe plus de bras que la ferme.

Si, dans l'état de notre législation, l'on nous offrait de verser sur notre territoire autant d'hommes que la Belgique en fait vivre proportionnellement sur le sien — ce qui porterait la population française à plus de cent millions d'âmes — il faudrait se garder de les accepter, car ils n'auraient d'autre alternative que de s'enfuir ou de s'habituer à mourir de faim.

Il est, de par le monde, des peuples misérables, bien qu'administrés avec sagesse. Il est des pays riches, quoique mal gouvernés, et qui souvent gèrent aussi bien leurs affaires privées qu'ils gèrent mal leurs affaires publiques. La France est de ceux-là.

Les prospérités, comme les misères des nations, indépendantes de l'agitation des politiques et de la phraséologie des journaux, viennent de causes moins apparentes, plus intimes, qui tiennent à leur sol, à la tournure d'esprit de leurs citoyens, et que les gouvernements n'influencent guère.

Ce sont au contraire les gouvernements qui ressentent le contre-coup de ces bonnes et mauvaises

fatalités, recueillant, devant l'opinion, le bénéfice de succès, ou portant la peine de maux, dont ils sont également irresponsables.

Il en a toujours été ainsi : au moyen âge, par exemple, le libre jeu des rapports naturels avait réalisé, à une époque barbare et qui ne se piquait point d'humanitairerie, ce rêve que les utopistes croient être le but final des sociétés policées — la terre au travailleur — tandis qu'au contraire il accompagne seulement l'aurore des sociétés au berceau.

Ce qui serait difficile à l'État d'exécuter *de vive force :* l'abandon de la terre à tous les laboureurs qui voulurent en prendre moyennant une indemnité insignifiante, fut exécuté *de bonne grâce* aux treizième et quatorzième siècles. Tous les paysans furent alors propriétaires, sans bourse délier, du sol qu'ils cultivaient.

Et pareille transaction, consentie en un temps où la terre était abondante et l'homme rare, se reproduit aujourd'hui en tous les pays neufs, placés dans des conditions identiques à celles de la France féodale. Avec les formes relâchées et flottantes de la propriété privée du moyen âge, le non-possédant était chez lui à peu près partout ; tandis que, resserré ensuite entre des domaines jalousement exploités, celui qui n'eut pas quelque lopin en propre ne fut plus chez lui à peu près nulle part.

La condition du fermier sur notre sol a, par les mêmes motifs, empiré avec les temps modernes ; la législation est pour lui plus dure sous M. Loubet que sous Charles le Sage. De même encore, *la part* de l'exploitant — fermier ou métayer — dans le produit de la terre, a sensiblement diminué, depuis les siècles passés jusqu'à nos jours, et celle du propriétaire a augmenté.

De nos jours, autant que dans le passé, des phénomènes matériels, où le raisonnement n'a point de place, dominent la destinée des citoyens dans l'intérieur de chaque État, et le sort des États eux-mêmes sur la surface du globe.

Qui croirait, si nous ne le voyions de nos yeux, que la nation la plus démocratique est celle aussi où les spéculateurs ont pu se tailler des *royaumes industriels*, sous forme de monopoles d'objets indispensables à la vie, et qu'un de ces « bons tyrans » — car le « trust » jusqu'ici a été avantageux à la masse populaire — songe à grouper ces divers monopoles en un faisceau unique — le « trust des trusts » — dont le président disposerait alors, dans l'univers, d'une autorité effective beaucoup plus grande que celle d'un Alexandre ou d'un Gengis-Khan ?

L'ouverture ou l'abandon de certaines voies commerciales, la pléthore ou la pénurie des substances nécessaires, distribuent de-ci de-là, à travers la planète, l'aisance et la gêne, favorisent ou paralysent le peuplement, agissant avec une force fatale, comme font les lois de la pesanteur.

Il ne faut pas chercher bien loin le secret de l'élévation de l'Angleterre au dix-neuvième siècle, le motif de sa richesse industrielle et de sa soudaine expansion. Il n'est, ni dans ses colonies, ni dans son régime parlementaire, ni dans son goût pour les sports athlétiques. Il suffit de regarder son sol : tout son pouvoir vient de cette « pierre noire », la houille, squelette végétal des temps où la terre vivait en égoïste, pour elle-même, déchet fossile d'un monde sans date et ignoré, qui allait être précisément, en ce siècle, l'agent de tout un monde nouveau.

Les Anglais d'il y a soixante-dix ans n'étaient pas des hommes supérieurs aux Anglais d'il y a deux cents ans : ils n'avaient aucun génie très extraordi-

naire par-dessus les autres peuples de l'Europe ; mais, comme dans un conte de fées, ils n'ont eu qu'à frapper de leur pic la petite île qui les portait pour faire surgir de ses entrailles le Génie de la force, asservi à leurs caprices. L'invention de la vapeur devait naturellement profiter au pays où le charbon était déjà en usage, où les gisements étaient innombrables, l'extraction aisée, la qualité excellente, le transport court et partant peu coûteux.

L'Angleterre est ainsi devenue cette colossale maison de fabrication doublée d'une agence mondiale de transport, que nous voyons, parce qu'elle avait sous la main un outil incomparable de fabrication et de transport, et qu'elle vendait jusqu'aux antipodes la portion de houille qu'elle n'employait pas elle-même, pour permettre aux autres nations de fabriquer et de transporter.

Par là, son commerce maritime atteignit le premier rang et, possédant une immense flotte marchande parce qu'elle était en mesure de l'utiliser, elle est arrivée à cet état d'entraînement où une industrie puise dans son succès de quoi le multiplier encore : si les deux tiers des navires qui se construisent dans le monde sortent des chantiers britanniques, c'est parce qu'ils y coûtent moitié moins cher qu'ailleurs, et ce bon marché amène l'abondance des commandes qui engendre à son tour une spécialisation extrême du travail. Avec des bateaux moins chers, c'est-à-dire avec un capital d'exploitation plus faible, exigeant de moindres amortissements, les Compagnies anglaises peuvent subsister là où des françaises ne le pourraient pas.

Et tout cela vient du charbon ; toute l'Angleterre moderne est issue du charbon ; sans le charbon, elle ne serait rien, ou très peu de chose. Il serait fa-

cile de le montrer en prenant toutes ses industries les unes après les autres : 100 kilos de ce papier que le lecteur tient en mains ne représentent-ils pas 280 kilos de charbon et seulement 220 kilos de sapin et autres matières ?

Or, à qui s'en prendre si la France n'a pour ainsi dire pas de charbon ; si le peu qu'elle en a est dur à arracher de ses couches souterraines, de sorte qu'un mineur de chez nous ne produit guère que moitié de ce que produit un mineur de Silésie ? A qui s'en prendre encore si notre sous-sol national ne contient presque pas de fer ? Et que peut toute l'ingéniosité des Français pour dominer le monde par l'industrie lorsqu'ils n'ont ni fer ni charbon ? Cela n'est-il pas aussi impossible que de faire mûrir du café dans la plaine Saint-Denis ?

L'invention de la « vapeur » et de tout ce qu'on entend par là d'applications multiples et de révolutions conséquentes, a donc été préjudiciable au rang de la France en Europe, parce que la France n'a pas ou presque pas de « vapeur », comparativement à d'autres États. Mais convient-il de se désoler jalousement de ce que d'autres obtiennent davantage de superflu, lorsque nous-mêmes avons accru notre nécessaire ? Car les Français, individuellement, sont heureux.

Et nous portons la peine de notre bonheur, ce qui est inévitable : le bien-être des citoyens, les besoins qu'il entraîne, sont, pour toute nation, un supplément de poids dans sa course avec les nations rivales. Souhaiterions-nous bien, pour courir plus vite, de devenir gueux et affamés ?

On se lamente sur ce que les Français n'émigrent pas assez. Nous avons pourtant quelques émigrants : montagnards des Pyrénées ou bûcherons de Solo-

gne. Mais il est vrai que nous n'en avons pas autant que les Irlandais, les Italiens du Sud ou les Allemands du Nord, tous gens dont la vie est dure et que la misère chasse de chez eux. Se trouvera-t-il un Français pour dire : « Il est déplorable que les Français ne soient pas assez malheureux pour être forcés de quitter la France, car nous compterions ainsi plus d'émigrants ? »

On se plaint aussi que nos compatriotes ne soient pas assez entreprenants. On ne songe pas qu'ils sont très économes, qualité que l'étranger souvent leur envie. Or, un peuple économe n'est pas un peuple de « risqueurs ». La nation s'enrichirait des aventures que courraient ses membres : parce que, tout compensé, les gains lui rapporteraient plus que les pertes ne lui coûteraient. Mais, comment décider vingt millions d'hommes à changer leur caractère ? Ils sont satisfaits, puisqu'ils se voient tels.

L'Arabe est plus content de ne rien faire que l'Américain d'avoir de l'argent en travaillant. Qui oserait dire lequel des deux a tort ou raison ? L'argent n'est que pour procurer des jouissances et, sa plus grande jouissance, l'Arabe la possède sans effort, puisqu'elle consiste à ne pas travailler.

Si toutefois notre amour-propre national souffre de nous voir devancés dans ce qu'on nomme « le progrès » par des pays voisins qui ont plus de machines que nous, parce qu'ils ont eu, au dix-neuvième siècle, des richesses naturelles qui nous manquent, il est aisé de voir que ces chances sont très éphémères : l'Angleterre a grandi la première, parce que, la première en Europe, elle avait du charbon à vil prix ; mais l'Allemagne aussi a trouvé de la houille et du fer, et elle dispute à la Grande-Bretagne sa primauté d'hier.

Les États-Unis, à leur tour, sont en train de dépasser ces deux pays, parce qu'ils se sont vus dotés

d'encore plus de fer, d'encore plus de houille, d'encore plus de tout ; et ils en offrent à ceux qui leur en vendaient.

Le charbon lui-même ne sera peut-être plus, dans ce siècle nouveau, la source de la fortune. Il domine aujourd'hui toute la navigation, mais il se peut que demain les huiles de goudron ou autres résidus de pétrole le remplacent sur la mer et que, sur terre, les forces électriques le détrônent et transportent la prospérité ailleurs. Les dynamos sont en train de transformer la Suisse en nation industrielle et les solitudes alpestres du Tyrol se couvrent de manufactures accrochées au flanc des montagnes, parce que l'électricité utilise le travail gratuit de chutes d'eau embrigadées, de gaves malfaisants et colères, auxquels on impose des lois !

L'invention d'une nouvelle substance, d'un nouveau procédé de fabrication, change la face d'un pays, sans aucun tapage, beaucoup plus que toutes les batailles rangées. Et l'on subit ces évolutions désastreuses, et l'on profite de ces bons cataclysmes, sans pouvoir éviter les unes ni susciter les autres par décret. Il faut bien l'avouer.

CHAPITRE II

CE QU'IL RESTE D'ARISTOCRATIE

Tous les Français sont égaux devant la loi ; mais ils ne sont égaux que devant la loi. Ils ne le sont pas devant eux-mêmes ; je veux dire les uns vis-à-vis des autres. Or la « loi » ne nous intéresse qu'accidentellement, tandis que la « société » nous prend tous les jours.

Partout ailleurs qu'au prétoire — encore l'égalité devant la loi n'est-elle pas toujours l'égalité devant les juges — il subsiste, entre les citoyens de cette République, des distinctions de classe ; et ces distinctions ne subsistent que maintenues par l'opinion même de ceux qui les ont abolies. C'est peut-être que l'on avait omis d'abolir en même temps l'habitude, chez les uns d'en tirer vanité, chez les autres de leur porter envie, sinon respect.

Les Français supportent patiemment bien des inégalités.

Ils supportent de n'être pas tous beaux et intelligents, de n'avoir pas tous une bonne santé, de n'être pas tous d'une grande taille et de n'avoir pas tous une grande force musculaire. Ils supportent de perdre des enfants, alors que le voisin conserve les siens, et de faire mauvais ménage avec leur femme alors qu'ils voient des couples heureux. Autrefois, ils supportaient d'être d'une condition modeste ; ils en souffrent aujourd'hui, parce qu'ils

ont décidé que toute supériorité de naissance était injuste. Ils en souffrent, mais ils continuent de croire à ces supériorités.

La France actuelle a beaucoup moins changé qu'on ne l'imagine. Au premier aspect, les siècles antérieurs offrent le spectacle d'un peuple au repos ; le siècle présent, celui d'une société en marche. Mais l'aristocratie a beau édicter la stabilité indéfinie des situations, au profit des gens d'en haut, et la démocratie a beau promettre la mobilité permanente des destinées, au profit des gens d'en bas, la première n'a jamais pu faire observer ses lois et la seconde ne pourra jamais tenir ses promesses.

Il y a toujours eu beaucoup d'instabilité parmi les privilégiés de droit de l'ancienne noblesse et il existe, en fait, nombre d'aristocrates traditionnels dans la masse mouvante de notre démocratie. Depuis mille ans, les allées et venues des familles du haut en bas et du bas en haut de l'échelle sociale ont été constantes et très rapides.

L'égalité naturelle, qui est au fond de l'humanité, la sélection des intelligences et l'influence du hasard ont joué, dans ces vicissitudes, un rôle non pas peut-être aussi étendu que de nos jours où aucune entrave ne les arrête, mais beaucoup plus large qu'on ne se le figure, étant donnée la construction d'une société qui parquait chacun en apparence dans une case infranchissable.

Ce serait un livre fort curieux que l'histoire de quelques centaines de familles françaises prises à même la population du moyen âge, depuis les hauts barons jusqu'aux plus humbles serfs, et suivies jusqu'en 1900.

On y verrait d'étonnantes péripéties. Malheureusement, la trace des petites gens n'est pas facile

à suivre ; ce sont des filets d'eau dans un océan ; ils font peu de bruit et tiennent peu de place. Pour ces microbes de l'organisme social il n'existe pas de microscope à portée de l'historien. On ne les aperçoit que quand ils grossissent. Dès qu'un individu émerge, sort de l'ombre, les renseignements commencent. Tant que ses descendants demeurent dans une certaine lumière, on arrive à ne pas les perdre de vue.

Mais quand ils plongent, quand ils rentrent dans la foule, l'obscurité se fait de nouveau sur eux, et bien des familles qu'ainsi l'on croit éteintes sont seulement disparues. On ne les avait vues monter qu'à partir d'un certain niveau, on ne les voit également descendre que jusqu'à un certain niveau ; c'est comme la ligne de l'horizon à laquelle apparaît et disparaît le soleil.

D'après les cas nombreux de décadence et d'élévation qui me sont passés sous les yeux, je crois que l'histoire privée des Français, à mesure qu'elle sera mieux connue, confondra fort ceux qui nous vantent volontiers la stabilité sociale du « bon vieux temps », non moins que ceux qui se félicitent d'une remise à neuf de la société moderne, qui aurait eu lieu il y a cent ans par le nivellement des conditions : les opinions dites « rétrogrades » ou « avancées ».

On ne gardait un certain rang qu'avec une certaine bourse, et la bourse de chacun a subi mille fluctuations. La fortune, accrue par les mariages et les successions, morcelée à l'infini par les partages, même dans les maisons nobles, fut, comme de nos jours, dissipée par les prodigues, accrue par les thésauriseurs, centuplée par les travailleurs et les habiles, dispersée par les indolents, les malchanceux, les déséquilibrés. La faveur des grands, les postes avantageux créèrent des situations que

réduisirent à néant les guerres étrangères ou locales, les troubles, les procès et les évolutions financières ou politiques, brutales ou lentes, depuis l'abolition du servage jusqu'à l'institution du suffrage universel, qui suscite à son tour de nouveaux aristocrates.

Quel mystère dans l'ascendance de tant d'inconnus qui ignorent leurs ancêtres ! Bien des prolétaires d'aujourd'hui sont les fils des seigneurs de jadis ; tel anarchiste fougueux descend peut-être de générations cossues, qui ont « exploité les sueurs » des sujets de Charles V ou de François Ier. Tel réactionnaire endurci, qui défend avec une âpre bonne foi les prérogatives de la naissance, n'est-il pas un noble d'hier, un propriétaire d'avant-hier, longtemps mainmortable et attaché à la glèbe en la personne de ses aïeux ?

Car ce reproche, parfois adressé de nos jours aux paysans, d'abandonner la ferme et de vouloir faire de leurs fils des « messieurs » — reproche singulier en somme, puisque cette émulation est le résultat de la liberté, en même temps que la source des progrès d'un peuple, et qu'un pays où les laboureurs ne voudraient jamais faire de leurs fils que des laboureurs serait un pays condamné à mort — ce reproche pourrait s'adresser aux générations qui se succèdent depuis des siècles. Voilà des centaines d'années, il suffit pour s'en convaincre de pénétrer l'intimité de notre vie nationale, que les « villains » et les « compagnons de métier » cherchent, autant qu'ils le peuvent, à faire de leurs fils des « seigneurs ».

Et beaucoup y ont réussi. Cependant il y a toujours autant de paysans et d'ouvriers, parce que d'anciens seigneurs ont pris leur place dans les ate-

liers et les chaumières. Prenons la liste des hommes d'armes qui paraissent aux « montres », ou revues, aux diverses dates de notre histoire ; consultons les cartulaires des abbayes, mines précieuses de documents en ce genre, nous verrons disparaître à chaque siècle des quantités de noms, que remplacent d'autres noms sortis de l'obscurité. Les désastres de la guerre de Cent ans, les dévastations qui accompagnèrent plus tard les luttes religieuses, révolutionnèrent l'état social en détruisant les choses, et les droits attachés à ces choses et les gens qui les possédaient.

Plus près de nous, en temps calme, que de ruines individuelles, que de dépossessions et de déclassements ! Combien de fois, parmi les mendiants vagabonds enfermés dans les hospices sous Louis XIV et Louis XV, ne se rencontre-t-il pas des membres de familles riches ou nobles d'ancienne extraction ! Que de rameaux se détachent de races dont le tronc est demeuré illustre et tombent dans l'humilité d'un quasi-néant !

Les vides sont remplis par des familles nouvelles : tels serfs, affranchis au seizième siècle, se retrouvent bourgeois vingt ans plus tard ; leurs fils portent le titre d'écuyers, leurs petits-fils sont gentilshommes et exercent le droit de justice.

Il est une illusion d'optique qui fait croire, dans les siècles écoulés, à la possession exclusive des emplois civils et militaires, ou de la grande et moyenne propriété rurale, par la classe aristocratique. L'illusion tient à ce fait qu'autrefois, à mesure qu'une famille devenait riche, elle devenait noble. On ne pouvait, pour ainsi dire, pas devenir riche sans devenir noble ; et pourquoi d'ailleurs se serait-on privé de la noblesse, lorsqu'elle venait d'elle-même à l'argent ?

Plus anciennement la société féodale, fondée et maintenue par la force, estimait avant tout la force et le courage qui la met en valeur. Les membres de la « classe dirigeante » d'alors se trouvaient exercer tous la « profession des armes » ; non parce que cette profession leur était réservée *en droit*, mais parce que tous ceux qui s'y adonnaient, quels que fussent d'ailleurs leurs antécédents, entraient *en fait* dans la classe dirigeante et devenaient nobles tout naturellement.

Arriver « à la force du poignet » n'était pas dans ce temps-là une métaphore ; mais la chevalerie, cette confrérie internationale des braves, était éminemment ouverte et accessible, chacun de ceux qui la composaient pouvant à son tour donner l'accolade et créer d'autres chevaliers, sans distinction de patrie ni de caste. Nombre de villains, au treizième siècle, étaient faits chevaliers. Il leur suffisait, pour cela, de se « bien battre », c'est-à-dire d'aimer le combat pour lui-même, d'y porter un parfait mépris de la vie humaine y compris la sienne propre, de la risquer avec une audace folle et comme passionnée.

Lorsque l'État se gouverna davantage avec une plume et de moins en moins avec un glaive, de nouvelles puissances surgirent dans une société renouvelée. Le bourgeois, l'homme du peuple, acheta l'anoblissement pour quelque monnaie ; il acquit la noblesse plus sûrement encore par la possession des terres nobles, dont il prenait le nom ou qu'il attribuait à ses fils, par l'exercice des charges judiciaires, administratives ou municipales. Il n'avait que le choix des moyens.

La richesse de ceux qu'on appelait, sous l'ancien régime, des « roturiers » paraît une conquête de la Révolution, parce que le riche du vingtième

siècle dédaigne, non toujours mais souvent, les vaines apparences de gentilhommerie, qu'il veut régner démocratiquement sous son nom plébéien, tandis qu'il y a deux cents ans son premier soin eût été d'en changer, même de « décrasser », par des combinaisons de parchemins, ses aïeux dans leur tombe et qu'ainsi, à distance, nous qui le trouverions « messire » ou « seigneur » de quelque chose, nous ne verrions pas aussi nettement son entrée dans la caste privilégiée.

Il est certain toutefois qu'aux dix-septième et dix-huitième siècles, ce qu'on appelait « noblesse » n'était, pour les dix-neuf vingtièmes, que du tiers état récemment enrichi, élevé, décoré, possessionné.

Aujourd'hui, bien des gens se vantent d'être « venus à Paris en sabots », et de ce que leur père était un paysan. Or ce n'est pas toujours exact. Le père souvent était davantage. Autrefois les nouveaux anoblis se vantaient que leur père fût tout au moins un petit bourgeois ou un marchand ; or ce n'était pas toujours vrai non plus. Le père, souvent, était moins que cela. L'orgueil démocratique de la société actuelle, l'orgueil aristocratique de la société ancienne peuvent, tous les deux, nous induire en erreur et nous faire croire que les parvenus sont présentement plus nombreux et qu'ils aient été naguère plus rares.

Il y eut, sous l'ancien régime, nombre d'individus qui montèrent d'un seul coup au sommet, qui naquirent dans une mansarde et moururent dans un palais. Mais ce fut dans le domaine de l'argent que se virent les plus grands bonds : tel ce La Bazinière, d'abord laquais, puis clerc de procureur, ensuite commis, devenu peu à peu « trésorier de l'Épargne » et richissime — Dieu sait comment ! — qui reçut à ses bals le Roi-Soleil et toute la Cour.

Or il en est de même aujourd'hui. Les succès d'argent sont, de tous, ceux où la chance a le plus de part et qui requièrent le moins d'éducation première.

Dans le domaine politique il s'en rencontra jadis peu d'aussi rapides, bien qu'on en puisse citer de notables et que Colbert, par exemple, n'ait pas été de plus haute origine que Gambetta.

Mais, de nos jours encore, il en va de même : quoique l'accession de tous aux plus hautes fonctions publiques soit théoriquement possible, c'est de la bourgeoisie grande ou petite, ce n'est pas du peuple proprement dit, que sont sortis les neuf dixièmes des personnages marquants de la première Révolution, et c'est encore dans la bourgeoisie que se recrutent, depuis vingt-cinq ans, les ministres et les Présidents de notre République.

La raison en est fort simple : pour faire un homme d'État à peu près décent il faut un minimum d'éducation secondaire, qu'un huissier de canton, ou un pharmacien, donne souvent à son fils, mais qu'un valet de ferme, ou un ouvrier mineur, ne lui donne pas.

Les préjugés d'inégalité subsistent en mille détails où ils n'ont plus de raison d'être, par exemple dans l'octroi des distinctions honorifiques. Il est singulier que l'on ne confère, sous un gouvernement démocratique, l'ordre de la Légion d'honneur qu'à des bourgeois, et presque jamais à des paysans ou à des ouvriers, quelque dignes qu'ils en puissent être.

La société actuelle ressemble donc très fort à l'ancienne, en ce qu'aujourd'hui comme autrefois elle se compose de classes distinctes. Elle lui

ressemble en ce que ces classes, autrefois comme aujourd'hui, étaient mobiles, beaucoup de familles passant de l'une à l'autre, soit pour descendre soit pour monter, et leur élévation se faisant rarement d'un saut, mais par enjambées successives dont chacune représente l'effort d'une génération.

Où la différence s'accuse entre le passé et le présent, ce n'est pas dans les faits, c'est dans les idées. Entre la tradition et l'instabilité, toutes deux inhérentes aux choses humaines, nos pères avaient une forte tendresse pour la première et nous avons un goût prononcé pour la seconde. Pourtant ce qui est ancien continue à jouir de certains égards, même de la part des ennemis de la tradition, par la seule puissance de l'habitude.

L'esprit de perpétuelle novation est d'ailleurs un très mauvais esprit, parce que certaines choses, comme une loi ou une Constitution, ne possèdent leur vraie force qu'après avoir duré quelque temps. Les États ne se bâtissent qu'avec cette sorte de mortier que les entrepreneurs appellent « à prise lente ». On peut croire à l'utilité de la tradition en matière de classe, sans se faire d'illusion sur la valeur propre de l'hérédité.

Pour admettre cette valeur, il faudrait d'abord que tous les fondateurs des grandes races nobiliaires eussent été de grands hommes, illustrés par les services rendus à la patrie, et ce n'est le cas dans aucun pays d'Europe, où de fort beaux noms sont issus de la faveur et de l'intrigue. Ce n'est pas même le cas de l'aristocratique Angleterre, où sur vingt-huit titres de ducs inscrits au *Peerage* il s'en trouve un bon lot ayant des causes assez viles, quoique d'ailleurs élégantes.

Mais, en France comme à l'étranger, il en est aussi de très honorables et quelques-unes de

glorieuses. Or la continuité, la durée, possède en soi une force si grande que si les facultés d'un individu exceptionnel se transmettaient à ses descendants, la famille dont elles seraient l'apanage ferait craquer le moule social. Une race ambitieuse dominerait le pays, une race avide s'emparerait des trésors, et cela comme nécessairement. Qu'il se trouve dans une lignée quelques générations douées des mêmes aptitudes, constamment appliquées à des objets semblables, elles atteignent très haut.

Seulement, cela est très rare ; le courant d'énergie, d'intelligence, de valeur, s'interrompt à chaque génération. C'est tout à fait par exception que le fils hérite du père ces qualités peu communes ; presque jamais elles ne passent au petit-fils. Au contraire, les contrastes abondent dans la succession d'une même famille.

Il y a beau temps que Platon, dans la *République*, recommandait la sélection humaine par l'élimination des mauvais produits. Je ne sache pas que l'on se soit livré nulle part à cette alchimie d'un nouveau genre qui consisterait à fabriquer, par principes, des hommes de talent.

Même pour les animaux, l'élevage a ses surprises, et pourtant la poulinière, que nul mâle ne peut couvrir sans la permission du maître, n'est susceptible d'aucune infidélité.

Ce qu'on nomme « hérédité » ou « atavisme » est un vain mot. Il n'y a ni « lois » à dégager, ni principes par conséquent à poser. Simplement quelques remarques curieuses à faire, tantôt pour, tantôt contre la transmission des vertus et des vices par le sang. Et il n'y a pas plus de cas « pour » que « contre ». Chaque être résulte d'une combinaison nouvelle de mille êtres défunts, d'un amalgame d'élé-

ments connus, diversifiés à l'infini ; ainsi que les airs de musique, toujours nouveaux, faits avec des notes toujours pareilles.

La profession, l'époque, le milieu font pousser en vertus des vices atténués — barbarie devenue courage — ou se gâter en vices des qualités tournées à l'aigre — prudence devenue faiblesse. L'orgueil crée l'ambition, qui est utile ; l'ambition engendre la volonté, qui est excellente ; et la volonté dégénère à la fin en stupide entêtement.

Ce qui allait être l' « audace » sera, avec un grain de raison en plus ou en moins, ou l' « héroïsme » ou la « folie ». Le même instinct sexuel, suivant les doses d'intelligence et de sensibilité auxquelles il est associé, donnera naissance tantôt aux transports de l'amour, tantôt à l'abrutissement, et tantôt à quelque état moyen entre ces deux extrêmes.

De cette cuisine où se confectionnent les individus le secret nous échappe. Nous ne connaissons pas le microbe de cette fermentation des races, par laquelle d'un degré à l'autre, d'une génération à la suivante, les facultés s'améliorent ou se corrompent, évoluant de l'effort à l'usage, de l'usage à l'abus, de l'abus à l'usure ; sans qu'il y ait trace d'ailleurs ni d'une règle ni d'un *processus* analogue à celui du règne végétal, où du bouton sort la fleur, puis vient le fruit et enfin la pourriture.

Notre âme est comme une maison où des meubles hétérogènes ont été déposés par une suite d'héritages, raccommodés et recombinés suivant les modes et les goûts des habitants qui nous ont précédés. La collaboration de sangs authentiquement remarquables ne devrait pas aboutir à des filiations contradictoires ; pourtant ils s'annihilent au lieu de s'unir et de s'additionner. Parfois le germe immé-

diat est dominé ou anéanti par de vieux levains qui ressuscitent. On peut tout fonder en ce monde, sauf une lignée d'hommes supérieurs, et le mérite est ce qui se transmet le moins.

Si l'hérédité était vraie, plus une famille serait anciennement noble, plus elle serait affinée ; or, faute d'un milieu approprié, de très vieilles races tombent assez vite dans une grossièreté abjecte, aussi bien d'esprit que de corps. On en voit beaucoup dans le fond des provinces ; on en voyait tout autant il y a cent ans.

C'est en effet l'éducation et le milieu qui constituent, à eux seuls, les qualités d'une aristocratie et suppléent à l'hérédité, vaine souvent ou apocryphe. L'histoire a beau nous apprendre que les amours avouées d'une grande souveraine du dernier siècle ont substitué, dans la descendance impériale, le sang de son favori à celui du monarque son époux, les successeurs n'en ont pas occupé avec moins d'éclat la place de leurs pseudo-ancêtres, parce qu'un cortège de traditions leur a fait une âme à l'image de la dynastie.

C'est par l'idée qu'il se forme de lui-même, par la conscience qu'il prend de ce qu'il se figure être, que le patricien de naissance devient un patricien de fait. S'il est né sot, il restera sot et deviendra fat. Mais s'il est doué d'instincts moyennement élevés et de capacités honnêtes, le sentiment de la place qu'il tient et de la tâche qu'il en juge inséparable fera de lui un homme tout à fait précieux dans l'État : un homme fier devant le pouvoir parce qu'il n'a point à parvenir, un gardien désintéressé des libertés publiques, un représentant de la tradition, dépositaire d'une parcelle de cette stabilité avec laquelle les projets se poursuivent et les empires se fondent.

Peu importe qu'il n'y en ait guère de ressem-

blants à ce portrait ! Ce petit groupe suffit à maintenir l'espèce. Et l'espèce semble intéressante à maintenir, au jugement des nations qui nous avoisinent.

En France, dans le domaine politique, la noblesse constitue, pour ceux qui en sont affligés, une sorte de tare qui les rend, par droit de naissance, antipathiques à la démocratie. Ceux qu'on appelait jadis des « gens de qualité » pourraient étrangler leur prince ou insulter leur Dieu qu'ils n'en resteraient pas moins, au regard d'un grand nombre de leurs concitoyens, suspects d'aristocratie ou de cléricalisme. Ils pourraient donner leur fortune aux pauvres, ou même voler celle des riches, qu'ils demeureraient entachés d'un péché originel que n'efface aucun baptême.

Plusieurs en souffrent cruellement ; il est dur d'être un paria, surtout si l'on ne l'a pas toujours été ; on n'est pas « exilé » si l'on n'a jamais connu de patrie. Tout individu porteur d'un certain nom peut se dire, en regardant autour de lui dans le monde : « Si j'étais Anglais ou Autrichien, Américain ou Russe, je pourrais jouer dans mon pays un rôle honorable ; mais parce que je suis Français, cela me sera à peu près impossible. »

Cette exclusion même prouve qu'il existe encore une noblesse, puisqu'on s'attache à la proscrire. Et en effet, à n'envisager que l'étiquette, les titres abondent dans cette république et l'on n'imaginerait pas qu'ils aient été abolis dans la nuit du 4 août.

Sauf l'ostracisme politique, la situation des familles qui les possèdent n'a d'ailleurs pas beaucoup varié depuis Louis XVI. De pouvoir effectif, le grand seigneur à la fin de l'ancien régime n'en avait plus. Son rang seul existait, il existe encore.

« Quel rang donc ont les ducs ? dit rageusement l'ami de l'égalité ; une valeur de bibelot. » Ils en ont une, cependant. Ils se l'exagèrent parfois à eux-mêmes, témoin ce chef d'une maison ducale qui disait avec une naïve satisfaction de sa destinée : « Comment pourrait-on être triste lorsqu'on est duc ? » Mais aux yeux des gentilshommes, de la bourgeoisie et même du peuple, un titre de duc qui a figuré dans l'histoire de France conserve son prestige.

Les plus récents en ont moins : d'un de ses amis, gratifié de cette dignité par un gouvernement moderne, tel homme d'État célèbre, dont le duché remonte à Louis XV, disait, non sans une nuance de protection : « Un tel est plein de mérite, d'excellente noblesse, et de plus c'est ce qu'on appelle aujourd'hui un duc. » Ceux qui « s'appellent » authentiquement ainsi sont rares du reste — une soixantaine environ, — tous sont connus. Les usurpations de ce titre ont été peu nombreuses ; toutes aussi sont connues et, partant, font sourire.

Quoique le fait puisse paraître étrange, la haute noblesse de notre pays est plus riche dans son ensemble qu'il y a cent ans. Cela tient à des causes multiples et confirme ce que j'ai dit sur la stabilité actuelle des familles, plus grande qu'on ne le croit généralement, comme l'instabilité ancienne a été plus grande qu'on ne le supposerait d'après l'étude superficielle de l'histoire.

La Révolution confisqua les biens des émigrés, mais tous les nobles n'émigrèrent pas et les familles de ceux mêmes qui périrent sur l'échafaud conservèrent leurs terres. Tous les biens confisqués ne furent pas non plus vendus par la Nation. Elle garda beaucoup de grands domaines difficiles à morceler, qui ne trouvèrent pas preneurs, et dès le Consulat les restitutions en nature commencèrent. Elles con-

tinuèrent sous le premier Empire, au profit des personnes qui s'étaient ralliées au nouvel ordre des choses ; puis sous la Restauration, au profit de celles que Louis XVIII voulut récompenser de leur fidélité et qui faisaient partie de l'entourage royal.

Suivant le caprice du hasard qui avait laissé certaines terres dans la main de l'État et en avait fait sortir certaines autres, telles familles furent maigrement indemnisées, telles au contraire furent grandement enrichies. La propriété foncière sortit toute transformée de la législation nouvelle. Les anciens droits féodaux, dus aux seigneurs terriens, avaient pour contre-partie des entraves nombreuses, que le mode antique de jouissance continuait d'imposer aux possesseurs du sol.

« Possesseurs », ils ne l'étaient que bien imparfaitement des prairies, pendant quatre mois — de mars à fin juin — chaque année ; ils ne l'étaient que nominalement de vastes terrains soumis à la pâture banale et de superficies boisées grevées, moyennant quelques sous, d' « usages » innombrables pour chauffage, pacage, charpentes, meubles et ustensiles de toute sorte, au profit des paroisses riveraines. Ces derniers vestiges du communisme traditionnel — car le communisme est d'hier et non de demain — avaient été jusqu'alors âprement maintenus par les populations rurales, et les Parlements, imbus de l'esprit ancien, se montraient assez favorables aux prétentions des campagnards en ces matières.

Libérée de toutes ces charges qui la rendaient parfois illusoire, la propriété resta, ou revint, aux maîtres qui la conservèrent, ou la reprirent, telle que le régime nouveau l'avait faite : pleine et entière, et ils en recueillirent toute la plus-value.

Il se produisit ainsi un phénomène qui semble

un paradoxe, mais qui fut un fait positif : pour certains patrimoines nobles, l'abolition du régime féodal fut un bienfait et ils se trouvèrent grandement accrus par la Révolution.

Ces privilégiés ne formaient d'ailleurs qu'un petit clan ; gens de Cour, gens en faveur, porteurs de noms connus, qui comptaient et pouvaient être utiles. Tous avaient des patrons puissants, des créatures dévouées et ne manquaient pas d'entregent. Ils surent aussi se faire la part du lion dans la distribution du « milliard des émigrés ». Le gros de la noblesse provinciale, éloignée, sans appui, sans relief, n'eut que des miettes et s'en contenta.

De même pour les châteaux : au cours de la période révolutionnaire, bien des demeures seigneuriales avaient été dévastées et détruites ou avaient passé en d'autres mains. L'histoire nous révèle ces désordres et ces spoliations, qui sont exacts ; mais ils ne furent pas universels, loin de là.

Au contraire, la majorité des châteaux, grands et petits, n'avaient pas changé de détenteurs de 1790 à 1815. Il s'en voit beaucoup de possédés encore par les héritiers de ceux à qui ils appartenaient depuis des siècles ; il en existe même qui n'ont pas été démeublés depuis l'ancien régime, où les tableaux sont restés encastrés dans les boiseries ; où les tapisseries, clouées au mur par des personnes qui les avaient commandées et payées aux Gobelins ou à Beauvais, sous Louis XV, n'ont pas été touchées, et où les fauteuils même n'ont pas changé de place. Et il s'en trouve de tels non seulement en des départements reculés, mais aux portes de la capitale, dans l'Île-de-France, la Brie ou l'Orléanais.

Les familles notables qui avaient ainsi retrouvé, ou accru, leur situation matérielle des derniers temps de la monarchie ne l'ont pas toutes gardée intacte. De très illustres se sont éteintes au cours du dix-neuvième siècle. Quelques-unes se sont appauvries par les partages ou, s'abandonnant elles-mêmes, ont décliné et glissé dans la gêne par une mauvaise administration de leurs biens.

Mais d'autres ont décuplé leur avoir par des alliances non plus avec les filles des traitants et des fermiers généraux, ainsi que les générations antérieures — le maniement des deniers publics n'enrichissant plus les fonctionnaires de nos jours — mais avec les héritières des fortunes modernes, créées dans l'industrie, le commerce ou la banque. Et, pris en bloc, les descendants de ceux qui avaient, ou pouvaient avoir, le droit de monter dans les carrosses du roi, en 1789, se trouvent ainsi plus riches que leurs ancêtres.

Parmi eux se rencontrent quelques individualités qui, joignant un beau titre à un gros revenu et sachant se faire honneur de l'un et de l'autre, ont eu l'art, par un mélange de tenue et de bonhomie, par une certaine dose d'intelligence et d'ambition, de prendre place dans les assemblées politiques ou dans les compagnies littéraires ; d'obtenir à propos des postes en vue, de participer aux vastes entreprises industrielles et agricoles, ou de s'adonner à de grandes œuvres humanitaires.

Ceux-là constituent, au sein de notre démocratie, par la fusion en leur personne de ces éléments, hétérogènes mais nécessaires à la perfection du type, des « grands seigneurs » modernes aussi complets que peuvent en posséder les nations aristocratiques qui nous entourent et que pouvait en offrir la France du siècle passé... Sur leur rang

de naissance ils ont adroitement greffé un rang de conquête, qui, multipliant le premier, a fait d'eux par contre-coup les chefs du milieu mondain auquel ils appartiennent.

Curieux phénomène : les événements politiques n'ont rien changé à cette hiérarchie sociale, qui, du haut en bas de l'échelle, partage les Français en tranches, sans valeur officielle, mais nettes et absolues. Car, au-dessous du groupe proéminent, il y en a un second, puis un troisième, et rien ne détermine en quoi une compagnie est supérieure à une autre, si ce n'est que chacun a le sentiment intime de ces différences et sait parfaitement, en changeant de catégorie, qu'il monte ou qu'il descend.

Ce qu'on remarque à Paris est tout semblable en province, où non seulement il existe des classes : aristocratiques, bourgeoises et populaires, mais où, dans le sein de chaque subdivision, il se maintient des démarcations positives. Il y a des « rangs » parmi les marchands et les employés de la petite ville ; il y en a parmi les paysans de la paroisse rurale, qui ont, eux aussi, leur morgue et leurs dérogeances, leurs aspirations et leur « snobisme », sous la blouse comme sous la redingote ou l'habit noir.

Tout cela paraît indestructible, parce que tout cela ne dépend pas des lois mais des mœurs, ne résulte pas d'un droit mais d'un fait, et que ce sont les intéressés qui en décident et se classent eux-mêmes.

La nation la plus démocratique de l'univers, poussée sur un sol vierge que n'encombrait aucune tradition, les États-Unis d'Amérique, a trouvé moyen de constituer, par le rigorisme des salons, des clubs et des villégiatures d'été, un

noyau aristocratique qui n'est pas, comme on pourrait l'imaginer, fondé uniquement sur l'opulence, mais aussi sur l'ancienneté relative des familles, sur le rôle qu'elles ont joué depuis cent vingt-cinq ans, sur le degré d'affinement où elles sont parvenues.

En France, le milieu mondain, dont un lot de familles historiques forme l'état-major naturel, portait, il y a cinquante ans, le nom de « faubourg Saint-Germain ». Par l'exode des logis luxueux vers les Champs-Élysées, il s'est répandu sur la rive droite de la Seine ; par l'agrégation incessante de familles nouvelles, son effectif a beaucoup augmenté, jusqu'à représenter aujourd'hui deux mille ménages peut-être. Mais cette « société » continue de vivre comme elle vivait, lorsqu'il y avait un monarque à Versailles ou aux Tuileries, et d'être ce qu'elle était naguère, c'est-à-dire la plus brillante et la plus « polie » ; la « première » sans doute, puisqu'elle s'en flatte et qu'on le croit en dehors d'elle ; puisque les autres la regardent et la jalousent, tandis qu'elle les dédaigne ou les ignore.

La haute société française actuelle, à beaucoup d'égards la même qu'elle était sous l'ancien régime, en diffère seulement en ceci : l'hostilité contemporaine des « gens du monde » et des « hommes politiques ». Il y a beau temps, chez nous, que la position sociale ne confère plus le monopole du gouvernement de l'État ; il en est ainsi depuis Philippe le Bel, et en tout cas, depuis Louis XIV : « Les choses en sont arrivées à ce point, dit mélancoliquement Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, que le plus grand seigneur ne peut être bon à personne, et qu'en mille façons différentes il dépend du plus vil roturier. »

De fait, à la veille de la Révolution, les agents de l'État, qui étaient à Paris et en province l'État lui-même, se montraient animés de l'esprit le plus malveillant vis-à-vis de la classe, privilégiée pourtant dans l'État. Seulement il restait un gentilhomme sur le trône : il employait dans son conseil les habiles qui sortaient du peuple et gardait les décoratifs de vieille race pour les cérémonies.

C'est à peu près ce qui se passe encore dans les monarchies européennes ; les nobles allemands, autrichiens, anglais ou même russes, n'ont vraiment d'autre monopole que les besognes de gala. La direction des affaires vient des ministres, des députés et de hauts fonctionnaires, qui se recrutent dans tous les milieux et principalement dans la bourgeoisie, comme en France. Il n'y a nulle part une classe « dirigeante » ; mais il n'y a non plus nulle part une classe suspecte, si ce n'est celle des perturbateurs de l'ordre matériel.

En Amérique les néo-aristocrates, indifférents, vivent sans contact avec les politiques ; en France, les gouvernementaux et les mondains se haïssent, et la classe suspecte est celle qui, socialement, tient le haut du pavé. C'est là un fait particulier à notre pays.

Ce qui ne l'est pas moins c'est que, l'institution démocratique ayant décrété l'égalité mais n'ayant pu l'établir, toutes les distinctions qui subsistent entre les citoyens semblent odieuses ; toutes sont conventionnelles, subies plutôt qu'acceptées par ceux qui n'en ont pas le bénéfice ; chacun admettant de n'avoir personne au-dessus de soi, et jugeant néanmoins intolérable de n'être pas supérieur à d'autres.

Un indice de cette haine des supériorités, c'est

le discrédit où est tombé de nos jours le service *personnel*, parce que, plus que tout autre, il fait sentir la dépendance.

C'était exactement le contraire autrefois, non seulement de roturier à noble, mais de vassal noble à suzerain. L'hommage à genoux, « avec le baiser du pouce », était chose toute naturelle en un temps où, du haut en bas de l'échelle, chacun se mettait à genoux devant un plus grand.

Les emplois serviles, dont le page et l'écuyer-gentilhomme s'acquittaient avec honneur envers leur maître, que les grands seigneurs se disputaient auprès de la personne royale, nous répugneraient, parce qu'ils sont marques de soumission directe d'un individu à un autre. Cette soumission nous paraît dégradante, nos pères la jugeaient glorieuse. Affaire d'opinion.

Ils étaient fiers de revêtir la « livrée » d'un puissant, comme nos contemporains sont fiers d'être « fonctionnaires » et de porter un « uniforme » ; c'est-à-dire de servir la nation ou, tout au moins, d'imposantes collectivités.

Le service domestique, qui était le plus noble de tous, est aussi devenu le plus méprisé, quoique la besogne dont il se compose soit demeurée *identique* et que, de plus, elle soit beaucoup mieux rétribuée, les gages de serviteurs ayant sensiblement plus augmenté que tous les autres salaires, précisément en raison du peu d'estime dont jouit leur fonction.

De deux hommes qui ont exactement le même emploi, l'un pour le compte du public, l'autre pour le compte d'un maître unique, comme le cocher de fiacre et le cocher de « bonne maison », le premier, pour injurier le second, le qualifiera de « valet » et l'autre s'en trouvera en effet blessé.

Les serviteurs d'ancien régime, sur la fidélité desquels on nous a servi plus d'une légende, ne valaient pas mieux que les nôtres sous le rapport de la capacité et du travail. Dans certaines monarchies d'Europe, où subsiste une sorte de respect féodal, les châtelains entretiennent une troupe de laquais qui se plient en deux sur votre passage, mais qui oublient souvent de cirer les chaussures.

En France, il se trouve tout autant de bons domestiques que jadis. Mais ce qu'il n'y a plus, ce sont de mauvais domestiques qui ont le goût et la gloriole du service de certains maîtres.

Les classes, comme les individus, pour se faire respecter, se retranchent dans leurs vanités particulières et les affirment au moyen de ce que la langue actuelle nomme la « pose », c'est-à-dire le déploiement des prétentions. Dans l'ordinaire de la vie, on « pose » toujours pour quelque chose, car il n'y a pas d'homme qui n'ait aucune prétention. Si l'on traite quelque sujet, les uns posent pour le connaître, les autres pour lui être étrangers et ne vouloir point savoir de quoi il s'agit. L'un pose pour être à la mode et l'autre pour s'en moquer.

Chacun est donc cantonné dans les avantages qu'il possède, et déterminé à leur donner le pas sur tout autre mérite. Celui qui a la naissance, la place avant le talent ou la fonction ; de même celui qui a reçu le talent, le place avant la naissance. Et celui qui possède à la fois le talent et la fonction met l'un ou l'autre au premier rang, suivant qu'il possède davantage l'un ou l'autre, et aussi suivant que l'un ou l'autre, dans les différents milieux où il se trouve, lui procurera le plus d'honneur.

Ce marquis dit bien haut qu'il faut supprimer les titres, parce que les trois quarts de ceux que

l'on porte sont faux ; lui-même en a un fort peu orthodoxe ; il dit cela parce qu'il sait qu'on ne le fera pas : c'est une « pose ». Ce gros bourgeois dit nettement qu'il estime l'aristocratie et les titres ; mais au fond il les déteste parce qu'il n'a pas le courage de les mépriser, à moins qu'il n'en recherche un pour lui-même : c'est encore une « pose ».

Les plus grands détracteurs de l'aristocratie sont ceux qui s'illustrent sans souhaiter de s'anoblir. Nul mot n'est plus dur que celui de Bismarck, lorsqu'il accueillit le don du titre de « duc de Lauenbourg », en disant : « Cela me permettra de voyager incognito. » Mais cet esprit de roture n'est pas à la portée du premier venu et, dans la bouche d'un prince, il demeure suspect.

Une des choses qui ont le plus contribué à maintenir la noblesse, depuis cent ans, ce sont les usurpations dont elle a été l'objet, de la part de la bourgeoisie riche et distinguée qui a continué, comme elle faisait sous l'ancien régime, à transformer son nom pour le rendre plus euphonique. L'accession d'un grand nombre de Duponts, de Colins, de Thomas, devenus Colin de Beausemblant, Dupont de Vertséjour et Thomas de Vieuxpont, n'a été ni beaucoup plus générale, ni beaucoup plus irrégulière que jadis.

Quelques-uns, gens méticuleux, ont cru devoir authentiquer ces additions par acte officiel d'un des gouvernements qui se sont succédé jusqu'à 1870. La plupart se les sont octroyés à eux-mêmes et les ont sanctionnés, à la génération suivante, en les introduisant dans l'état civil de leur postérité.

Le choix de ces appellations bien sonnantes n'est pas toujours de pure fantaisie ; il a parfois

une base très plausible : celui-ci a acheté un château ; le nom de ce domaine n'est-il pas sa propriété ? Celui-là est originaire d'un village dont il est, sans nul doute, l'enfant le plus mémorable ; c'est honorer le nom de cette localité obscure que de l'ajouter au sien. Le père de cet autre était simplement Loriot, mais sa mère était née « de Beaupuis », ou sa grand'mère, ou bien il avait un parent défunt de ce nom, qui certainement eût été heureux de le voir continuer les Beaupuis.

Il s'en trouve que le hasard a dotés d'un nom de si belle allure qu'ils n'ont pas besoin de le changer : ils s'appelaient René Birague ou Henri Fontanges ; ils y annexent simplement la particule qui, dans l'opinion commune, est devenue synonyme de noblesse. Cette adjonction est tout indiquée pour ceux qui arrivent de l'étranger, porteurs d'un nom de désinence française.

Après trente ou quarante ans de possession d'état, si les choses ont bien marché, si l'on a noué de belles relations et contracté quelque bonne alliance, quoi de plus naturel que de passer comte ou marquis ? C'est presque rendre service à ses amis que de se hausser à leur niveau ; au surplus, n'est-ce point tellement dans l'usage que la discrétion passerait presque ici pour le désir de se singulariser ?

Si « le prince » était sur le trône, ne se ferait-il pas un plaisir de consacrer ces distinctions, et si les nouveaux comtes de Beausemblant ou de Vieuxpont, qui sont dévoués à sa cause, lui écrivent pour protester de leur fidélité, ne leur donne-t-il pas, dans la suscription de ses réponses, avec une bonne grâce parfaite, les titres qu'ils viennent de prendre ?

De nouveaux nobles se sont ainsi qualifiés eux-mêmes, depuis cent ans, par des empiétements insensibles ; ils ont rempli les vides que causait l'extinction des anciennes familles ; ils ont peut-être même accru l'importance numérique de la classe, mais certainement ils l'ont fortifiée. Et d'abord c'étaient tous des gens qui avaient le goût de la noblesse, puisqu'ils se l'appropriaient ; aussi en sont-ils respectueux dès qu'ils la possèdent et zélés pour son maintien social, plus que quiconque, comme des néophytes. C'étaient en même temps des personnes riches, influentes et représentatives, qui apportaient à ce corps où ils entraient la puissance de leur fortune et de leur petite ambition.

Sans cette « noblesse » de fabrication récente, l'ancienne se serait trouvée trop réduite, comme effectif, pour tenir encore une grande place. Quant à l'aristocratie existante avant 1789, depuis les bourgeois anoblis sous Louis XV jusqu'aux gens « de condition » incontestés ou gentilshommes d'extraction chevaleresque, elle n'avait pas à changer son nom, mais elle le fit précéder d'un titre.

Sous l'ancien régime, il n'y avait guère à se titrer que les familles de cour, soit de leur propre mouvement en prenant pied à Versailles, soit par l'érection régulière d'une châtellenie en baronnie, comté ou marquisat ; ce qui était surtout le cas des magistrats du Parlement ou de la Chambre des comptes, personnes de tout temps attachées aux formes.

Peu à peu, depuis la Révolution, toute l'ancienne noblesse s'orna d'un titre, à Paris ; puis celle de province l'imita. Les vieilles races le prirent tranquillement, comme leur revenant de droit. Plus timides, les hommes nouveaux n'osèrent

l'arborer toujours sans cause : ils financèrent à la chancellerie du Saint-Siège ou négocièrent la concession avec quelque petit souverain étranger.

Comment, avec l'apparent pillage des noms et des titres, qu'elle semble autoriser, et au sein d'un État qui lui est hostile, la société française a-t-elle conservé sa structure ? C'est qu'elle reste soumise à des mœurs plus impérieuses que toutes les lois ; une police mondaine réglemente le désordre.

Il faut de toute nécessité que ces arrangements de noms soient acceptés par le milieu où l'on veut vivre. Nul ne se risque à les tenter qu'après s'être assuré d'assez de complicités tacites pour avoir chance de réussir. L'un a de puissantes amitiés ; l'autre « pense » à merveille et son influence locale est toujours au service de ses opinions ; le troisième participe à nombre de bonnes œuvres ; un quatrième est grandement marié. Tous sont aisés, tous surtout sont gens d'excellente compagnie ; ils ont la réalité du patriciat, pourquoi leur refuserait-on l'apparence ?

Même avec le concours de cette bonne volonté ambiante, les choses ne vont pas toutes seules : il faut se résigner à être, pendant assez longtemps, un peu ridicule, à se savoir moqué par derrière, à dévorer sans mot dire les impertinences de plusieurs, qui affectent d'ignorer, en écrivant ou en parlant au nouveau comte ou au nouveau noble, les améliorations qu'il a récemment apportées à son nom.

Il faut renoncer parfois à figurer, sous ce nom, dans l'annuaire du cercle où l'on souhaiterait entrer, parce qu'une minorité de membres sévères suffit à en défendre l'accès et, qu'abrités derrière les paravents qui garantissent le secret du vote, les amis eux-mêmes du candidat se débandent au jour du scrutin, en une trahison silencieuse. Les années

adouciront ces angles ; où le père a échoué passera bien l'enfant.

Quelques grands noms de l'industrie et du commerce sont assez fiers d'eux-mêmes, et d'ailleurs trop connus, pour se prêter à des altérations mesquines. Souvent ils dédaignent d'accoler un titre à ces « raisons sociales » qui sont déjà une aristocratie. Mais ils ne dédaignent pas d'entrer dans la « société » ; ils s'y introduisent à propos et y prennent place, non par leur position seule — d'aussi opulents, d'aussi importants qu'eux en demeurent éloignés — mais par un certain ensemble de qualités qu'ils s'appliquent à acquérir.

La puissance de la tradition est si forte qu'elle continue d'imposer des règles à cette cooptation amiable qui semble n'en point avoir : sous l'ancien régime, le titre de duc était seul excepté des entreprises tolérées par l'usage ; il l'est encore. Parmi les maisons historiques dont les lignes ducales se sont éteintes, les descendants des branches collatérales se sont, pour la plupart, abstenus de s'attribuer une qualité à laquelle les actes royaux ne leur donnaient point droit.

Celles qui se sont arrogé ce titre, ou qui en ajoutent indûment un fantaisiste à celui ou à ceux qu'elles détiennent justement, n'arrivent pas à faire admettre cet abus parmi leurs pairs.

Quant aux intrusions dont les bases sont moins sérieuses encore, ceux qui les commettent n'en imposent qu'à leurs fournisseurs. Ils amusent la galerie, au point de ne plus pouvoir frayer avec leurs concitoyens sans une bonne dose de philosophie. Se plaignent-ils d'un courant d'air, on leur conseillera de se mettre une couronne fermée sur la

tête ; et, s'ils essaient de prendre gaiement l'ironie voilée dont leur titre est l'objet, quelque ami cruel leur observera qu'ils sont les seuls à n'avoir pas le droit d'en rire.

Toujours par le même motif traditionnel qui faisait autrefois les noms aussi intangibles que les titres ordinaires étaient banaux, la résistance du monde n'est pas moins vive contre l'audacieux qui prétend ressusciter à son profit un grand nom disparu.

Pour qui s'est livré à cet envahissement, la prescription est lente à venir. Les nouveaux possesseurs eussent-ils donné, en leur personne, un relief nouveau à ce nom ; fussent-ils arrivés à le porter sans trouble, et depuis assez longtemps pour qu'au regard de l'état civil il soit devenu inattaquable, les héritiers de ceux qui s'en étaient parés n'en restent pas moins dans une position louche. La gloire dont ce nom était revêtu, et dont ils ne participent pas, les accable.

Dans le cas très différent où un nom illustre, éteint dans les mâles, est transféré à la postérité d'une fille du défunt, lors même que cette substitution est approuvée par les pouvoirs publics, l'hostilité de notre opinion française pour cette *hérédité féminine* — la même répugnance qui avait fait inventer la « loi salique » dans la succession au trône — donne à cette transmission une apparence de replâtrage, qui n'existe pas en Angleterre, et le bénéficiaire de cette faveur demeure sujet à quelque discrédit.

Mais aussi cette susceptibilité a maintenu la valeur des noms antiques, tandis que la débonnaireté envers les noms inconnus en laissait éclore beaucoup de nouveaux.

De ces noms antiques, qui forment tout le support de l'aristocratie, les propriétaires n'auraient pu se maintenir sans attirer à eux, par les mariages, une portion de la richesse que des industries florissantes cristallisaient en certaines mains. Ces « mésalliances », comme on les nommait jadis, ont défrayé le roman et le théâtre ; elles ont été raillées et critiquées de nos jours, comme elles l'étaient il y a cent cinquante ans, bien que les modernes eussent apparemment raillé et critiqué tout de même l'orgueil d'une noblesse fermée qui eût prétendu ne s'allier qu'entre elle, et qu'il n'y eût, dans ces accouplements de la naissance et de la fortune, rien de contraire à l'amour.

Au reste, dans toutes les classes de la société, jusqu'aux plus infimes, les purs « mariages d'amour » sont rares ; et, comme on décerne généralement cette épithète à l'union d'un riche et d'un pauvre, on peut toujours inférer que le second est guidé dans son choix par des considérations d'intérêt.

Ce goût de l'argent pour la noblesse prouve que celle-ci existe encore, puisqu'on la recherche. Un tiers environ des duchesses actuelles sont issues de la bourgeoisie, française ou étrangère, et, pour l'ensemble des familles titrées, la proportion se trouverait sans doute entre le tiers et le quart.

Mais le *Gendre de monsieur Poirier* n'est plus de notre temps, ni d'ailleurs « Monsieur Poirier » lui-même. Ses rapports avec le mari de sa fille sont presque toujours excellents. D'abord il choisit son gendre avec prudence ; il n'aurait garde de prendre le premier gentilhomme venu ; il a le goût de la noblesse, il n'en est point ébloui. Il lui faut un « bon sujet », exempt de dettes, de passions coûteuses ou voyantes, ayant, si possible, une occupation, une carrière, à tout le moins une exis-

tence rangée. Et il n'est pas embarrassé d'en trouver de tels.

Le viveur élégant qui, après avoir gaspillé la fortune qu'il avait, ou qu'il empruntait, se résout, à bout d'expédients, après une jeunesse tumultueuse, à convoler avec une richissime héritière, n'existe plus que dans les romans. Dans la vie réelle, ceux de cette catégorie ne trouvent personne pour « redorer leur blason », suivant l'expression des comédies de Scribe. Fussent-ils porteurs d'un grand nom et d'un titre authentique, ils frappent sans succès à toutes les portes et ont grand'peine, après nombre d'échecs, à contracter une alliance médiocre et parfois assez louche.

Quant à « Mademoiselle Poirier », devenue « marquise de Presles », elle n'est ni plus ni moins heureuse que si elle eût épousé le fils du vieil associé de son père. Satisfaite de la greffe ancienne qu'elle a entée sur son nom patrimonial, elle ne rougit pas de celui-ci et, maintenant que l'usage est venu pour les femmes du monde de signer, sans aucun titre, de leur nom de jeune fille accolé à celui de leur mari, elle signera bravement ses lettres : « Poirier-Presles », comme la vicomtesse de Bassompierre, née de Mercœur, signe les siennes : « Mercœur-Bassompierre. »

Par ces unions répétées, il advient peu à peu que de grandes industries et de gros établissements commerciaux entrent en partie dans le capital aristocratique. La fabrication du fer, du sucre, du papier, de certains produits chimiques, l'extraction du charbon ou autres minéraux, l'exploitation de marques notoires de vins, liqueurs ou parfums, la direction d'usines de tissus, la gestion de banques, tiennent, dans l'avoir de la haute noblesse, la place

des censives, agriers, péages, corvées, lods et ventes, quints et requints et autres revenus féodaux des seigneurs d'il y a trois siècles. Elle se trouve ainsi fort opportunément modernisée.

Mais les mésalliances renforcent encore la noblesse, à un point de vue dont nul ne se préoccupait : ce sang plébéien qu'elles lui infusent est de qualité supérieure ; c'est un sang d'intelligence et de volonté.

La fille du nouvel enrichi n'apporte pas seulement des écus à son mari ; elle peut transmettre à sa descendance l'être moral de son père. Or ce père, comme tous ceux qui ont gagné de l'argent, a eu de la chance ; mais il n'a pas eu que de la chance. Parfois ce fut une tête exceptionnellement organisée ; presque toujours c'était une nature énergique, ordonnée, habile et hardie, qualités indispensables pour réussir.

Quels que soient les hasards de l'hérédité, il arrive, par une conséquence naturelle de l'atavisme, dont on ne s'était point avisé à l'origine, que ces qualités de l'aïeul roturier passent à ses petits-enfants gentilshommes, et que ces mésalliances, qui semblaient avilir l'espèce, la sélectionnent au contraire avantageusement et la rajeunissent.

Un « grand nom », c'est un nom ancien que chacun connaît. Il doit posséder une notoriété assez récente pour que le public en conserve le souvenir. Il existe des familles qui ont joué les premiers rôles sous Louis XII ou même sous Henri IV, et qui ont compté des maréchaux de France et possédé des domaines souverains ; mais plus tard elles ont cessé d'occuper la scène et, seuls, les érudits aujourd'hui apprécient leur valeur. Tel nom de cour, au con-

traire, qui s'est trouvé incrusté, pour une cause insignifiante, dans une circonstance mémorable de la Révolution, a tiré de ce hasard un vernis de célébrité qui dure encore.

Le nom ne donne pas à lui seul ce qu'on appelle une « position dans le monde » ; celle-ci vient des relations, des alliances, du passé cristallisé, de l'épargne des succès antérieurs où s'est figé l'effort de générations successives.

Quelquefois cette « position » se conquiert très vite, en quelques années, œuvre d'adresse personnelle où le snobisme confine au génie. Aux temps monarchiques, la faveur déclarée du prince suffisait à porter au pinacle celui ou celle qui en était l'objet ; ils grandissaient en un jour, atteignaient d'emblée aux honneurs et le pouvoir leur venait souvent par surcroît.

De nos jours, il n'est plus d'autorité assez haute pour régenter les salons ; l'opinion seule décide des rangs ; c'est affaire à chacun de s'imposer à elle. Certains ont d'autant plus de mérite à parvenir, que rien souvent ne les y destinait. Aussi sont-ils excusables, s'ils réussissent, de sentir vivement leur gloire.

Il existe différents genres de snobs ; il en est de sincères, il en est de sceptiques, et de mi-sceptiques mi-sincères. A l'espèce vraiment respectueuse, qui éprouve une honnête jouissance dans la fréquentation des grands, appartenait Michut.

Michut, fils d'un commissionnaire en marchandises, fut surpris un jour pariant avec son ami Checa Collantès, Péruvien naturalisé Français par le cœur, et, comme lui, possédant les plus belles relations, sur le chiffre respectif de ducs que chacun d'eux tutoyait. Ils en firent le compte aussitôt pour savoir qui, de l'un ou de l'autre, en tutoyait

le plus. Après avoir énuméré pas mal de vrais ducs, ils en ajoutèrent de contestés pour faire nombre, puis des ducs de pacotille ou de fantaisie. Enfin Michut l'emporta, dans cette course, d'une ou deux têtes de ducs. A sa mort, car il n'est plus, l'on trouva son bien réduit à peu de chose par des prêts consentis à d'éclatants « debteurs ».

Une Autrichienne, épouse d'un marchand de nouveautés de Bucarest, Mme Sévéreanu, fit son chemin par une feinte ignorance du français. Elle s'aperçut que ses fautes de langage faisaient rire et, très avisée, s'étudia à découvrir toujours de nouvelles naïvetés, qu'il devint élégant d'aller recueillir de sa bouche. Elle reçut la meilleure compagnie, mais se tortura jusqu'au tombeau des rares absences qu'elle constatait encore ; car elle était ainsi faite que ceux qui la dédaignaient lui semblaient, par là même, les plus haut placés et que, pour elle, le comble de l'éminence était de refuser ses invitations.

Ce sont là des fantoches, ils fréquentent partout, mais ne règnent nulle part. La comtesse de Bois-le-Duc était d'une autre trempe ; aussi est-elle montée beaucoup plus haut. A peine avait-elle un père, un nom et une faible dot, venus tous trois de différentes directions, lorsqu'elle parut dans les salons au bras d'un vieux comte de Bois-le-Duc qui, disait-on, s'appelait vraiment Leduc, mais n'était pas comte pour un fétu, et avait connu bien des hasards en divers lieux, jusqu'au jour où il s'était échoué, nul ne pouvait dire comment, dans le poste de directeur du contentieux d'une grande compagnie de constructions navales, quoiqu'il ne connût guère le droit ni les bateaux.

L'essor de sa jeune femme fut le triomphe de la beauté et de la comptabilité. Elle inspira de

l'admiration à de vertueux grands seigneurs et de l'amour à des bourses gonflées de millions. Les deux sexes la poussèrent, parce qu'elle eut l'art difficile de ne pas déplaire aux femmes autant qu'elle plaisait aux hommes. Elle devint la coqueluche de l'aristocratie et demeura telle jusqu'à la mort, qui la prit en plein bonheur et riche de 300,000 livres de rente. Nul n'a jamais su si le mari, qu'elle avait épousé à fonds perdu, l'avait guidée ou subie.

Mme d'Aiguebonne, sans avoir de beauté ni d'esprit, ni davantage de naissance, mais seulement une grosse fortune, constitua par sa seule persévérance, qui fut inlassable, l'un des premiers salons de Paris et de l'Europe. Elle habitait un hôtel énorme et n'y occupait qu'une chambre minuscule, tout le reste étant consacré à la réception et semblable à un casino.

Sa « liste », si laborieusement édifiée, améliorée d'année en année par des exclusions et des recrues judicieuses, était pour elle ce qu'est pour le collectionneur le musée rassemblé avec amour, où tiennent tous les enthousiasmes de sa carrière. Les amis de la première heure avaient été effacés peu à peu, comme on élimine d'une galerie de tableaux les toiles des petits peintres, qui font tache à côté des maîtres. De hauts personnages, au contraire, recevaient brevet d'amis intimes et s'en voyaient flattés.

L'existence mondaine acceptée comme un emploi, conduite comme une entreprise, n'est pas chose si exceptionnelle dans tous les milieux. Mais, pour Mme d'Aiguebonne, cet emploi et cette entreprise étaient aussi une passion, que la jouissance, loin de l'éteindre, avivait encore. Elle n'eut pas une seule défaillance ; esclave de son salon, qui devait

demeurer le plus recherché de tous, elle sut contrarier ses goûts et s'en créer de factices, et les changer quand la mode le voulut ; aller en des lieux où elle ne se plaisait point, s'intéresser à des œuvres d'art, à des livres et à des musiques qui l'ennuyaient mortellement, et ne reculer jamais devant l'expression exagérée des impressions qu'elle ne ressentait pas.

Il ne fallait point abdiquer, et, lorsqu'elle trônait dans un cercle de princesses impériales ou royales, le bras familièrement posé sur le dossier du fauteuil de l'Altesse sa voisine, avec, sur la figure, le gracieux sourire qu'elle mettait avant de sortir et qu'elle n'enlevait qu'après ses gants, en rentrant chez elle, Mme d'Aiguebonne était vraiment payée de ses peines.

Par la profondeur de révérence des jeunes femmes, par le zèle empressé des hommes marquants, par les regards luisants de jalousie respectueuse qui l'épiaient, elle sentait son apogée et son cœur se dilatait. Dès longtemps les princes étrangers avaient appris le chemin de sa maison ; elle était la grande maîtresse de la cour dans un pays sans cour. Des rois et des reines ne passaient point à Paris sans lui rendre visite ; elle les escortait, leur tenait compagnie et leur servait de cornac. La coutume avait fini par l'investir d'une fonction qu'elle avait su s'attribuer et qu'elle ne perdit qu'à sa mort.

La vieillesse ne l'empêcha point de l'exercer jusqu'à un âge avancé, bien qu'elle s'en plaignît un peu : « Je redoute les eaux de Barlemont, disait-elle ; il y a cette année tant d'archiducs, ce sera bien fatigant. » Quand la nouvelle se répandit que l'empereur de Mongolie, depuis plusieurs jours agonisant, venait de mourir, un ami courut en informer Mme d'Aiguebonne, que l'on savait amie

de ce prince. Elle répondit sur un ton d'affliction profonde : « Je le savais ; Sa Majesté l'impératrice a daigné me le télégraphier il y a quelques heures ! » Or le bruit était controuvé ; le souverain n'était pas mort ; il ne mourut même que deux jours plus tard, et l'on se divertit de l'anecdote.

La pauvre Mme d'Aiguebonne en fut malade durant une quinzaine ; ç'a été presque sa seule parole imprudente au cours d'une longue vie.

De pareilles ascensions sont rares en tous les temps ; mais il y en eut des exemples autrefois et elles ne sont pas plus fréquentes aujourd'hui. Il est toujours plus aisé de descendre que de monter, et il ne manque pas de salons qui décroissent lentement et tombent, après avoir brillé d'un réel éclat. Des dissentiments politiques, un scandale mal étouffé, quelques brouilles aiguës avec des clans rivaux et plus courtisés, simplement un défaut de surveillance dans les choix et l'excès de facilité chez la maîtresse du logis, une seule de ces causes suffit à éclaircir les hôtes d'un local trop étroit naguère.

Les vides sont comblés par de nouveaux venus de moindre état, le personnel change insensiblement et, à mesure qu'il se renouvelle, sa qualité diminue. Les inconnus augmentent tandis que les gens notables s'éclipsent. D'abord fiers de s'introduire chez qui les tenait à distance, ceux-ci même ne tiennent plus à revenir dès qu'ils voient que les premiers rôles font grève. Ils sont remplacés par des hommes sur lesquels il y a quelque chose à dire, par des femmes sur lesquelles il y a trop à dire.

Dès lors, c'est la déroute qui commence ; l'opinion se froisse ; de vrais amis tiennent bon et représentent les restes du salon primitif ; mais, si l'on prétend y maintenir la foule, les trous gros-

sissent tellement qu'il faut aborder encore une couche inférieure...

Tel, dans le monde, est capable de « réussir », mais n'est pas capable d'autre chose. Son nom arrive à être connu dans les salons des deux hémisphères, et connu... pour rien. Car ce n'est point un nom illustre et celui qui le porte n'a joué aucun rôle dans le mouvement des idées, des faits, de la science ou des arts.

Certes, ces positions mondaines, sans base définie, sont une étrange et fugitive vanité. Pourtant cela existe, c'est quelque chose ; cela confère, à qui le possède, la même sorte de supériorité que donnait jadis la faveur du prince.

Le « prince », dans notre aristocratie démocratique, c'est l'opinion publique. Encourir la disgrâce du monarque était, pour une certaine catégorie de gens, la pire de toutes les punitions, bien qu'elle ne correspondît à aucune peine afflictive ou infamante, qu'elle ne se formulât par aucune sentence et ne fût inscrite dans aucun code.

Il en va de même de la disgrâce dont le monde frappe celui qui a transgressé ses usages ou seulement heurté ses préjugés. Au personnage dont il était « mal content », le roi faisait défense de paraître devant lui. Le monde, pour excommunier le ou la coupable de lèse-société, l'isole, silencieux, au milieu de la foule et le retranche, en s'abstenant de l'apercevoir.

En langage contemporain exclure ainsi par les yeux se nomme « couper », comme hauteur et prétention se nomment « pose », comme affectation et courtisanerie s'appellent « snobisme ». D'une époque à l'autre les substantifs changent plus que les hommes.

Les groupements sociaux, en apparence les plus éloignés, les plus opposés, et qui ne semblent avoir aucune communication, ont ensemble des liens secrets par où ils se tiennent, des voies invisibles par lesquelles coulent et passent, très rapidement, d'un milieu à l'autre, les menus propos et les mille incidents de leur existence journalière.

C'est ainsi que d'épouse en époux, d'amant en maîtresse et d'amie intime en amie intime, les détails les plus privés et les dessous les plus cachés se trouvent en quelques jours connus de toute la ville. Le cabinet du diplomate et le cabaret des faubourgs, les lieux de plaisir et les cloîtres, le boudoir de la grande dame et le bureau de l'omnibus sont rapprochés et reliés sans cesse par des intermédiaires inconscients, semblables aux insectes qui transportent le pollen des fleurs.

Cependant les milieux eux-mêmes ne se pénètrent pas, ne se mélangent pas. Ils gardent le ton qui leur est propre, bon ou mauvais. Malgré les révolutions sociales, il continue d'exister en France un art du « savoir-vivre », que les uns possèdent et que les autres ne possèdent pas.

Qu'est-ce donc que cette « politesse » dont les règles changent suivant les pays et les temps ? Il est de mauvais goût, pour les Orientaux, de dévisager les dames de harem qui passent en coupé dans les rues, ou paraissent au théâtre dans des loges ; ce dont les Occidentaux les mieux élevés ne se font pas faute. Un gentleman américain reste tête nue devant les femmes en certaines circonstances où un Européen se contente de les saluer et se couvre.

L'emploi ou l'abandon de telles formules ou de tels gestes, l'usage de certaines pièces du costume, comme les gants, les bottes ou le chapeau, varient suivant les époques : des bienséances aujourd'hui

en vigueur chez le paysan, et qui font sourire le citadin, étaient, il y a cent cinquante ans, celles du grand monde ; coutumes oubliées en haut, conservées en bas.

Être invité à « se couvrir » par l'hôte rural que l'on visite, semble ridicule et plutôt gênant aux hommes de cette génération qui ont l'habitude de demeurer nu-tête dans les appartements — hormis ceux des clubs. Nul ne prétendrait plus « se couvrir devant le roi », puisque le roi lui-même reste découvert chez lui.

Mais, de ce que la politesse se transforme, il ne s'ensuit pas qu'elle s'abolisse ; elle subsiste aussi impérieuse, aussi absolue que jadis, dans l'allure comme dans le style, dans le parler et dans le silence, dans la réserve ou la familiarité, et, de nos jours comme sous Louis XV, baiser la main ou offrir son bras seront, suivant l'occurrence, marques de bonne ou de mauvaise éducation.

L'air « distingué » ne se confond point avec la « correction » ou la « tenue », moins encore avec le mérite ; il ne tient pas à l'atavisme ni à la race ; il ne s'apprend point par leçons, mais se gagne par le contact, par la fréquentation du milieu où il règne.

Cet air indéfinissable est international, dans l'univers civilisé. L'homme « comme il faut », ainsi qu'on l'appelle, peut aller à Londres ou à Berlin, à Pétersbourg ou à New-York, il peut aller au bout du monde ; ses congénères le reconnaîtront aussitôt, et aussi les inférieurs, ceux du simple peuple, à causer avec lui cinq minutes, à le voir seulement prendre place à leurs côtés, le jugeront tel.

Ceux-ci le respecteront ou le haïront, suivant la tournure de leurs sentiments, mais ils ne se sentiront pas ses égaux, et lui-même, avec eux, ne se sentira point à l'aise.

Ce qui rend si difficile l'union des classes et même la « charité », dans l'acception évangélique et tendre de ce mot, c'est la répugnance qu'éprouve un homme délicat et raffiné vis-à-vis d'un homme commun et vulgaire. La distance, du côté des sens, est plus grande, plus difficile à effacer que du côté de l'esprit, et il est plus aisé de fraterniser avec un imbécile qu'avec un goujat.

Tel est frère par le corps, par tout ce qui est extérieur et contingent, avec un galant homme assez borné, dont il est, par l'âme, aussi éloigné qu'il le serait d'un sauvage de l'Afrique. Et, réciproquement, son âme communie avec celle d'un être d'élite, dont il ne pourrait pas supporter la cohabitation sans être choqué toute la journée.

L'éducation de l'intelligence serait-elle plus commode à faire que celle du physique, et pourquoi des gens qui pensent de même n'arrivent-ils pas à se comporter de même ?

Sous l'ancien régime, la « ville » et la « cour » formaient des sociétés distinctes et rivales. Le roi gouvernait avec la première, mais il vivait au sein de la seconde. L'une était laborieuse, instruite, économe et terre à terre ; l'autre était brave, oisive, artiste et magnifique. Chacune avait son rôle dans l'État monarchique.

Dans l'État démocratique, la « ville » décidément l'emporte ; elle seule est « l'État » ; elle a mis la « cour » tout à fait hors du pouvoir. Seulement, le nouveau monde officiel n'a pas grand air ; il a la mine plus basse que celle des gens de robe d'autrefois, parce qu'il n'est point comme eux héréditaire, ni même viager, mais temporaire et qu'il n'a plus le loisir de s'affiner.

Les hommes nouveaux, dans les trois premiers quarts du dix-neuvième siècle, arrivaient par

couches successives, assez frustes, et l'on prenait le temps de les former. Au début du gouvernement de Juillet, un des ministres de Louis-Philippe disait tout bas qu'il réunissait à sa table ses collègues de la Chambre, surtout pour leur apprendre à manger. Il faut y renoncer de nos jours. Les parvenus sont trop nombreux, poussent trop vite et restent trop peu.

Or il y a, sous la question politique, une question de société. Ce n'est rien d'avoir les mêmes opinions, si l'on n'a pas les mêmes relations. Ce n'est pas tout que les maris fusionnent, il faut que les femmes soient amies. La question « femmes » joue son rôle dans les préférences des électeurs et des députés. Elle les porte à réserver leur confiance à des personnages de train modeste, dont les femmes n'en imposent pas.

— « Nous ne voulons pas de Saint-Ybars, disaient des parlementaires méfiants, lors d'une élection présidentielle. Avec Mme Saint-Ybars que deviendront nos femmes à l'Élysée ? Tandis qu'avec Mme Duponceau nous serons chez nous. »

Un fossé demeure, infranchissable, entre personnes d'éducation différente. La timidité apparente du figurant mal dégrossi, qui se meut péniblement dans les salons ministériels, recouvre une haine farouche contre les aristocrates aux belles manières, dont il flaire le dédain. Avec quelle ivresse se venge-t-il de la gêne que, malgré toutes les proclamations d'égalités, il éprouve en leur présence !

Le plus souvent, ces milieux hostiles s'ignorent et veulent s'ignorer.

— « Gouvernez et amusez-vous entre vous, lisent les mondains aux politiques ; dansez, chassez, parodiez les anciens seigneurs ; nous ne savons

qui vous êtes ! Soyez les chefs élus de la France, vous ne serez jamais les nôtres. Votre allure est gauche. Vos moitiés sont lourdes ou ont mauvais genre. Elles portent mal la toilette et plus mal encore la simplicité. Nous vous méprisons pour la médiocrité de votre entourage, pour l'humilité de vos origines, et la mesquinerie de votre ambition, à fond de vase, nous fait pitié. »

Or, pour tenir un pareil langage, il faudrait tout de même être un peu Montmorency.

— « Vous n'êtes rien, répondent les politiques aux mondains, rien que le reflet de rien. Votre existence se passe à organiser le néant et à triompher dans un entresol, car nul ne s'inquiète de vous. Nous, quelque grotesques que vous nous jugiez, nous sommes le pays ; nous sommes le présent et nous peinons pour l'avenir ; vous autres, vous n'êtes même pas le passé ; car, en dehors d'un clan restreint de races notoires, vos fêtes ne sont pleines que de nobles en carton, fils de bourgeois d'hier, enrichis, incapables et vaniteux. »

Or, pour tenir un pareil langage, il faudrait tout de même être un peu Gambetta.

A coup sûr, cette société ne « peut » rien et ne « pense » rien, puisque la direction de l'État et la fabrication des idées viennent d'ailleurs ; mais elle donne le ton, souvent la mode, et beaucoup de choses dépendent de la mode et du ton. Les étrangers de distinction, les rois et les princes de maison souveraine, quand ils passent à Paris, n'y connaissent pas d'autres cercles. Ils entrent, par devoir, chez les « politiques », et vivent avec les « mondains », par plaisir.

L'apanage de ceux-ci est de masquer le vide de l'existence ; ce n'est déjà pas si facile. S'ils disent

des riens, ils savent les dire avec grâce, également éloignés de l'afféterie et du sans-gêne.

Ils sont rompus dès l'enfance à ce mensonge nécessaire qu'est la politesse, fondée sur l'impossibilité de vivre toutes fenêtres ouvertes sur son âme ; ils la pratiquent sans effort parce qu'elle est entrée dans leur sang. Leur commerce y acquiert un charme particulier dont on n'apprécie bien la valeur qu'en le comparant à celui d'autres groupes moins façonnés. Cette société est faite pour le règne des femmes ; leurs pareilles ne se trouvent pas ailleurs. Les autres milieux valent par les hommes, celui-ci brille par les femmes.

Le monde des parvenus du talent est une sélection constamment renouvelée sur la nation tout entière ; chacun, dans cette élite, possède un minimum de mérite personnel. Il serait injuste d'en exiger autant d'une société dont l'agrégation repose sur la naissance et sur les avantages que donne la fortune.

Le niveau intellectuel n'y saurait être toujours très élevé : c'est ainsi que le jeune marquis du Hallier posait un jour la question de savoir lequel est plus enviable d'être membre du Jockey-Club ou de l'Académie française. A quoi son interlocuteur, surpris, se borna à répondre, en homme de goût, que ce n'était pas le même ordre d'idées. Mais il serait bien sot d'attribuer à toute une classe ce parallèle naïf entre un brevet de célébrité et un brevet de bonne compagnie.

C'est une satire injuste et trop facile que de charger une collectivité des ridicules ou des vices de quelques membres trop voyants. D'échantillons ridicules, tous les mondes sans exception en regorgent, et chaque être humain, sans doute, en possède une petite dose. Mais nul ne s'aperçoit de la sienne ; ce serait bien trop triste. Tandis que

chacun discerne finement celle de son voisin, qui est très gaie à relever.

Nous sommes tous, plus ou moins, comme cet Espagnol qui s'amusait fort de la façon dont un Anglais prononçait en français ces simples mots : « Je suis venu. » — « Quel drôle d'accent, remarquait-il ; ce monsieur dit : *Je souis veniou...*, au lieu de dire : *Jé suiz vénuss...* » Et il n'entendait pas que son parler était aussi drôle.

La Bruyère, s'il avait à peindre les seigneurs d'aujourd'hui, n'aurait pas de peine à en trouver d'aussi entichés de leur naissance qu'il s'en rencontrait sous Louis XIV. Il en trouverait même qui exagèrent l'ancien protocole, parce qu'ils l'ignorent. Gonzague, prince du sang de France, écrit en parlant de son frère : « Son Altesse Royale mon frère. » Il oublie que ses ancêtres, en pareil cas, disaient simplement : « Mon frère. »

Créqui est de race historique, mais aussi fier de son nom que s'il n'était pas sûr qu'il lui appartînt, aussi heureux de le porter que s'il l'avait reçu en présent la veille, et aussi inquiet de le faire valoir que s'il craignait qu'on ne le lui enlevât. Il n'est pas seul de ce nom, mais aucun de ses proches n'éprouve pareille douceur à en être investi. Sa préoccupation ici-bas est de bien tenir son rang et que nul ne lui manque. Il fut long à se consoler du mariage de sa fille avec un simple gentilhomme, M. de Varambon. — « La malheureuse, disait-il, elle se condamne aux bouts de table à perpétuité ! » Bon père, bon époux, ami fidèle, nullement ignorant, Créqui devient épineux et incompatible sur ce qu'il croit devoir à sa dignité, dont il a le culte. C'est un portrait de famille, qui s'époussète et se vernit lui-même.

Sourdis est aussi un personnage de vitrine, mais

moins cultivé, moins susceptible quoique aussi vain et plus débonnaire. — « Est-il rien de plus beau, disait-il un jour à mi-voix, en se parlant à lui-même, que d'être le duc de Sourdis, fils d'une demoiselle de Brienne et mari d'une Pardaillan ? » Un commensal roturier, qu'il entretenait longuement de son ascendance, l'interrompit avec bonhomie pour lui dire : « Monsieur le duc, je me moque de mes aïeux ; jugez un peu des vôtres ! » Mais il ne se fâcha point.

Il oublie, ou feint d'oublier, les noms des personnes auxquelles il parle, et ne se gêne pas pour demander à des gens considérables, au milieu d'un entretien : « Comment vous appelez-vous ? » Mais il ne se croit pas insolent et serait désolé de l'être ; pas même lorsque énumérant les cordons bleus qu'avaient obtenus ses pères, et un Italien lui ayant demandé s'ils avaient aussi possédé quelques colliers de l'Annonciade, il répondit tranquillement : « Nous autres, nous ne portons pas ça. » Au reste, ses gens d'affaires et tenanciers d'Artois et de Bourgogne ne se plaignent pas de lui ; il leur écrit en bon maître et termine invariablement ses lettres par cette formule salutatoire : « Je me porte bien. »

Un personnage en vue, affligé d'une timidité invincible, est incapable de se communiquer familièrement à ceux qui l'approchent. Son abord est contraint, sa physionomie crispée, son salut esquissé avec peine. Ses amis ne savent jamais s'il est content ou ennuyé de les recevoir.

L'âge vient et n'arrive pas à le tirer d'embarras. Il meurt, sans avoir appris à donner une poignée de main qui fasse plaisir. Il eût passé pour respectueux, s'il était né de condition modeste ; à cause de sa situation, on le juge hautain et plein de morgue.

M. de Guénégaud n'est pas d'aussi haut lignage,

bien qu'il soit l'oncle par alliance du prince de Montrésor, de quinze ans plus vieux que lui, dont le souvenir lui revient, comme par hasard, à tout propos. Si bien que, dans sa conversation, « mon neveu Montrésor » est sans cesse sur ses lèvres. Il y fait bon voisinage avec « Émile », qui est le duc de Joyeuse, avec « Auguste », qui est le duc d'Épernon ; Guénégaud semble furieusement intime avec eux quand ils ne sont pas là.

L'usage étant, entre femmes surtout, d'user beaucoup des prénoms et rarement des noms propres, en parlant de relations et de parentes communes — par un ragoût d'exclusivisme subtil et bénin qui réduit au silence les profanes — les personnes du second plan ne veulent pas rester en arrière de celles du premier, surtout si l'on parle de dames d'un relief particulier ; de sorte que la princesse d'Amboise est traitée de « Marie-Antoinette », en son absence, par des centaines de chères amies qui n'oseraient, en lui adressant la parole, lui dire autrement que « princesse ».

Le baron de Bellejambe, qui est, lui, tout à fait sans aïeux, et porta jusqu'à sa vingtième année le nom de Bidoir, s'est poussé en jouant les rôles de complaisants — ces confidents de la tragédie antique que l'argot du jour a définis « boscars ». — En offrant à tous sa familiarité, il finit par la placer de temps à autre, et d'ailleurs avale stoïquement les rebuffades. S'étant risqué à donner au marquis de Montglat le surnom de « Bibi », que celui-ci accepte de ses camarades, il s'attira cette réponse : « Bellejambe, si vous persistez à m'appeler Bibi, je vous appellerai Bidoir. »

Gondi n'est pas un aigle, mais il voudrait être quelque chose. Il perçoit le peu de place qu'il tient sur la terre, en comparaison de la place qu'ont

tenue avant lui ceux dont il descend. Ce sentiment l'honore, quoiqu'il contribue à le rendre déplaisant à son entourage où se trouvent beaucoup de « rien-faiteurs » ; parce que, remarquer qu'on ne fait rien, c'est jeter le blâme sur ceux qui ne font pas davantage et qui ne le remarquent pas.

Il souffre donc de son inaction, et ne sait trop comment en sortir. A défaut d'une besogne positive dans l'État, il se contenterait d'un petit emploi honorifique et ne parvient pas à le décrocher. Le jour de son mariage, à l'employé de la mairie qui lui demandait sa profession, il répondit : « Conseiller d'arrondissement. — Mais, lui fut-il observé, ce n'est pas une profession. — Inscrivez alors : lieutenant de l'armée territoriale. — Cela non plus n'est pas une profession, répliqua le scribe ; nous allons mettre propriétaire. — Mettez au moins « grand propriétaire », insista Gondi avec amertume.

Lassé de tentatives avortées, il se borne, à l'imitation d'Alcibiade, pour faire quelque bruit dans le monde, à changer tous les ans sa coupe de barbe et sa coiffure.

Des types plaisants, il n'en chôme à aucun degré de l'échelle sociale ; des sujets méprisables, il en est aussi dans tous les rangs ; mais journal, roman ou théâtre ne marquent à l'encre rouge les épaules coupables que lorsqu'elles dépassent le niveau de la foule.

Pour qu'il soit parlé de lui dans les « faits divers » ou dans la « gazette des tribunaux », le paysan, l'ouvrier doit avoir assassiné sa femme ou son voisin ; le bourgeois obtiendra la même publicité, à condition de blesser, au moins assez grièvement, l'un ou l'autre. Mais que le porteur d'un nom pompeux ait seulement injurié sa moitié ou frappé du poing son ami, il jouira aussitôt, si l'affaire s'é-

bruite, des honneurs d'une « chronique » ou d'un « écho ». Vestige ultime des droits féodaux chez les journalistes et chez leurs lecteurs.

Si ce pair de France qui étrangla son épouse sous Louis-Philippe ; si ce général qui se suicida mystérieusement dans un faubourg de Paris sous la présente République, avaient été leur valet de chambre ou leur ordonnance, on en eût glosé pendant à peine huit jours.

Si le parfait vicieux, que la littérature a maintes fois dépeint comme un extrait qualitatif de la haute société actuelle, était marchand de produits chimiques ou receveur de l'enregistrement, il ne piquerait nullement la curiosité. Ce qui la chatouille, c'est l'opposition entre le titre et l'ignominie ; parce que cela flatte le vieux fonds de jalousie que l'opinion conserve pour la noblesse, jalousie qui témoigne elle-même d'une racine de respect mal arraché.

A moins de mettre sur pied des berquinades, qui ne sauraient passionner les adultes, il faut, pour intéresser, choisir le plus souvent le héros de sa pièce ou de son livre parmi les gens qui ont fait plus de mal que de bien. Si donc le texte comporte la mise en scène d'un gentilhomme, ce sera généralement un assez triste sire. Ainsi, de la médaille aristocratique, nous ne voyons jamais que le revers. Ce sont toujours les mêmes qui se font... huer.

Le duc de Candale a plusieurs fois servi de cible. Ne le plaignons pas ; son masque narquois affrontait volontiers le plein air. Il jouissait d'une âme d'escroc et d'une tournure de prince. La première l'engagea en d'assez sales emplois, la seconde lui permit de s'en acquitter avec élégance. Sa vie se passa à griveler, comme un laquais. Il prenait de

toutes mains, mais avec mesure, suivant les bourses, et plus discrètement à ses amis qu'aux hommes de finance, auxquels il prêtait sa façade et qu'il remboursait en avis judicieux, sur leurs livrées, leurs liaisons ou leurs attelages. Encore peut-on dire de lui, à son honneur, qu'il ne coucha jamais en prison.

Ce qui pousse d'ailleurs à le juger avec indulgence, c'est que la duchesse de Candale ne le valait pas, bien que les honnêtes gens continuassent à la saluer très bas, tout en l'estimant plus bas encore. Courtisane sans vergogne dans le privé, plus implacable dans ses haines qu'ardente à ses amours, solidement appuyée sur sa richesse et sur le nom dont elle jouait avec diplomatie, elle sut braver l'opinion et garder la tête haute. Mais son triomphe fut sans joie et sa vieillesse désolée par la sécheresse de son propre cœur.

Par le contraste entre son indignité et sa dignité, ce couple a servi de type au dénigrement. C'est pourtant un exemplaire d'exception, qu'il serait odieux de prendre pour la représentation d'une classe.

Comme les autres, cette classe a ses défauts et ses vices. Comme les autres elle a ses « déclassés », qui en sortent, s'en détachent et tombent, par un mariage inavouable, par le gaspillage de leurs biens, par une vie crapuleuse ou par un acte indélicat. Elle a ses maris inconstants et ses femmes légères, ses ménages équivoques, dont le luxe est entretenu par l'infidélité de l'épouse ; elle contient quelques très nobles bohèmes aussi, qui se divertissent comme des palefreniers ou des filles.

Mais prît-on pour vraies toutes les médisances qui tendent à ravaler l'aristocratie à ses yeux et aux yeux du public, on n'y trouverait pas moins de capacités ou de vertus qu'en toute autre caste

sociale, et l'on y rencontrerait plus qu'ailleurs une qualité traditionnelle : celle de savoir jouir de la fortune.

Les parvenus de l'argent le savent rarement. Les archimillionnaires américains se dépouillent avec ostentation ; les richards de la vieille Europe amassent et leurs héritiers dissipent sans gloire. Le besoin de la représentation et le souci du patronage, c'est-à-dire de ce que l'on doit à soi-même et aux autres, sont des idées patriciennes.

Au lendemain de défaites, après lesquelles la France semblait pour longtemps abaissée et appauvrie, le faste de Bellegarde, son train superbe, son port solennel, imposèrent aux étrangers chez qui nous l'avions envoyé en ambassade. C'était un drapeau déployé ; il servait d'enseigne à la grandeur nationale et nouait le passé au présent ; car nul, même les princes régnants, n'était de meilleure souche que ce serviteur d'une jeune démocratie.

Il en est beaucoup dans cette noblesse, beaucoup dont on ne parle pas, pour qui leur nom n'est qu'un devoir à remplir, une raison de mieux faire ; qui se regardent comme responsables, envers Dieu et leurs concitoyens, de l'usage par eux fait de leur privilège.

Le duc de Nevers qui, par le charme de sa personne et par le chiffre de ses revenus, pourrait être, s'il le voulait, un « roi de la mode », est moins populaire dans les petits théâtres que dans les cités ouvrières des quartiers excentriques. Chrétien fervent, il pratique la charité selon le Christ ; non seulement celle de l'argent, la plus aisée, mais celle, plus dure, des heures, des journées, passées en compagnie des pauvres, consacrées au soulagement des innombrables et incurables misères.

Il ne craint pas d'aider ses hôtes dans l'accomplissement de leurs besognes les plus humbles ; médiocrement récompensé parfois de son dévouement ; témoin une vieille femme infirme qui disait, après son départ : « Faut-il que ce monsieur n'ait rien à faire, pour venir ainsi balayer ma chambre ! »

Le duc de Nevers peut être président d'un des premiers cercles ; il peut porter l'un des cinq ou six plus vieux titres de l'ancien régime ; nul acteur ne copiera « sa tête » ; il ne symbolisera jamais, dans les feuilletons, le « dernier gentilhomme » ; ce n'est pas ce qu'on appelle une personnalité vraiment « parisienne ».

De jolies dames quittent le salon où l'on goûte, la réunion où l'on bavarde, et vont, chacune leur jour, loin du bruit et des fêtes, revêtir le tablier blanc de l'infirmière dans un hospice libre où elles soignent les cancéreux. Nul ne sait leur nom, car elles ne s'en vantent pas.

Moins parfaites sont celles qui trouvent dans la « réclame » une récompense à leurs efforts pour le bien, qui aiment à faire parler d'elles dans les journaux et se nourrissent d'entrefilets mignons, cuisinés à leur louange.

La généreuse-chimérique rêve de pacifier les socialistes, de faire voyager les écrivains pauvres, de réformer l'esthétique des tramways et d'ouvrir aux modistes le paradis des mélodrames. Elle s'applique à découvrir l'innocence des accusés et à inventer pour tous les peuples un volapük universel. Son âme s'ouvre à tous les projets bienfaisants, son imagination en enfante sans cesse de nouveaux. Elle y trouve un aliment à son esprit, qui est large et bon, et une satisfaction à son amour-propre, qui est immense. La généreuse-chimérique ne mérite pas moins d'inspirer la sym-

pathie, puisque les sentiments humains sont tous à demi sincères.

Combien de gens en place, de personnages d'aujourd'hui, mis en relief par le caprice des foules, sont semblables à Piron, assis sur un banc dans une promenade, devant la statue d'un saint qu'il ne voyait pas, mais que les passants voyaient et à laquelle ils ôtaient leur chapeau ! Piron rendait le salut, le prenant pour lui, et, se croyant devenu populaire, il se réjouissait en son cœur. Il ne se retourna que fort tard.

Beaucoup d'hommes, que le hasard asseoit ainsi devant la statue d'un saint, ne se retournent jamais.

La plupart meurent sans savoir que les honneurs dont ils jouissent sont rendus à l'image qu'ils ont derrière eux, au fauteuil sur lequel ils séaient ; à leur maison, à leur habit, à l'argent, au crédit qu'on leur suppose ; à l'esprit même qu'on leur prête et qui ne leur appartient pas. Ceux-là sont des sots.

Quelques habiles sceptiques connaissent ce qu'ils valent et ne s'en font point accroire. Ils savent que les dix-neuf vingtièmes des hommes saluent, non la grandeur et le talent, mais seulement les marques extérieures par où l'on a coutume de signaler au vulgaire la grandeur et le talent.

Aussi s'appliquent-ils, dans la vie, à s'asseoir toujours devant la statue d'un grand saint. Ceux-là sont des sages.

Il suffisait jadis de porter de certains noms pour prétendre à certaines charges ; de nos jours, c'est plutôt le contraire. Une consolation pour les détenteurs de ces supériorités défuntes, qui ne « s'étaient donné que la peine de naître... », est que la masse n'est pas moins offusquée par les favoris de la nature qui « se donnent la peine de naître... » avec

des facultés supérieures. Aux sommités de tout ordre, la plèbe des gens qui « se donnent la peine de naître... » envieux et médiocres préférera toujours des non-valeurs de tout repos.

Pourtant il se voit encore, dans le Parlement, un noyau d'aristocrates qui ont pu en forcer les portes et, parmi eux, plusieurs dont l'éloquence a su charmer, sinon convaincre, leurs adversaires.

Il se trouve des « gens de qualité » dans le sein de la minorité républicaine : « Mon arrière-grand-père, dit d'Effiat, était sous Louis XVI ambassadeur et lieutenant-général ; il servait le Roi, il servait la France. Mon père était ministre de Napoléon III ; il servait le pays en servant l'Empereur. Pour moi, je représente à la Chambre mon département suivant les idées actuelles des électeurs. Je continue de servir la France en servant la République. Je suis dans mon rôle ; si les rois ne sont plus à leur place, ce n'est pas une raison pour que les d'Effiat ne demeurent pas à la leur. »

Par suite d'un raisonnement analogue, tout contraire à celui qui avait inspiré la démission des officiers royalistes en 1830, les cadres des armées de terre et de mer se trouvent peuplés, en tous les grades, des fils de ceux qui portaient l'épée il y a plus d'un siècle. Comme leurs pères, ils sont « au service », suivant la vieille expression retenue de l'ancien régime, et, pour qu'ils l'abandonnent, il faudra les en exclure.

D'autres fondent et gèrent des entreprises multiples ; ils fabriquent des rails, du champagne, des briques, des engrais, des glaces, de la bière ou des automobiles.

Ce président d'une grande compagnie de transports qui, pour la diriger dans ses moindres détails,

s'en fait le principal employé, s'astreint à des voyages multiples et fatigants, à des séjours prolongés en pays peu attrayants, est le prince de Schomberg, chef de la branche française d'une famille médiatisée du Saint-Empire, riche de quatre cent mille livres de rentes. Il trouve du temps pour organiser des missions coloniales, qui propagent le nom français à l'étranger, et des œuvres parisiennes qui rendent la charité plus féconde et plus efficace.

Ses heures sont plus remplies que celles de n'importe quel « gagne-deniers » des champs ou de l'usine.

Et il n'est pas seul de son espèce. Le marquis de Sillery partage sa vie entre les sociétés philanthropiques et le culte des lettres. Le nom de son père lui ouvrit, jeune encore, les portes d'une illustre compagnie. « Je ne me fais pas d'illusion, dit-il avec modestie ; si je m'appelais Dupont ou Durand, je ne serais pas du tout académicien, tout au plus sur le point d'être candidat. » Sillery n'est peut-être pas trop convaincu de ce qu'il dit là et il aurait tort de l'être. Son œuvre est bonne et sa place n'est point supérieure à son mérite.

Un des plus grands écrivains vivants est Souvré ; il ne doit rien à son nom et son nom lui devra beaucoup. Cadet d'une maison qui avait place dans le Gotha et qui, par lui, figurera dans le Bouillet ; peu fortuné et dédaigneux de l'argent, quoique obligé de travailler pour vivre, sa vie est aussi exempte de petitesses que sa plume. Il aime son siècle à la passion et ne le flatte pas ; il possède le prestige de son milieu et n'en est point dupe.

Sans avoir, comme celui-là, le don rare et savoureux, la magie du style, par où se ravit la gloire, d'autres gentilhommes, professionnels ou ama-

teurs, sont romanciers, savants ou poètes, surtout archéologues et historiens ; le duc d'Arpajon a fait revivre ses aïeux du moyen âge ; le duc de Verneuil a étudié l'Égypte contemporaine. Un autre, grand seigneur de naissance et de talent, force, par ses livres, l'admiration des adversaires qui l'ont chassé de la politique militante, et qui ne peuvent s'empêcher de lui dire, avec une flatteuse ironie : « Écrivez l'histoire, monsieur, mais n'en faites pas. »

Quelques-uns appliquent leur effort aux beaux-arts ; ils arrivent à manier habilement le pinceau ou l'ébauchoir ; tel arrière-petit-fils de maréchaux illustrés à Moncontour et à Ivry voit ses marbres ou ses tableaux médaillés au Salon par le suffrage des maîtres actuels.

Tous ceux-là contribuent à maintenir vivante, dans l'opinion, cette noblesse effacée de l'État, en droit, depuis cent ans, et qui, en fait, met longtemps à disparaître.

Plus nombreux aujourd'hui qu'il y a un siècle, dans l'aristocratie, les sujets laborieux ne constituent cependant qu'un groupe, et cela est tout naturel. Il en est exactement de même dans la bourgeoisie aisée.

Le travail est, pour l'humanité, un fardeau insupportable. Il n'y a que les ambitieux et les artistes, épris de renommée, de domination ou de fortune, qui l'acceptent d'un cœur léger aux heures enflammées de l'adolescence, et continuent de s'y livrer, par habitude, après les déceptions ou les succès de l'âge mur.

Tous les autres sont des condamnés au travail forcé qui souhaitent leur libération.

Prolétaires ou nobles portent le fardeau lorsqu'ils ne peuvent faire autrement. Mais si tous les hommes réalisaient un jour cet idéal de pouvoir vivre « de

leurs rentes », comme les lis des champs, il y en aurait sans doute fort peu qui continueraient de travailler.

Et, sans doute aussi, ils auraient tort. Car si les uns économisent et peinent pour avoir le droit de se reposer, les autres, appelés par vocation à ne rien faire, s'ingénient pour trouver le moyen de se fatiguer et de se donner du mal. Les privilégiés, pétris de la pâte des heureux, n'ayant rien d'utile ni d'important qui tourmente leur cervelle, s'arrangent pour promouvoir, au rang de choses graves, des enfantillages, des jeux compliqués, qui leur procurent de vrais tracas et de vrais déboires.

Ils achètent très cher des coups de bâton : le joueur en proie à la mauvaise chance, le chasseur en lutte avec les braconniers, le propriétaire battu sur l'hippodrome, est aussi affligé que le savant déçu par une expérience de laboratoire, l'employé privé de son avancement ou le marchand qui voit revenir ses traites impayées.

Les passe-temps des oisifs changent suivant les époques et, lorsqu'ils ont cessé de plaire, on s'étonne qu'ils aient plu. Des chevaliers de Saint-Louis employaient au siècle dernier, à faire de la tapisserie, les loisirs des longs hivers, écoulés au milieu du silence et de l'ignorance de toute nouvelle, dans les manoirs de province. Et cela nous semble un peu creux ; bien que cela ne le fût pas davantage, et peut-être le fût moins que les après-midi consumés, par des mondains d'aujourd'hui, à faire des « patiences » aux cartes, dans les clubs.

Nous sourions d'apprendre que nos pères, les plus énergiques et les plus braves, aient aimé follement la danse ; qu'un pas bien exécuté valût à son auteur presque autant de réputation qu'une ville

prise, et que l'élite de la nation répétât le ballet pendant des semaines — il y avait toujours un ballet en répétition à la cour — afin de parvenir à exécuter dans les formes, les *jetés* et les *entrechats* brodés sur un canevas où le bon sel, d'ailleurs, faisait souvent défaut.

Mais nos fils ne riront pas moins des promenades actuelles de nos concitoyens qui, pour mieux voir les paysages, dévorent l'espace dans des voitures à pétrole, et se font cingler par le vent au milieu d'un nuage de poussière, abrités sous de vastes lunettes et sauvagement accoutrés.

La toilette demeure le divertissement favori des femmes ; la coquetterie masculine n'ayant plus autant de matière, les hommes s'y plaisent moins que jadis. Il en est pourtant qui la raffinent : Roncherolles fut capable de passer une heure et demie à exposer, devant un auditoire attentif, l'art difficile de vernir congrûment les bottes au pinceau. L'un de ceux qui l'avaient écouté jusqu'au bout disait à mi-voix en le quittant : « Si cet homme ne se moque pas de nous, il me fait une peine horrible. »

Le philosophe qui raillait ainsi disputait le soir, avec un ami, sur le nombre de grains de plomb que peut contenir une cartouche du calibre 12. Il tenait pour trois cents grains et l'interlocuteur pour cinq cents. Les paris sont ouverts ; on fait comparaître des cartouches, on les vide et chacun de dénombrer fiévreusement leur mitraille. La preuve fut faite qu'elles contenaient plus de trois cents et moins de cinq cents grains, ce qui remplit agréablement la soirée.

Tous les Français non repris de justice ont le droit de chasser moyennant une faible taxe, mais les riches seuls ont droit de tuer du gibier et les ri-

chissimes veulent en tuer plus que les autres. Aussi n'est-il pas de moyens que l'on n'emploie pour s'en procurer : on vit, à la fin d'une saison d'automne, les gardes de tirés en renom stipendier sans scrupules des braconniers, qui leur expédiaient au jour dit, en état de prendre leur vol, quelques centaines de perdrix dérobées à d'autres propriétaires.

La chasse en effet a changé d'aspect depuis Nemrod, et même depuis Louis-Philippe. L'on n'avait pas idée, il y a cinquante ans, d'acheter, aux veilles de battues, un millier de faisans vivants, à lâcher le lendemain pour corser le « tableau ».

Au moyen âge, la chasse était libre à tous, sans acception de caste, et parfois obligatoire pour le châtelain. Plus tard les seigneurs en revendiquèrent le monopole ; ce fut même le seul qu'ils conquirent dans les temps modernes, tandis que tous les autres leur échappaient. Nombre de gentilshommes-fesse-lièvres parcouraient les campagnes en quête de faunes improbables. Leurs héritiers restent fidèles à ce sport, mais ils ne sont plus seuls fondés à s'y livrer.

La Révolution donna licence au peuple de décharger son fusil, partout où il n'y avait pas de gibier ; avec les progrès de l'agriculture disparaissaient les bêtes sauvages et, pour garder des lapins sur ses terres, il fallut les soigner et les nourrir comme des troupeaux apprivoisés.

Aujourd'hui, le lapin est démodé ; dans les battues de marque, il ne « se porte plus ». Le faisan l'a remplacé ; si habitué est-il à manger dans la main de l'homme, qu'il ne saurait le redouter. L'art du « faisandier » n'est pas de le garder, mais de le mettre en fuite. Pour le décider à s'envoler, on le fait partir sur des déclivités de terrain ; on le pousse devant

des palissades, qui le forcent à faire usage de ses ailes.

Les grandes chasses sont donc artificielles, assez « truquées », et, de même qu'au théâtre, il est nécessaire que les trucs ne se voient pas.

Vaste domaine, copieux et expérimenté personnel, peuplement, terrain approprié, une fois toutes choses prêtes et à point, il faut tuer ce gibier et tuer beaucoup. La beauté de la chasse, sa renommée, son rang parmi les autres chasses, vient de l'effectif des animaux abattus. Le maître de maison ne peut plus inviter ses meilleurs amis qui tirent mal ou médiocrement. Ils le déshonoreraient, ils perdraient sa réputation. Il n'invite que de « grands fusils ».

Ceux-ci, gens au coup d'œil merveilleux, sont, comme les notabilités dînatoires, les diseurs de bons mots ou les conducteurs de cotillon, des spécialistes, presque des professionnels : ce sont des... « tueurs », des abatteurs de gibier.

Ils vont, d'un château à l'autre, partout recherchés et choyés, conscients de leur valeur, et daignent envoyer de vie à trépas ces faisans, si chèrement réunis et excités au vol. Ils chassent toute leur vie et n'ont guère d'autre fonction. L'amphitryon est fier de les avoir ; il leur est reconnaissant de maintenir sa chasse dans l'opinion du monde.

Ainsi il se fait honneur de sa fortune, et les autres de leur adresse, qui vaut un rang. Quelques hommes nouveaux ont fait leur chemin en tuant, et quelques autres en donnant à tuer beaucoup de gibier, car avec du faisan on appâte les princes de maison souveraine. Nul ne pourrait dire lequel, de la vanité ou du sport, procure ici le plus de vrai plaisir.

Ces somptueux exercices cynégétiques sont rares ; il en est beaucoup, au contraire, d'une opulence économique, et nombre de particuliers en jouissent sans faste. La chasse à tir est encore assez compatible avec la démocratie pour que nos chefs d'État puissent s'y livrer, avec des sénateurs, des procureurs généraux et des préfets de première classe. Ils n'oseraient aller jusqu'à la chasse à courre, à cause de son relent d'ancien régime.

En plusieurs familles la possession d'un équipage est une dignité héréditaire, qu'elles ne sauraient abandonner sans déchoir, ayant forcé, depuis deux cents ans et plus, dans les mêmes forêts, des cerfs ou des sangliers, de père en fils, sans y manquer une saison, fût-ce aux heures les plus sombres. Bon gré, mal gré, il leur faut courir après de nouveaux hallalis.

Pour d'autres, cette qualité de « maître d'équipage » est une situation sociale et, pour tous ceux qui y participent, la chasse à courre conserve, en nos âges plébéiens, ce billon de noblesse que le cheval communique à qui le fréquente et lui consacre sa vie.

Aux temps de la chevalerie où la profession des armes, qui était le sport d'alors, anoblissait par elle-même tous ceux indistinctement qui s'y adonnaient, la classe dirigeante se composait de guerriers à cheval. Le cheval, en notre ère de paix, où les gros personnages publics ne sont plus équestres, a gardé ses privilèges. Son prestige, accepté par l'opinion, a maintenu parmi le militaire, entre le cavalier et le fantassin du dix-neuvième siècle, la vieille démarcation qui séparait au seizième siècle le reître du lansquenet et, au dix-septième, la cornette des « maîtres » de l'enseigne des gens de pied.

Quoiqu'il existe d'autres animaux domestiques aussi nécessaires, du cheval seul on dit qu'il est un « noble animal » et, au cirque même, l'écuyer se regarde comme supérieur au gymnaste.

De tous les objets qui alimentent la conversation mondaine, les seuls dont il soit séant de discourir avec abondance sans crainte de passer pour cuistre ou pour pédant, ce sont les choses d'écurie. Les gens d'esprit s'ennuient à la longue d'entendre « faire de l'esprit », — l'esprit d'ailleurs n'est pas vraiment « chic », — les hommes se lassent de parler « femmes », les femmes de parler « chiffons » et les savants auraient mauvaise grâce à gloser sur les détails techniques de leur profession. Mais le « cheval » n'est jamais de trop entre gens bien élevés et sa matière est inépuisable.

Le privilège s'étend un peu à tous les sports. Le moniteur des automobiles a sa langue propre comme le journal de la filature ou de l'astronomie ; seulement, les termes techniques seraient vulgaires ou prétentieux dans la bouche du filateur ou de l'astronome, tandis qu'ils ont je ne sais quoi d'élégant et de supérieur chez l'amateur d'automobiles et son interlocuteur est confus de ne les entendre pas.

Villacerf est un hippolâtre de carrière. Il ne s'est pas marié, pour ne point faire d'infidélité à ses chevaux. Leur commerce lui suffit ; il ne se soucie pas d'autre chose. — « Monsieur, demande-t-il à brûle-pourpoint à un jeune collègue qui lui a été présenté la veille au club, connaissez-vous un « homme » ? L'interpellé se tait, mais sa mine interdite prouve qu'il ne comprend pas la question. Alors, Villacerf d'ajouter, avec condescendance : « Quand le baron de Villacerf vous demande si

vous connaissez un « homme », vous devriez savoir qu'il s'agit d'un homme d'écurie. »

Rumigny est un centaure plus apprivoisé : « conduire à quatre » n'est pour lui qu'un des mille devoirs de société inhérents à la situation qu'il s'est créée et qu'il s'applique à maintenir. Cela ne l'amuse point, mais cela fait partie d'un ensemble fashionable. Il a laissé tomber de ses lèvres ce mot profond, devant un néophyte qui se proposait de marcher sur ses traces et prenait ses conseils : « Ce n'est pas tout que d'avoir un coach, lui dit-il ; le difficile, c'est *la vie que doit mener un homme qui a un coach !* »

Le mail-coach est menacé désormais d'aller rejoindre la daumont, depuis trente ans disparue ; le luxe des attelages est délaissé pour celui des automobiles. Mais le cheval règne encore par les courses.

Je n'étonnerai personne en disant que le pur amour des chevaux n'est pas le seul mobile qui détermine quelques-uns de nos contemporains à faire courir. Notre passion naturelle de paraître et de nous grandir demeure la même dans tous les siècles bien qu'elle change de forme. Tel qui eût acheté, sous Louis XV, une charge de cour ou une présidence au parlement se paye maintenant, suivant ses goûts, mais dans une vue semblable, un journal politique ou une écurie de courses, parfois les deux.

C'est, pour certaines personnes, une occasion honorable de publicité, de relations et d'influence que de posséder sur le turf des « favoris » exaltant leurs couleurs. Grâce à cette heureuse circonstance, les bénéfices réalisés dans des industries prospères, dans celles du chocolat ou des eaux-de-vie, de la parfumerie, du sucre ou du fer, l'argent

gagné dans de grandes banques, même dans des banques de trente-et-quarante, vient en aide à une branche d'élevage, jusqu'à ce jour peu lucrative.

Ce siècle, démocrate pour les hommes, est aristocrate pour les chevaux ; à ceux-ci le peuple souverain pardonne d'avoir des aïeux, même il les en estime davantage, et cette noblesse quadrupède, fondée sur l'atavisme et corrigée par la sélection, ayant les « grandes actions » pour but et pour base, survit au naufrage des patriciats de race humaine.

CHAPITRE III

CE QU'IL RESTE DE CHRISTIANISME EN FRANCE

Je lisais un discours adressé au chef de l'État par le doyen des évêques français, au nom de ses confrères dans l'épiscopat ; il se termine par ces paroles : « Enfin nous pouvons dire que le désordre est à son comble et que la religion s'en va, tout à fait perdue, s'il n'y est apporté un prompt remède. »

Qui formule ces doléances et à qui parle-t-on ainsi ? Cette harangue date du treizième siècle ; le texte en est rapporté par Joinville et c'est au roi saint Louis que le clergé de l'époque se plaignait en ces termes.

Tout n'allait donc pas mieux dans le passé. L'Église française est peut-être aujourd'hui plus fondée à se plaindre qu'il y a six siècles ; mais, quoi qu'en pensent ses adversaires et même ses défenseurs, elle n'a point vieilli ; elle se transforme seulement et les révolutions passent sans l'affaiblir.

Les efforts tentés de nos jours contre son prosélytisme prouvent la vitalité de la foi, et leur modération relative prouve les progrès de l'esprit religieux, que l'on n'ose heurter de front ni trop fort.

Il y eut naguère des gens qui disaient « croire », bien qu'au fond ils ne crussent point. Il en est beaucoup aujourd'hui qui se vantent de n'avoir

point de foi ; mais il leur en reste plus qu'ils n'osent se l'avouer. Les ennemis du catholicisme en sont plus près qu'ils ne pensent et ses adeptes les plus sincères le pratiquent beaucoup moins qu'ils ne disent.

Si l'homme était logique, les croyants iraient au mysticisme et à la sainteté ; les incroyants iraient au matérialisme et à l'immoralité. Mais ils se placent tous en un moyen terme : gardant de la loi religieuse, même lorsqu'ils disent n'en rien garder, ce qui leur paraît indispensable à la marche de la société, et laissant de cette loi, même lorsqu'ils affirment n'en rien abandonner, ce qui paraît inconciliable avec leur propre commodité.

La pratique des vertus chrétiennes est si difficile : on s'humilie devant Dieu ; on confesse son néant, son iniquité et ses misères ; on s'humilie et, intérieurement, on se loue soi-même de si bien savoir s'humilier et l'on éprouve de l'orgueil d'une humilité si parfaite.

D'ailleurs, on ne se croit pas dans le fond aussi petit, aussi misérable et aussi pêcheur que l'on se dit être ; on a la secrète conviction que l'on outre un peu la dose, et le plus piquant est que tout ce que l'on pense de soi, en croyant se ravaler trop bas, n'est aucunement exagéré, que l'on n'est pas meilleur que cela.

Tel un homme qui croirait faire sa caricature et qui ferait son portrait sans le savoir.

Pour le peuple des « libres penseurs », le catholicisme demeure malgré tout la religion « nationale ». Son empreinte est sur eux ineffacée ; bien mieux, sa substance est tout entière dans leur âme et, autant que dans leurs idées, elle survit

dans leur langage, dans leur vie extérieure. Les dates de l'année sont *ses* dates ; les seules fêtes que l'on chôme sont *ses* fêtes. Les athées sollicitent une « croix » d'honneur, et les socialistes, partisans de la Commune, vont porter une couronne sur la tombe des fédérés, *le jour des Morts*.

Notre pays est plein de « voltairiens » satisfaits d'avoir des épouses pratiquantes, et qui seraient fâchés qu'elles ne fussent point telles ; il abonde en prolétaires anticléricaux qui s'habillent de neuf à l'occasion de la première communion de leurs enfants et déclarent, à l'issue de la cérémonie, que « c'est bien là le plus beau jour de leur vie ». Notre bourgeoisie fourmille de pieux sceptiques qui, livrant à l' « erreur » ce qu'ils ont de plus cher, font élever leurs filles dans des couvents et recommandent à l'aumônier du lycée, où leurs fils sont internes, de veiller à ce qu'ils s'approchent exactement des sacrements dont eux-mêmes se rient.

Dans ces têtes chauves de rayons, d'où le troupeau des croyances antiques semble s'enfuir effaré, s'agitent sans cesse des questions religieuses. On en parle avec chaleur, on se passionne pour ou contre elles, et le Parlement consacre des sessions entières à légiférer sur les moines, bien que les ordres monastiques aient été solennellement abolis il y a plus de cent ans. Voilà qui est de bon augure pour les disciples de l'Évangile.

« Nous sommes chrétiens, écrivait Montaigne, au même titre que nous sommes Périgourdins ou Allemans ;... nous nous sommes rencontrés au pays où cette religion était en usage. » Cette remarque, moins vraie qu'au temps de Montaigne, l'est encore beaucoup. Il y en a fort peu, parmi nos concitoyens,

qui aient acquis ou perdu leur foi par une conviction réfléchie : les croyants naïfs d'autrefois ont été remplacés par les naïfs incroyants d'aujourd'hui.

Les uns ne savaient pas plus pourquoi ils croyaient que les autres ne savent pourquoi ils ne croient pas.

La propagation du christianisme a débuté par des millions de conversions que l'on peut appeler « impulsives » : des juifs d'abord, des esclaves romains qui haïssaient leurs maîtres, des barbares qui suivaient leurs chefs. Puis vinrent les schismes, les hérésies, acceptées par des masses populaires, également en bloc ; ce qui n'indique pas chez elles des opinions très solides.

On devint successivement catholique, protestant ou orthodoxe, et l'on changea de religion comme le prince voulut et comme on changeait de prince, dans un temps où la domination laïque changeait souvent. Combien de populations religieuses, en Asie, en Europe, en France même, ne le sont encore que par habitude ! Combien peu pourraient dire les raisons de leur foi !

Il est arrivé que les plus intelligentes, les plus cultivées, ont été les premières à vouloir s'en rendre compte, et, faute d'y parvenir, sont devenues incrédules les premières. De sorte que, pour le moment, c'est dans les pays avancés que la religion semble en baisse. D'où cette conclusion, facile à tirer, que, lorsqu'une nation s'instruit, elle se « déchristianise ».

Ce n'est là pourtant qu'un état transitoire : les peuples passent, de la foi d'ignorance et de routine, à la foi d'intelligence et de volonté. Les évolutions de la conscience humaine étant très lentes, celle-ci durera plusieurs siècles sans doute ; mais, pour le spectateur désintéressé, il ne paraît pas que

l'Église du Christ soit en voie de déclin. Elle se métamorphose au contraire avantageusement, dans ses parties accessoires et contingentes, et se vivifie.

Le catholicisme, en France, depuis la chute de l'ancien régime, a perdu, a gardé, a conquis.

Il a *perdu* la domination matérielle, le bras séculier. Il ne mène plus l'État et n'a plus de place dans l'État. Il a perdu des foules ; ses temples, en mille endroits, sont déserts. Il est mal vu du pouvoir nouveau, pour avoir été longtemps inféodé aux pouvoirs anciens.

Il a *gardé* les femmes et, par les femmes, les enfants, la perpétuité, le foyer domestique ; il a gardé la tradition du culte, les principaux actes de la vie, qui étaient imprégnés de lui et qu'il continue de présider, de bénir ou d'accompagner. Il a gardé surtout la morale publique, *sa* morale religieuse que le législateur a laïcisée et versée presque entière dans les codes, mais qui ne vaut que par les racines et par les sanctions de l'Évangile.

Sa foi, en d'autres époques, avait fait recevoir et dominer sa morale ; sa morale aujourd'hui soutient et conserve sa foi, mais toutes deux sont bien inséparables.

Enfin l'Église a fait des conquêtes : elle s'est *conquise* elle-même ; elle s'est ressaisie, toute libre et spirituelle. Sa discipline, sa hiérarchie, sont devenues très fortes, les mœurs de son clergé très pures, parce qu'elle n'est plus envahie de sujets indignes. Comme elle regarde davantage le ciel, elle le fait mieux voir. Sa foi, disparue en tant que dogme « officiel », devenue simple adhésion de la raison, domine mieux la raison. Elle a gagné une élite de trempe affinée, des individus qui valent des foules.

Ce sont de grands symptômes de solidité ; car les religions qui tombent se maintiennent d'ordinaire parmi le peuple avec l'appui des gouvernements, lorsque nul esprit supérieur ne croit plus en elles ; au lieu que celle-ci recrute des fidèles dans les sphères les plus hautes de la pensée et de la science — dans des sphères où elle était honnie il y a un demi-siècle — lorsque la majorité des citoyens semble se détacher d'elle et que la force publique est fort refroidie à son égard.

Il est possible d'augurer, par ce que nous avons sous les yeux, que le monde, en se civilisant, passera par l'incrédulité et en sortira avec une foi nouvelle, *raisonnée*, autant que le peut être la croyance à des dogmes supérieurs au raisonnement.

Hier, l'ensemble de ces dogmes catholiques, formels, intraitables, absolus, pesait sur l'âme d'un poids très lourd ; d'autant qu'ils étaient imposés par l'autorité laïque, c'est-à-dire par le Sabre, et par l'Opinion, pouvoir plus redoutable que le Sabre.

Et il y avait de l'audace, de la grandeur, à revendiquer contre eux les droits de la liberté ; cette audace n'était point sans péril ; car l'Église qui, par un côté, est du ciel, était étrangement terrestre par un autre. Ce parut donc une noble tâche que d'affranchir la pensée.

Aujourd'hui, voici que cette pensée-esclave, devenue libre, se fait aussitôt tyran ; aussi impérieuse que l'autorité ancienne, la « libre-pensée » prétend passer « dogme » à l'ancienneté ; au lieu de douter, elle affirme. Dès lors, il semble qu'elle est hors de sa voie et qu'elle abuse. Elle affirme que la matière est incréée, féconde, éternelle ; qu'il n'y a point de Dieu, ni d'âme.

On en vient à douter de doutes aussi affirmatifs. Comment ces gens font-ils pour être si sûrs de ces choses-là ? Si nos pères n'avaient point de preuves de leur affirmation, comment nos contemporains administrent-ils la preuve de leur négation ? Les uns semblaient avoir des intelligences dans le Paradis et les autres ont des correspondances dans le Néant.

Qu'il existe des athées ayant la terreur du vendredi, du chiffre 13, de trois bougies allumées côte à côte, du sel renversé sur la table, des glaces cassées et vingt autres inquiétudes respectueuses, cela est fort inoffensif. La superstition n'est pas le monopole des croyants et l'inconséquence n'est pas le privilège des incrédules : telle confession chrétienne est aussi plaisamment illogique, qui rejette la Tradition comme base de foi, et prétend ne s'appuyer que sur l'Évangile ; lorsque chacun sait que l'Évangile n'est autre chose qu'une tradition écrite, un texte qui tire son authenticité de la seule tradition.

Mais que des systèmes saugrenus soient inventés par des particuliers, dédiés à notre admiration et imposés à notre dévotion exclusive comme une philosophie dogmatique, voilà qui semble excessif.

S'il n'est pas prouvé que Dieu existe, il n'est pas prouvé non plus qu'il n'existe pas ; si la religion n'est qu'une hypothèse, l'antireligion ne peut être aussi qu'une hypothèse ; et si le christianisme n'est qu'une doctrine philosophique, il est du moins une philosophie, dont il faut tenir compte. Surtout qu'elle apparaît assez supérieure aux autres pour que l'on ait pu dire que, si Jésus-Christ n'est pas Dieu, il mérite de l'être.

Cependant il se trouve des esprits qui se croient

libres de préjugés, et qui veulent imposer telle *hypothèse* sur la création — celle du transformisme, par exemple — comme une *foi*, tandis qu'ils n'admettent même pas la *foi* en Dieu comme une *hypothèse*. De cette prétention, les siècles futurs s'amuseront. Dans le nôtre, elle profite au christianisme.

Le recrutement des missionnaires d'impiété se fait dans des couches plus basses qu'il y a cinquante ans, surtout parmi les lourds garçons de politique. Leur antipathie contre la divinité et contre la conception spiritualiste semble étroite et puérile, aux yeux mêmes des indifférents : parce que, si Dieu existe, le rôle de ses ennemis est bien sot ; mais il est plus sot encore si Dieu n'existe pas.

Vaines sont et seront toujours les tentatives d'unir la science et la foi, aussi bien que de les opposer l'une à l'autre.

Au moyen âge, la foi prétendait maîtriser la science, par la persuasion ou par la hache. La science plus tard prétendit remplacer la foi et la convaincre de mensonge. Des esprits conciliants s'interposèrent ensuite et s'efforcèrent de mettre fin à la guerre, en mariant la science et la foi. Ces combats et ces alliances appartiennent maintenant au passé ; chimères sans intérêt et dangereuses.

Il n'y aura jamais, pour les incroyants, une « preuve » de l'existence de Dieu, comme il y a, pour les ignorants, une « preuve » que les trois angles d'un triangle sont égaux à deux droits. La foi est un don, c'est une grâce ; elle commence où s'arrête la conscience, au point où commence la création, où l'on aperçoit l'immensité qui ne peut tenir entre nos doigts d'atome.

Mais, à mesure qu'augmente le nombre des

mystères que l'homme pénètre, le mystère de la vie et du monde *s'obscurcit* pour lui davantage.

Chacun, dans la vie, suivant ses occupations et ses facultés, dans l'orgie de la pensée solitaire, a connu des moments où il s'est senti élevé au-dessus de lui-même ; où, touché d'une étincelle, parcouru d'une secousse électrique, il lui semblait qu'il allait changer d'âme ; que son moi s'élargissait, devenait capable de tentatives gigantesques ou d'intelligence surhumaine des choses. Ce sont moments de grandeur et de vision. Ils passent comme l'éclair ; le voile soulevé retombe, le ciel se recouvre, c'est fini ; l'être se replonge dans l'ignoble vulgarité de l'existence.

Les découvertes modernes procurent une de ces visions de l'au-delà : les progrès de la science naturelle font mieux concevoir le surnaturel, l'éternel, l'infini. Elles le rapprochent de nous et nous le rendent vraisemblable.

L'humanité marchait comme une troupe à tâtons, éclairée par une torche qui projetait un peu de lumière en avant et en arrière, et à mesure que la troupe humaine avançait la nuit se reformait derrière elle, profonde, opaque. Sauf ce qu'on nomme « l'histoire », actualité d'hier, et ce qu'on nomme « la légende », histoire d'avant-hier, personne ne pouvait rien dire, personne ne savait rien du passé.

Des villes, des peuples, des civilisations antiques il ne restait pas trace. Sur notre sol, des capitales gauloises, toutes récentes, de quinze cents ans à peine, perdues comme de petits objets tombés dans la poussière du chemin. Des langues, emportées comme les monuments, dissoutes et noyées comme une vapeur dans l'atmosphère. Ces temps abolis

étaient, pour les générations précédentes, comme les territoires inconnus au delà du petit horizon où se confinait pour elles l'univers.

Elles ne ressentaient nullement leur ignorance, en fait d'espace ou de durée, parce que cette durée et cet espace étaient pour elles comme inexistants. Elles vivaient en paix parce qu'*elles croyaient savoir*. Depuis les résurrections archéologiques, depuis les extensions géographiques, depuis les pénétrations géologiques, nous avons, nous, un sentiment tout contraire.

Et notre ignorance nous est révélée. Elle nous est révélée bien davantage par les découvertes physiques et mathématiques : les murs de la nuit, capitonnés d'étoiles, pâquerettes qui, sans se lasser, tous les soirs, éclosent aux prairies bleues du firmament ; cette cosmographie simpliste des enfants et des poètes avait été compliquée par les révélations de l'astronomie aux derniers siècles, et notre globe paraissait modeste vis-à-vis des autres planètes, dérisoire au regard du soleil.

Mais combien le système solaire tout entier s'est lui-même réduit à peu de chose, depuis que l'allongement de nos lunettes nous a démontré son insignifiance dans l'éther ; depuis que nous voyons les astres se multiplier par millions, grossir et s'éloigner sans cesse, à mesure que nous apprenons à les voir.

L' « Infini », ceux mêmes qui naguère y croyaient sans réfléchir, sur la parole des prêtres, avaient bien de la peine à s'en faire idée, et l'idée même, s'ils s'efforçaient de la creuser, était affolante et comme contraire au bon sens.

Depuis que les lieues se comptent par milliards, qu'avec le perfectionnement des télescopes les limites reculent et, sans doute, centupleraient

encore avec des instruments plus gros, l'Indéfini s'impose sans réplique. Le mystère nous étreint plus épais et moins improbable. Il semble que nous allons le toucher du doigt. Et ceux mêmes qui nient le plus fort l'Infini sont sollicités à y croire, parce qu'on en fournit un avant-goût à leur raison.

Ces échantillons d'infini que la science du ciel nous offre en « grandeur », la science de la terre nous les fournit en « petitesse ». Nous mesurons des courants électriques, dont l'alternance change de sens un milliard de fois par seconde. Nous mesurons le chemin parcouru par la lumière durant une période déterminée : sa longueur est de moins d'un millième de millimètre. Et nous sentons mieux ainsi, par ces exemples sensibles de la petitesse infinie, que l'allongement peut être sans fin, comme l'exiguïté est sans bornes.

Notre répugnance pour la foi, c'est-à-dire pour l'inconnaissable et le surnaturel, venait de ce que, croyant « connaître », nous prétendions juger, et construire des systèmes en appliquant nos instruments naturels : la raison et les sens. Il fut un temps où, s'il n'y avait pas eu de poissons dans l'eau, il y aurait eu des livres pour démontrer que l'eau était, par essence, impropre à contenir des êtres vivants. Et puisqu'en effet il n'y en eût eu aucun, ces livres eussent paru « raisonnables ».

Toutes nos affirmations sont de même force. Il n'y a pas tant de siècles que nous pensions nous mouvoir dans le vide ; et cette opinion fut très « raisonnable », jusqu'au jour où la science nous apprit que nous étions entourés d'une atmosphère très pesante, sans laquelle nos veines éclateraient.

Il fut également « raisonnable », jusqu'à l'appa-

rition des rayons Rœntgen, de penser que l'on ne pouvait voir à travers le corps humain, puisqu'en effet il n'est point diaphane. Nous étions portés à en croire uniquement le témoignage de nos sens et, à mesure que nous inventions des outils qui amélioraient nos sens, le témoignage de ces outils : nous voyons ainsi des microbes, là où nos pères eussent juré qu'il « n'y avait rien à voir » ; et avec justice, puisqu'ils n'auraient rien vu.

Nous aurions souri, il y a quelques années, de l'idée que la rétine humaine pourrait distinguer une étincelle à trente kilomètres, si elle avait la même sensibilité que les appareils qui décèlent l'énergie de la télégraphie sans fil. Et ainsi de cent autres progrès, qui nous expliquent aujourd'hui l'inexplicable d'hier, nous révèlent les secrets, les combinaisons des corps, l'existence et le maniement des forces occultes.

Quel chemin parcouru depuis le temps où les plus anciens Égyptiens avaient remarqué la propriété de l'ambre, frotté contre une étoffe et légèrement échauffé, de soulever et d'attirer à lui de petites miettes de paille ! Quel chemin parcouru depuis cet embryon de l'électricité jusqu'à l'heure présente où la foudre domptée est notre messager intime, notre bête de somme et notre flambeau de chevet !

D'autres sciences encore informes, le magnétisme, la lecture et la divination des pensées, les phénomènes de télépathie et de dédoublement, ne sont-elles pas aussi le balbutiement de quelques découvertes énormes, qu'après quatre mille ans de sommeil on verra révolutionner le monde ?

Nos yeux ont vu, depuis cent ans, tant de choses que l'œil de l'homme n'avait point vues jusqu'ici, qu'ils s'ouvrent béats et confiants dans l'attente

de mille autres merveilles, et l'unique sentiment des simples peut être de se glorifier, de s'enorgueillir des faits accomplis.

Mais le temps vient et, pour une élite, il est déjà venu, où ces arcanes dévoilés nous plongeront dans la stupéfaction de notre ignorance. Eh quoi ! tant de mystère dans cet air que nous respirions, dans ce sol que nous foulions comme des brutes ! Nous ne connaissions vraiment pas à quel point nous ne « connaissions » rien. De connaître un tout petit peu de plus aujourd'hui, cela nous révèle notre propre ignorance d'hier. Nous en mesurons, nous en sondons mieux la profondeur à la lumière de notre science nouvelle, et le mystère nous apparaît plus grand et plus obscur.

Par tout ce qu'il a découvert et dont ses pères ne se doutaient pas, l'homme conçoit donc combien de choses, très simples encore, on peut ignorer, tout en croyant qu'il n'y en ait plus à pénétrer aucune. Il sent alors qu'il serait possible d'augmenter indéfiniment ses connaissances, d'avoir une science et une puissance cent fois, mille fois supérieures à celles qu'il possède, sans arriver encore à la science absolue, ni à la puissance absolue.

Et cela lui précise, lui concrète la « Toute-Puissance », qui jusqu'ici n'était qu'un mot abstrait, un attribut de la Divinité dans la langue religieuse — *omnia quæcumque voluit, fecit ;* — mais que l'humanité entrevoit désormais comme une réalité existante bien qu'insaisissable.

A mesure que nous cataloguons, comme naturels, des faits qui eussent paru « surnaturels » jadis, nous voyons bien qu'il subsiste tout autant de surnaturel. Nous devinons que nous ne découvrirons jamais tout, que jamais notre effort ne prendra fin — bien que nous n'opérions que sur une si petite parcelle

de la matière — et cela dispose à l'humilité la raison des sages.

Mais, en même temps nous sentons sourdre en nous la notion quasi divine de tout ce que l'on pourrait savoir, *si l'on savait tout ;* le monde de l' « esprit », l'idée de l' « âme » cessent d'être contraires à ce que nous nommions le « bon sens ». Nous prenons humainement conscience du domaine surhumain, de la possibilité de l'invraisemblable, et cela incline à la croyance au mystère initial de Dieu.

Bossuet, qui s'entendait si bien — trop bien même parfois — à expliquer cet inexplicable : « les desseins de la Providence » ; qui connaissait tous les secrets couloirs et comme les « bureaux » du royaume céleste, aurait aujourd'hui beau jeu pour montrer, dans tout ce qui s'est passé sur le globe et notamment en France depuis un siècle, les vues divines qui ramènent, par une pente invisible, l'Église vers l'Évangile et les hommes vers l'Église.

Les bénéfices que le clergé recueille de la chute de l'ancien régime, de l'attitude nouvelle des gouvernements et des peuples à son égard, de la destruction du pouvoir temporel des papes, du développement des sciences et de la poussée naissante du socialisme, eussent fourni à l'orateur sacré, par la comparaison de ce que l'on pouvait prévoir avec ce qui est effectivement advenu, des pages pleines d'encouragement et d'espoirs prophétiques.

Ceux qui prétendent que le christianisme d'aujourd'hui n'est plus celui des temps primitifs, qu'il a dégénéré, qu'on a dû civiliser les enseignements de l'Évangile, émasculer au besoin des paroles « qui

s'adressaient aux petites gens d'un pays barbare » ; ceux qui disent cela ne connaissent guère ni l'Église catholique actuelle, avec les rigoureux ordres religieux qu'elle compte dans son sein, ni l'Évangile avec sa mansuétude débordante. Rien n'a changé au contraire ; l'arbre, le bon arbre du Christ a porté ses bons fruits d'amour.

L'Évangile, modèle historiquement toujours oublié, même par l'Église, même par les moines, — c'est-à-dire par ceux qui avaient formé le projet et pris le parti de se faire uniquement « évangéliques » et qui *ne pouvaient pas* — demeure le modèle toujours repris et remis sous les yeux, quand on l'oubliait, par un nouvel et meilleur imitateur ; le modèle impossible et auquel s'acharnent les plus hautes âmes.

De sorte que cette imitation, toujours imparfaite, toujours renouvelée, échouant toujours et toujours essayée, atteinte par très peu, poursuivie de loin par beaucoup, admirée par tous, constitue, depuis dix-neuf siècles, le travail intime de ce que nous nommons « civilisation morale ». Elle commande, même dans ses chutes, le respect, par une sorte de « marche à l'Étoile » ; c'est le grandissement de l'homme qui se veut faire semblable à Dieu, parce qu'il sort de lui-même, terrasse sa nature et entre dans les vues de Dieu.

Tel savant écrit un livre pour démontrer que l'Évangile n'est qu'un plagiat, que sa substance est toute empruntée à la philosophie païenne. — « Il croit ainsi me calmer, dit un incrédule ; il m'inquiète bien davantage. Car si tout cela était vieux, comment ces paroles n'ont-elles eu d'écho qu'en sortant de la bouche du Christ ? » Et comment, aux adversaires de ce Christ, le chercheur sans parti

pris ne répéterait-il pas le mot de l'aveugle aux pharisiens : « C'est ce qui est étonnant, que vous ne sachiez d'où il est et que pourtant il m'ait ouvert les yeux » ?

De pareils doutes ne tourmentent point la foule. Son irréligion, aussi bien que sa religion, sont tout d'une pièce : raisonneuse, elle s'installe d'un bond dans l'indifférence ; pieuse, elle se porterait volontiers à l'idolâtrie.

L'Église n'a pas eu moins de peine à se préserver du second excès que du premier, à tenir la balance égale entre les iconoclastes et les iconolâtres, entre ceux qui proscrivent les statues de la Vierge ou des saints, et ceux qui ont l'audace de les placer sur l'autel, voire au-dessus des crucifix et des tabernacles. Cette tendance du peuple à « humaniser » le culte engendre sans cesse des dévotions parasitaires, qui plaisent par leur nouveauté. Leur vogue irrésistible concentre et absorbe, tant qu'elles durent, la faveur d'une armée de fidèles ; puis elles disparaissent, sans laisser trace de leur passage.

Les papes ont souvent fulminé contre elles, contre l'irrévérence de maintes images et la superstition de nombreuses pratiques. Le moyen âge eut comme nous ses sanctuaires préférés, ses pèlerinages qui faisaient fureur et furent délaissés ensuite. Il eut des catégories de madones et de saints spécialistes, auxquels on recourait pour certaines infirmités, comme aux cliniques de nos médecins en réputation pour certaines maladies. Les cathédrales, les simples chapelles de village nous offrent ainsi, à des places d'honneur, d'antiques statues dont les titulaires, oubliés, ne sont plus l'objet d'aucune intercession, et dont les troncs ne reçoivent désormais nulle offrande.

D'autres saints les ont remplacés, et aussi d'au-

tres sanctuaires et d'autres pèlerinages. Ce sont les modes accessoires du culte, les agréments que les hommes mettent dans la foi et qui passent avec les hommes.

On aura peine à croire que dans toute la France et dans ce sceptique Paris, tel saint jusqu'alors demeuré dans l'ombre et uniquement invoqué pour le recouvrement des objets perdus, ait joui, à la fin du dix-neuvième siècle, d'une popularité subite, provoqué les plus larges aumônes, reçu, dans des boîtes à lettres à son adresse, une édifiante et volumineuse correspondance, et qu'il ait, durant un temps, éclipsé tous les autres bienheureux.

Tel autre, représenté sous les traits d'un guerrier romain, commençait à sortir de l'obscurité et à recevoir des hommages, en raison de l'influence qu'on lui supposait sur la réussite des examens scolaires et sur l'admission aux carrières publiques ; son renom allait s'affirmant, lorsqu'un ecclésiastique, maître illustre en archéologie et grand faucheur de dévotionnettes, prouva clairement que ce vénérable apocryphe n'avait jamais existé. Il n'importe ! Un de perdu, on en trouvera d'autres.

Le christianisme populaire néglige, dans la liturgie, l'abstrait et l'intangible. Il n'a point de goût pour la Trinité ni pour le Saint-Esprit. L'Ascension ne l'inspire guère, quoiqu'elle termine la commémoration annuelle de la vie de Jésus ; la « Fête-Dieu » au contraire l'enchante parce qu'elle est représentative, quoique au fond elle ne signifie rien de plus que la messe quotidienne.

Le catholicisme, tout en prescrivant d' « adorer le Père en esprit et en vérité », est néanmoins, par l'incarnation du Verbe fait homme et par la transubstantiation de l'Homme-Dieu en pain eucha-

ristique, très à portée de la généralité des fidèles. Il semble que, s'il n'y a pas de religion plus métaphysique par certains côtés, il n'en est pas, d'un autre côté, qui soit plus accessible aux sens de la masse.

Mais le besoin de matérialiser la Divinité, qui avait fait créer les idoles antiques, survit chez les contemporains même religieux, non satisfaits encore des formes du culte qui suffisaient à nos anciens dans la foi. De bonnes âmes se sont trouvées, dans les temps modernes, pour particulariser innocemment la personne divine, pour en adorer en détail les divers organes. Le cœur, dans le commun langage plutôt que dans la physiologie, passant, chez la créature humaine, pour être le siège de l'amour, ce viscère est devenu le symbole de l'amour du Christ pour l'humanité ; vénéré à ce titre en certains temples et à certaines dates.

La piété anthropomorphiste est, à tout prendre, moins dangereuse pour l'Église catholique que la critique interprétative pour l'Église protestante.

Mais si la seconde tend à altérer le dogme, la première risque de défigurer le culte ; à moins que les Pontifes ne mettent un frein aux imaginations inventives de la foule. Aussi, parmi les livres condamnés à Rome, le plus grand nombre sont-ils des ouvrages « religieux ». Les meilleurs de ces livres « religieux » font bien pauvre figure à côté de l'Évangile et il est malheureux que les catholiques français lisent assez peu l'Évangile, dans son ensemble, et le connaissent fort mal.

Beaucoup ne connaissent même pas intégralement la messe, le « Canon », au lieu d'être simplement traduit en français, étant remplacé, dans maints paroissiens usuels, par de petites prières d'un sens parfois opposé à celles que prononce

le célébrant ; notamment en ce qui concerne l'allusion aux présents d'Abel, d'Abraham et de Melchisédech.

Ce sont les vestiges du temps où les cérémonies, comme les textes, s'enveloppaient de mystère, où le « catholicisme d'État » florissait, où la théologie masquait l'Évangile, où les hommes adossaient des baraques foraines au roc impérissable donné pour fondement à l'Église. Les révolutions ont depuis lors emporté ces baraques ; la superstructure fragile de la religion temporelle s'est écroulée ; les théologiens, vieillis et vus d'un certain angle, ont paru un peu bouffons de prétendre tondre les mystères de trop près, expliquer ce qu'ils définissaient eux-mêmes inexplicable.

Mais, en désincrustant l'édifice des appentis de bois et de boue qui s'appuyaient sur lui, les démolisseurs, qui pensaient l'ébranler, l'ont fait apparaître dans la force et la nudité superbe de ses lignes éternelles, et l'on s'aperçut que leurs marteaux, en offensant ses murs, en avaient seulement gratté la mousse et effacé la vétusté.

Il n'y a plus de « tartufes » aujourd'hui, parce qu'ils n'ont plus de profit à l'être. Il n'y a plus de faux dévots, mais il y a de pseudo-incrédules, et c'est dans le camp matérialiste qu'est passée la tourbe des âmes timides ou intéressées, qui pratiquent l'irréligion sans y croire.

L'histoire du moyen âge est pleine des empiétements du clergé : il s'applique à n'obéir que le moins possible et à commander le plus possible. Il se sert des moyens spirituels pour fonder, maintenir ou augmenter ses droits temporels. Il veut beaucoup recevoir et ne veut rien payer. Il abuse, il abuse tant qu'il peut...

Puis il meurt de sa victoire ; il meurt comme clergé, comme bon clergé. Son pouvoir, ses richesses tentent. On les lui prend ; non pas en le dépossédant, mais en devenant clergé, en se faisant abbé, évêque, pasteur, ou mieux simili-abbé, simili-pasteur. De sorte qu'il scandalise et fait moins de bien. Pour avoir voulu gagner le temporel, il perd le spirituel et le temporel aussi, puisque ses biens sont possédés par des tièdes ou des indignes.

L'Église avait donc conquis le monde et le monde à son tour l'avait conquise. Il l'a rejetée et, en la repoussant, il l'a faite libre.

Ce n'est pas qu'en France le goût des politiques pour une religion d'État ne soit resté le même que par le passé ; ni que le clergé ait abandonné son rêve d'imposer, comme lois de l'État, les lois de l'Église. Mais si, par le Concordat de 1801, l'Église et l'État demeurent mariés, c'est, en fait, sous le régime de la séparation de corps.

L'indépendance dont jouit le clergé français vis-à-vis de « César » n'a jamais été aussi grande que maintenant, où « César » ne le protège plus et même lui est franchement hostile. Des ministres francs-maçons choisissent il est vrai les successeurs des apôtres, en vertu des titres du Consulat, comme les seigneurs protestants continuaient, après la Réforme, de conférer, en vertu des droits féodaux, les bénéfices ecclésiastiques ; c'est ainsi que le plus sûr moyen, pour un prêtre, de parvenir aujourd'hui à l'épiscopat est d'avoir, dans sa parenté, un libre-penseur influent qui le pousse.

Mais ces gouvernements, malveillants en principe, sont timorés en fait : si l'on appliquait le Concordat à la lettre, Rome apprendrait les nominations d'évêques par le *Journal officiel*. Au contraire, le Saint-Siège se trouve investi, par la

pratique républicaine de l' « entente préalable », d'attributions étendues dans un domaine où Charles X et Louis-Philippe ne souffraient point de partage. D'une manière générale, le Pape gouverne plus efficacement l'Église de France qu'il n'avait fait depuis mille ans : son autorité y est plus forte et s'étend sur plus de choses ; elle est mieux obéie par le clergé et moins entravée par le pouvoir que sous le règne du « Fils aîné de l'Église ».

A l'intérieur, les cent mille Français des deux sexes qui composent la milice religieuse, séculière et régulière, offrent le spectacle d'une hiérarchie homogène, dont les attaques extérieures fortifient la discipline, entretiennent les mœurs et réchauffent l'enthousiasme.

Il y a cent ans, les couvents se vidaient d'eux-mêmes, faute de recrutement ; ils étaient pleins hier et c'est vainement qu'on se flatte de les disperser aujourd'hui par la force. Cette preuve de vitalité, tirée de la renaissance, de la pullulation actuelle des ordres religieux, est d'autant plus significative qu'ils n'avaient plus, à l'aurore du dix-neuvième siècle, ni logis, ni sujets, ni ressources. Ils ont poussé de nouveau, dans notre vieux pays, comme sur un sol vierge.

Et quoique l'État s'efforce de les restreindre et de les supprimer, au nom de l'opinion populaire dont il est issu, cette même opinion populaire ne peut se défendre de les placer très haut dans son estime. La preuve, c'est qu'elle donne tort à ceux qui croient pouvoir s'affranchir de leurs engagements : moines défroqués ou prêtres mariés sont assez méprisés par elle.

Les non-catholiques ne sont pas moins sévères

pour les fautes contre la chasteté sacerdotale : ils la déclarent impossible et contre nature, et font cependant au prêtre un crime impardonnable d'y manquer, ne fût-ce qu'un jour. Cela prouve à la fois, et que la vertu de continence est inconsciemment prisée très haut par ceux qui la dénigrent le plus, et que le scandale est très rare. En effet, le clergé français est, plus qu'à aucune époque, attaché à ses devoirs moraux.

Ses membres sont aussi plus unis.

L'ancienne Église gallicane offrait le spectacle d'une assez belle anarchie : le personnel d'un diocèse, d'une abbaye, d'une cathédrale, n'était pas d'humeur à se laisser volontiers diriger. Vingt autorités contraires s'y disputaient et portaient chaque jour leurs querelles devant les juges. L'ingérence journalière des laïques, la jalousie des « curés primitifs » et des « vicaires » portionnés, des prieurs conventuels et des abbés commandataires — frelons qui, dans cette ruche sainte, mangeaient presque tout — les immunités des chapitres, les présentations des seigneurs, les exemptions des réguliers, tous ces droits, hérissés les uns contre les autres, ne laissaient au premier pasteur qu'une juridiction illusoire sur ce troupeau si procédurier.

L'Église était organisée en république, et l'État en monarchie absolue. C'est maintenant le contraire.

Seulement les évêques sont, parmi les hauts « fonctionnaires » de la République, les seuls qui soient généralement issus du peuple, ceux dont l'origine est la plus humble. Les préfets, les généraux, les présidents de cour et même les élus du suffrage universel sont de plus haute lignée. Cela tient à ce que le clergé, dans son immense majorité,

est, par son recrutement, très près de terre. La bourgeoisie a peu de vocation pour un ministère qui exige tant de vertus et procure si peu d'avantages.

Mais cette transformation du haut personnel sacerdotal le met en très bonne posture pour plonger dans la foule et agir sur elle, au jour prochain où les malentendus se dissiperont entre la démocratie et l'Évangile. Nous voyons déjà des signes avant-coureurs de cet apostolat futur. La propagation des doctrines socialistes, les succès, et surtout les échecs, dont leurs essais d'organisation seront suivis, tourneront au profit du christianisme. Il pourra revendiquer les uns et consoler des autres. L'État laïque, dans ses déboires, sollicitera son concours. Écouté du peuple, le prêtre redeviendra fort et sa force tournera au profit de ses idées.

Et pourquoi le peuple ne l'entendrait-il pas? La France serait-elle le seul pays où il ne saurait s'en faire écouter?

Il y a, sur le globe, bien des types de catholiques ; depuis le citoyen des États-Unis, qui discute et paye largement les dépenses annuelles de sa paroisse, jusqu'au coolie chinois, qui accepte la mort plutôt que de brûler de l'encens devant les idoles, toute l'histoire du christianisme se présente simultanément à nos yeux, dans l'espace, comme elle s'est déroulée dans le temps. Et que nous portions nos regards sur l'Église ultra-moderne de l'Amérique, ou sur la primitive Église de l'Extrême-Orient, nous voyons que leurs clientèles appartiennent également aux classes les plus modestes, parce que c'est à elles, en effet, que ces Églises réservent le plus de consolations.

Il n'y a aucun motif pour qu'il n'en soit pas de même dans notre pays.

Les actes du gouvernement, en France, ne doivent pas nous abuser sur ce point : loin que nous soyons à l'aurore de nouvelles guerres de religion, nous assistons seulement à l'agonie de l'Intolérance. Elle a perdu sa vigueur ancienne ; ses spasmes récents témoignent de sa caducité Les catholiques ont raison de se défendre, mais ils auraient tort de croire que leur foi puisse être atteinte par voie législative.

Si des abus de pouvoir, que l'on supportait naguère, deviennent aujourd'hui insupportables ; s'ils révoltent ceux qui en souffrent, tandis que leurs pères se résignaient à de semblables injustices comme à une fâcheuse fatalité, c'est précisément parce que la liberté de conscience a largement progressé.

Et c'est pour le même motif que la majorité despotique qui eût, il y a deux cents ans, condamné les dissidents à l'exil et à la confiscation, se contente, de nos jours, de les molester de son mieux, sans oser proscrire leur culte. Elle n'avoue même pas qu'elle se flatte de l'anéantir, mais, au contraire, proteste de son impartialité pour toutes les croyances. C'est un grand pas et il faut s'en féliciter.

Unir une conviction forte à un respect profond de la conviction contraire est le privilège des esprits d'élite, et l'on pourrait craindre que la foule n'arrive à la liberté religieuse que par l'indifférence, parce qu'elle ne supporte la contradiction que sur les sujets qui ne l'intéressent pas. Cependant il est des pays où cette liberté existe et où le christianisme n'a rien perdu de sa vitalité. Il n'est donc point chimérique d'espérer qu'elle s'établisse un jour en France.

Le chrétien doit être, par religion, le plus libéral de tous les hommes. Pût-il convertir le monde d'un coup de poing, il devrait s'interdire de le faire. Puisqu'il adore un Dieu tout-puissant, qui a respecté la liberté de sa créature, et que cette liberté de l'homme est un dogme fondamental du catholicisme, comment pourrait-il vouloir attenter à la liberté de ses frères ?

Mais l'histoire nous offre le spectacle d'un perpétuel oubli de cette doctrine : sous le prétexte spécieux que chacun devait faire triompher la « vérité » et extirper l' « erreur », fût-ce par la force, les latins et les orthodoxes, les catholiques et les protestants, et les protestants aussi entre eux — calvinistes contre luthériens — au lieu de se persuader, se battirent et se persécutèrent au lieu de se prêcher.

La lutte continue entre chrétiens et libres-penseurs, mais moins âpre dans la forme, quoiqu'un fossé plus profond les sépare. Le principe invoqué est toujours le même : c'est pour consolider « l'unité morale de la patrie » que le législateur actuel entrave l'enseignement chrétien, comme Jean le Bon chassait les juifs, Philippe d'Espagne les maures, Henri VIII les catholiques et Louis XIV les protestants. Il y a autant de résistance que jadis et moins de succès.

D'ailleurs, comme la prédication des apôtres a propagé l'Évangile parmi les peuples qui n'avaient pas appris le catéchisme à l'école, et qu'au contraire les lois hostiles à l'instruction religieuse de l'enfance ont été votées par des députés, et approuvées par des électeurs, qui avaient eux-mêmes reçu cette instruction dans leur jeune âge, il semble que ni l'éducation chrétienne ait garanti la foi dans

le passé, ni son absence garantisse l'incrédulité dans l'avenir.

La marche des événements est chaque jour si déconcertante pour les faiseurs de pronostics.

La spoliation des États romains par l'Italie semblait, en 1870, devoir porter un coup sensible à l'autorité du Saint-Siège. Les historiens avaient bien remarqué que la possession de ces territoires fut toujours beaucoup plus nuisible qu'utile à la Papauté ; que les potentats laïques, en lutte spirituelle avec elle, ne manquaient pas de s'en prendre au « Roi de Rome » pour obtenir, par la diplomatie ou par les armes, ce que refusait le « successeur de Pierre ».

Sans aller jusqu'au conflit ouvert, les grandes puissances pesaient lourdement et constamment sur le Vatican pour le contraindre à entrer dans leurs vues et à épouser leurs querelles. Il lui fallait louvoyer entre toutes pour n'être pas asservi par une seule, et payer ses « protecteurs » pour se débarrasser d'eux.

Avec les principicules d'Italie, c'était bien pis. Le Pape, engagé nécessairement dans la politique de la Péninsule, avait avec eux des rivalités, des alliances, des injures à venger, des avantages à maintenir. Comme chef d'un État temporel, il avait des *devoirs temporels* envers ses sujets, au même titre qu'un doge de Venise ou de Gênes, un duc de Florence ou un roi de Naples. Il avait, comme eux, des soucis de famille, des ambitions princières, des parents sur quelques-uns de ces trônes, des adversaires sur d'autres.

Mais, de plus qu'eux, envers les sujets de ces seigneuries italiennes et de toute la chrétienté, il avait des devoirs spirituels. Et, pour bien remplir

les premiers, il était tenu de sacrifier les seconds. Souvent même il ne les distinguait pas parfaitement : de fait, le spirituel et le temporel s'enchevêtraient si bien dans ses cartons qu'ils devenaient inséparables. Le tiroir des indults, des dispenses, des excommunications, était si voisin de celui des gratifications, des états de solde, des conventions de paix ou de commerce, qu'on les prenait parfois l'un pour l'autre, en y puisant, dans le gouvernement de la chrétienté et de la « ville éternelle ».

Les citoyens de cette capitale, à eux seuls, donnaient à leur « Pontife-Roi » autant d'affaires que la moitié du monde, remuants et indisciplinés comme ils étaient. Leurs colères, leurs petites émeutes, avaient une toute autre portée que celles des Parmesans ou des Milanais : elles influèrent directement sur l'administration de l'Église, ne fût-ce que pour avoir déterminé des choix dont les catholiques ne pouvaient savoir aucun gré aux Romains.

Comme cette situation, en elle-même bizarre, était semblable à celle de beaucoup d'autres princes-évêques en Europe, et que cet « État ecclésiastique » existait depuis très longtemps, l'opinion s'y était accoutumée. Il passait pour une pièce nécessaire de l'échiquier politique, autant que pour une nécessité fonctionnelle du Souverain Pontificat.

D'ailleurs les papes y tenaient ; les seuls ennemis du catholicisme en contestaient l'utilité. Cela suffisait pour que les fils dévoués de l'Église s'abstinssent de le critiquer et, au besoin, s'appliquassent à le défendre.

Depuis que la convoitise de son voisin, en le dépouillant de ses domaines, a réduit le Pape à la

condition de vicaire du Christ, on s'est aperçu que son pouvoir spirituel n'avait point été entamé, que son autorité morale ne faisait que croître et, dans ce siècle positif, le saint et illustre chef des consciences catholiques s'est trouvé tenir plus de place, jouer plus de rôles, parler de plus haut et se faire mieux obéir, que n'avaient fait avant lui ses prédécesseurs depuis les temps apostoliques.

Et, tant que le Pape proteste contre la destruction du pouvoir temporel, nul ami du Saint-Siège ne se permettrait de dire que cette Révolution ait été bienfaisante ; mais beaucoup le pensent.

Il sortira de cet événement d'autres conséquences *nécessaires* que nos fils verront se produire : bien que l'Église « catholique » fût universelle, c'est-à-dire internationale par ses dogmes, elle était italienne par son premier pasteur, par son état-major, par son haut personnel central, et elle ne pouvait pas ne pas l'être : il eût été trop dur, pour les Romains, d'être gouvernés par un monarque et des ministres étrangers.

Ce privilège de donner des chefs à la catholicité, de composer en majorité le Sacré-Collège et presque exclusivement cette portion du Sacré-Collège qui réside en permanence à Rome — la curie — échappera fatalement aux Italiens, parce qu'elle semblera exorbitante et que rien ne justifiera plus la possession, par un seul peuple, du monopole de gouvernement de l'Église.

Les congrégations de cardinaux, les fonctions de confiance auprès du Souverain Pontife, se partageront peu à peu, ainsi que la raison le commande, entre toutes les nations selon l'importance numérique des fidèles, comme c'est le cas de toutes les institutions internationales et, par exemple, des grands ordres religieux. Cette réforme, qui per-

mettra au Saint-Siège de recruter ses conseillers, ses ambassadeurs et ses titulaires sur toute la surface du globe, sera d'une haute utilité au moment où le monde semble s'élargir, où de nouvelles églises grandissent et prospèrent avec des mœurs et des besoins nouveaux, auxquels il faut approprier le droit canon du moyen âge qui visiblement ne suffit plus.

Ainsi, par un résultat imprévu, la perte d'une souveraineté locale, que l'on redoutait comme un affaiblissement possible de l'Église, se trouvera favoriser au contraire son extension et la ramènera à son principe en la « catholicisant » davantage.

CHAPITRE IV

LA MORALE ET L'HONNEUR

Le premier caractère de la « morale naturelle » et son plus grand défaut, c'est de ne pas exister.

Théoriquement, la religion enseigne qu'il existe une « loi naturelle », par le péché oblitérée en nos consciences. Oblitérée, elle l'est pratiquement si bien, que nous n'en avons aucune notion. Le signe distinctif d'une loi *naturelle* serait d'être *naturellement* inscrite dans tous les cœurs et non pas d'être ignorée de tous les hommes à l'état de nature.

La seule loi naturelle que connaissent les civilisés, aussi bien que les sauvages, c'est d'obéir à leurs instincts ; seulement les civilisés ont, pour vivre, institué quelques coutumes et promulgué des règlements de police qui composent une morale artificielle, très variable suivant les temps, les lieux, les sexes, les professions.

Nous jugeons ces règlements et ces coutumes à la lumière de la morale chrétienne et, suivant qu'ils s'en rapprochent ou s'en éloignent plus ou moins, nous les appelons justes, absurdes ou féroces. Mais ils ne sont ni bons, ni mauvais, ou plutôt ils sont toujours « bons » au regard des peuples chez qui ils existent, puisque ces peuples s'en trouvent bien, et les changent quand ils ont cessé de les approuver.

Un grand philosophe rationaliste, « résolu de ne s'arrêter que devant l'*indubitable* », dit « n'avoir rien trouvé de bien clair que le *devoir ?* » Parce que, sans doute, « le devoir » semblait indubitable à ce philosophe. Mais il n'y a rien au contraire de plus douteux — humainement — que le « devoir ». Il n'a même pas été possible de dire en quoi il consiste ; d'en donner, en dehors de la religion, une définition à peu près sensée. On en a essayé beaucoup dont aucune ne soutient l'examen.

Le devoir « philosophique » est la plus plaisante opinion du monde. Il pose en principe qu'il existerait, pour des hommes sans âme, dans un univers sans Dieu, un « bien » et un « mal » ; il suppose que chacun puiserait en sa raison l'idée de ce bien et de ce mal, et il admet enfin que chacun serait sollicité, par sa conscience, de s'adonner au premier et de s'interdire le second. Or, tout cela est également faux.

Si nous parvenons *à nous bien dépouiller*, non seulement des enseignements de l'Évangile et de la Bible, mais aussi de tous les « préjugés » ambiants et de tout l'héritage des gloses classiques, sur ce qui passe, ou a passé pour bon ou mauvais ; si nous nous recueillons ensuite afin d'écrire notre catéchisme sur une page blanche, nous ne trouverons d'autre formule du « devoir », que de jouir de la vie avec plénitude, suivant nos goûts et nos forces.

Il faut, pour cela, être toujours seul ou toujours le plus fort. La société s'oppose à la réalisation de cet idéal ; même entre sauvages, qui commencent par fonder une humanité à coups de poing et qui ensuite pactisent, pour respirer.

C'est ce que nous voyons dans le centre de l'Afrique ; c'est aussi ce que nous voyons en Europe, de peuple à peuple. Car les individus se sont civilisés en se donnant des gendarmes, mais non pas

encore les nations. Leurs rapports sont restés primitifs, et la morale « internationale » n'obéit pas à d'autres lois que celle des sauvages : « Ôte-toi de là que je m'y mette » ; ce que la diplomatie appelle « rectification de frontières ». Elle l'applique seulement moins souvent, parce qu'elle a quelque chose à conserver et moins envie de gagner que peur de perdre.

Telle est la « morale humaine » dans toute sa candeur : Caïn réfléchissant avant de tuer Abel, lorsqu'il redoute un plus Caïn que lui.

Entre particuliers, à l'intérieur de ces groupes que nous nommons « des pays », il s'est établi des règles, des manières de vivre fondées sur la convenance, sur l'intérêt réciproque de posséder quelque tranquillité, sans être obligé de toujours se battre.

Mais cela ne provenait d'aucune connaissance du bien et du mal ; car le « bien » et le « mal » doivent être *universels*, tandis que ces morales patriotiques et régionales sont extrêmement diverses et souvent tout l'opposé les unes des autres, à quelques lieues de distance. Le bien et le mal doivent être *immuables*, tandis que ces morales temporaires ont changé, d'une époque à la suivante, comme la forme des habits.

Le christianisme apporta une morale nouvelle, nouvelle par ses bases, sa sanction, ses exigences. Elle ne s'offrait plus comme une découverte des hommes, mais comme un commandement de Dieu ; elle prenait sa source dans la révélation, non dans l'adhésion à des usages que leur antiquité ou leur utilité avait transformés en lois : bien au contraire, les préceptes absolus de cette morale tombée du ciel démolissaient nombre des anciennes lois « morales », dont le monde s'était jusque-là contenté.

Aussi ne fut-elle pas adoptée facilement, ni peut-être tout à fait comprise ; tellement elle dut sembler extraordinaire à qui d'abord voulut la pratiquer. Tandis qu'aujourd'hui ceux mêmes qui repoussent son origine surnaturelle en mesurent mieux la grandeur et en goûtent davantage la beauté, après une pénétration dix-neuf fois centenaire.

Par exemple, nous voyons clairement dans l'Évangile la plus éloquente de toutes les condamnations de l'esclavage. Mais depuis si longs siècles l'esclavage existait, il était si bien dans les mœurs que nul n'y voyait de mal. Ni parmi les maîtres, ni parmi les esclaves, l'idée que l'homme était une marchandise, susceptible d'achat et de vente, ne révoltait personne. Chacun au contraire trouvait naturel que la moitié ou le tiers de ses semblables fût assimilé à un bétail, dont il était loisible, en toute conscience, de s'approprier les profits par reproduction.

Affranchir des esclaves fut, pour les premiers chrétiens, œuvre charitable, œuvre méritoire, mais non pas œuvre nécessaire ; tandis qu'ils regardaient comme un grave péché le prêt à intérêt, qualifié d' « usure ». Il était permis de vendre des hommes et défendu de louer de l'argent ; le commerce des monnaies était coupable, le commerce des esclaves était admis.

Tout simplement parce que, dans la morale usuelle, bien avant l'apparition du christianisme, l'opinion publique en avait ainsi décidé, les païens convertis n'eurent pas la pensée d'autoriser l'une de ces pratiques et de s'interdire l'autre. Tellement sont vivaces et durables parfois les conceptions morales et immorales.

Les barbares christianisés conservèrent l'escla-

vage pur et simple des Romains de l'Empire, sous le nom de servage. On nous apprenait naguère, dans les écoles, que le servage différait de l'esclavage antique, qu'il en était un adoucissement ; mais ce n'est pas vrai. Le mot est différent, la chose est la même.

On nous a dit que le « serf » était attaché à la terre, tandis que l'« esclave » était attaché à la personne : *en fait*, les esclaves ruraux au temps du paganisme, comme les serfs laboureurs au moyen âge, ou les noirs des plantations américaines il y a cent ans, étaient rarement séparés du fonds qu'ils cultivaient parce qu'il n'y avait point d'avantage à les en distraire ; *en droit* et *en fait*, il y eut au moyen âge beaucoup de serfs « personnels », qui n'étaient liés à aucun domaine, mais affectés au service du maître.

Et ceux-là, comme les autres, étaient des biens meubles, dont le propriétaire disposait entre vifs ou par testament, vendant ou donnant les enfants sans les parents, individuellement ou en bloc, comme nous offrons ou léguons aujourd'hui à un ami un tableau ou un cheval.

Les clercs, évêques ou moines, n'agissaient pas sur ce chapitre autrement que les seigneurs laïques. Ce qui montre à quel point la chose leur paraissait innocente, c'est qu'aux époques de disparition graduelle du servage certains pieux abbés déploraient que l'on eût compromis le rendement de leurs terres par des affranchissements inconsidérés.

L'on voit au seizième siècle, lorsque la libération des serfs était presque partout effectuée, des religieux soumis à la règle la plus rigoureuse, des chartreux, peu suspects d'attachement aux biens temporels, vendre des serfs sans scrupule et les échanger, comme des étangs ou des bois.

Lorsqu'il fut plus tard passé en principe qu'il était « immoral » à un chrétien de tenir ses coreligionnaires en servitude, on continua quelque temps en France, puis seulement hors de France, de posséder des esclaves d'autres religions ; des ordonnances royales, sous Louis XV, défendaient, sous des peines sévères, de baptiser ou faire baptiser subrepticement les noirs, dans nos colonies, de peur que les nègres ne prétendissent, par l'admission au christianisme, se soustraire au joug de leurs maîtres.

L'abolition de la traite, au dix-neuvième siècle, rencontra chez les puissances européennes beaucoup de mauvais vouloir. Aux États-Unis la suppression de l'esclavage ne s'opéra qu'après une guerre sanglante, où l'Union pensa sombrer, et, voici quelques années à peine, le Parlement français se montrait fort perplexe et divisé sur la question de rendre à l'indépendance les esclaves de Madagascar.

Il arrive parfois qu'un homme dit tout haut ce que chacun pense et, comme il sème dans un terrain propice et préparé, le grain de sa parole germe et pousse très vite. Mais parfois aussi la terre est rebelle, la fécondation est longue et la moisson lente à venir. C'est pourquoi la morale chrétienne n'a pas produit de suite tous ses effets.

Elle ne les produira jamais tous, parce qu'alors l'homme serait parfait et il est peu probable qu'il le devienne. Mais cependant le Christ chemine parmi nous en silence et nous en sommes plus imbibés, à notre insu, qu'on ne l'était il y a quatre cents ans. L'histoire de l'esclavage en fournit une preuve, l'histoire du meurtre ou du mariage en fourniraient d'autres.

L'homme est naturellement homicide. Le Déca-

logue, comme l'Évangile, lui disait : « Tu ne tueras point. » Il tuait tout de même, assez ingénuement ; il a continué depuis, soit par intérêt, soit par plaisir quand il se fâche.

Mais évidemment il tue moins, et peut-être que dans un millier d'années, il tuera moins encore. Voyez, dans les histoires, les milliers de vies sacrifiées sans raison, sans colère parfois, ou pour de très futiles motifs. Hérode, donnant à sa belle-fille comme une gâterie la tête de Jean-Baptiste que cette jeune personne lui demandait en cadeau, n'a sans doute pas trop choqué ses convives.

Les meurtres et les assassinats politiques de jadis n'ont peut-être pas été, dans l'esprit des contemporains, les forfaits exécrables qu'ils nous paraissent aujourd'hui. Longtemps, chez les barbares, on ne punissait les crimes que d'une amende. Aujourd'hui, à peine ose-t-on aussi ôter la vie aux criminels ; mais, ce que les barbares faisaient par une estimation modérée de la faute, nous le faisons, nous, par une estimation excessive du châtiment, tellement est grande notre dévotion pour la personne humaine.

De plus en plus, la vie devient une chose de première importance, à quoi il faut tenir. La mort était naguère un accident que l'on ne prenait pas autant au sérieux que de nos jours.

Ce respect plus grand de la vie, nous n'en trouvons pas en nous le principe ; c'est une conséquence du christianisme et non de la « civilisation » laïque. Les peuples les plus « civilisés » de l'antiquité eurent des sciences, des arts, des magistrats et de la police ; ils eurent des richesses et des déploiements de luxe ; ils demeurèrent cruels et sanguinaires. Notre mentalité est autre.

Elle n'est pas uniforme dans toutes les classes. Au sein d'une même ville, à quelques centaines de mètres de distance, vivent des populations distinctes ; à Paris, les mœurs, adoucies sur le boulevard des Italiens, demeurent rudes sur les boulevards extérieurs. Telles discussions un peu vives, qui prendraient fin, aux alentours de l'Opéra, par un mot violent ou un échange de cartes, se terminent, aux environs de La Villette, par un coup de couteau, comme chez les guerriers francks ou germains.

Le temps n'est pas si loin où, dans les milieux policés, les différends se tranchaient de même.

L'Évangile, en interdisant, comme la Bible, les rapports des sexes hors du mariage, avait, beaucoup plus que la Bible, resserré les liens de l'union régulière. Les lois édictées par le Christ avaient paru si étrangement dures aux disciples, ses premiers auditeurs, qu'ils n'avaient pu s'abstenir de cette réflexion : « Si telle doit être la condition de l'homme avec l'épouse, il n'est point avantageux de se marier. »

Ces lois du reste, enseignées par l'Église, étaient comme aujourd'hui souvent enfreintes par les fidèles. Mais les infractions semblaient plus admises il y a cinq cents ans : le bâtard jouissait, en ces siècles de « foi », d'une bien plus grande considération et d'un bien meilleur état dans le monde que l'enfant naturel, en notre ère d' « incrédulité ».

Hier on l'avouait et il s'avouait ; maintenant on le cache et il rougit. Ce qui n'était qu'une particularité est devenu une tare, dont souffrent, comme d'une blessure secrète, les personnes les plus dégagées de croyances et libres de préjugés.

C'est là un hommage moderne à l'institution évangélique de la famille.

La morale chrétienne fut donc longue à comprendre, ou du moins à accepter avec toutes ses conséquences, tellement elle était singulière et différente des anciennes mœurs qu'elle prétendait remplacer. Ce n'est pas à dire qu'à son défaut les hommes s'abandonnassent toujours à de mauvais instincts.

D'abord il est presque impossible d'avoir tous les vices. Les défauts se contrecarrent ; les plus forts chassent les plus faibles et procurent des qualités, ou des envers de défauts qui ressemblent à des vertus. L'orgueil, même coupable, la vanité, même basse, sont par exemple grands guérisseurs de vices. L'humanité en usa pour s'administrer une morale homéopathique qu'elle appela « l'honneur ».

Cette morale-là était comme le remède sur l'étiquette duquel on avait inscrit : « Bon pour les tailleurs, mauvais pour les cordonniers » ; chaque corps d'état ayant son « honneur » professionnel, qui l'astreignait à certains devoirs, moyennant quoi l'opinion le tenait quitte du reste.

L'honneur du soldat ne fut pas le même que celui du marchand ; l'honneur du mari ne fut pas le même que celui de la femme. L'honneur varia, dans le même pays, suivant les dates et les localités : aux champs, la faute des filles non mariées est moins grave que la faute des épouses ; à la ville, c'est le contraire : ce n'est point affaire de si grande conséquence de se donner à plusieurs hommes, à condition d'avoir, au préalable, juré fidélité à un seul.

Ce qu'on nommait « bravoure » et « délicatesse », il y a trois siècles, n'était pas la même chose que ce que nous appelons aujourd'hui ainsi : c'eût été déshonneur, pour un gentilhomme, de se refuser à

servir de second, dans des duels où l'on donnait et recevait la mort, d'un vis-à-vis contre lequel on n'avait nulle aigreur. Mais ce n'était pas même une peccadille que de tricher au jeu.

Ceci maintenant est un déshonneur, et le fait de ne pas payer ses dettes de jeu en est un autre. Quant aux dettes ordinaires, il n'importe, eût-on pris l'engagement écrit de les payer, lorsqu'on savait ne pouvoir le tenir, tant pis pour le créancier trop confiant. Tandis que le négociant honnête qui manquera quelques jours à s'acquitter et que souvent la faute d'autrui réduit à la faillite, sera par là même « déshonoré ».

Mais nul ne trouverait sérieusement à redire à ce que le négociant réalisât une « bonne affaire », par une de ces adroites tromperies, qui firent jadis de Mercure le dieu du commerce en même temps que celui des voleurs.

Des tromperies, il en est de « déshonorantes », non pour qui les commet, mais pour qui en est victime. Personne n'a jamais pu, ni ne pourra, dire pourquoi un mari est « déshonoré » lorsque sa femme manque à la foi conjugale et pourquoi il n'est point « déshonoré » lorsqu'il y manque lui-même.

Bref, si l'on passe en revue tout ce que permet et défend la « morale d'opinion », tout ce qui soi-disant « déshonore » ou ne déshonore pas, on sera bien empêché de juger si « l'honneur est sauf » ou compromis, en telle ou telle occurrence, à moins de savoir d'abord de quel pays, de quelle époque, de quel sexe et de quel métier il s'agit.

Cette morale sur mesure, toute flexible et précaire qu'elle soit, rend toutefois des services : garde-vertu mitoyen, cadre utile, qui protège de quelques vilaines choses ; ceux qui secouent son

joug descendant plus souvent au-dessous qu'ils ne s'élèvent au-dessus.

Pourtant la morale *humaine*, à mesure que nous progressons, nous semble moins naturelle, et la *chrétienne*, à mesure que nous la comprenons mieux, nous apparaît plus légitime. Si légitime, que les plus antichrétiens d'entre nous, pour s'emparer de ces préceptes en toute sûreté d'irréligion, les revendiquent comme un bien laïque, usurpé par le prêtre et dont il convient de l'exproprier.

C'est un beau triomphe pour l'Église.

Sa morale est seule enseignée par ses adversaires : il se trouve quelques fantaisistes de cabinet, des amuseurs pince-sans-rire qui, pour amasser du monde sous leurs fenêtres, lancent, sous couleur philosophique, des pensées qui font du bruit et représentent la morale comme « le plus grand danger de l'univers » ; mais il ne se trouve pas d'école publique où l'on enseigne, sur le « bien » et le « mal », autre chose que ce qui se lit dans le catéchisme.

Aucun maître, payé par l'État, n'oserait, sous peine de destitution, recommander, ni le droit au meurtre et au vol qui s'appelait autrefois la « guerre privée », ni l'abandon aux instincts sexuels que l'antiquité nommait le « culte de Vénus », ni même la polygamie ou la polyandrie, bien que l'une et l'autre soient « dans la nature », puisque beaucoup d'espèces animales les pratiquent et que plusieurs religions les autorisent.

Qu'on ne dise pas que cet enseignement est officiel, parce qu'il est conforme à nos lois ; il n'est obligatoire que parce qu'il est conforme à nos idées. Si nos idées changeaient, nos lois changeraient de même.

Ceux qui doutent de la somme d' « amour » et de « bonté » que l'Évangile a mise sur la terre n'ont qu'à lire l'histoire. Ils ne trouveront cette « bonté » dans aucune des civilisations païennes.

Nulle ne fut plus complète, nulle ne dépassa celle des Romains au temps de Tibère. Ils avaient recueilli et ajouté à leur propre fonds l'héritage des Grecs, des Égyptiens, des Asiatiques ; ce que pouvaient donner la philosophie et les mœurs des peuples les plus « avancés ». Tout cela, représenté chez eux par des hommes supérieurs dans les diverses branches de la culture intellectuelle.

Cependant il suffit de voir paraître, apportée par des gens du commun, cette lumière inouïe du Christ pour que l'ancien monde semble avoir jusque-là croupi dans l'obscurité ; pour que la bassesse et la barbarie de sentiments admis jusqu'alors brusquement sautent aux yeux et fassent horreur.

Ces Romains qu'on appelle « raffinés » et qui, au moral, l'étaient si peu, s'entassaient sur les gradins du cirque et se repaissaient les yeux de tortures et de supplices, de milliers de tortures et de milliers de supplices, pour s'amuser. Ces nobles conquérants de la terre allaient voir brûler, crucifier ou dévorer par des fauves, des individus contre lesquels ils n'avaient point de haine, inoffensifs et soupçonnés seulement de mauvaises doctrines.

Ce peuple-roi jouissait naïvement de ce qu'il ne soupçonnait même pas être un vice, vice qui désigne aujourd'hui le degré final de la débauche : le sadisme, délectation du sang versé, volupté de la douleur d'autrui.

Notre civilisation est la seule qui ait gagné en bonté, et, bien que le catholicisme semble avoir baissé en France depuis un siècle, il est seul en

droit de revendiquer cette doctrine toute moderne de la pitié sociale, puisqu'il la prêche depuis dix-neuf cents ans. Saint-simonisme, fouriérisme, humanitarisme, viennent de lui, et en lui aussi puise le socialisme tout ce par quoi il séduit et capte la raison des simples.

Maintenant le prolétaire innombrable, roi du monde, défiant Dieu, semble marcher et ne sait plus vers quoi. C'est encore le christianisme qui débrouillera ce gâchis d'âmes mortes ; il disciplinera cette société contemporaine, issue de lui et qui le bafoue comme une vieille idole. Il lui répétera l'avertissement du prophète : « Malheur à vous qui osez dire au Seigneur : « Qu'il se hâte, que son « œuvre commence devant nous ! »

Seul, il demeure capable de donner « ce qui ne sert pas », de désembourber et d'auréoler la vie. Au fond de ces êtres positifs, amants de l'argent et de l'or, se cache et se tourmente un affamé d'idéal ; en ces foules, si fières du pain blanc qu'elles viennent de conquérir, persiste la faim d'un peu de pain venu du ciel.

L'homme en travail depuis cent ans a enfanté des manufactures, des mines, des docks, des bateaux, des télégraphes, des écoles et des théâtres ; il a enfanté des habits, des journaux, du gaz, du linge, de l'hygiène et des égouts ; il a enfanté des richesses et des plaisirs, de la philanthropie et des sociétés d'assurances, même des constitutions politiques et des systèmes philosophiques ; mais il n'enfante pas de l'amour ni de la joie ; surtout il n'enfante pas de la résignation et de l'idéal, c'est-à-dire de la paix et de l'espérance. La fumée des locomotives et du tabac en contient-elle autant que la fumée de l'encens ?

La « question sociale » ne sera jamais résolue parce qu'elle n'existe pas. Et, en effet, elle n'existe que dans notre imagination ; elle ne vient pas de l'estomac, comme on pense, elle vient du cerveau et du cœur. Aux maux imaginaires, il faut des remèdes spirituels.

Toutes nos batailles modernes contre les éléments, toutes nos victoires sur la matière n'ont, au moral, abouti à rien. La masse intelligente demeure irritée, exacerbée, les sens plus subtils, l'esprit bandé vers un but impossible, et l'âme triste, déçue. Nous avons, pour beaucoup produire, évoqué le Génie de la force et déchaîné le Génie de la vitesse ; ils dévorent l'ouvrage ; nous devons marcher et les suivre ; ces esclaves-machines nous entraînent.

Bientôt, il n'y aura plus de place perdue sur la terre, il n'y aura plus de temps perdu dans la vie ; mais, entassât-on cent fois plus de jouissances, l'humanité sera la proie d'un terrible ennui, l'ennui que l'on éprouve à regarder les villes que ne surmontent aucune flèche, aucun dôme, aucune tour ; toutes choses de première nécessité, quoique parfaitement inutiles en elles-mêmes.

Les ouvriers, les paysans, tous devenus « bourgeois » dans le sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot, tous devenus penseurs, sentiront par là même des souffrances qu'ils ignoraient naguère — celles de la pensée — et seront désespérés d'être au monde, ayant perdu la certitude d'en trouver un meilleur au sortir de celui-ci.

C'est alors que le peuple vomira les religions laïques, laborieusement absorbées ; il pleurera pour avoir une âme et pour qu'on lui rende un Dieu.

CHAPITRE V

L'AMOUR ET LE MARIAGE

JADIS les romans nous parlaient surtout d'amour et les histoires nous parlaient surtout de guerre ; comme si la guerre, pour les peuples, et l'amour, pour les individus, était la grande affaire. Quoiqu'il tienne encore une grande place dans la littérature d'imagination, l'amour en tient réellement une très petite dans la vie du commun des hommes.

Chez quelques-uns il n'a jamais existé ; chez ceux-ci ce n'est qu'une aberration des sens ou du cerveau ; chez ceux-là ce n'est qu'un luxe. Pour l'immense majorité il ne représente qu'un incident, une faible dose de minutes dans l'existence. Il y a bien d'autres passions, d'autres intérêts, d'autres mobiles.

L'amour absolu est si beau, si bon, que la religion en fait l'objet unique du paradis : les élus s'aimeront les uns les autres et ils aimeront Dieu. Ils ne feront pas autre chose. Ils ne pourront pas ne pas aimer et y trouveront une félicité toujours nouvelle et comme infinie. On n'a rien imaginé de meilleur, de plus divin. Quelle grande idée, quel noble symbole, même si ce n'était qu'un symbole ! Précisément parce que l'amour est du ciel, il n'est pas de la terre.

Chez les mortels que nous sommes, l'amour, légitime ou non, est une liaison tendre et sen-

suelle que le raisonnement, autant que le cœur, crée, augmente ou détruit.

On aime parce qu'on veut aimer, et l'on veut aimer parce qu'on est aimé. On est débiteur d'amour reçu, et l'on tient à se libérer en rendant un amour égal. On contracte une dette d'amour et on l'acquitte ; on ouvre un compte d'amour et on le balance exactement.

Le calcul ne se fait pas à froid, comme on l'écrit ici, mais ingénuement, inconsciemment. Et cet amour-raison n'est ni le moins chaud, ni le moins solide, même dans les âmes impulsives. Au contraire, c'est le seul qui dure ; l'autre est fugitif, c'est un emportement, un goût passager. On objectera les longues passions malheureuses ; ce ne sont que des désirs, point ou mal assouvis.

Si l'on analyse tous les amours, on verra qu'ils reposent, ou du moins ne se maintiennent, que par calcul, intérêt ; que ce sont des amours en partie double, avec un « doit » et un « avoir ». On « doit » une satisfaction charnelle, un dévouement, une tendresse, des services rendus, des avantages procurés ; on « paye » en même monnaie, si l'on en a, ou en une monnaie équivalente.

C'est pour cela qu'il faut quelque intelligence pour faire durer un amour. Les gens sots ou légers ne « payent » pas et leur partenaire coupe bientôt tout crédit.

Ce que, dans la langue courante, on appelle « amour » est le plus souvent la simple appétence physique des sexes l'un pour l'autre. Cette appétence, les hommes se glorifient, les femmes se défendent de la ressentir. Les lois de l'opinion, sans modifier les lois de la nature, en ont ainsi réglé la manifestation dans l'espèce humaine : le mâle se

fait honneur d'être porté à l' « amour », d'y être expert et fort enclin à en éprouver les jouissances ; la femelle se pique de ne point rechercher ces plaisirs et de n'y être point entendue.

L'un rougit d'avoir conservé l'innocence que l'autre rougit d'avoir perdue. Et, pour exprimer les rapports d' « amour » que les hommes ont avec les femmes, en dehors du mariage, ce qui s'appelle un « succès », une « victoire », pour les premiers, se nomme une « faute », une « chute » pour les secondes.

On dit de celle-ci qu'elle « se perd », qu'elle « tombe », qu'elle « se conduit mal » ; et de celui-là on dit : c'est un « séducteur ». *Il* l'a « conquise », *elle* est « possédée ». Si *elle* l'est par trop de gens, elle devient une créature « débauchée » ; s'*il* multiplie ses conquêtes, il devient un personnage « irrésistible ». Pourtant *il* et *elle* font la même chose ; d'où l'on peut induire que les femmes n'ont pas d'influence sur les jugements ni sur le langage.

Cette différence d'appréciation d'un même acte nous peut égarer sur la complexion amoureuse des hommes et des femmes ; les uns affichant plus qu'ils n'en ont, les autres cachant ce qu'elles en possèdent.

Il est des hommes qui se souviennent plus que d'autres qu'Ève a été tirée de leur côte ; ils sont plus intimement unis à elle et goûtent mieux le parfum de son atmosphère et la saveur de ses caresses. Mais, chez les plus dénués d'attirance féminine et dans les relations les moins propices à l'éveil des sens, le « sexe » subsiste.

Tous ceux qui ont commandé à des femmes, qui ont professé devant elles, le savent, et aussi ceux qui les ont soignées ou confessées. Cela est naturel sans doute et c'est le grand écueil de la doctrine

d'égalité des hommes et des femmes, du « féminisme ». Il n'est vraiment parfait qu'avec des très antiques ou très laides personnes.

Une femme laide est plus laide qu'un homme laid, mais aussi quel rôle joue la beauté dans la vie de celles qui l'ont reçue en don, de Dieu ou du « diable ». Cette dernière ne dure qu'un jour, mais l'autre aussi n'a qu'une saison. Une génération de belles passe si vite !

Voyez-les en toilette de bal par cette soirée de printemps. Que de tons exquis et divers sur les peaux nacrées, sur les peaux de satin, sur les peaux d'ivoire neuf et transparent ; quels jeux de lumière dans les cheveux, depuis le noir qui s'enlève en dur contraste sur la matité du front et de la tempe des brunes, jusqu'au pâle cendré qui semble continuer la chair dorée de la blonde ; que de cous joliment attachés et portant des nuques fines !

Et les yeux, que de nuances et que d'expressions dans la même nuance ; si bien que nul de ces yeux ne ressemble à d'autres exactement ! Le tout harmonisé d'un écrin de soie, de gaze ou de velours, sursemé de fleurs, de rubans, de pierres scintillantes, de la poitrine à la chevelure.

Songez à l'intérieur de toutes ces précieuses apparences humaines : hier, petites filles, elles sautaient à la corde, elles jouaient à cache-cache ; aujourd'hui leurs jeux sont autres ; vous les devinez dans l'amour, dans les attitudes de la passion, dévêtues et frémissantes ; demain elles joueront aux cartes, aux jeux de vieilles. Et combien changées alors et combien manqueront !

Puis un peu plus tard, mortes, toutes mortes ; vous les représentez-vous dans leur boîte de satin blanc, si pâles, parfois méconnaissables ? Au bout de quelques années, il ne restera qu'un squelette et un peu de gaz de ce corps, fragile composé organi-

que, moins durable que le papier d'un livre ou le bois d'un fauteuil.

Nous souhaitons de « laisser des regrets » après notre mort, et de les laisser à ceux que nous aimons le mieux ; nous savons même ne devoir les laisser qu'à ceux-là. Quel raffinement de barbarie de nous réjouir de causer ainsi de la tristesse ; et cependant c'est la principale marque d'affection entre les hommes.

Le besoin d'aimer et d'être aimé est parfaitement compatible avec l'égoïsme. Beaucoup d'égoïstes redoutent de se trouver « seuls au monde », suivant l'expression reçue, c'est-à-dire sans famille et surtout sans amour. Car c'est uniquement par l'amour que l'on cesse d'être seul, et c'est aussi par sa privation, lorsqu'on l'a goûté, que l'on perçoit nettement la solitude.

Il est des personnes expansives qui logent leur âme dans la rue et des natures renfermées, auxquelles il est aussi difficile de se manifester, sans se violer soi-même, qu'il est difficile aux autres de ne point donner de l'air à leurs pensées et de ne pas se mettre dehors. Mais il ne faut se fier aux uns ni aux autres. Il échappe aux taciturnes certaines choses, et les expansifs en gardent encore par devers eux ; de façon qu'on n'est pas sûr que les premiers n'en disent pas plus qu'ils ne veulent et que les seconds disent vraiment tout.

Très peu d'êtres éprouvent d'ailleurs le besoin d'union parfaite avec d'autres êtres. Depuis l'âge de raison jusqu'à la tombe, quoique vivant en société, ils passent isolés comme dans un désert.

Ils travaillent, se reposent ou s'amusent ; ils vaquent à des besognes ou à des plaisirs divers,

chacun occupé du sien, princes ou misérеux, vieillards ou jeunes filles ; mais jamais leurs âmes ne se mêlent, non pas même quand ils s'accouplent. Se réunissent-ils, se parlent-ils, ils se regardent, mais sans se pénétrer. Face à face, ils sont loin par la pensée, absorbés dans leurs convoitises. Personne ne sait ce qu'il y a derrière l'horizon humain de chacun ; et cependant ce qu'on y verrait serait à peu près pareil.

Les égoïstes les plus parfaits sont ceux qui ne s'aperçoivent même pas de leur isolement et qui seraient surpris qu'on le leur fît remarquer. Leur âme est imperméable ; il n'est point de fissure par où un sentiment quelconque puisse pénétrer en elle. Si, par aventure, ils ont la chance d'être sans esprit comme ils sont sans cœur, ils ne se voient point sans mérite et se trouvent alors aussi heureux que possible, puisqu'ils se suffisent et s'admirent.

Ces privilégiés sont rares. La plupart des hommes pensent comme Alceste et agissent comme Philinte. Ils sont pleins de défauts rebutants, ils se jugent et se supportent péniblement. Ils ne s'aiment pas les uns les autres et ils savent qu'ils ne s'aiment pas.

Tout les porterait donc à demeurer séparés. L'intérêt, dit-on, les unit ; mais ce qui les lie, c'est un instinct. Il y a des espèces animales dont les membres vivent isolés, comme les aigles, et d'autres en bande. Les hommes sont de cette dernière catégorie. Cela ne les empêche pas de se voir tels qu'ils sont et de s'en affliger ; mais il leur est impossible de se refaire et ils continuent de se rechercher et de ne s'aimer point.

La claire vision de l'égoïsme de ses semblables a souvent pour résultat une grande indulgence ;

elle incline l'âme à la reconnaissance et par là à une sorte d'optimisme.

Les âmes tendres, d'où l'amour déborde et qui se prodiguent volontiers aux autres, qui les veulent, non tels qu'ils sont, mais tels qu'ils devraient être, sont sans cesse choquées de l'indifférence, de l'ingratitude d'autrui. Jamais elles ne reçoivent assez en échange de ce qu'elles donnent. Elles le déplorent, en souffrent et finissent par s'aigrir contre le genre humain, si peu conforme à leur idéal.

Les autres, partant d'un principe tout contraire, voient le monde tel qu'il est. Ils n'attendent et n'espèrent rien de leur prochain. S'ils reçoivent une épingle, ils en sont aussitôt fort touchés comme d'un présent inestimable ; et si l'on fait le moindre pas pour les obliger, ils l'admirent et s'en ressentent comme d'une marque extraordinaire de dévouement. Ils sont portés à se contenter de très peu, tandis que les affectifs ne se satisfont pas avec beaucoup. Ainsi la bonté du cœur porte au pessimisme et sa dureté à l'optimisme.

On se rencontre, des années durant, sans se rien dire ; on échange saluts, poignées de main et on meurt sans avoir échangé une idée. Parfois un rien vous accointe ; on est forcé de se parler, on se parle, on s'intéresse et on se fréquente. On cherche à savoir qui est cette personne, que l'on connaît si bien du dehors et si peu du dedans. Ainsi se forment nos amitiés.

Beaucoup plus répandu que l' « amour » tout court, c'est-à-dire que l'amour d'autrui, est l'amour-propre ; il y a des gens qui vivent et meurent sans avoir aimé, il n'y en a point qui soient totalement dépourvus d'amour-propre.

Les blessures d'amour-propre sont celles qui se

cicatrisent le plus lentement, si même elles se cicatrisent jamais. Elles sont peu apparentes, comme celles d'un fleuret qui s'enfonce très proprement dans la chair, fait peu de dégât, mais va droit au poumon ou au cœur.

On nous conte sans cesse les « drames de l'amour » ; les « drames de l'amour-propre » sont tout aussi passionnants et terribles, beaucoup plus nombreux et de plus grande conséquence.

Seulement ils se prêtent moins à la mise en scène, parce qu'ils se déroulent plus lentement et sont *moins extérieurs :* nul ne fait difficulté d'avouer qu'il agit par amour, par ambition ou par ressentiment, qui sont ou peuvent être de nobles mobiles ; mais l'amour-propre est un de ces mobiles peu glorieux auxquels, par amour-propre, on n'avoue pas obéir.

Un mot de Gladstone, mot que le premier ministre anglais laissa échapper, sans en mesurer la portée, vis-à-vis d'un jeune collègue de son cabinet, dont les prétentions lui semblaient exorbitantes et dont l'amour-propre fut par là blessé à vif, suffit à déplacer l'axe du parlement britannique, disloqua le parti whig, créa l'unionisme et eut ainsi des conséquences, bonnes ou mauvaises, incalculables.

N'est-ce pas l'amour-propre qui divise les partis et dirige la politique intérieure française ? Le besoin de dominer, de gouverner, sont moins importants chez nous que le souci de paraître. La crainte d'être méprisé ou moqué maintient les classes, et les classes créent l'antagonisme des citoyens et l'exclusivisme d'en-haut et d'en-bas.

Cet homme laisse voir assez volontiers les plus secrets replis de son âme ; il a révélé cyniquement et sans honte des faits peu louables de sa vie, il n'a rien de caché ; mais il n'a jamais soufflé mot d'un

détail qui lui paraît bas : qu'il a subi quelque rebuffade ou accompli une besogne mesquine ; que son nom n'est pas très authentique ou sa fortune très solide, qu'une certaine chose très indifférente en somme — mais qui blesserait son amour-propre — est moindre qu'on ne suppose.

Cette femme qui a tout livré d'elle à son amant, à son mari, qui partage son lit et lui ouvre son cœur, est sa confidente de toutes les heures et ne fait qu'un avec lui, cette femme sincère et passionnée mourra sans lui avouer qu'elle est de deux ans plus vieille qu'il ne croit, ou qu'elle a, sur le devant de la bouche, une fausse dent.

« Soyez prudent, disait-on à un débutant dans la vie, soyez réservé dans vos propos. Il n'y a que le chapitre des louanges où vous serez impunément prolixe ; vous ne paraîtrez jamais ennuyeux. » La louange plaît mieux quand elle est bien tournée, mais cela n'est pas absolument indispensable.

Chacun a fait à d'autres des compliments qu'il ne pensait pas ou dont il ne pensait qu'une partie. Il en faisait de tels il y a une heure. On lui en adresse maintenant de pareils à lui-même, et l'idée ne lui vient pas qu'ils puissent être faux ou excessifs.

Si c'est un homme illustre ou une jolie femme, blasés sur ce sujet, ils n'en seront pas fort chatouillés ; mais ils y croiront au premier moment et, pour douter de leur sincérité — s'ils y parviennent — il leur faudra faire sur eux-mêmes un grand effort. Le vin de la louange enivre plus vite et plus fort ceux qui n'y sont pas accoutumés ou à qui l'on en verse d'un cru dont ils ne boivent pas d'habitude ; par exemple, si on les flatte sur ce qui est chez eux le plus défectueux.

Bien qu'il n'y ait rien de plus simple et de plus

ordinaire que le mariage, il n'est guère de chose plus mystérieuse quant aux suites. Les parents, les intéressés eux-mêmes ignorent la solution du problème qu'ils formulent. Nul n'en saurait dégager l'inconnu. Se connaîtraient-ils parfaitement la veille, fussent-ils liés depuis l'enfance, fussent-ils du même sang et, comme chez certains peuples de l'antiquité, frères et sœurs, les fiancés du jour ne pourraient encore prévoir ce que seront les époux du lendemain.

Chaque fois que se forme cette sorte de société à deux et que l'union se consomme, c'est une combinaison chimique toujours nouvelle, dont les réactions s'opèrent sans lois définies.

Pour que ces deux éléments, jusqu'ici distincts, se fondent en « une seule chair », il est entendu que les esprits doivent se plaire et les caractères s'accorder. Les corps aussi doivent s'aimer. Le lien physique conserve beaucoup de ménages qui ont mille raisons de se dissoudre ; son absence dissocie beaucoup d'autres couples qui semblaient appelés à fusionner. Or, qui pourrait expliquer pourquoi certains épidermes s'attirent ou se repoussent ?

Et d'où vient la sympathie ou l'antipathie des âmes ? Car il y a des natures qui s'accordent parce qu'elles sont semblables et d'autres parce qu'elles sont différentes. Existe-t-il dans l'esprit humain, comme dans les pierres des murs, des parties planes et des parties en saillies, qui ne se plaisent, les unes qu'avec des plats identiques, les autres qu'avec des reliefs contraires ?

Dira-t-on qu'il y a des chapitres où nous nous accordons avec autrui par sa similitude avec nous, témoins la parité des goûts, et d'autres chapitres — tel celui du caractère — où nous aimons trouver la « réplique », l'inverse de ce que nous possédons nous-mêmes. Les timides s'entendent avec les au-

dacieux, les bouillants avec les calmes. D'où l'on pourrait conclure que, pour se plaire, il faudrait avoir des goûts semblables et des caractères différents. Mais cela encore n'est point vrai, puisque les gais ne vont pas avec les tristes.

En général, il ne faut pas avoir les mêmes défauts. Nous discernons beaucoup mieux, chez notre camarade, les défauts que nous avons nous-mêmes et, si nous les supportons chez nous, parce qu'ils font partie de notre être, nous les haïssons chez les autres, parce que nous voyons bien que ce sont des défauts. Tandis que d'autres défauts que les nôtres, nous les voyons moins bien.

Deux cœurs secs sondent et pénètrent très vite la sécheresse l'un de l'autre ; mais un individu foncièrement bon pourra vivre longtemps avec un aimable égoïste, sans s'apercevoir qu'il est égoïste.

Deux personnes ayant beaucoup de qualités l'une et l'autre paraissent appelées à faire bon ménage ; mais elles sont séparées par très peu de chose et ce peu de chose masque à leurs yeux réciproques toutes leurs vertus. Une différence entre les conjoints, dans le degré de cette espèce de rouerie pratique que l'on nomme « habileté », est requise pour un mariage heureux. Un vieux proverbe de Languedoc disait : « Fin contre fin ne vaut rien pour doublure. » Deux joueurs de même force ne se cèdent pas volontiers, et il faut que, même dans cette communauté de deux, il y en ait un qui commande.

Que ce soit l'époux ou l'épouse, cela importe peu au bonheur mutuel ; ce mari qui commençait son testament en ces termes : « Ceci est ma première volonté... » et à qui son jeune fils demandait naïvement : « Papa, quand maman est sortie, est-ce

vous qui êtes le maître ? » ce mari n'a pas été trop à plaindre, parce qu'il était naturellement docile et qu'il jouissait d'une grande paix.

Y a-t-il plus, ou moins, ou autant, de mauvais ménages en notre temps qu'au temps passé, et dans notre pays que dans les autres ? C'est là ce qu'il faudrait savoir pour comparer la moralité de deux époques, de deux nations. Ce serait une statistique d'un vif intérêt et combien utile, aujourd'hui où l'on a reconnu la nécessité de ne rien avancer sans preuves.

Mais quelle difficulté ! Comment savoir le chiffre exact, même dans un seul département, des femmes qui trompent leurs maris, des maris qui trompent leurs femmes ? De ce fait précis et brutal, parvînt-on à dresser des moyennes, il faudrait, pour être complet, y joindre les intentions non réalisées, les pensées « de derrière la tête », de mauvaises pensées le plus souvent. Beaucoup n'ont eu des aventures qu'en rêve, mais ce sont toujours des aventures.

Les écrivains, qui présentent tels et tels moments de notre histoire comme plus ou moins relâchés que d'autres, non seulement s'en tiennent à des apparences, mais à des apparences restreintes et localisées. Ils n'envisagent qu'un tout petit groupe. Il y avait sous Louis XV vingt millions de Français, sur lesquels trois mille seulement fréquentaient la cour et pouvaient en subir l'influence.

Fût-il général, le ton extérieur ne prouverait rien. Suivant les périodes il est « convenu » qu'on dit ou qu'on ne dit pas, qu'on fait ou qu'on ne fait pas ceci ou cela ; mais il n'est pas convenu qu'on dise ce que l'on fait, ni que l'on fasse ce que l'on dit.

La pudeur n'est pas la vertu, sinon la vertu serait bien changeante. Il y a trois cents ans, des

personnes de distinction ne se gênaient pas pour consommer leur mariage devant des parents, assis au pied de leur lit. L'on ne trouvait point indécent qu'une reine accouchât en public et il n'y avait pas que le roi à satisfaire, en compagnie, certaines nécessités. De simples bourgeois recevaient des visites, quoique séans en leur « chaise ».

Aujourd'hui, ce que l'on fera sans indécence devant diverses personnes *séparément*, ne se pourrait faire en la présence *simultanée* des mêmes personnes, sous peine de choquer les bienséances. Une dame sortira du bain devant son mari ou devant sa femme de chambre, mais non pas devant les deux réunis.

Au contraire, une tenue qui serait choquante devant un visiteur isolé, devant cinquante à la fois cessera de l'être. La dame à sa toilette, qui refuserait de se montrer à un intime avec le dos et la poitrine nus, s'exhibe ainsi naturellement au bal devant une foule d'indifférents.

Et quoique le décolletage des femmes, en soirée, demeure la chose la plus respectable du monde, il est possible que les agents de police arrêteraient, pour outrage aux mœurs, l'hétaïre qui se promènerait en plein midi sur les boulevards avec les épaules ainsi découvertes.

C'est donc que les « convenances » qui varient de l'Orient à l'Occident, du Nord au Sud, et, dans le même pays, suivant les époques, les classes sociales et les modes, changent aussi suivant l'heure de la journée et le lieu où l'on se trouve.

Sans remonter au temps de Philippe le Bel, où les novateurs du sexe mâle, en abandonnant la robe pour le costume collant, semblèrent coupables de licence, les premières femmes bicyclistes qui ont adopté la culotte ont paru d'une audace singulière à nos contemporains.

La règle est, dit-on, que la pudeur commence où la concupiscence des yeux s'éveille ; mais précisément cette concupiscence ne s'éveille qu'en raison de la pudeur, c'est-à-dire du mystère.

L'habitude a grande influence sur la pudeur des yeux, comme sur la délicatesse des oreilles ; ce sont là choses très subjectives, qui résident d'abord dans l'intention et dans l'effet visé : nulle autre qu'une nourrice, ayant un poupon sur les genoux, ne pourrait sans honte ouvrir tranquillement son corsage en public ; nous ne sommes point étonnés de voir, dans les musées et les salons annuels, l'exacte reproduction, peinte ou sculptée, des modèles dont l'exhibition, en original, serait impudique au théâtre. Bien plus, la toile représentant une femme nue est œuvre d'art ; elle devient œuvre de chair, si le peintre introduit seulement un chapeau d'homme dans le coin de son tableau, bien que ce chapeau, isolé, n'ait rien de polisson.

La pudeur du costume, du langage ou des écrits ne saurait être l'étiage de la moralité d'une époque, moins encore de la fidélité des époux.

Une femme qui avait beaucoup aimé disait : « On ne trompe que ceux que l'on aime ; les autres, on ne s'en donne pas la peine. » Cette distinction entre la « fidélité » et la « constance » serait admise par fort peu de maris. Cependant la fidélité ne fait pas toujours le bon ménage, ni l'infidélité le mauvais ménage. Il y a bien d'autres choses.

A entendre si grand nombre de gens médire du mariage, depuis saint Paul qui, dans l'épître aux Corinthiens, en parle avec une telle amertume qu'il semble n'en avoir eu aucune satisfaction, jusqu'à La Rochefoucauld, qui affirme magistralement ne point exister au monde de « mariage délicieux », on se demande comment la majorité des

humains est assez téméraire pour s'engager sans effort en des liens qui lui offrent si peu de chances de bonheur.

Agissons-nous ainsi par routine, pour suivre un vieil usage, ou l'étroite union conjugale ne comporte-t-elle pas effectivement plus de biens et de charme que ne le disent les aphorismes courants?

C'est, je crois, une opinion fausse que de regarder le « fruit défendu » comme ayant plus d'attraits que le *permis*.

Il y a des natures pour lesquelles la défense est un piment, un excitant ; mais le plus grand nombre des hommes aiment la règle ; ils ont le goût de l'ordre, ils en sentent le prix et trouvent plus de joie à leur plaisir dans la liberté de le goûter en paix.

Loin que l'amour du fruit défendu pousse beaucoup de gens mariés à des voluptés extra-conjugales, comme on l'entend souvent dire, on pourrait soutenir que c'est malgré, et non à cause de la défense que se commettent la plupart des infractions, et que si le fruit n'était pas défendu mais permis, si chacun des conjoints avait droit à des liaisons d'amour, comme il a droit à des liaisons d'amitié, il y aurait infiniment plus de ménages où l'on userait de cette faculté, qu'il n'y en a à enfreindre les prescriptions de la morale actuelle.

C'est pour des causes multiples et tout autres que les époux manquent à la foi jurée. Manger les « pommes du voisin », par ce seul motif que ce sont celles « du voisin », est un prurit de chasseur bien moins répandu qu'on ne le croit. La plupart de ceux et de celles qui recherchent les pommes du voisin n'agissent ainsi que faute de pommes chez eux.

Celui qui a connu la douceur d'un de ces mariages « délicieux », comme il en existe bien plus qu'on ne pense, mesure l'abîme qui sépare la maîtresse de l'épouse. Si la mort l'a privé de celle qui était vraiment sa « moitié » et que, demeuré seul, il prétende se consoler avec les épouses d'autrui et goûte la femme hors du mariage, il se fait alors à lui-même l'effet d'un homme qui rentrerait en voleur, ou en mendiant, dans le palais dont il a été autrefois le maître.

Nombre de femmes, entre leur mari et leur amant, sont comme des biens fonciers dont l'un aurait la nue-propriété et l'autre la jouissance ; mais, le plus souvent, elles aiment mieux leur mari que leur amant.

Avec l'amant, elles n'ont qu'un lien sensuel qui se distend chaque fois que le désir s'apaise. Elles attendent de lui, suivant les mobiles très divers qui les ont poussés à se donner, telle ou telle satisfaction ; elles ont telle ou telle raison de le garder, mais presque toujours une raison *unique*.

Avec le mari, elles ont mille liens d'intérêt, tous durables : la communauté de nom, de fortune, de situation, d'avenir ; elles ont des souvenirs aussi — l'empreinte première — et l'habitude de leur vie, où l'autre n'est qu'un hors-d'œuvre.

Entre le mari et la femme le moindre incident rapproche et réunit : la maladie, l'infirmité, le chagrin, les obligent à se voir davantage, en les confinant au logis. Entre l'amant et la maîtresse, ces mêmes causes créent aussitôt une gêne, une entrave, une séparation plus ou moins prolongée, plus ou moins absolue.

Isabelle, l'artiste célèbre, vit depuis longtemps avec Moricet ; se trouvant heureux, ils s'épousent ;

une fois mariés, ils ne peuvent plus vivre ensemble, ils divorcent et, une fois divorcés, ils ne peuvent plus vivre séparés et reprennent leur existence antérieure. Baretot, le savant, après avoir fait casser judiciairement son mariage, se trouve inconsolable jusqu'à ce qu'il ait épousé son ancienne femme une deuxième fois.

Tirera-t-on de ces exemples des arguments pour ou contre les mérites de la cohabitation conjugale ?

L'union apparente recouvre à coup sûr de profonds désaccords, des rancunes qui ne s'effacent qu'à la dernière heure ; la belle Mme Ordival racontait à un intime l'agonie du grand industriel qui venait de la laisser veuve : « Lorsque je me suis approchée de son lit, il m'a tutoyée, ce qui ne lui était pas arrivé depuis quinze ans, et m'a dit : « Embrasse-moi. » Alors, j'ai compris qu'il était au plus mal, que c'était fini et qu'il allait mourir. »

Les écarts mutuels des conjoints ont-ils laissé des traces et introduit dans le ménage une progéniture que le mari sait, de science certaine, ne pas lui appartenir ; ce grief, même devant la tombe entr'ouverte, ne disparaît pas toujours : le marquis de Riberpré, auquel sa femme avait naguère donné un rejeton à la naissance duquel il était tout à fait étranger, ne refusa point, lorsqu'il était près de rendre l'âme, de recevoir cet enfant ; mais il se borna à lui dire gravement : « Vous portez le nom de Riberpré, tâchez de vous en rendre digne. »

Il est vrai qu'il n'avait point élevé ce fils ; sinon il l'eût fait sien, par l'éducation et l'habitude, comme il arrive fréquemment.

Et, fréquemment aussi, par une ironie de l'atavisme, ces pseudo-héritiers font plus d'honneur à la race à laquelle ils n'appartiennent pas que

les descendants authentiques. Champigny, qui n'avait pas dans les veines une goutte de sang de son père putatif, a plus fait, par son zèle généalogique, pour l'illustre nom qu'il portait, que ses prédécesseurs depuis plusieurs siècles.

M. et Mme Salmonet ont vécu, ont vieilli côte à côte ; le mari a été généralement infidèle ; la femme a eu des affections irrégulières, une surtout, dont le fruit indiscret fut le portrait vivant de l'homme qui l'avait engendré. La ressemblance était trop frappante pour que le mari ne s'en aperçût pas. Il savait, et sa femme savait qu'il savait. Néanmoins il aime ce fils, dont il est aimé comme un père ; et lorsque l'un ou l'autre des époux Salmonet mourra, le survivant aura beaucoup de chagrin et pleurera son conjoint très sincèrement.

Par contre, il est des couples que le monde croit heureux, parce que l'on ne voit rien qui ait pu les désunir ; mais, si vous soulevez le couvercle de leur vie extérieure, vous les verrez plongés, par la tyrannie de l'un ou par le caractère de l'autre, dans un état chronique de tristesse qui leur fait souvent souhaiter la mort.

Que de femmes demeurent, aux mains de leurs maris, comme des livres coupés et non lus ; en quelques-unes l'amant ne trouve d'ailleurs rien à lire. Ce sont des décors, plutôt que des logis.

On leur fait la cour avec un ardent désir de ne pas les voir céder, parce qu'on pressent devoir être fort embarrassé de leurs faveurs ; elles ressemblent à ces villes où l'on s'arrête volontiers une heure, pour en voir la principale place, mais où l'on devine qu'il serait mortellement ennuyeux de séjourner.

Les déceptions de l'autre sexe, sur le compte

du nôtre, sont aussi abondantes. « Si les femmes savaient, jamais elles ne céderaient », disait une femme qui avait beaucoup cédé. Il est vrai que l' « Amour », l'amour romanesque et dramatique, n'est qu'un des nombreux mobiles qui engagent d'honnêtes personnes en des intrigues galantes. Les femmes tombent aussi rarement par amour, qu'elles résistent rarement par vertu.

Le plus ordinaire de ces mobiles est le « tempérament ». Aux messieurs la morale publique, prévoyante, ménage des satisfactions tarifées en chiffres connus, dans des conditions qui révolteraient la délicatesse des dames. Les moins sentimentales y veulent plus de cérémonies et tiennent aux rites usuels des capitulations de conscience.

Les voluptueuses ne commettent point de folies comme les passionnées ; elles ont le sang chaud et le cœur froid. Le sang est aussi froid que le cœur chez les « amoureuses » de tête, pour qui le péché n'est qu'un moyen. Leurs buts véritables sont les joies de la vanité, les triomphes de l'ambition.

Plus prosaïque encore est souvent le but : supplément de luxe ou de bien-être, que visent celles qui gèrent leurs « faveurs » financièrement, comme une métairie ou un immeuble de rapport. Gestion difficile, au reste : il leur faut toujours paraître donner ce qu'elles cèdent à prix d'or. Leur marchandise n'a de valeur qu'à la condition de n'être pas « dans le commerce » ; celui qui en offre très cher, parce qu'elle n'est pas à vendre, s'il vient à croire qu'elle s'achète, n'aura plus de raison pour la payer.

Quelques femmes ne se donnent ni ne se vendent ; elles se laissent prendre simplement par ennui, par curiosité, par vengeance, par esprit d'imitation aussi, si le sort les place dans une

coterie, dans une ville où les dames ont un amant comme elles auraient des talons Louis XV, lorsque la mode l'exige.

Dans tel chef-lieu de département, la société, à trente ans d'intervalle, fut successivement vouée à un relâchement excessif et à une admirable austérité, sans qu'on puisse assigner à ces contagions d'autre cause que l'exemple.

L'infidélité, vue au microscope, tient presque toujours à plusieurs causes qui agissent de concert, et non pas à une seule ; et de même la fidélité : causes contingentes, occasionnelles, qui dirigent la vie. Une santé débile, une existence toute remplie, des sens très calmes, une laideur caractérisée, l'effroi des natalités intempestives, la terreur de perdre, par un scandale possible, la situation ou la fortune, écartent les tentations ou empêchent d'y succomber.

Dieu me garde d'oublier, parmi les barrières qui préservent de la chute, le sentiment du devoir ! C'est le plus noble et le seul méritant, c'est aussi le plus rare. Il est plus souvent curatif que préventif. La vertu, même solide, suscite moins d'énergie contre la faute à commettre, qu'elle ne provoque de remords devant la faute commise.

Et cette faute, toute empoisonnée qu'elle est par le désespoir du lendemain, a bien des chances de se renouveler, sans que d'ailleurs le repentir cesse, jusqu'à ce que l'objet de la faute ait perdu assez d'attraits pour que la vertu retrouve les siens, et que la morale reprenne de la force. Le plus sûr et, peut-être, le seul garant de la fidélité d'une femme, c'est l'amour qu'elle a pour son mari.

Sur dix épouses, qui sont tentées et qui résistent, la vertu en défend une, sans doute, et l'amour sauve les neuf autres.

C'est l'honneur de la femme amoureuse, et sa supériorité sur l'homme, qu'elle est imprenable. Elle respecte son amour et lui est loyale ; tandis que bien des maris amoureux, en infligeant sans scrupule à l'être auquel ils sont chers le vulgaire outrage de la tromperie physique, ne se doutent même pas de la bassesse de leur trahison.

Il y a de bonnes réputations usurpées ; il y a aussi des réputations mauvaises qui sont injustes ; celles qui en jouissent ne les méritent pas. Y a-t-il davantage des unes que des autres ? Ce qui est sûr, c'est que le monde sait fort peu de chose : les hommes dits à « succès » confesseraient, s'ils étaient sincères, n'avoir rien obtenu de certaines belles dont le public leur attribua la conquête, et avoir, au contraire, fait chanceler sans trop d'efforts des vertus que le soupçon n'a jamais effleurées.

Les unes se compromettent sans tomber, les autres tombent sans se compromettre.

Mieux que le monde, les maris pénètrent-ils le secret de leur ménage ? Combien sont clairvoyants ? Combien sont faibles aussi, ou indifférents, qui ferment les yeux par vingt motifs d'intérêts ou de tranquillité ? Que de naïveté ou de calcul, de miséricorde ou d'ignominie, et que de sentiments inavoués à eux-mêmes, maintiennent dans les liens du mariage tant de couples qui en ignorent la divine beauté.

CHAPITRE VI

DE L'HABITUDE

L'AMOUR conjugal est, de tous les sentiments, celui qui est le plus à la portée des égoïstes, parce que l'on y reçoit autant que l'on donne. L'amour paternel est, au contraire, celui qui semble le plus difficile aux égoïstes, parce que l'on y donne plus qu'on n'y reçoit.

Or, l'immense majorité des hommes est égoïste ; par conséquent, l'amour conjugal devrait être très répandu et l'amour paternel très rare. C'est cependant l'opposé qui se voit. Comment l'expliquer ? On dit que cela est « dans la nature » ; mais pourquoi l'homme, qui est égoïste *par nature*, est-il, *par nature* aussi, dévoué à ses enfants ? N'est-ce pas une contradiction *surnaturelle*, sans laquelle l'espèce ne pourrait se perpétuer, comme la passion de vivre, sans laquelle la terre se dépeuplerait, si chacun quittait la vie aussi facilement qu'il la maudit ?

Si l'on analyse le désespoir où nous plongent les pertes les plus cruelles, on y remarque plusieurs sentiments coexistants, qui n'ont ni la même noblesse, ni la même durée. Il s'y trouve une rupture d' « habitude », douleur vulgaire, presque matérielle, mais très vive ; et d'autant plus vive, au début, que c'est le moment où l'habitude est

brusquement rompue. Cette douleur s'amortit la première ; parce que le regret de l'habitude cesse jour par jour avec sa privation, à mesure que l'on s'éloigne du moment où elle a eu lieu, et que d'autres habitudes, forcément, s'établissent.

C'est en cela seulement que, suivant un dit commun, « le chagrin s'use ». Le chagrin ne s'use pas ; mais, par l'effet de l'habitude, on *y pense* d'une façon moins permanente et, comme un chagrin n'existe que lorsqu'on y pense, on finit par en souffrir moins vivement. Il faut que cette partie *matérielle* de nos blessures morales se ferme peu à peu et empêche la plaie de rester à vif ; autrement l'être, affolé, refuserait de survivre à ceux qu'il aimait.

Pour la plupart des deuils ordinaires, on ne peut s'empêcher de constater la petite place tenue par chacun de nous, dans le milieu même où il se meut habituellement ; à peine plus grande que celle du mouton dans son troupeau. Ses proches s'accommodent très vite de son départ ; leur cœur n'en est pas sérieusement affecté ; ceux qu'il nommait ses amis apprennent sa mort comme un « fait divers ».

Il est heureux, cependant, qu'il en soit ainsi ; sans quoi l'homme, qui doit tant voir mourir autour de lui dans le peu de temps qu'il passe sur la terre, passerait sa vie dans les larmes et n'aurait même plus le courage d'attendre tranquillement son heure.

La famille repose sur l'affection et il n'y a d'affection au monde que par l'habitude. Perdre sa mère, si on ne l'avait point connue, ne causerait nul chagrin ; et, de perdre un frère absent depuis vingt-cinq ans, on ne ressent qu'une douleur

toute superficielle ; ce n'est plus qu'un « frère éloigné ». Aujourd'hui, comme autrefois, la « famille » se compose de ceux qui habitent ensemble : père, mère et *enfants non mariés.*

Entre les parents qui ne vivent pas sous le même toit, qui ont des budgets séparés, des intérêts divers, souvent contraires, il n'y a plus de « famille » au sens vrai du mot ; mais des relations dont l'aspect seul est intime, dont le fond est plus ou moins amical ou glacé, suivant les sympathies et les circonstances.

Un fossé si large sépare une génération de l'autre ; leur optique est si différente ; ils, ou elles, sont assis à côté les uns des autres, le soir, autour du foyer, sans parler. Le père songe : « Il me reste, au maximum, tant d'années à vivre ; bientôt la retraite ; je n'arriverai décidément pas au but que j'avais visé... Ce meuble n'est pas beau ; mais pourquoi le changer ? Il durera autant que moi et j'y suis habitué. » — Le fils songe : « Dans deux ou trois ans, je commencerai à vivre, il est inutile de me presser ; je n'aurai pas de peine à faire mieux que mon père, en m'y prenant autrement... Ce meuble est bien démodé ; le jour où il serait à moi, je le remplacerais. »

La mère songe, comme son mari ; la fille songe, comme son frère ; cependant, c'est une famille très unie et très tendre.

L'égalité actuelle du partage des biens a-t-elle eu pour résultat d'unir plus étroitement les enfants ? A-t-elle supprimé les jalousies que créait le droit d'aînesse, dans les classes où cette coutume existait ?

Les derniers vestiges de ce privilège des premiers-nés mâles ont si bien disparu des mœurs

que, dans l'aristocratie même, presque personne n'use de la « quotité disponible » pour « avantager » l'un ou l'autre de ses descendants. Quand par hasard le fait se produit, fût-ce de la part d'un collatéral sans postérité directe, qui favorise exclusivement un de ses frères ou de ses neveux, il en résulte des brouilles, où les gens de bonne naissance se jettent à la tête de fort vilaines accusations, des procès même, où ils se traînent un peu dans la boue.

Chacun prend naturellement de la démocratie ce qui est conforme à ses intérêts, et l'esprit de hiérarchie s'est effacé dans les plus hautes sphères. C'était une habitude légale, dont les puînés subissaient le joug ; le lien fraternel n'a rien perdu ni gagné à sa suppression. Pas plus que l'abandon des formules cérémonieuses, dont l'autorité paternelle était naguère revêtue, n'ont altéré ni fortifié l'amour filial.

On dit que « l'habitude est une *seconde* nature », mais quelle est donc la *première ?* Notre tempérament nous incline vers certaines habitudes, de sorte que la nature crée l'habitude avant que l'habitude ait doublé la nature.

Ainsi qu'il est des chiens couchants et des chiens courants, il est une « espèce » d'hommes fidèle et une autre « espèce » volage. La première trouve même attrait à ce qu'elle a fait déjà et même raison de le faire encore que la seconde éprouve de satisfaction dans la nouveauté, uniquement parce qu'elle est nouvelle.

Ces deux tendances opposées expliquent la coexistence de deux sentiments, hostiles l'un à l'autre, et tous deux revêtus de force — le respect de la routine et le goût de l'innovation — qui nous dominent tour à tour.

Malgré le respect de la routine, la mode change sans cesse au long des âges, non pas seulement dans le costume, mais dans le gouvernement et dans le style, dans le parler et dans la cuisine, dans l'ameublement et dans les dévotions, dans les divertissements et dans les études, dans les relations des sexes et dans les rapports de famille, dans les arts et dans la façon de vivre, dans tout ce qui nous intéresse, dans tout ce que nous disons, pensons, aimons, louons ou méprisons.

Et, malgré le goût de l'innovation, il est, au moral et au physique, des modes d'une telle longévité qu'elles semblent inhérentes à la nature humaine, bien qu'en réalité elles ne soient que des habitudes invétérées de l'esprit ou du corps. Pendant combien de siècles l'esclavage n'a-t-il pas paru aussi « naturel », que l'est aujourd'hui la supériorité de la main droite sur la main gauche, qui, elle non plus, n'est pas « naturelle », mais « habituelle » ?

Les deux jambes, les deux yeux, sont égaux en force et dignité. Pourquoi les deux mains ne le seraient-elles pas ? L'avantage de la droite n'est qu'une convention dont on peut discerner l'origine. Le côté gauche du corps, où est placé le cœur, devrait être logiquement le plus noble ; mais, peut-être pour le mieux protéger en présentant à l'ennemi le flanc opposé, les hommes primitifs s'accoutumèrent à combattre de préférence avec la main droite.

Choisie d'abord pour ce rôle belliqueux, cette main-ci continua de l'être pour les besognes pacifiques ou décoratives, pour tenir l'outil, la plume ou le sceptre. Mieux exercée, elle devint plus habile, plus vigoureuse ; partant, plus estimée ; la gauche, sans éducation et souvent inactive, dès lors moins

capable, devint indigne du premier rang, uniquement parce qu'on l'avait reléguée au second.

Les mœurs et le langage consacrèrent cette distinction ; la droite fut la place honorable : *sede a dextris meis.* — « Dextérité », « gaucherie », désignèrent une qualité ou un défaut. Si, d'aventure, quelques sujets, privés de leur droite, ne témoignaient chaque jour, par leur exemple, des aptitudes de la main gauche à égaler sa rivale, l'effacement séculaire de l'une pourrait nous faire croire à une suprématie constitutionnelle de l'autre.

Pourtant un gaucher, parvenu à l'âge mûr, aurait plus de peine à se servir de sa droite qu'un boiteux, guéri à soixante ans, ne serait gêné de marcher sans béquilles.

Nos goûts aussi viennent presque tous de l'habitude, qui nous donne jouissance ou déplaisir en diverses sonorités, saveurs ou parfums. Autrement, on ne s'expliquerait pas comment ce qui séduit certains peuples est, chez d'autres, en horreur.

Et l'accoutumance encore associe certaines sensations à certaines idées ; elle établit une relation entre les unes et les autres ; de sorte que les mêmes sons, senteurs ou aromes sont, suivant leur place, agréables ou odieux ; la charge, battue par le tambour sur le champ de bataille, entraîne et grise le soldat ; le même rythme, répété devant une baraque foraine, exaspère les passants. Le chant du rossignol charme le soir dans les bois ; on le jugerait insupportable sur le théâtre, dans la bouche d'un ténor. L'ouïe serait chatouillée de même, seulement l'imagination serait choquée.

Au temps où l'on se plaisait à mettre du tabac dans son nez, l'on estimait crapuleux d'en aspirer

la fumée dans sa bouche ; et ceux qui maintenant remplissent leur gorge de tabac en combustion regardent avec mépris ceux qui le mâchent avec les dents. Est-ce la nature ou l'habitude qui nous a dotés de ces plaisirs ?

La senteur qui excite le désir ou l'appétit en telle place, en d'autres, semblerait repoussante. Un baiser de femme qui aurait la saveur du poisson, un poisson qui embaumerait la rose, une rose qui exhalerait un parfum d'oignon, seraient sincèrement en horreur à qui aime l'oignon, la rose, le poisson et les lèvres féminines, mais dont le sens ne jouit de ces choses qu'à la condition de conserver à chacune son terrain traditionnel.

Par l'habitude, on s'accoutume aux choses les plus étranges et à la privation des plus nécessaires, dans le gouvernement des États comme dans la vie privée ; et cela est un mal. Mais ceci est un bien : que ces choses, passant alors pour naturelles, plaisent universellement. C'est ainsi que subsistent très longtemps de mauvais régimes politiques.

Et sait-on même si ces régimes sont « mauvais », puisque la généralité du peuple s'en accommode ? La vénalité et l'hérédité des fonctions publiques, sous l'ancien régime, furent à coup sûr une institution très bizarre ; elle a pourtant conservé aux sujets de la monarchie absolue un minimum d'indépendance : des employés héréditaires ne gouvernent pas comme les agents d'un jour.

L'habitude, en atténuant la douceur des biens et la rigueur des maux, établit entre les riches et les pauvres une certaine justice compensatrice : elle corrige l'inégalité des conditions. Par elle, les heureux jouissent moins de leurs privilèges, les malheureux souffrent moins de leur dénuement.

Elle agit de même pour chaque être, à ses divers âges : si le vieillard n'était pas attaché à l'existence par l'habitude, le soir de sa vie, sans projets ni avenir possible, s'écoulerait dans l'ennui profond que l'on éprouve à écouter, par force, une conversation sur un sujet qui ne vous intéresse pas.

Pour omnipotente qu'elle soit, l'habitude ne supprime pas la volonté, mais la paie de ses efforts en la soulageant. C'est une première récompense de l'homme laborieux ou honnête, que de prendre l'habitude du travail ou de la vertu ; par quoi la pratique lui en devient plus aisée. Comme c'est une première punition du vice, pour qui s'y abandonne, que de s'y accoutumer tellement qu'il n'en peut sortir.

Cela est aussi vrai des sociétés que des individus. Qui voit tuer autour de lui tue plus volontiers. Dans les temps troublés, dans les milieux déréglés, on commet plus facilement toutes sortes de méchancetés et d'infamies ; parce qu'à être journellement commises elles perdent beaucoup, par l'accoutumance, de leur caractère odieux.

L'homme d'aujourd'hui n'est peut-être pas beaucoup meilleur, dans le fond, qu'à certaines époques affreuses de l'histoire ; mais le manque d'habitude lui fait repousser comme exorbitants les crimes que conçoit sa pensée.

Dans le domaine intellectuel, autant que dans le moral, l'habitude cristallise la tâche antérieure. « Apprendre » est le fait de la volonté, « savoir » est le fait de l'habitude. Elle seule crée l'action *instinctive*, seule parfaite, plus rapide, plus adroite, moins pénible que l'action *volontaire*.

C'est même pour cela que nos capacités sont si limitées ; car, si nous ne faisons bien que ce que nous faisons par habitude, usage régulier et répétition journalière, chacun sent que l'on ne peut acquérir cette « habitude » que dans un très petit domaine.

CHAPITRE VII

LA FORTUNE ET L'ARGENT

Les Français d'aujourd'hui sont plus riches que leurs pères ; peut-être n'aiment-ils pas davantage l'argent, mais jamais ils n'ont tant haï celui qu'ils n'ont pas.

Le progrès donne aux hommes le goût de l'égalité, tout en accroissant l'inégalité entre les hommes. Ils ont organisé l'égalité théorique, celle que l'on met dans les codes ; tandis que l'inégalité pratique, celle que l'on porte avec soi, allait grandissant. De toutes les distinctions qui subsistent, celle de la fortune est la plus évidente, partant la plus odieuse, puisque ceux qui la possèdent n'ont pas à en justifier et que ceux qui la subissent ne peuvent la nier.

Si la masse des citoyens ne paraît pas sentir le prix des jouissances nouvelles dont le dix-neuvième siècle l'a dotée, c'est que la « question d'argent » n'est pas une question de jouissance, mais une question d'égalité ; affaire d'amour-propre et non point d'agrément. « Avoir de l'argent », n'est-ce pas, au fond, « avoir plus d'argent que les autres » ? Et comment faire pour que chaque Français ait plus d'argent que les autres ?

Peut-être se satisferait-il si personne du moins n'en avait beaucoup plus que lui ? Mais cela encore est impossible ; la construction économique de ce pays s'y oppose. Seulement, elle est aussi ignorée du peuple électoral que l'était, il y a cinquante ans, la géographie du centre de l'Afrique.

D'abord nos concitoyens ne se doutent pas de leur richesse. Et comment pourraient-ils l'apprécier ? Une aisance universelle ne frappe personne, le pain blanc à discrétion ne paraît un luxe que pour qui, la veille, en mangeait du noir et pas toujours à sa faim.

Que trente-neuf millions d'individus dépensent cinquante francs de plus par an, cela se remarquera beaucoup moins que si un particulier acquiert dix millions de rente, et cela représente pourtant deux cents fois plus d'argent.

Pour offrir à tous les habitants de notre république le supplément d'une livre de viande par semaine, il en coûterait un milliard et demi de francs par an, le double du revenu global des millionnaires français.

Le temps présent se distingue des temps antérieurs, et par un plus grand bien-être de tous, et par une opulence plus grande de quelques-uns.

Donc, cette « opulence » n'est pas prise sur ce « bien-être », elle ne lui fait pas tort. Au contraire, elle y aide, elle le crée. Et ce bien-être n'atténue pas cette opulence, il ne l'émiette pas en d'innombrables atomes ; au contraire, il en est la source, il la multiplie.

La richesse contemporaine n'est pas assise sur les mêmes bases que l'ancienne. Elle ne consiste pas dans la possession des mêmes choses. D'abord

les choses susceptibles de « propriété » ont beaucoup varié et ensuite la manière de les acquérir.

A l'époque où des hommes et des fleuves pouvaient être possédés *privément* par un particulier, les champs et les bois ne pouvaient l'être que pendant une petite partie de l'année ou pour une petite portion de leur surface. Le droit en vigueur consacrait leur usage collectif.

Les navires jetés à la côte par la tempête appartenaient légitimement, avec toute leur cargaison, au châtelain du rivage sur lequel ils s'étaient échoués, et le maître d'un domaine était l'héritier unique du bien des étrangers qui décédaient sur son sol. Mais ce maître n'avait pas de droit spécial sur les bêtes sauvages qui s'y rencontraient. La chasse, au moyen âge, était libre pour tout le monde, et ce ne fut que plus tard, quand le gibier se fit rare, qu'un seul revendiqua le privilège de le tuer.

Les seigneurs fonciers d'aujourd'hui s'indignent contre les perturbateurs de l'ordre social, qui veulent persuader au paysan que le vrai possesseur de la terre c'est le fermier ; les seigneurs fonciers d'il y a cinq cents ans, proposaient au paysan de devenir propriétaire en devenant fermier — par le bail à cens et autres systèmes de tenures. — De fait, il l'est devenu ; mais après avoir transformé le guéret, à force de bras, cette génération de paysans-propriétaires n'a point proposé aux générations suivantes un marché analogue, qu'elle eût regardé comme une spoliation.

Au contraire, la « propriété » terrienne, dont les barbares se faisaient une idée si confuse que les Germains n'avaient pas de mot pour la désigner et la confondaient avec l' « usufruit », n'a cessé de se fortifier avec la civilisation, en se simplifiant et

se précisant de siècle en siècle, jusqu'à nos jours. Loin d'être, sous sa forme actuelle, un vestige du passé qu'on a omis de faire disparaître, c'est une conquête du présent que l'on vient de consolider.

Le titre de « propriétaire » varie en importance, suivant la qualité de celui qui le porte. Il en est si peu de grands et tant de petits dans notre nation ! Deux journaliers, vêtus de même, occupés à la même besogne, mangent pareillement sur leurs genoux un morceau de pain et une sardine. L'un est le propriétaire de l'autre ; entre eux ce n'est qu'une particularité sans conséquence de se louer, pour quelques dizaines de francs, la chaumière où ils gîtent.

A l'autre bout de l'échelle, subsistent quelques héritages échappés au morcellement ou constitués à une date récente. Ce ne sont pas des *latifundia* à la mode de la vieille Rome. Il ne se voit point chez nous de ces « estates » britanniques, de ces majorats hongrois ou polonais, dont les titulaires dominent sur un peuple de tenanciers, et jouissent bourgeoisement de superficies plus étendues que celles de certaines principautés allemandes qui ont une cour, un ministère et une politique.

Il n'existe pas cinq personnes, en France, à la tête de 10,000 hectares, tandis que la Hongrie a plus de deux cents magnats dans ce cas. On ne trouverait pas, dans notre pays, plus d'un citoyen ayant 750,000 francs de rente *en terre*, lorsque la Grande-Bretagne en compte cent soixante-quinze dans cette catégorie.

Ce qui reste encore chez nous de domaines que, par comparaison, nous appelons « grands », appartient en général à la classe aristocratique, chez

qui n'est pas aboli le souvenir des temps où la terre était plus qu'un titre au porteur — une dignité, — où la futaie, emblème de force et de durée, était punie comme complice de son maître ; lorsque l'on condamnait les troncs altiers, compagnons d'une race, à être dégradés, « rasés à hauteur d'infamie », disait la procédure, par la cognée du bourreau, en même temps que la tête du gentilhomme coupable tombait sous la hache.

Nobles parcs et demeures historiques sont toutefois lourds à maintenir sur un pied de luxe. Parmi ces châtelains notables plusieurs sont riches malaisés, harcelés d'hypothèques, chiffrant sans cesse et périssant en détail, avec la tristesse de vivre sous ces lambris et dans ces parterres que l'on sait ne pouvoir conserver longtemps, qu'il faudra vendre et où l'on n'a pas le courage de retrancher une fleur.

Ces gênes superbes, loin d'être inhérentes à notre pays et à notre état social, sont au contraire plus rares en France que dans tel pays monarchique de l'Europe, où la « mésalliance » est impossible. Quel supplice que celui de l'archiduc pauvre, chargé de famille, vivant de privations dans un logis d'apparat, et rognant tant qu'il peut sur la nourriture, le bois et la bougie pour payer les domestiques que l'étiquette lui impose et la dame d'honneur de sa femme que S. M. l'empereur et roi ne lui permet pas d'économiser !

A cette indigence splendide notre aristocratie se soustrait par les mariages ; mais en France, où la terre est si riche, personne n'est très riche par la terre.

Ainsi que la fortune foncière, la mobilière a changé d'aspect depuis quelques centaines d'an-

nées. Le rôle de l'argent fut jadis plus ample qu'on ne croit. Il servit à faire circuler, en les monnayant, une foule de biens qui semblent ne pas se prêter aux transactions manuelles.

Il y eut une féodalité métallique ; on affieffa de l'argent ; on devint vassal d'un sac de pièces d'or et l'on rendit hommage-lige pour une somme de mille francs. On créa d'innombrables rentes en grains, transmissibles et sur lesquelles on spéculait. Les prisonniers de guerre étaient aussi, par les rançons qu'ils représentaient, de précieux billets au porteur, des lettres de change que l'on expédiait à distance. Les droits à indemnités pour meurtres, « excès », ravissements de virginité, furent des valeurs mobiles que l'on négociait et qui n'ont plus d'analogues dans notre civilisation.

Aux temps modernes les « rentes constituées » reposant sur la personne et les biens d'un débiteur, les offices vénaux, judiciaires ou financiers, charges de robe et d'épée, modestes ou grandioses, furent d'autres sortes de biens meubles.

Les conditions matérielles et politiques s'opposèrent longtemps à l'existence des grandes fortunes, difficiles à faire, impossibles à conserver. Les idées jalouses de nivellement, qui présidaient aux corporations ouvrières, emprisonnaient en des mailles serrées celui qui prétendait s'enrichir.

Les seules grandes spéculations des derniers siècles se firent dans les finances de l'État. Elles étaient peu édifiantes. « Partisans » et « maltôtiers », fermiers des impôts et banquiers du Trésor, attachés au budget en formation comme à une proie, le rongèrent avec cynisme et profit, d'où le vieux proverbe roulant parmi le vulgaire que « l'argent du roi est sujet à la pince ».

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, où le

crédit public était encore mal établi, la « grande affaire », l'affaire lucrative par excellence consistait à négocier les emprunts nationaux. Les gouvernements ne se laissaient plus dépouiller impunément, comme jadis ; mais il y avait encore moyen de les rançonner discrètement et avec mesure.

Le théâtre des spéculations contemporaines a changé et aussi leur caractère. On s'enrichissait aux temps féodaux par la guerre privée, en ruinant ses voisins ; aux temps modernes, par l'usure publique, en pompant les deniers de l'État. On s'enrichit aux temps actuels en enrichissant ses voisins et l'État. L'opération est certainement plus honnête.

Ceux qui visent à l'argent par les seules voies où il puisse désormais être atteint, de l'industrie et du commerce, obéissent à une double loi, qui les contraint de réduire le bénéfice et de multiplier les affaires. Ils ont ainsi plus de difficultés à réussir, et, s'ils réussissent, plus de facilités à édifier de colossales fortunes. Les succès sont à la fois plus rares et plus grands.

Aucun homme, dans le passé, n'a jamais moissonné d'aussi grosses recettes que de nos jours ; cela n'est peut-être pas démocratique et c'est pourtant dans le pays le plus démocratique — les États-Unis — que l'on signale les exemples les plus extraordinaires ; parce que c'est aussi celui qui, par sa jeunesse et par sa taille, se prêtait aux plus vastes entreprises.

Les privilégiés de l'argent ont, de tout temps, excité l'envie et le respect ; mais, n'en déplaise à ceux qui pensent que nous sommes un « siècle d'argent », l'envie décidément l'emporte aujour-

d'hui sur le respect, et La Bruyère n'écrirait plus que « l'on ne saurait tourner en ridicule un homme fort riche, parce que les rieurs seront de son côté ».

A l'égard des millionnaires en vue, le dénigrement est maintenant plus à la mode que l'adulation. Le bon ton est de les dédaigner, comme il était naguère de les rechercher.

Les juifs ayant passé pour monopoliser l'opulence, ce sont eux d'abord qui ont servi de cible ; un parti s'est fondé et prospère dont tout le programme consiste à ne les aimer point.

Cette antipathie, à la juger par son titre d' « antisémitisme », remonterait au déluge. Quoique nous ne sachions pas exactement, nous autres Européens, de quel fils de Noé nous sommes issus, il est certain, paraît-il, que Sem ne fut jamais pour nous qu'un oncle, et que ses descendants directs, en première ligne les enfants d'Israël, doivent être regardés comme les ennemis de notre nation.

Historiquement, l'assertion est contestable. Les siècles passés ne mentionnent aucune persécution des Français par les Hébreux ; tandis qu'on y peut noter nombre de spoliations, exils, emprisonnements et supplices, dont les Israélites furent victimes sur le sol français. Leurs meilleurs moments étaient ceux où les rois se bornaient à les mettre en coupe réglée, à les tondre et à les saigner, au lieu de les écorcher et de les pendre.

Les juifs sont très diversement répandus sur le globe : New-York, à lui seul, en possède le triple, et Buda-Pesth le double, de ce que la France entière en contient. Une si petite poignée de gens ne pourrait tarder à se fondre dans la masse de la population, à moins qu'on ne les repousse énergiquement. Aussi l'antisémitisme est-il le seul moyen vraiment efficace de conserver la race juive dans sa pureté.

Religieusement, en tant que chrétiens, nous avons avec les juifs des liens vénérables et indissolubles. Leur Dieu est notre Dieu, leur livre est notre livre, leurs prophètes sont nos prophètes ; ils ont été avant nous la famille élue, dépositaire des traditions et des promesses, et, comme eux, nous sommes devenus, par la foi, enfants d'Abraham, d'Isaac et de Jacob.

Le Christ, humainement, est de leur sang et, si c'est par les mains des juifs que Jésus a été crucifié, c'est par la bouche des juifs qu'il a été prêché tout d'abord ; ce sont des juifs qui ont été les disciples de sa doctrine, comme ils avaient été les témoins de sa vie et les auditeurs de sa parole et, les premiers, ils ont, en témoignage, versé leur sang pour elle.

Aussi, dans la primitive Église, les juifs avaient-ils, sur les « gentils » que nous sommes, une prééminence dont ils étaient fiers ; délicate matière à discussion entre saint Pierre et saint Paul, où ce dernier fit prévaloir l'égalité des fidèles, sans distinction d'origine.

Mais Paul en prend occasion pour rappeler aux incirconcis que, s'il a plu à Dieu de greffer notre rameau chrétien sur l'olivier franc du judaïsme, et de faire passer en ce rameau la sève du tronc principal, frappé par lui de stérilité, il demeure toujours loisible au Seigneur de rendre à cette souche originelle sa vigueur et fécondité anciennes.

Et comme il ne convient pas à des chrétiens d'être plus « antisémites » que l'apôtre Paul, nous devons regarder les juifs comme des frères aînés, tombés dans l'erreur, toujours susceptibles d'en sortir, et que notre devoir est d'amener par la persuasion, non par les injures, à la connaissance de la vérité.

Quelques personnes professent un antisémitisme rétrospectif qui surprend. Le bon frère capucin, qui promène aux environs de Jérusalem les pèlerins des lieux saints, leur montrait, dans une excursion aux rives du Jourdain, sur les confins du désert, le sommet du mont Nébo où Moïse mourut sans pouvoir pénétrer dans la Terre promise. — « Oh ! fit remarquer un touriste, Moïse dut se consoler assez facilement de n'y point entrer, lorsqu'il vit le sol ingrat et pierreux et le pays si peu engageant qui l'attendait. » — « Heu, heu, répondit le frère convers, pour des juifs c'était bien assez bon. »

L'ostracisme de Vindex, pour les confessions religieuses auxquelles il n'appartient pas, est absolu. Et le plus curieux est que Vindex n'appartient lui-même à aucune confession. Pour le moment, il protège notre culte et confond tous les autres dans une égale horreur. — A qui lui demande si M. Un Tel est juif, il répond : « Je ne sais pas s'il est juif ; mais *en tout cas* il est protestant. »

Bornons-nous à protester contre l'intolérance, disent les sages, ne l'imitons pas.

On en veut aux juifs enrichis de leur vanité et arrogance ; elle est toute pareille à celle des autres parvenus d'hier et d'aujourd'hui. Turcaret n'a ni Dieu, ni date, ni lieu qui le distingue.

Quant aux juifs qui veulent parvenir, la bassesse d'âme qu'on leur impute est commune à beaucoup de solliciteurs ; les moralistes classiques abondent sur ce chapitre. Ce trait serait-il plus accusé chez l'Israélite, il ne faudrait pas trop s'en étonner ni lui en vouloir. Nous en sommes responsables. Un long abaissement, une humiliation héréditaire

changent le caractère d'une race. Les Levantins, Grecs d'Asie Mineure, chrétiens courbés sous la servitude ottomane, sont devenus faux, souples et vils. A vivre esclave, on prend les défauts de l'esclave.

Il y a quelque contradiction à blâmer les juifs de faire bande à part, de ne s'allier qu'entre eux, lorsqu'on repousse leur prétention de s'unir aux chrétiens par le lien conjugal. A en juger par le nombre des mariages contractés dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle, nous voyons les plus notables d'entre les Israélites heureux et fiers d'avoir travaillé toute leur vie, pour enrichir des familles chrétiennes, d'illustration moderne ou antique, où leurs héritières sont entrées, et où elles se montrent d'ailleurs aussi sincères dans leur foi nouvelle et aussi dignes de leur nouveau nom que pouvaient être, il y a cent cinquante ans, les filles de fermiers généraux, devenues épouses de grands seigneurs, qui eurent des tabourets à Versailles.

Aux juifs encore on fait un crime de pulluler dans les métiers de bourse et de banque, dans le commerce de l'argent.

Pourquoi ce peuple hébreu, répandu sur le monde, s'était-il attaché à cette branche de négoce plutôt qu'à toute autre, comme les indigènes de certaines de nos provinces se spécialisent dans des professions déterminées ; comme les Limousins se font maçons et les Auvergnats chaudronniers ? Simplement peut-être parce que les prohibitions religieuses, en écartant jadis les catholiques des opérations financières, avaient ouvert aux observateurs de la loi mosaïque ce champ d'activité, délaissé par tous, et qu'ils ont dès lors persisté, par un phénomène d'atavisme, à creuser le même sillon que leurs pères.

A dire vrai, ils n'y sont point cantonnés ; il se voit des juifs dans toutes les professions libérales : avocats, médecins ou professeurs. Il s'en voit dans toutes les carrières, dans celles même où il y a plus d'honneur que de profit à recueillir, dans l'armée, dans la magistrature, dans l'université.

On les rencontre dans la littérature d'imagination et les arts plastiques ; dans l'assyriologie, l'hellénisme, la philologie, l'économie politique ; dans la physique, la chimie, et dans toutes les avenues de la science. Beaucoup y sont pauvres et ont, comme les autres savants, si peu souci du lucre, qu'ils dédaignent de prendre brevet pour leurs découvertes. Ils se contentent de les entourer de soins paternels, durant cette enfance ingrate, obscure, où végète toute invention jusqu'à ce qu'elle atteigne ce qu'on pourrait nommer sa « puberté » ; le moment où elle entre en pleine possession de ses organes, où la science qui l'a enfantée, qui l'a fait vivre, la voit assez forte pour l'abandonner à l'industrie, qui en vivra.

A côté des juifs voyants, il en est de minables, qui sont légion ; il en est d'inscrits au bureau de bienfaisance et qui ne se voient pas.

Dans la finance les juifs ne tiennent nullement ni comme effectif, ni comme importance, la place que leur assigne la légende. Sur les soixante agents de change près la Bourse parisienne, ils sont quatre ; sur les quinze régents de la Banque, ils sont un ; tandis que, sur les deux cent cinquante membres de l'Institut, ils sont douze.

Mais au dix-neuvième siècle, en Europe, il arriva que Crésus, l'homme d'or, fut un juif. Toute fortune pâlit devant la sienne et celle de ses enfants :

« Monsieur Alfred » à Paris ; « Monsieur Raphaël » à Londres ; car leurs prénoms, comme les rois, suffirent à les désigner.

Le peuple, lui, ne connaît pas, n'a jamais vu Crésus. Il ne sait s'il vit ou s'il est mort, et si ses biens se sont morcelés et ce qu'il faut penser de sa mystérieuse puissance ; mais comme « Crésus » symbolise, concrète, personnifie l'idée de richesse, et que Crésus est juif, pour le peuple tout juif est un banquier millionnaire et tout archi-riche est un juif.

Sur le toit de l'omnibus, un ouvrier interrompt la lecture de son journal pour dire à son camarade : « Ce duc de Montpensier qui vient de mourir, paraît qu'il laisse 50 millions. — Ah ! ces juifs ! » répond l'autre, en hochant la tête.

Cependant la profession de prêteur, qui passait pour la plus lucrative, est maintenant l'une des moins favorisées. Les chances de gain y sont très réduites, les risques de perte demeurent indéfinis. Le « veau d'or », idéalement, a toujours son autel ; pratiquement, les prêtres attachés au service de cette idole, les banquiers, ont grand'peine à lui trouver de la pâture ; encore, depuis la baisse du taux de l'intérêt et de l'escompte, ne mange-t-elle pas toujours à sa faim.

Il s'est créé des boîtes à milliards, où les parcelles d'épargnes condensées, puis mobilisées en lingots redoutables, ont fait reculer Crésus. Et le progrès de la libre concurrence a réalisé ce prodige : que le capital aujourd'hui s'aventure et peine volontairement, presque pour le seul profit du public.

Ces « établissements de crédit » sont tous en mains chrétiennes ; le plus considérable, celui qui sert aux autres de modèle, a pour fondateur un génie financier qui ne sait ce que c'est qu' « an-

tisémitisme », mais qui prouve, par son exemple, que rien n'empêche un catholique de révolutionner le marché de l'argent et de le gouverner en maître.

S'il ne se crée plus, en France, de grosses fortunes dans la banque, il continue par d'autres voies de s'en élever de fort imposantes.

Leurs possesseurs, c'est Chanut, le grand métallurgiste, qui exporte ses machines dans le monde entier ; c'est Rouvel, qui tire de ses creusets soixante tonnes de fonte à l'heure ; c'est Darlot, qui bobine en rouleaux cent cinquante mille kilos de papier par jour ; c'est Mourlon, qui baptise « vin de Champagne » trois millions de bouteilles par an ; c'est Bouvier, qui broie du chocolat ; Jal et Foresty, qui raffinent du sucre ; Cantel, qui distille de l'eau-de-vie, et dix autres, qui confectionnent des chaussures, des biscuits, des huiles, des parfums et des casseroles.

C'est Blériot et son rival Molicaut, créateurs des grands bazars où se vend tout ce qui peut meubler et vêtir ; c'est Torin, qui fournit tout ce qui sert à la nourriture ; c'est Duparquet, qui parvient à nous éclairer pratiquement au gaz ; Lhomme, l'entrepreneur, qui nous loge dans les maisons bâties par lui en bordure des avenues qu'il a percées ; Parisel, qui s'entremet pour nous céder à crédit ce que nous ne saurions payer comptant.

Pas un de ceux-là, remarquons-le, n'est juif ; tous sont de nationalité française et de religion... commerciale ou industrielle.

Comment et pourquoi ont-ils réussi, plutôt que d'autres, à recueillir chaque année plusieurs millions de bénéfices ? La plupart avaient débuté sans argent, ou avec fort peu de chose ; preuve que l'argent n'est pas indispensable au succès. Aussi bien de gros capitalistes se sont-ils essayés dans des

entreprises analogues à celles que je viens de citer. Ils ont succombé et leurs capitaux se sont évanouis.

L'intelligence ou l'application au travail manquaient-elles à ces derniers ? Nullement ! Les élus, les gagnants, optimistes indulgents au temps présent comme le temps présent l'a été pour eux, insinuent que la richesse vient du travail et de l'intelligence. C'est une formule d'école à laquelle nul ne croit. Par le travail, on économise de quoi subsister. Les grands et extraordinaires succès d'argent viennent du hasard, tout simplement.

Ce petit déballeur rêvait, en ouvrant boutique de nouveautés, de se retirer au seuil de la vieillesse avec quinze mille livres de rente ; une forme inédite de costume lui conquit la vogue et il s'annexa des rues entières. Ce jeune ingénieur tire d'une substance vulgaire l'acide sulfurique, jusqu'alors onéreux, dont le bon marché transforme plusieurs industries. Un clerc de notaire anglais, en trouvant le moyen de déphosphorer le minerai de fer, enrichit du même coup toute une région de l'Europe.

La chance se plaît parfois à visiter les simples ou à seconder les pirates.

Ce nigaud de Blanchard eut, en ses jeunes ans, le bonheur de faire part à deux avec Cabassol, auquel il prêta le contenu du bas de laine de sa mère. Il eut le bon sens de laisser son prodigieux associé manœuvrer à sa guise et se vit porté tout doucement à l'extrême opulence. Avec elle, lui est venu l'amour des beaux-arts — en trois ans, il se monta une galerie de tableaux chers — et aussi le goût de la libéralité. Habitué à la publicité des grandes mises en vente, il ne fait point mystère à sa main droite de ce que donne sa main gauche. Les journaux, à l'entrée de chaque hiver, impriment in-

discrètement la liste de ses charités et font ressortir la noblesse du total.

Planeur a ses ridicules, comme Blanchard, mais son passé n'est point aussi net. Il y eut, dans son élévation, des rencontres qui ne furent pas innocentes, des vilenies trop lucratives ; on lui reproche des victimes. Le succès a purifié et lui-même et ses opérations, qui rendent maintenant vingt fois plus de services qu'elles n'ont pu faire de tort naguère. Malheureusement il est resté antipathique et il est devenu prétentieux. Il finira dans la peau d'un honnête homme et le public ne le croira point tel.

Gavarin n'a pas été bien inspiré, lorsqu'en certaine heure de désarroi il aumôna une grosse somme pour qu'on ne révélât pas qu'il était un voleur. Ce joueur si fin se trouve ainsi avoir fourni lui-même la preuve écrasante qu'il devait indubitablement être un voleur, puisqu'il donnait tant d'argent pour qu'on ne l'accusât pas de l'être.

Les gouvernements ayant renoncé à exploiter eux-mêmes, dans les « loteries », l'amour de leurs peuples pour le jeu, Rochoux afferma le privilège de satisfaire cette passion et la géra décemment, en père de famille, suivant des tarifs modérés. Il mourut en laissant des coffres pleins — parce que son monopole avait été fructueux — et une mémoire discutée — parce que la morale ambiante était devenue sévère. Pourtant les actions de sa ferme ayant décuplé, il ne semble pas qu'on la dédaigne.

A côté des fortunes nées en France, il s'en voit chez nous d'exotiques, dont les possesseurs viennent sous notre ciel clément jouir en paix du fruit de leurs expéditions diverses.

Ils ont extrait de l'or, les uns des entrailles de la terre ; les autres des caisses, mal défendues, d'États qui se laissent piller impunément, comme il s'en trouve encore beaucoup dans les deux hémisphères.

Ces sources ne sont pas près de tarir ; les trois quarts du globe sont inertes ou en enfance. Il s'y verra longtemps de belles aventures d'argent, pareilles à celles des contes de fées, tantôt pures, tantôt louches. Leurs héros, exceptionnels et cosmopolites, ne nous font pas tort et nous ne perdons rien à les hospitaliser sur notre sol.

Mais nos parvenus indigènes sont infiniment précieux ; ce sont des hommes inestimables. Ils nous rendent les plus grands services, et nous profitons de leurs revers autant que de leurs succès ; car, si l'un réussit, cent échouent.

Il est advenu, au dernier siècle, qu'un travailleur plus hardi, ou plus habile, plus « chanceux » surtout que les autres, a embauché un grand nombre d'autres travailleurs. Au lieu d'un compagnon et d'un « apprentif », il en a pris cent ou mille et a fondé peu à peu ce qu'on nomme une « usine ».

Chaque patron nouveau a calculé son prix de vente de manière à gagner sur son prix de revient, ainsi que fait le plus modeste savetier qui ravaude des chaussures. Et comme il produit une grosse quantité de marchandises, que chacune se compose partie de matière et partie de travail, et qu'il est impossible de dire si son bénéfice porte sur la première ou sur le second, il semble gagner uniquement sur le travail qu'il achète et revend avec profit.

C'est proprement en quoi on l'accuse de « s'engraisser des sueurs du peuple », de ce peuple dont il est issu. Ceux qu'il appelait hier « ses camarades »,

« ses confrères », il les appelle aujourd'hui « son personnel » ou « ses ouvriers ».

Il est donc arrivé que, tandis que la société politique se nivelait, que l'on abolissait les privilèges et que, châtelains, clergé possessionné, magistrats et propriétaires disparaissaient dans la foule, la société économique se hiérarchisait, se féodalisait. Bien qu'il n'ait aucune supériorité légale, aucun droit officiel, l'homme qui commande à beaucoup d'autres, qui leur donne du pain en leur donnant de la besogne ; qui, ce faisant, s'enrichit, accroît ses moyens de production, perfectionne son outillage et défie la concurrence ; cet homme devient, ou semble devenir, inexpugnable derrière ses marteaux-pilons, ses broches à filer, ses turbines ou ses comptoirs, comme le haut justicier du treizième siècle à l'abri de ses fossés et de son donjon.

Ce patron moderne exerce pratiquement un pouvoir étendu.

C'est un « grand », c'est un « noble », eût-on dit naguère, puisque c'est un « fort ». Est-ce un nouveau partage des hommes qui commence ? Qui de nous va tomber en « villenage » ? Et voilà le premier degré de l'évolution.

Mais voici le second : ce « grand industriel », à la tête de son usine, n'est solide qu'en apparence. Comme le seigneur d'autrefois, un plus fort a raison de lui, le chasse de sa demeure, s'en empare ou la détruit. Et cela le plus simplement du monde : un autre fabricant se contente d'un bénéfice moindre, le premier doit aussitôt réduire son gain dans la même proportion. D'un autre côté, ses ouvriers réclament des suppléments de salaire. Or, mille ouvriers, répartis chez cinq cents maîtres, ne sont que poussière devant leurs cinq cents patrons ; employés chez un seul, ils discutent avec lui d'égal à égal.

Si ce patron cède, son profit disparaît peut-être ; il fera, selon le langage commercial, des « affaires blanches ». S'il ne cède pas, la fabrique s'arrête, les commandes iront ailleurs. Mieux vaut plier sous l'orage.

En attendant le retour du beau temps survient un troisième fabricant qui, lui, a su abaisser son prix de revient par la découverte d'un nouveau procédé ou d'une nouvelle substance. Celui-là peut réduire son prix de vente jusqu'à un niveau où les anciens ne peuvent pas le suivre. Il faut transformer le mécanisme et l'usine tout entière, si par hasard il s'agit d'un produit que l'on va obtenir avec des matières ou des méthodes absolument dissemblables des précédentes : car la science invente sans cesse des routes nouvelles pour atteindre un même but.

Ces grandes exploitations, si solidement assises que le public se les figure volontiers garnies d'un revenu naturel à chaque automne, comme aux rosiers chaque printemps poussent des roses, ne subsistent au contraire que par l'ingéniosité constante de ceux qui les dirigent. Ces riches passent leur vie pauvres ; ils ne sont riches qu'en apparence ; ils sèment plus qu'ils ne récoltent. A mesure qu'ils gagnent l'argent, ils le remettent dans leur entreprise ; c'est uniquement de cette épargne que l'institution tire son revenu.

Impossible de s'arrêter une heure. Produire sans trêve, jeter dans la circulation des marchandises de plus en plus abondantes, dont l'abondance fait le bon marché et qui pénètrent ainsi dans des couches humaines où elles étaient naguère inconnues, telle semble être la loi bienfaisante à laquelle nul ne peut se soustraire. — « Ce n'est pas moi qui mène mes affaires, ce sont mes affaires qui me mènent », dit l'Américain qui

passe aujourd'hui pour le plus riche citoyen de l'univers.

Faute d'avoir employé à temps la majeure partie de leurs bénéfices à l'accroissement du capital, beaucoup d'industriels ont végété et, lorsqu'ils se sont aperçus de leur faute, il était trop tard. Chaque année voit ainsi disparaître des vaincus, naguère artisans ou précurseurs du mouvement qui les a emportés. Ils ont laissé dans nos produits actuels leur bourse et aussi leur vie, un peu de leur âme. Qui donc toutefois songerait à les plaindre ?

N'avaient-ils pas, sur leur route aussi, semé des ruines ? Petits banquiers, petits marchands, petits artisans, petits transporteurs, combien avaient disparu, broyés par des forces implacables et fatales !

Partout même aspect : humbles manufactures qui s'effacent ; organismes plus puissants qui surnagent, mais à la condition de multiplier leurs risques en multipliant leur puissance. Il faut s'approvisionner de plus en plus près de la source, créer même sa source d'approvisionnement. De sorte qu'une matière que l'ancien industriel appelait « première » n'est, pour le nouveau, qu'une étape de sa production.

Le fabricant a tenu bon ; il a su rester à flot. Il prétendait marcher seul et avait toujours repoussé l'association sous quelque forme que ce fût. — « Je ne crois, disait-il avec scepticisme, qu'aux ententes que l'on fait à un. » Cependant ses capitaux, ses épargnes n'ont pas suffi ; il a dû recourir à la société anonyme, se laisser embrigader dans le « trust » ou le « cartel ».

La marge des gains, comparée au total des ventes, devient si étroite que l'erreur d'un instant suffit à les faire évanouir. L'aléa devient si grand, la ten-

sion d'esprit si forte, que les fondateurs de machines pareilles sont incités, par prudence, à passer la main à une collectivité. Dès lors, le patron n'est plus qu'un « directeur », un délégué des actionnaires. C'est le second terme de l'évolution.

Nos fils verront le troisième et dernier : ces entreprises, qui grandissent par la force des choses, et, par la force des choses, se morcellent et se transforment en administrations impersonnelles, s'estiment heureuses lorsqu'elles peuvent servir au capital la portion congrue qu'il espère.

Car « l'odieux capital » n'attend pas que ses adversaires lui fassent un mauvais parti. De lui-même il se mortifie et fait pénitence, pressé d'un côté par des syndicats ouvriers et, de l'autre, par des coopératives d'acheteurs. Et l'on voit le profit de plus en plus mince, disputé avec acharnement par tous ceux qui concourent à la formation des prix de revient et de vente, luttant âprement à qui arrachera un lambeau de la somme.

Tel sera le terme final de l'évolution : la société en masse travaillant, produisant, consommant ; une sorte de collectivisme, si l'on veut, mais pacifique et *volontaire*, non point *obligatoire* comme le collectivisme utopique. Le monde moderne accomplit sa transformation lentement, atome par atome, insoucieux de qui s'efforce de le retenir en arrière, comme de qui le voudrait pousser en avant.

C'est le rayonnement de quelques succès inouïs qui lance sur ces pistes fameuses des milliers d'êtres solidement charpentés pour les batailles épiques de l'or. Laissons-leur ce mirage et cachons à leurs yeux les écueils où la plupart se briseront ; de peur qu'ils

ne s'ankylosent prudemment, aussitôt leur vivre assuré, dans un faste stérile.

Ces poursuivants de fortune ne feront, pour la plupart, aucune fortune ; quelques-uns, à moitié hauteur, retomberont lourdement. Favoris du destin, une poignée de richissimes mourront aux sommets et passeront comme des météores. Hommes nouveaux, ils n'avaient pas eu d'ancêtres ; très peu ont une postérité ; tellement ce privilège d'argent est précaire et bref, presque viager.

Mais qu'ils fassent ou qu'ils manquent leur fortune, ou qu'ils la perdent après l'avoir faite, ils font la nôtre, celle du peuple, dont peut-être ils ne se souciaient guère, et qui profite de ces efforts, de cette fièvre, dans son bien-être et ses salaires accrus.

L'une portant, ou mieux poussant l'autre, production et consommation grandissent de concert, mais ne marchent point toujours du même pas. Et selon que la première ou la seconde s'attarde, des crises surviennent, provoquées tantôt par la cherté extrême, tantôt par l'extrême abondance. Pour paralyser ces crises ou les prévenir, des alliances se nouent, des groupements se forment entre syndicats. Ils se croient, on les croit tout-puissants ; et l'on crie sus à l'accaparement, on les veut entraver ou proscrire. A quoi bon ?

Ces colosses bâtissent les tours de Babel de la spéculation. Un rien suffit à les confondre. Ils espéraient former des compagnies d'assurances sur le gain, s'affranchir des risques redoutables, en les pesant et les classant dans leurs cartons, où ils deviendraient sans danger par leur nombre même, leur division, leur équilibre. Ils se flattaient d'élaborer un vaccin contre le Hasard.

Mais le dieu Hasard, capricieux et rebelle, ne cesse d'en faire à sa volonté. Les hommes du ving-

tième siècle ne parviendront pas à le domestiquer, à l'apprivoiser, en surprenant ses secrets, comme ces autres forces de la nature, naguère indomptées, que les hommes du dix-neuvième siècle ont su réduire en esclavage. Le conflit des intérêts s'y oppose.

Il demeure aussi aigu que dans le passé. Excès, déceptions, péripéties sont les mêmes, dans ces luttes gigantesques où l'or coule à flots, que dans les duels livrés jadis pour une obole.

Le travailleur, esclave hier, libre aujourd'hui, demain despote peut-être, prétend dicter ses lois, et le consommateur, plus puissant qu'eux tous, parce qu'étant plus nombreux il est plus riche, a, lui aussi, ses grèves silencieuses et incoercibles. Le prix des choses n'obéit à personne, il ne se laisse point asservir.

La ploutocratie, impossible sur le terrain économique, nous menace-t-elle dans le domaine politique ?

Depuis trois siècles déjà, il se fait moins de choses par la force ; il s'en fait davantage par l'argent ou par la plume. Ce n'est pas nécessairement un progrès, puisqu'il y a de méchantes bourses et de méchants écrits, comme il y a de bonnes épées. C'est moins encore un recul ; les ruines deviennent moins sanglantes, moins injustes sinon moins cruelles, moins inutiles à la communauté.

Mais y a-t-il, pour le pays légal, un « danger de l'Argent » ? Et le gouvernement tend-il à passer, des mains du manieur d'hommes, aux mains du manieur d'affaires ?

L'influence de l'Argent sur les hommes d'État n'est pas toujours fâcheuse pour les peuples. Même elle est bienfaisante lorsque, faute de pouvoir con-

vaincre un coquin ou un sot, on l'achète. Convertir des sauvages par l'octroi d'une veste neuve, est-ce un crime en climat de suffrage universel ?

Ceux qui, par leur argent, semblent régner sur les « intérêts » parce qu'ils possèdent les voies de communication, les principaux métaux et comestibles, et qui semblent régner sur les « idées », parce qu'ils possèdent les journaux, passent pour tenir à leur dévotion les agents ostensibles du pouvoir et les représentants officiels de l'opinion. En réalité, ils travaillent eux-mêmes, les premiers, en vue des intérêts et dans le sens des idées de la masse populaire... parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

La vénalité existe présentement en des monarchies autocratiques ou parlementaires et en des républiques démocratiques et l'on ne saurait dire où elle sévit davantage. Pourtant son rôle est entravé chez les nations libres, instruites et riches, par ce seul fait qu'il y faudrait payer trop souvent, trop de gens et trop cher.

Dans notre État français, la ploutocratie ne semble point à craindre ; nous serions plutôt enclins à la « ploutophobie ».

Non seulement l' « argent-domination », mais aussi l' « argent-vanité », tient moins de place aujourd'hui que sous l'ancien régime. Pour les élus de la fortune, l'inimitié actuelle du peuple n'est pas si redoutable que le gibet ou la confiscation des rois ; elle leur permet de jouir de l'opulence à huis clos, mais non point de la faire éclater au dehors et d'éblouir la rue de leur splendeur.

Le luxueux étalage d'antan, qui pénétrait de respect le populaire, collé aux auvents des boutiques pour laisser passer le carrosse des grands, offusquerait la foule, aujourd'hui où le piéton ne se sauve plus devant la voiture, où toute

voiture se gare pour faire place au tramway, ce carrosse du peuple. La pompe extérieure, démodée, est devenue ridicule, peut-être parce qu'elle serait dangereuse.

La puissance pécuniaire a-t-elle grandi, dans le monde, de l'abaissement des autres puissances, aristocratiques et sacerdotales, de l'effacement des personnages politiques aussi, désormais sans prestige ? N'oublions pas que, si le sac d'écus était jadis contre-balancé par les parchemins, l'argent acquérait aisément les prérogatives de la naissance et multipliait ainsi sa valeur propre par celle de la noblesse, qu'il y joignait.

De son côté, la noblesse, celle de cour surtout, se montrait accueillante pour l'argent qui, de tout temps, est partie constitutive, et peut-être la plus indispensable, du « grand seigneur ». Un riche de petite extraction trompera plus facilement sur la modestie de son origine qu'un pauvre de grande naissance ne fera illusion sur l'exiguïté de son revenu.

De nos jours, où la science généalogique est en baisse, les millions, quelle qu'en soit l'origine, font reluire les noms obscurcis que l'on frotte sur eux ; ils leur rendent vie et force. Tandis que de beaux titres, dans la médiocrité, s'étiolent et perdent leur lustre.

La richesse, si elle est moins respectée par le peuple, est prisée davantage par l'aristocratie. On avait envié le sort de Clotilde Tapinot, l'aînée des filles du grand constructeur, lorsqu'elle épousa le duc de Coutras ; au contraire, lorsque la cadette, Adélaïde Tapinot, accorda sa main au prince d'Antibes, on envia le sort du prince. Tel fut le chemin parcouru dans les dernières années du défunt siècle.

Quand l'arrière-petit-fils du tailleur de Louis XVI,

le très riche Maclou, plus connu comme « comte de Beauvoisin », se maria avec une fille pauvre de l'illustre maison de Mercœur, ce fut elle qui passa pour faire un beau mariage, et le monde admira le désintéressement de son fiancé.

Mais de ce que le besoin et l'importance de l'argent aient grandi, aux yeux d'une noblesse dépouillée de privilèges, il ne s'ensuit pas que la fortune donne, autant que jadis, une autorité sociale.

Elle ne donne que des jouissances, et encore d'une étendue et dans un ordre assez restreints, puisque le riche ne peut ni se rajeunir s'il est vieux, ni se guérir s'il est malade, ni s'embellir s'il est laid, ni s'éviter les infirmités ou les accidents ; qu'il ne peut acquérir ni la gloire, ni l'amour, ni accroître ses appétits ou ses ambitions, puisque le désir s'émousse et se détruit par là même qu'il se satisfait.

Si bien que l'hyperopulence aboutit, pour qui la possède, au souverain mépris de l'argent ; la richesse lui devient de nul prix, non qu'il la dédaigne, mais il ne la « sent » plus.

Est-ce un avantage ou un inconvénient, pour la valeur morale ou intellectuelle de l'individu, que de naître pauvre ? « Quand Dieu veut perdre une fourmi, il lui donne des ailes », dit un proverbe arabe.

Cependant, l'argent confère l'indépendance — mais c'est aussi la suprême indépendance que de mépriser l'argent — seulement, il faut déjà une vraie supériorité pour se passer de celle de l'argent.

A qui la possède en naissant, une grande fortune enlève l'obligation de l'effort, le contact avec le peuple, la pénétration du dessous des choses, l'apprentissage du cœur humain qu'il n'est pas contraint d'épier, pour s'en servir. Dénué d'expérience,

il demeure enfant et naïf ; il traverse le monde sans le connaître.

Pour contre-balancer cette ignorance de faveur et ouvrir les yeux de ce prédestiné-aveugle, il faut au riche une intelligence rare, qui lui fasse deviner la théorie de la vie, dont les nécessités journalières ne lui révèlent pas la pratique. Il n'y a que l'ambition qui sauve ces sortes de gens de l'incapacité ; mais l'ambition leur est plus difficile qu'à d'autres, parce qu'ils sont portés à être si satisfaits de ce qu'ils sont, qu'ils ne conçoivent pas que l'on puisse vouloir être davantage. De là une vanité béate et nulle ardeur.

Cependant, il est bon de naître sûr de sa vie, de ne pas courir après ce dont les autres ont besoin. — « Il faut avoir de l'argent, le manque d'argent abaisse les caractères », disait un homme d'État qui en savait quelque chose. C'est au fond la question, toujours débattue, du mérite comparé des régimes égalitaire et hiérarchique.

L'aristocrate, d'argent ou de caste, placé au sommet, ne peut plus guère monter. Sa vue est plus dégagée d'intérêt personnel. Son âme est plus haute, quand elle est haute et née aux grandes choses. Il n'est pas obligé d'atermoyer, d'entrer en des compromissions qui affaiblissent, dénaturent ou énervent ses projets. Il « peut » beaucoup par lui-même, et il peut très jeune ; ce qui est important, parce que trop d'expérience dégrade le vouloir comme une vieille maison s'effrite avec les années.

CHAPITRE VIII

AUTOUR DES LETTRES ET DE LA PRESSE

Que subsistera-t-il des productions du temps présent ? et combien il est malaisé de le savoir ?

Il n'est pas besoin de vivre bien vieux pour voir successivement rejetée, comme trop hardie, puis comme trop banale, la même œuvre d'art ou de littérature. Et cela souvent par les mêmes gens. Tel style a charmé, qui ne charme plus ; tel autre ne charme pas encore. Nous voyons des défauts là où d'autres, précisément, avaient vu des beautés. Il en va parfois ainsi au même moment, à deux cents lieues de distance, d'un peuple à un autre.

Auteurs, interprètes, critiques et public passent ensemble, comme fuit un horizon, aux yeux du voyageur qui le contemple du wagon d'un train rapide. Est-il possible que ces manières de dire et de penser qui nous séduisent, ces pages qui nous troublent, ces vers qui nous transportent, perdront leur vérité, leur mérite, en perdant leur nouveauté ; qu'ils s'achemineront à l'oubli, se déformeront, semblables d'abord à des caricatures, puis à des ombres vaporisées dans la brume ?

Des sociétés très raffinées se sont passionnées pour des ouvrages qui, plus tard, ont semblé ridicules. Ces gens d'hier nous valaient et mon voisin

vaut-il moins que moi ? Comment jugeons-nous si différemment des mêmes choses ?

Les sciences ne varient que pour progresser ; elles se corrigent et se contredisent, mais toujours suivant une raison fixe : celle d'erreur à reprendre et de vérité à constater.

Dans les lettres et les arts, les actions et réactions n'ont d'autre règle que le goût.

Pensez-vous que si Sophocle ou Euripide, que si Corneille ou Racine même, déposaient aujourd'hui, comme de jeunes inconnus, chez le concierge de quelque théâtre, le manuscrit des pièces qui ont immortalisé leur nom, il se trouverait un directeur pour les jouer et un public pour les applaudir ? Pensez-vous que si Dante publiait demain la *Divine Comédie* son nom deviendrait célèbre dans les deux hémisphères et que son poème serait traduit dans toutes les langues ?

Comment admirons-nous pieusement des choses faites par des anciens qui, si elles étaient faites par des contemporains, nous laisseraient froids ? Ne sont-ce pas ces choses en elles-mêmes que nous admirons ? Est-ce leur intérêt historique, leur côté documentaire, qui nous attachent à elles ?

Leur beauté se serait-elle évaporée avec l'âge ? N'était-elle donc pas éternelle ? Et les plus belles pensées humaines se démodent-elles comme une paire de bottes ou une race de chiens ?

Il ne faut pas dire : Le temps décide. Non, des œuvres trouvées bonnes longtemps finissent par sembler mauvaises et inversement. La seconde jeunesse de Ronsard durera-t-elle plus que la vieillesse de Boileau ? Musset hier n'était plus qu'un mince poète, « pour avoir mal rimé », à l'estime d'une génération poétique qui prenait le parti de ne rimer plus.

Shakespeare s'est-il civilisé depuis que Voltaire le jugeait barbare ? « Ces plaisanteries saxonnes ou tudesques sentent le rustre », disait *le Bon Goût ;* cet exotisme est ignoble. Puis *le Bon Goût* change et le gros sel est précisément celui qui plaît. Il en faut du plus rude. C'est, disons-nous, le seul « naturel ». En musique, les mêmes sonorités que nous jugions vinaigre, il y a quarante ans, nous semblent miel aujourd'hui.

Romantiques et classiques ont été renvoyés à la fin dos à dos, sur cette réflexion que, leurs personnages n'ayant parlé ni comme Racine ni comme Hugo, chacun peut les représenter à son idée, sans que nul puisse dire si cette idée est vraie ou fausse, les gens qui passent dans la rue étant les seuls qui nous soient certainement connus. Cependant les romanciers contemporains seraient-ils seuls capables de nous émouvoir, parce que ce sont les seuls qui aient notre âme ?

S'il existe une « beauté » absolue, la nature et l'humanité étant immuables, il ne doit y avoir qu'une seule façon de la peindre, puisque nos yeux ne changent pas plus que nos passions.

Puisque nous aimons et fêtons telle mode littéraire ou artistique pour nous en désintéresser ensuite ; puisque le même homme change de goût, à quel moment son goût était-il bon ? Est-ce dans la jeunesse, quand ses capacités de vision, de sensation avaient toute leur fraîcheur ? Est-ce dans la vieillesse, quand il les avait affinées par l'expérience ?

Y aurait-il une dépravation de l'œil, de l'ouïe, de tous les sens, et une dépravation de l'esprit, comme il y a une rusticité naïve de l'esprit et des

sens ? Mais quelle en est la mesure, et qui dira quels sont les sens et les esprits gâtés ou ignorants, qui ont trop ou pas assez vu, trop ou pas assez senti, trop ou pas assez lu ?

La *nouveauté* est à la fois attrait et écueil. Écueil d'abord, elle nous rebute parce qu'elle contrarie nos conceptions antérieures. C'est pourquoi les « beautés » nouvelles sont mieux reçues des jeunes gens, chez qui la page des sensations est blanche, que des personnes d'âge mûr, gênées par des précédents et des goûts déjà formés. Ensuite, lorsque la nouveauté nous a conquis, elle devient attrait en procurant une jouissance d'autant plus vive qu'elle est plus récente.

Pour les mêmes motifs, l'*antiquité* d'une forme ou d'un style nous attache par routine et nous détache enfin par lassitude.

Mais de ceci nous devons conclure que nos « jugements » sont bien vains, puisqu'ils sont le produit de nos « goûts » forcément ballottés entre ces deux causes d'erreur : l'attrait ou la répugnance de la nouveauté. Par là nous refusons ou prodiguons tour à tour à la nouveauté des qualités ou des défauts, qui s'y trouvent et que nous n'y voyons pas.

Et nous supposons ici des juges impartiaux et compétents, que n'influencent ni l'intérêt, ni le « panurgisme », ni la crainte ; des juges qui s'offrent le luxe d'une opinion libre et peuvent en donner les motifs.

Chaque fois que des productions de l'esprit plaisent, déplaisent, replaisent et redéplaisent, la critique en donne les raisons, qui valent ce que vaut le critique. De sorte qu'avant d'admettre son dire, il faudrait faire la critique du critique.

L'influence que les imbéciles exercent sur les

gens d'esprit n'est pas moindre que l'influence des gens d'esprit sur les imbéciles. Ces derniers sont le nombre, ils en ont la force — et cette force est très grande, crée la mode et l'air ambiant ; ils en ont la sécurité, l'audace. L'élite est intimidée, elle a peur de se tromper ; elle doute d'elle-même comme tout vrai critique, qui craint de prendre son propre goût pour la vérité. « J'ai terminé mon livre, dit Beauvers, l'illustre écrivain, à son confrère et ami ; mais je me demande ce qu'il vaut ; si vraiment cela est neuf, si cela est bon. » Et l'ami de répondre : « Si vous ne vous le demandiez pas, cela m'inquiéterait. »

Les variations du goût sont la condition nécessaire de la production et de l'effort. Pour chercher du nouveau il faut croire qu'il en existe, que tout n'a pas été si bien dit et fait qu'il n'y ait plus qu'à dire et faire de même.

Tous les novateurs ont poussé jusqu'à l'injustice le mépris des époques précédentes. La Renaissance haïssait le gothique, et le dix-septième siècle avait le dédain de la Renaissance. Les générations créatrices sont exclusives ; un amour égoïste de leur temps les anime, tandis que l'admiration éclectique du passé est le caractère d'une sereine impuissance.

Le peuple, en littérature ou en art, ne porte que des jugements subjectifs : « Cela *me plaît*, donc cela est bon. » Il aime la musique quand elle le « touche », la peinture quand elle l' « intéresse », le volume quand il l' « empoigne ».

Or, faute d'éducation préalable, le peuple n'est touché, intéressé et empoigné que par l'écorce des choses, la couche très mince des attraits extérieurs et faciles : romances, images, mélodrames ou bouffonneries digestives d'après-dîner. Et les maîtres

dans un genre sont souvent « peuple » dans tous les autres, dans ceux qu'ils n'ont pas étudiés ou approfondis : le musicien en peinture, le peintre en littérature, l'écrivain en musique.

Il faut qu'il y ait dans un chef-d'œuvre des parties vulgaires ; c'est par là qu'il sera apprécié de la masse, par là qu'il lui sera accessible. Autrement il ne deviendra jamais populaire, on l'admirera par ouï-dire.

Le succès des sujets les plus rebattus vient de ce que le public ne veut être instruit que de ce qu'il sait déjà ou croit savoir. Or, les gens qui ne savent rien sont aussi ceux qui ne veulent rien apprendre ; ils se refusent absolument à réfléchir. Pour les y amener, sans qu'ils s'en doutent ; pour faire pénétrer les idées, à doses homéopathiques, dans les cervelles réfractaires, il faut des amincisseurs, des délayeurs, d'innombrables truchements qui traduisent la langue des penseurs, dont l'âme est trop loin de la foule.

Tels ne sont pas ceux qui prétendent admirer seuls et ne souffrent point d'égaux ni de compagnons dans leur enthousiasme. Ils ressemblent à ce voyageur qui a fait le même voyage que vous, mais pense l'avoir fait mieux que personne : il vous provoque à narrer devant lui et vous guette comme le maître d'armes, la pointe en avant. Il attend que vous vous découvriez pour se fendre ; il vous tâte par des questions sournoises : « Avez-vous vu ce tableau dans le musée, cette place dans la ville, cette grotte ou ce monument ? Non, vous ne l'avez point vu ? »

Il vous tient, il vous accable, il ne vous ménagera pas. Votre propre voyage vole en éclats ; il vous conte le sien, vous prouve que de ce pays vous

ignorez tout et qu'il y faut retourner ; car ce qui vous manque est précisément la seule chose qu'il fallait voir. Combien ce voyageur est haïssable ! Combien il est ridicule ! Et comme chacun de nous est souvent ce voyageur !

— Wagner, monsieur, dit un wagnérien arrivé ; Wagner n'est pas *un* musicien, c'est *le musicien* par excellence. Il incarne la musique ; tout ce qu'on a fait avant lui est peu de chose, autant dire rien.

— Vous avez raison, réplique un autre wagnérien, aspirant en voie de parvenir ; Wagner a largement accru le domaine des harmonies ; il a fait des inventions magnifiques.

— Du reste, reprend le premier interlocuteur, ce n'est pas même comme musicien qu'il est le plus admirable, c'est comme poète. *Le poète*, en lui, est supérieur au musicien et sa musique n'est rien auprès de sa poésie.

— Il est vrai, approuve le disciple qui ne veut pas être dépassé, ces légendes du paganisme germanisé fondues avec des mythes rassemblés de partout, mais estompés d'un brouillard du Nord, fournissent des poèmes d'un charme incomparable.

— Certes, réplique le premier wagnérien décidé à ne pas se laisser rejoindre ; mais c'est surtout comme *philosophe* qu'il faut apprécier Wagner. Ah ! monsieur, la philosophie de Wagner surpasse de beaucoup ses autres mérites ; c'est par là qu'il étonne, qu'il fait rêver.

— Sans doute, concède encore, bien qu'avec une nuance d'hésitation, le deuxième dilettante. Eh ! eh ! la philosophie de Wagner, c'est peut-être en effet son triomphe...

— Et enfin, interrompt le premier wagnérien amer et fermé, Wagner c'est encore autre chose ; mais, il faut bien que vous le sachiez et pardonnez-

moi de vous le dire : vous êtes tout à fait incapable de le comprendre.

Des musiciens très savants composent des opéras comme l'ingénieur, au sortir de l'école, ferait un pont. Ce sont œuvres irréprochables — je parle des opéras — suivant la grammaire et la mathématique de l'art, mais si dénuées d'idées musicales que les notes semblent avoir été préalablement mises dans un chapeau d'où on les aurait tirées au hasard.

Les idées sont toujours ce qui coûte le plus cher, en musique comme en littérature. Si la terreur des airs faciles fait sombrer le compositeur dans l'abstrus, il a la ressource de traiter ses détracteurs de béotiens, incapables de le comprendre, et de se comparer à d'illustres méconnus du passé ; tandis que, s'il échoue dans la banalité, tout le monde se trouvera compétent pour le juger banal.

Ainsi, bien que l'air soit à la musique ce que l'idée est à la phrase, il est moins dangereux au compositeur de faire de la musique sans air qu'à l'écrivain d'assembler des mots sans idées ; trop de gens s'en apercevraient.

Les poètes seuls, en leur qualité de semi-musiciens, ont le droit de versifier des lieux communs : encore est-ce à condition de ne point trop remplacer, par la musique des mots, la poésie des idées, le vers, lorsqu'il n'est plus qu'un son, demeurant moins apte à charmer l'oreille que la musique véritable.

Sermione se procure des idées originales en retournant les idées reçues et ordinaires, dont il fait valoir l'envers. Son châtiment est qu'habitué à l'esprit du paradoxe, il ne sait plus comment faire pour avoir de l'esprit sans paradoxe.

Si l'affirmation de Boileau que « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement » était toujours vraie, il n'y aurait nul mérite à bien parler ou à bien écrire. Cette maxime est très souvent fausse ; le vulgaire conçoit bien mais énonce mal, et, justement, savoir mieux que le vulgaire « énoncer » ses idées est le propre de l'orateur et de l'écrivain. L'un et l'autre savent au prix de quels efforts, et pour des idées qui leur semblaient les plus claires du monde, lorsqu'elles sommeillaient dans leur cervelle.

Au rebours de l'axiome de Boileau, ces idées se « clarifient » laborieusement par l'obligation de les bien énoncer.

Arcanin n'a pas le don d'exposer ce qu'il sait le mieux. A l'entendre expliquer savamment que le nez est au milieu du visage, on finirait par ne plus comprendre cette vérité.

Tronson, à force de raffiner sur le style, en est venu à l'impuissance d'écrire. Son œil voit des incorrections, son oreille entend des cacophonies en des phrases où nul autre que lui ne s'aviserait de les découvrir.

Il bannit cruellement des tours et des mots par centaines ; puis, victime de ses proscriptions, il n'arrive plus à exprimer sa pensée avec son vocabulaire appauvri. D'autant plus qu'il s'interdit la répétition du même mot à trois pages d'intervalle. Son purisme le torture ; il souffre des scrupules qui paralysent sa plume et n'a pas le courage de les vaincre. « Oui, dit-il à ses amis, c'est une maladie, une folie peut-être, mais incurable. »

Bagoutier ne se met point tant en peine ; il écrit en petit maître de bel esprit tout ce qui lui passe par la tête, et ne prend pas garde qu'il ne passe rien par sa tête, que du vent.

Archiloque redoute si fort de paraître avoir habillé ses phrases *à la Belle Jardinière ;* il a si grand souci de ne point écrire comme « tout le monde », que la moitié de ses périodes marchent la tête en bas, à l'exemple du : « Me font d'amour mourir, belle marquise, vos beaux yeux. »

Il emploie de préférence les mots techniques, archaïques ou précieux, qui n'ont pas souvent l'occasion de sortir du dictionnaire, ce qui donne à son style une odeur de renfermé.

A l'inverse des bons écrivains qui s'attachent à trouver l'expression simple, mais si juste qu'une fois découverte l'on n'en conçoit point d'autre, et que chacun pense, en la lisant, l'avoir pu aisément rencontrer, le talent d'Archiloque est une imprécision voulue, une jonglerie des substantifs transposés du son à la couleur, de l'ouïe à la vue. Il excelle en constructions rocailleuses et discordantes et forge, à son usage, des barbarismes puérils avec des vocables importés du dehors, auxquels il donne une désinence française.

Bref, ses livres sont des modèles de mauvais style ; on les pourrait faire étudier à la jeunesse comme des recueils parfaits de tous les défauts qu'il convient d'éviter.

Cependant Archiloque a fait école et, en Amérique, il est compris.

Quel dommage que feu Musarion, dont la verve primesautière a enrichi le français actuel de plusieurs mots tombés des vraies lèvres de la nature, ait abusé de l'argot ! Un mot apparaît, il plaît, il va aux nues ; puis il tombe dans le commun, on s'en lasse et il meurt, souvent pour avoir poussé trop vite et avoir eu d'abord trop de succès.

Floraison ou scorie de la langue parlée, l'argot n'est pas assez solide pour porter l'écriture. Quel-

ques-unes de ses trouvailles se cristallisent et acquièrent droit de cité dans le domaine des mots définitifs. La plupart finissent dans les terrains vagues de la conversation familière, où elles étaient nées. Aussi la destinée de Musarion a-t-elle été de devenir inintelligible, pour des générations très rapprochées de celles à qui ses livres s'adressaient, dans leur fleur.

Il est des hommes si décidément médiocres qu'avec une grande place, de grandes richesses et un grand nom, ils demeurent médiocres. Mais combien d'hommes ne seraient pas écoutés, simples commis, qui, ministres, passent oracles ; combien, avec trois mille livres de rente, seraient négligés qui, avec trois cent mille, sont recherchés ; combien ne paraîtraient pas aimables sous le nom d'Ernest Durand qui le deviennent sous celui de duc de Mercœur ?

A ces détenteurs de ce que Pascal nommait les « grandeurs d'établissement », allaient de droit, au dix-septième siècle, les « respects d'établissement » ; tandis que les « respects naturels » étaient dus aux « grandeurs naturelles », qui ne dépendent point de la fantaisie des hommes, mais consistent dans les qualités effectives de l'individu.

Il existe encore aujourd'hui des « grandeurs d'établissement » ; mais le respect obligatoire et formaliste dont on les entourait s'est fort affaibli. Seules les « grandeurs naturelles » ont gagné du terrain ; elles absorbent tout ce qui reste, ou à peu près, de respect disponible.

L'artiste, le savant, l'écrivain, tous gens qui valent par eux-mêmes, profitent de ce changement ; leur vanité n'y est point insensible. L'homme de lettres qui aime son métier ne l'aime pas davantage pour cela.

Il a cette volupté suprême de remuer des idées, de les créer, de les analyser, de les combattre, de les tuer ou de les ressusciter d'entre les mortes, de les parer et de les faire triompher dans le monde. Il y travaille en bon ouvrier, et meurt satisfait d'avoir honnêtement usé de cette belle langue française, précise, limpide, et de l'avoir servie, dans la mesure de ses forces, autant qu'il s'est servi d'elle.

S'il atteint la gloire, si la postérité le connaît par son nom — un nom qui souvent n'est qu'un pseudonyme, ou un prénom, ou un surnom — s'il laisse de lui quelque chose de bien plus intime, plus vivant, plus personnel et plus authentique que toutes les autres sortes d'hommes, dont les actes sont connus mais point la pensée, ni l'âme, il n'en sera ni plus ni moins immortel pour avoir tenu de son vivant une place plus ou moins grande.

Mais cette place nouvelle ne lui déplaît pas. « Le célèbre Racine, dit Saint-Simon, si connu par ses pièces de théâtre et par la commission où il était employé lors pour écrire l'histoire du Roi, prêta sa belle plume pour polir les factums » de MM. les ducs et pairs dans le procès Luxembourg. Il est clair que Racine, dont le duc de Saint-Simon parle ainsi dans ses *Mémoires*, eût estimé ces termes fort civils. Il n'était pas, socialement, l'égal d'un duc ou d'un secrétaire d'État ; il ne croyait pas l'être.

Il eût été ébahi, le grand Racine qu'il était, d'entendre un de nos dramaturges contemporains traiter de haut un ministre d'aujourd'hui, dont le procédé lui avait déplu, et ajouter sérieusement : « J'ai fait sentir à cet homme toute la distance qu'il y a d'un simple ministre à un auteur dramatique comme moi ! »

Et ce qui est vrai des gens de lettres ne l'est pas moins des artistes, peintres ou musiciens. Quelle différence de situation et, si l'on veut, de prétentions, entre Mozart ou Beethoven d'un côté et, de l'autre, Verdi ou Wagner !

Des étrangers remarquent que les milieux aristocratiques sont aujourd'hui moins fréquentés, par les illustrations et les notabilités de tout ordre, que n'étaient, il y a cent vingt ans, les salons de l'ancien régime. Ils en concluent que la haute société actuelle a remplacé le goût de l'esprit par le culte du sport.

Ils ne prennent pas garde que les seuls salons dont on se souvient sont justement ceux où se rencontraient les lettrés. Si la majorité de ces derniers n'attache plus autant de prix à fusionner avec les mondains, c'est que les mondains ont perdu de leur prestige et que les lettrés en ont acquis assez pour se suffire à eux-mêmes ; ils constituent un clan distinct où ils se plaisent davantage.

A l'exception d'un très petit groupe d'aristocrates qui ne s'en font point accroire, les privilégiés de naissance continuent à se croire sincèrement, en leur for intérieur, quelque supériorité sur les privilégiés du talent.

Cette opinion, bien que soigneusement voilée, révolte, au vingtième siècle, ceux qui, au dix-huitième, ne s'en fussent point choqués. Ils entendent être conviés pour leur personne, non pour leur réputation et comme objets de parade. Un poète renommé, invité pour la première fois chez une grande dame qui lui faisait demander, en même temps, s'il ne consentirait pas à dire quelques pièces de vers, après dîner, répondit narquoisement : « Il m'arrive de réciter mes vers chez des

intimes ; ailleurs, c'est mille francs la strophe et je n'en dis jamais moins de trente. »

Le salaire des gens de lettres n'a pas progressé autant que leur rang ou leur influence. Les poètes, en particulier, à défaut des rentes qu'Alfred de Vigny proposait de leur attribuer, doivent s'en tenir au laurier classique, impropre à toute sauce.

La rémunération des articles de journaux et de revues a doublé depuis quarante ans ; mais les chaires du haut enseignement ou la garde des bibliothèques ne procurent aux historiens, aux philosophes, aux érudits, qu'un revenu correspondant à celui des canonicats ou des pensions de jadis, avec un moindre loisir pour leurs travaux.

Les plus adroits à se créer de belles sinécures ne sont pas de la qualité la plus précieuse : qui calculerait ce que la philanthropie et la sociologie rapportent à Fruscard ? La question ardue des « logements à bon marché » fut résolue pour lui de plein saut ; car il habite un « musée », dont il est la pièce la plus rare. Corentin Mulot n'a pas gagné moins à défendre, dans sa feuille, la cause de la justice et les idées de solidarité. Il avait des dettes à la fin du siècle dernier ; il a des rentes maintenant et il est de tous les banquets.

Les seuls départements lucratifs, dans le royaume des lettres, sont le théâtre et parfois le roman. Mais, hormis de rares chefs-d'œuvre, ce qui seul enrichit ou profite, c'est la pièce ou le feuilleton destiné à la foule, la féerie, le mélodrame ou la farce qui réussissent.

La place que tiennent ces genres simples dans l'attention publique, place supérieure sans doute à celle qu'ils occupent dans la vie intellectuelle d'une nation, vient de ce que la masse moderne ne s'est

pas haussée à un niveau littéraire plus élevé, mais à ce qu'une portion de la littérature se trouve plus rapprochée de ce niveau. Et c'est dans cette portion que la masse recrute ses grands hommes.

De là vient que la démocratie, dans le don qu'elle fait de la popularité, de ce qui pour elle est « la gloire », est moins juste peut-être que n'était l'élite dans son suffrage restreint. En dehors de cette élite, les hommes qui ont le plus influé sur le siècle ne sont pas toujours les plus connus du siècle ; et la célébrité, quand ils l'acquièrent, leur arrive souvent par des causes occasionnelles, tout à fait étrangères à leur mérite.

Les compagnies ou les corps qui récompensent le talent plus que le succès, dont les membres sont élus pour leur valeur intrinsèque et point pour leur valeur ambiante, contiennent beaucoup de noms que le grand public traite d' « obscurs », parce qu'il a l'injustice de les ignorer.

C'est par la lecture que notre esprit se forme, et que lit-on sinon des journaux ?

Le journal est un roi si puissant ; il a tant de flatteurs et tient nos contemporains si impérieusement subjugés, qu'il n'a point à redouter la critique. On lui peut dire ses vérités sans qu'il se fâche.

Quand l'imprimerie fut inventée, on édita d'abord des *in-folios*. Le libraire réduisit d'âge en âge le format de ses volumes ; le journaliste au contraire doubla, quadrupla le sien, mais publia ses feuilles une par une, toutes les vingt-quatre heures. Et chaque feuille suffit à son jour et se consacra toute au jour où elle parut.

Comme matières, la lecture intégrale d'un journal quotidien pendant trois cent soixante-cinq

jours représente, en tenant compte de la différence des caractères typographiques et déduction faite des annonces, trois mille pages peut-être des anciens in-folios. C'est beaucoup en apparence. En réalité c'est fort peu, à cause du choix des sujets et de la façon dont ils sont traités.

Le journal est la monstrueuse hypertrophie d'un « instant ». « Aujourd'hui », à qui le journal sacrifie tout, n'est qu'un point dans la durée et même dans notre propre vie. Qu'importe que ceci soit d' « aujourd'hui », et pourquoi « aujourd'hui » prétend-il m'intéresser exclusivement pendant les vingt-quatre heures où il règne, s'il n'a rien de très utile, de très marquant à m'apprendre ?

Je le traiterai comme ces gens qui composent une foule et n'ont rien de personnel, d'original à me dire ; je le considérerai comme inexistant ; je ne lui adresserai pas la parole. Je ne dois pas l'écouter, il me fait perdre mon temps.

Partez en voyage, montez en bateau, restez un mois sans lire de journaux ; puis, au retour, achetez le premier venu ; vous ne constaterez aucune lacune, vous croirez avoir lu celui de la veille ; parce qu'en effet il ne s'est rien passé dans l'intervalle et le tout tiendrait en dix lignes de résumé.

Lorsque tout notre effort doit tendre à élargir notre compréhension, à voir de haut pour penser juste, à nous dégager, à nous abstraire du milieu, du fait immédiat, de tous ces premiers plans des événements que l'on voit trop et qui masquent l'horizon — bien que l'horizon ait des dizaines de kilomètres et que ces premiers plans n'aient que quelques mètres, — lorsque nous ne devons pas même laisser enfermer notre âme dans les limites

d'un siècle, les journaux la rétrécissent et la bornent à un jour.

Ils faussent l'optique des choses parce qu'ils n'en montrent que le détail quotidien, les côtés accessoires. Ils aident l'humanité civilisée à morceler sa vie, ses idées, ses jugements, en autant de parcelles qu'il y a de jours dans l'année.

Que de gens voient ainsi chaque pierre et non l'édifice ; ils n'aperçoivent les plus grosses questions qu'en miettes. Ces miettes, pour le journal, n'ont de valeur que parce qu'elles sont d'aujourd'hui ; mais aujourd'hui est déjà hier, demain le pousse qui apporte aussi son contingent de très menus faits.

On finit par avoir vécu l'événement au jour le jour et par presque l'ignorer, comme ces soldats qui ne savent rien de la bataille dans laquelle ils ont été personnellement engagés.

En tout temps les lecteurs de journaux s'imaginent vivre dans une époque violente et agitée, qui ne ressemble à aucune autre. Ils le croyaient sous la Restauration et sous Louis-Philippe. A distance, ces périodes semblent tout unies aux yeux de la postérité ; ce qu'on croyait être une haute montagne n'est pas même un pli de terrain. L'histoire dira sans doute que les vingt-cinq dernières années du dix-neuvième siècle ont été fort paisibles et agréables à vivre, puisqu'il n'y eut point de guerres ni de troubles dans la rue.

On eut l'idée de créer des journaux pour y mettre des nouvelles ; puis, tôt après, il fallut créer des nouvelles pour remplir les journaux. Les plus délicats, qui se refusent à les inventer quand elles manquent, se bornent à les commenter, délayer, gonfler et rafraîchir par la glose.

Ces nouvelles sont, en majorité, « politiques », et de cette partie la plus frivole de la politique : intrigues, parlages, « cancans », dégonflés le lendemain et que l'on remplace par d'autres.

Or, avec ces journaux si abondants, dont le Français achète un tel nombre qu'il n'a plus le temps de les lire et les parcourt distraitement, avec ces journaux qui peuvent tout dire, semble-t-il, on ne sait presque rien des dessous, des ressorts qui font mouvoir le monde, la diplomatie et la politique, dont les journaux sont pleins.

Personne, absolument personne, n'imprimera certaines choses que chacun répète à voix basse dans les milieux renseignés. Les journalistes n'ignorent pas les dessous, mais ils ne peuvent pas les mettre dans leurs gazettes. Ce sont des hommes très discrets, quoique l'on s'imagine le contraire, parce que l'indiscrétion leur créerait mille ennuis, ou leur fermerait certaines portes et tarirait pour une autre fois des sources utiles, ou causerait un préjudice à leur entreprise.

L'on ne s'instruit bien du temps présent qu'en causant avec ceux qui le savent, dans les camps opposés, comme on pouvait faire sous Louis XIV, et point du tout en lisant les feuilles publiques ; parce qu'elles ne peuvent mettre le doigt dans l'ulcère, ni lever le couvercle de la boîte officielle où chaque vivant est enfermé.

Les journaux sont faits, non pour le public, mais pour ceux qui ont quelque chose à lui dire, et, de vrai, le public ne lisant guère autre chose que des journaux, ceux qui veulent communiquer avec leurs concitoyens n'ont pas d'autre truchement.

Mais pour être entendu, et même pour subsister — car il vit chèrement — le journal doit avoir des

lecteurs. Et tandis que, dans le livre, l'écrivain demeurait maître de ses acheteurs inconnus, il devient, dans le journal, esclave de ses lecteurs espérés ou conquis. Il n'est plus libre de choisir ses sujets ni de les traiter à sa guise.

On affirme que les livres ne se vendent plus ; il est vrai qu'il en paraît tant, concurrencés par une telle avalanche de périodiques, que pour absorber toute cette pâture, il faudrait que le peuple français ne fît plus rien autre chose que de lire.

La vérité est que les livres d'érudition ou de pensée se vendent peut-être un peu plus que jadis, mais pas beaucoup plus ; parce que le nombre des gens qui pensent n'a pas du tout augmenté dans la même proportion que celui des gens qui lisent ; et, pour les besoins énormes de ces derniers, il a fallu faire quantité d'écritures qu'ils pussent lire sans penser.

— « Tu as cent mille lecteurs, dit le Livre au Journal, mais tu ne dures qu'une heure ; puis, froissé, déchiré, enveloppe de paquets, tu disparais sans laisser de traces, tandis que moi... » — « Ta vie est plus longue que la mienne, réplique le Journal au Livre, mais elle est ignorée. Je préfère mon éclat d'un jour aux cent ans d'obscurité que tu passeras sur des rayons poudreux, délaissé ou engraissant de ta substance des « rats » de bibliothèque qui te voleront sans te citer. »

Jusqu'où peut aller le désintéressement de l'artiste, on le conçoit, lorsque la ruine d'un monument antique découvre à nos yeux d'admirables morceaux de sculpture, destinés par leur place même dans l'édifice à ne jamais frapper les regards, et

dont, seule, une catastrophe pouvait nous révéler la beauté !

Une telle abnégation est rare ; l'écrivain est trop tenté de détailler sa gloire, de monnayer ses idées, en les prêtant, « à la petite semaine », dans le journal plutôt que de les placer en fonds parfois perdus dans le livre.

Pareils à ces petites fioles attachées au tronc des sapins, dont elles recueillent la résine goutte à goutte, par une plaie que l'on entretient toujours ouverte, les journaux extorquent ligne à ligne le suc intellectuel de l'homme de lettres, sans le laisser ni mûrir, ni s'agglomérer, ni remplir un vase de plus grande contenance.

Ils le pompent jour à jour, l'épuisent. Sa langue, qu'il n'a plus le temps d'affiner, se relâche et, pour suffire à la coupe réglée où il se voue, le journaliste fauche ses idées en herbe et livre son âme à des cultures sans valeur, mais qui fournissent une grosse récolte de « copie ».

La littérature doit beaucoup aux gouvernements qui, en interdisant ou en tyrannisant les journaux, ont condamné tels grands écrivains de leur époque à produire des œuvres durables qu'autrement ils n'auraient jamais eu le loisir de composer.

A quel point manque d'air dans l'esprit l'homme qui ne lit, d'un bout de l'année à l'autre, que de la polémique et des faits divers, c'est ce que chacun peut constater par son voisin et par soi-même.

Dorigel, qui vit dans sa province étranger à la politique, se voit, à l'occasion d'un procès retentissant avec son voisin Percivaux, successivement complimenté et bafoué, à huit jours d'intervalle, par un journal de Paris. Il court se plaindre, et ma-

nifeste sa surprise d'être ainsi traité par une feuille dont il partage d'ailleurs les doctrines.

Le directeur l'écoute et lui répond avec bonhomie : « Excusez une erreur innocente. Lorsque parvint au journal la note succincte qui mentionnait votre affaire, notre rédacteur de la chronique locale, croyant que vous étiez le républicain, tomba de son mieux sur votre adversaire. On nous écrivit ensuite que le républicain c'était M. Percivaux. Dès lors il était naturel que vous fussiez quelque peu malmené. Mais, puisque nous nous sommes trompés, ne craignez rien, nous allons proprement « arranger » l'autre... » — « A quoi bon ? interrompit Dorigel, nous sommes de la même opinion, M. Percivaux et moi, et nos querelles sont d'ordre privé ! »

La foule aime que son journaliste prenne passionnément parti. A ses yeux, toute critique tempérée est incolore. C'est aux injures de Volvic qu'elle mordit le mieux, c'est devant quoi elle s'amassa le plus volontiers.

« Les aigles, dit l'histoire naturelle, ne se nourrissent en général que de proie vivante ; cependant, quand elle leur manque, ils se rabattent sur les cadavres. » Volvic avait ce trait de commun — ce seul trait de commun d'ailleurs — avec les aigles, que ses coups de bec déchiraient les vivants de préférence aux morts.

Volvic innova dans la presse. Aux impertinences cavalières, aux véhémentes apostrophes, il substitua un torrent d'invectives qui roulait, ininterrompu, le long des deux colonnes de son article jusqu'à sa signature finale. Sa prose, sertie de gros mots, était un débordement d'outrages, d'une frénésie enragée en apparence, réglée au fond par les lois sur la diffamation.

Au reste, ses victimes se portaient bien, et Volvic

se déchaînait à nouveau chaque jour, avec une variété magistrale de coups de gueule qui émerveillaient la galerie. Il dura longtemps. Il eut un peuple avide, attentif à sa plume, qui en redemandait toujours.

Puis, comme toute gloire se fane, il fut dépassé. D'autres vinrent qui, mieux que lui, surent manier la violence en la corsant d'un certain fiel dont le ragoût plut davantage. Mais le branle était donné ; chaque parti voulut avoir son Volvic, en titre d'office. Les places furent bientôt prises.

Une seule, assez modeste, resta plus longtemps vacante dans un organe aristocratique. C'était une lacune. Cornas la combla en se jetant dans l'arène. Il vibre pour un auditoire choisi, mais restreint ; son chagrin est de ne faire de bruit que dans un tout petit tambour.

Il y avait deux sortes de gens au moyen âge : ceux qui donnaient les coups d'épée et ceux qui les recevaient. Malgré la déclaration des Droits, les Français se partagent en deux catégories : ceux qui font les journaux et ceux qui les lisent.

« Un bon cavalier, sur un bon cheval, est aussi supérieur à lui-même et aux autres qu'on peut l'être en ce monde », disait un capitaine du XVI^e^ siècle. Un bon journaliste, dans un bon journal, est bien plus redoutable aujourd'hui pour qui passe à portée de sa plume. Dans un gouvernement d'opinion, les idées qu'il décoche de son cabinet pèsent beaucoup plus sur l'opinion du « plat pays » que l'épée d'un châtelain ne pesait sur les faits, dans un gouvernement d'épée. Quoique leur forme change, les inégalités subsistent.

Ceux qu'elles offusquent ont proposé de réglementer l'exercice de la profession de journaliste ; d'exiger des certificats de capacité, comme on fait

pour les médecins, les avocats ou les conducteurs d'automobile. Mais toute estampille officielle, imposée aux rédacteurs des périodiques, ne servirait — si elle servait à quelque chose — qu'à consacrer leur autorité.

Le grand journal trop riche et le grand journaliste trop fier pour se vendre sont des puissances qui n'ont point d'analogues dans l'État démocratique, parce qu'il n'y en a pas d'aussi indépendantes. Ceux qui détiennent cette force traitent avec l'État de pair à pair. Ils accordent plus de faveurs qu'ils n'en demandent.

Désireux de témoigner sa gratitude à Vermissant, l'un de ces potentats de la presse, qui avait soutenu son ministère et sa personne, le président de la République lui envoya dire un jour, par le secrétaire général de l'Élysée, qu'il serait heureux de le voir. — « Très volontiers, répondit Vermissant, dites à monsieur le président que je suis chez moi tous les matins et que je reçois au journal de quatre à six. »

CHAPITRE IX

LES RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION

Il est enjoint aux Français, de par la loi, d'apprendre à lire, à écrire et à compter. Ils l'apprennent, non parce que la loi le veut — elle serait impuissante à les y contraindre — mais parce que cela leur convient, et ils sont satisfaits de leur savoir, sans d'ailleurs en tirer vanité.

Quelques personnes voudraient que l'État fournît aussi à l'universalité des citoyens l'enseignement gratuit du latin, des langues vivantes, de la littérature et des sciences. Ces personnes ne sont point des professeurs, zélés à la propagation de leurs connaissances ; ce sont des politiques, choqués de ce que les adultes de cette république n'en savent pas autant les uns que les autres.

C'est un souhait démocratique de niveler, par l'école, les esprits en les meublant, comme de niveler, par l'impôt, les bourses en les vidant. Mais c'est une grande illusion.

Le progrès, en toutes ses branches, est antiégalitaire. La loi de la nature et de la vie, c'est la sélection, et, suivant cette loi, les distances tendent à s'accroître, et non point à diminuer, entre les hommes à mesure qu'ils progressent. L'abîme est aujourd'hui plus profond entre les nations que nous nommons « civilisées » et celles qui le sont peu ou point, qu'il n'était il y a cinq siècles.

En France, le roi mérovingien était plus rapproché de ses serfs, ou l'évêque féodal de ses ouailles, comme mentalité, comme individualité intellectuelle et matérielle, que ne l'est, de nos jours, un professeur de Sorbonne d'un paysan.

L'écart va grandissant entre la masse et les privilégiés, non point seulement les privilégiés de l'argent, mais aussi ceux de l'intelligence, entre l'homme qui sait le plus et l'homme qui sait le moins, bien qu'ils soient tous deux électeurs au même titre. Et cela, par la seule force des choses.

L'égalitarisme est une conception si niaise, que le pays où l'on tenterait sa pratique sociale entrerait aussitôt en décomposition. Aussi se contente-t-on de l'appliquer à la vie publique, de petite importance par rapport à la vie privée. Encore est-ce seulement en façade et avec le succès que l'on sait.

La diffusion de l'instruction ne nivèle pas les intelligences, parce qu'il est plus difficile au temps présent de faire *apprendre* et surtout *retenir* quelque chose à ceux dont les cervelles sont rétives ou fuient, qu'il ne l'était naguère de tirer de l'ignorance ceux qui voulaient en sortir.

Il a été semé, non plus des poignées, mais des sacs, des charretées de semence et, de semence tombée dans la bonne terre, la seule où lève le grain, dans les sols d'élection où il fructifie au centuple, il n'y en a pas eu beaucoup plus que par le passé.

Il est curieux de noter que, malgré l'incroyable développement des écoles de toute sorte, il n'y a pas eu au dix-neuvième siècle un plus grand nombre d'hommes de génie, ou de très haute culture, que dans les siècles précédents. La production et la consommation des imprimés ont augmenté, mais non

pas la quantité des chefs-d'œuvre, ni même celle de leurs lecteurs.

Seulement il se tire, par millions, des petits journaux et des almanachs, et quelques romans, non pas les meilleurs, vont à deux cent mille exemplaires. Cela suffit aux besoins intellectuels de la population lisante. Celle-ci n'est d'ailleurs qu'une minorité ; la majorité des citoyens étant forcément absorbée par le travail de la terre, des ateliers ou des usines.

L'instruction primaire, et même secondaire, n'a pas sur la valeur d'une nation l'influence que l'on croit. C'est un bien, qu'il est avantageux de posséder, mais qui n'est pas, par lui-même, générateur de force morale ni de vertu civique, comme on l'imprimait il y a trente ans, lorsque la France avait été battue par l'Allemagne.

Les peuples forts sont ceux qu'anime, dans la vie publique, l'esprit d'union, de respect et de discipline, afin que la nation présente un corps solide ; les peuples forts sont ceux qui possèdent, dans la vie privée, l'esprit d'audace et d'initiative, de sorte que l'individu s'y développe et entreprend sans cesse. Les peuples qui possèdent ces qualités s'élèvent, les autres déclinent, et le plus ou moins d'instruction n'a rien à y voir.

Dans le passé, nombre de races instruites l'ont emporté sur des races ignorantes et pareil nombre de populations cultivées ont été asservies par des populations incultes, depuis Rome et Byzance, jusqu'à la république de Pologne dont le démembrement coïncida avec sa renaissance littéraire.

Toutefois l'instruction, généralisée, perd sa valeur vénale en perdant son privilège de rareté. Cela rehausse le travail manuel — ce que nos pères nom-

maient l'œuvre « servile », seule défendue aux jours fériés — et c'est le meilleur et peut-être le plus clair profit social de la multiplicité des écoles.

Il faut, dans un État, cent hommes de bras pour un homme de plume. Le marché des hommes de plume est donc cent fois plus étroit que celui des hommes de bras. Pour peu que l'offre y soit supérieure à la demande, le cours des hommes de plume fléchit et ceux qui ne sont pas aussi des hommes de tête, c'est-à-dire les dix-neuf vingtièmes d'entre eux, se trouvent moins payés que les bons hommes de bras — ouvriers et domestiques. — Comme ils ont plus de besoins et moins de salaires ils vivent de privations ; ce sont des martyrs, moins la vocation ; par suite, très à plaindre.

Les matières qui composent les « programmes scolaires » changent avec le temps, mais très lentement. Leur choix est tout à fait conventionnel, ou mieux traditionnel ; beaucoup remontent au moyen âge. Elles ne varièrent aucunement de 1700 à 1860.

On avait fait dix révolutions sans se demander s'il était expédient de continuer, au XIX^e^ siècle, à étudier les mêmes choses qu'au XVII^e^.

On n'apprenait dans nos lycées que deux langues, et elles étaient mortes ; par contre, bien que « nul ne soit censé ignorer la loi », presque personne ne l'apprend. La connaissance, même élémentaire, des codes est toujours considérée comme une étude accessoire et *spéciale* à quelques jeunes Français, tandis que celle du syllogisme, de la psychologie et des figures de rhétorique passe pour un complément indispensable de l'éducation *générale*.

Toutes les réformes s'enfantent dans la douleur ; les sciences éliminées au XVII^e^ siècle de l'en-

seignement universel, la théologie, le droit canon, ne disparurent pas sans se défendre. Les arguments de leurs partisans n'étaient pas moins justes, n'étaient pas moins bons, que les protestations actuelles en faveur du « latin », menacé d'exclusion à son tour.

Il y a trois cents ans, malgré l'Université surprise et indignée, les collèges de jésuites réussirent du premier coup, parce qu'ils chassèrent des programmes la théologie et qu'ils y introduisirent la danse. Je veux dire que ces religieux, les premiers, eurent l'idée de laïciser, de moderniser l'instruction ; que, tout en rognant la part du grec et de la philosophie d'Aristote, ils s'avisèrent d'enseigner l'histoire, les sciences exactes, les arts d'agrément, et de composer des *ballets* pour leurs élèves.

Aujourd'hui, c'est autour du latin que se livre la bataille pédagogique ; il fait une belle retraite et recule pied-à-pied ; mais, à la fin, il lui faudra se rendre.

Montaigne nous conte qu'il apprit l'histoire de Rome bien mieux que celle de France : « Je savais, dit-il, le Tibre avant la Seine », et ce fut un dessein hardi, de la part de Richelieu, que de fonder un collège où l'on enseignerait la langue française *en français* — et non plus en latin — « à l'exemple, dit le cardinal, des nations les plus illustres de l'antiquité, qui ont fait le semblable dans leur langue naturelle.»

A cette époque bien des « honnêtes gens » lisaient les auteurs grecs dans le texte et, depuis quelques années à peine, on avait cessé de plaider en latin au Parlement. Peut-être nos avocats de maintenant plaideraient-ils plus aisément en anglais.

Le latin n'a point démérité, mais de nouveaux savoirs nous sont plus urgents ; ils évincent les

anciens et les remplacent, parce qu'il faut vivre avant de philosopher.

A chaque génération l'histoire s'allonge et la littérature se multiplie ; la géographie s'amplifie par la découverte de l'Afrique qui, jusqu'à nos jours, n'était qu'une grande tache dans les Atlas ; de l'Asie qui, sauf un petit coin, n'était qu'une légende ; de l'Amérique qui n'était qu'une mine éloignée d'or et d'argent. Les sciences physiques progressent si vite que les hommes d'âge mûr doivent se remettre en classe s'ils veulent un peu connaître ce que l'on enseigne à leurs fils.

Et l'on parle d'apprendre d'autres choses encore à la jeunesse studieuse, par exemple à manier la lime, la scie ou le marteau ; et combien il serait sage de lui infuser quelques notions de médecine usuelle.

Le pauvre latin résiste encore, mais ses jours sont comptés ; le bourgeois de l'an 2000 ne saura pas dix vers de Lucrèce. Peut-être saura-t-il alors les règles de la versification française ; tandis qu'il y a trente ans celles de la prosodie latine semblaient seules indispensables.

CHAPITRE X

LA LUTTE POUR LA VIE

Il est triste pour l'homme de craindre la mort, plus triste encore de la souhaiter et presque impossible de ne pas être dans l'un de ces états sans tomber aussitôt dans l'autre.

L'homme devrait donc être triste, s'il était sage ; mais heureusement il est fou. Si l'homme était sage, considérant le peu qu'est la vie et combien courte, combien le succès en tout est rare, imparfait ou tardif, et combien c'est augmenter ses causes de tristesse et de dégoût que de tenter et vouloir quoi que ce soit, il ne formerait aucun dessein et se bornerait à satisfaire étroitement son besoin présent, comme une bête.

Seulement cette sagesse est entièrement contraire à la marche du monde. Les bêtes ont cette sagesse-là et sont restées toujours dans l'état où les témoignages primitifs nous rapportent qu'elles étaient il y a des milliers d'années ; les hommes, au contraire, sont fous, et c'est par leur folie que le monde marche.

Ils se préoccupent et se tourmentent ; à tous les maux inévitables qui les environnent et les pressent ils en ajoutent d'autres et s'en voient satisfaits, parce qu'ils s'imaginent tirer de ces maux passagers un peu plus de joie. Cependant ils ne consomment pas

plus de joie que leurs pères. Mais ils espèrent toujours accroître leur dose et tout ce qu'on nomme « progrès » vient de là. La folie est donc nécessaire et, si l'homme était sage, l'humanité ne serait pas sortie de la plus grossière sauvagerie.

La « lutte pour la vie » est l'expression moderne d'une idée très ancienne. Pour être habillée de neuf et parfois exprimée en anglais, elle n'offre pas un sens plus étendu. « S'avancer », « se pousser », « parvenir », termes aussi vieux que la langue, avaient jadis la même signification.

Je ne parle pas des neuf dixièmes de la population, chez qui la lutte pour la vie n'est que la lutte pour le pain, assaisonné d'un peu plus ou moins de confitures ; mais de ceux qui veulent, suivant le dit courant, « faire leur chemin », qui partent en conquête, à l'heure de la vingtième année, et chez qui la lutte pour le gîte, le vivre et le vêtement, se complique d'aspirations vers la richesse, la puissance ou la renommée.

La jeunesse a une sorte de foi dans la vie qui ne se remplace pas. Bien qu'il n'y ait sur la terre ni optimistes ni pessimistes *absolus* — les uns et les autres, par des motifs opposés, aboutiraient à un résultat identique : l'inaction — les jeunes gens, quand ils se disent pessimistes, le sont toujours moins qu'ils ne pensent, et les vieillards, même quand ils se croient optimistes, le sont toujours moins qu'ils ne disent.

La lutte pour la vie n'est guère plus générale dans la France contemporaine que dans la France d'hier. Elle a peut-être revêtu d'autres formes ; à peine est-elle plus âpre ; seulement elle laisse plus de déceptions parce que l'esprit d'égalité exaspère davantage les vaincus.

« Arriver » était naguère la chance que l'on es-

pérait ; ne point arriver était le sort commun que l'on prévoyait. Aujourd'hui « arriver » est un droit que l'on revendique ; ne point arriver est une injustice contre laquelle on proteste.

Les hommes, dans la vie, sont comme la foule pressée devant un spectacle dans la rue, où chacun peine soit pour s'avancer au premier rang, soit pour s'y maintenir. Celui que le hasard place en ce premier rang de la foule, s'il ne veille pas à le conserver, mais qu'il soit comme une pâte molle, glisse peu à peu au second rang, puis au troisième et se trouve enfin au dernier ; ses voisins n'ayant cessé de se pousser lentement devant lui.

Si, au contraire, placé au dernier rang, il joue adroitement des coudes, s'appuyant, pressant d'une façon douce et continue sur celui de ses voisins qui lui semble le plus débonnaire ; s'excusant si une pression trop forte a décelé son manège, mais reprenant et continuant ce mouvement insensible, qui semble l'effet d'un poids plutôt que d'une poussée, il finit par passer le bras, l'épaule : le corps suit ; le voilà en avant d'un rang. Parfois il est arrêté plus longtemps ; un gaillard solide, brutal, implacable, barre la route ; un finaud devine son intention et s'interpose. Il lui faut tâter d'un autre côté, attendre un remous favorable ; néanmoins il avance.

Cette constance dans l'effort, c'est la « volonté ». Elle se double de la « hardiesse », de la tactique offensive.

Telle par exemple est l' « affirmation », qui offre des avantages péremptoires. Sa puissance repose sur ce qu'il est naturel à l'homme de croire ce qu'il lit, ce qu'il entend. La défiance, l'esprit critique n'agit qu'en seconde ligne et, chez la plu-

part des êtres, il n'agit pas. Plus l'affirmation est formelle, plus elle en impose ; on n'ose s'inscrire en faux contre une parole qui, formulée avec tant d'assurance, doit avoir quelque fondement.

Il est très remarquable, dans la conversation, que celui qui « tranche » tout d'abord ne saurait être contredit, *sur le même ton*, sans impolitesse. En parlant le premier comme il a fait, il n'était suspect de vouloir blesser personne ; il prenait possession d'un terrain inoccupé. Maintenant qu'il l'occupe, par l'opinion qu'il a émise, il faut l'en déloger et l'on ne le saurait faire, sans quelque mesure, sous peine de grossièreté.

Les prétentions longtemps soutenues finissent par paraître justifiées ; les conviés ont d'autant plus de raison de choisir les premières places, au banquet de la vie, et de s'y installer d'autorité, que c'est la plus sûre manière de les obtenir et même d'en sembler dignes. Beaucoup diminuent d'un second degré dans l'estime des hommes, parce qu'ils en ont descendu un premier de leur propre mouvement. La modestie n'est bonne qu'en apparence et à titre de rouerie supplémentaire.

La confiance en soi est la première des vertus terrestres : on a dit à celui-ci qu'il était médiocre, il l'a cru et, par là, se rabaissant en son propre sens, il est devenu plus médiocre encore.

Mais volonté, hardiesse et confiance en soi ne donnent point le succès, non pas même à ceux qui possèdent, par aventure, autant de talent que d'ambition.

Quoi de plus certain que ceci : l'homme sait, il sent qu'il est libre ; il croit pouvoir se déterminer à son gré. Mais sa liberté consiste surtout dans l'idée qu'il s'en forme, car c'est à peine s'il en use. Il faut tenir compte du tempérament, de la complexion

morale, des penchants : le généreux ne peut s'empêcher de donner, ni l'avare d'entasser ; l'un trouve bonheur à remuer et l'autre même bonheur à demeurer tranquille ; l' « effort » est aussi naturel à celui-ci qu'il est pénible à celui-là.

Beaucoup traitent la vie comme un débiteur insolvable dont on tire ce qu'on peut, et dont on se déclare volontiers content si l'on en a tiré quelque chose.

Chez ceux qui possèdent le don de la volonté, combien n'est-elle pas oppressée, resserrée par le milieu et les circonstances ! Quel rôle modeste a joué l'effort personnel dans la vie de ceux mêmes où il a joué le plus grand rôle !

La part de leur raison, de leur volonté, pour grande soit-elle et imployable, est petite dans leur destinée en comparaison de la part du hasard. Laissons aux jeunes gens la belle folie de croire qu'ils régleront leur vie suivant leur rêve, pour qu'ils ne se croisent point les bras en attendant la vieillesse et la mort. Cependant, le hasard se jouera d'eux et continuera de mener les choses à sa guise. Heureux ou malheureux, nous le savons tous, dans le secret de notre âme, par notre propre sort ; nous le voyons en dehors de nous, par le spectacle des événements dans l'histoire.

S'il est vrai que « tout chemin mène à Rome », le plus sûr, le plus court est encore le chemin de Rome et, s'il est vrai que le hasard domine le monde, il favorise plus volontiers ceux qui se mettent en posture de profiter de ses caprices ; mais il ne se laisse point maîtriser.

Il fait perdre la bataille au général qui, logiquement, devait la gagner ; il refuse au navigateur

vieilli sur les flots la découverte notable dont il glorifie le marin novice ; il met dans la main de l'industriel la substance, le procédé, le moteur, qui va le conduire subitement à la ruine ou à l'opulence ; il fait conclure au commerçant le marché avantageux ou funeste et concevoir au financier la spéculation, désastreuse ou magnifique, par quoi l'un et l'autre deviendront un objet de risée ou d'envie.

A l'ingénieur, au chimiste, il indique le détail inaperçu, la combinaison inusitée, par où un mécanisme devient pratique et une expérience féconde. Et ce n'est pas seulement dans l'atelier de l'inventeur, dans le laboratoire du savant, dans les bureaux du banquier ou sous la tente du capitaine, qu'il règne despotiquement, c'est partout.

Il conseille au solliciteur la démarche qui décide de son avenir, dicte à l'auteur le choix du sujet qui constituera les trois quarts de son mérite et met sur le chemin de l'avocat la cause qui fera connaître son nom. Il inspire au politique indécis l'abstention ou l'audace, lui suggère le bon ou le mauvais parti, le contraint malgré lui au silence qui va le sauver, ou lui inspire la parole éloquente et fatale, que chacun admire et qui va le perdre.

Nous, hommes, qui n'avons sur toutes choses, même sur celles où nous bandons notre application la plus ardente, que des connaissances imparfaites et superficielles ; qui ne pouvons répondre que de nous ; qui ne pouvons prévoir les contre-coups des événements ni augurer l'avenir, nous édifions patiemment nos petits projets, qui sont sages peut-être au moment où nous les faisons et au point de vue où nous nous plaçons ; mais lui, le Hasard, maître de tout et de tous, il brouille à sa fantaisie nos calculs.

Il agit en dehors et à côté de nous, sur le monde qui nous environne, en notre faveur ou à notre détriment. Il suscite des concurrences qui barrent la route, ou déblaie le terrain par des morts inattendues ; de sorte que celui qui touchait au but en est rudement arraché et que cet autre, qui courait à l'abîme, se voit mollement porté vers le succès.

Il agit par le choix de l'époque et des circonstances, au milieu desquelles il nous place ; de façon que les mêmes facultés intellectuelles, les mêmes vices ou les mêmes vertus, les mêmes avantages et désavantages de naissance ou de complexion, tantôt paralysent, par leur anachronisme, celui qui les possède, tantôt le multiplient par leur opportunité.

Que d'existences ainsi illustrées par des conjonctures favorables ou sacrifiées, étouffées par d'écrasants voisinages, comme les fleurs dans un parterre ou les arbres dans une futaie. Combien ont été privés de leur part de joie, de leur journée de soleil, par un détail tout fortuit ! Venu vingt ans plus tôt ou plus tard, le grand homme qui a rempli le monde de sa personne eût vécu à demi ignoré dans un emploi modeste.

Henri IV eût-il jamais régné sur la France si, au lieu de Mayenne, il avait en François de Guise pour adversaire ? Si Richelieu n'avait pas été en relations avec l'avocat Barbin, qui lui voulait du bien, il n'aurait jamais eu la confiance de Marie de Médicis qui le mit en valeur et le poussa près de son fils. Si Mazarin eût été un moins bel homme, son génie politique eût été de peu de poids pour se maintenir auprès d'Anne d'Autriche ; et Colbert n'aurait jamais réformé nos finances si Fouquet ne l'avait pas eu pour factotum.

Que fût-il advenu des armées de la Révolution, si elles avaient eu à combattre le Frédéric II de la guerre de Sept ans ? La Prusse vaincue en 1866 à Sadowa par la faute des chefs militaires, Bismarck s'écroulait sous l'animadversion générale avec le renom d'un présomptueux frivole. Les historiens se bornent à écrire l'histoire, qui vit du fait accompli ; aussi bien est-ce un jeu trop facile et un peu niais de la refaire ; mais comme il est instructif !

On y voit le Hasard, après avoir presque tout donné à certains, couronner son œuvre en leur donnant par surcroît l'admiration des hommes. Car la foule admire ceux qui, nés dans une peau de bonheur, ont été comblés des chances heureuses. Elle ajoute à leur propre mérite et leur fait don et hommage de tout ce qui a fait, autour d'eux, leur élévation, et ils ont cette chance suprême de passer pour les auteurs habiles et uniques de leur fortune.

Pour les chrétiens, il n'y a point de « hasard » et ce que nous nommons ainsi n'existe pas ; c'est le dessein caché de la Providence. Mais comme l'on comprend les païens qui, doutant un peu du pouvoir de Zeus, avaient inventé ce dieu supérieur et mystérieux qui ne motive point ses arrêts : le Destin !

Si l'homme était une créature tout à fait supérieure, s'il était tout âme, s'il pensait et voyait le néant des choses, il serait pris d'un tel dégoût de vivre qu'il n'aurait plus le courage de la vie. Heureusement il est à moitié corps, et par là médiocre, et sa médiocrité l'aide à vivre, d'une part en l'empêchant de voir l'absence d'intérêt de tout, d'autre part en lui suggérant mille passions et besoins divers qui le distraient.

On frémit en supposant l'homme sur le globe sans faim, ni soif, ni sommeil, sans soucis d'hon-

neurs ou de volupté, en un mot sans aucun besoin à satisfaire, sans aucun désir à réaliser, sans aucune chimère à poursuivre, n'ayant plus ainsi d'autre distraction que de se creuser la tête en regardant ses jours s'enfuir et la mort s'approcher. Il ne l'attendrait pas : l'ennui le chasserait prématurément de ce monde, tandis que l'appétit de ces multiples besoins l'y retient et l'amuse.

Encore n'est-ce que pour les privilégiés ! Pour que la masse soumise à la loi étroite du travail, contrainte de vendre sa vie pour avoir de quoi vivre, se décide à continuer sa tâche désolante, il a été indispensable que l'attachement bestial à la vie fût le premier de nos sentiments. Autrement, le monde se dépeuplerait ; il n'y aurait presque personne qui consentirait à demeurer sur la terre. Mais la fable du bûcheron est toujours vraie : l'homme qui délibère avec lui-même s'il n'en finira pas avec la vie est pris d'une angoisse extrême quand il voit la mort.

Il est bon de plier son journal et d'ouvrir un dictionnaire historique pour se donner la notion du temps, ou un atlas pour se donner la notion de l'espace. Regardez ce lac méditerranéen auquel les anciens bornaient l'univers, et nous rions des anciens ! Notre Europe, tout entière, qu'est-elle par rapport au reste du globe ? On rira de nous dans mille ans.

Chaque seconde sur la terre, chaque minute en France, deux hommes s'en vont, deux arrivent. Le monde où nous sommes est fait pour la mort ; il ne pourrait subsister sans elle. Qu'arriverait-il si les générations ne passaient pas ? Quel encombrement sur la planète ! Il faudrait bien vite arrêter les entrées, si les sorties ne venaient faire de la place.

L'homme est donc construit en vue de la mort. Né faible et stupide, il doit tout apprendre avec

peine, à marcher, à parler, puis à écrire, à penser ; tandis qu'il souffre pour avoir des dents, puis pour les perdre. Constitué adulte, prétend-il alors jouir de son âme, la développer par un effort continu ? Il ne demeure que très peu d'années en cet état.

Bien vite ses facultés cessent de croître et tôt après diminuent. Il perd ses dons créateurs, sa foi dans l'avenir. Il peut compter le nombre maximum des heures qui lui restent, combien de fois il verra verdir les arbres. Aussi bien son physique s'affaiblit ; ses cheveux tombent, sa vue baisse, son ouïe s'endurcit. Il s'ankylose, ses organes fonctionnent moins bien, les infirmités l'accablent.

Et si le malheureux ne meurt pas, de sorte qu'il n'y ait pas sujet de l'enterrer encore, puisqu'il continue de respirer, de manger et de dormir, il n'est plus qu'une chose, il retourne à l'imbécillité. Il ne sert plus à personne, ni à lui-même. Il a trop vécu et il n'a vécu pourtant que si peu d'années.

Pauvres éphémères ! Nous avons peine à concevoir les insectes d'été qui font tenir en deux heures leur jeunesse, leurs appétits et leur déclin ; pourtant nous sommes comme eux.

Dès le milieu de son âge, cet homme qui a si peu de passé, ne vit plus que dans le passé. Il ne peut plus regarder devant lui, mais seulement en arrière. C'est avec le passé que sont ses liens. L'élasticité de la sensation et du sentiment, qui lui semblait hier presque infinie, il en est désormais incapable. Ses goûts ne peuvent plus varier.

Dès avant la vieillesse, la mémoire, dit-on, devient un cimetière, tant on a vu mourir autour de soi. Mais ce qu'on a vu mourir le plus, ce sont les illusions : la joie était en nous, dans la volonté de vivre. Peu à peu se déposent dans l'âme de profon-

des rancœurs, entassées, successives, la lie, le levain amer qu'apporte et laisse le temps. La fibre sensible se fatigue, elle devient moins accueillante.

De ces souhaits de la jeunesse, presque aucun ne s'est réalisé et la petite route parcourue est jonchée des cadavres de nos espérances mortes.

On dit que le plus grand bonheur est de n'être tourmenté d'aucun désir ; je ne sais, car beaucoup souffrent de ne rien souhaiter. Pour être heureux, en tout cas, par l'absence de désirs, il faut que ce sentiment soit tellement naturel que l'on n'en ait pas conscience, et cela n'est presque à la portée de personne. Le philosophe qui « borne ses désirs », par volonté, réflexion et sagesse, est un résigné ; ce n'est pas un heureux.

Le désir suppose la privation de la jouissance et cependant il n'y a pas de jouissance sans désir. Ce qui fait que toutes les jouissances sont courtes, parce qu'elles disparaissaient par leur seule durée. L'habitude atténue le charme des biens, plus vite que la rigueur des maux.

Toutes nos jouissances sont d'ailleurs conventionnelles ou du moins comparatives. Qu'est-ce qu'un bruit agréable ou désagréable, une bonne ou une mauvaise odeur, une bonne ou une mauvaise nourriture, une belle ou une laide chose ? De simples opinions sans doute, car tout cela varie suivant les temps et les lieux. On dit d'une rose artificielle, parfaitement imitée, qu'elle a l'air naturelle, et d'une rose naturelle, parfaitement faite, qu'elle a l'air artificielle.

Tout n'est que par comparaison. Les enfants ne souffrent pas de leur débilité parce qu'ils n'en ont pas connaissance ; mais les vieillards en souffrent

parce qu'ils se souviennent de la force qu'ils ont perdue.

Qu'est-ce qu'une « infirmité » ? Simplement une conformation différente des autres. Si tous les hommes sans exception étaient bossus, boitaient, n'avaient qu'un bras ou qu'un œil, ce ne serait pas être « infirme » que d'être ainsi, ce serait naturel. Avoir une « bonne vue », c'est voir par exemple à cent pas ; pourquoi non à mille pas, comme avec une bonne jumelle ? Dès lors, voir à trente pas, c'est avoir une vue médiocre et à dix pas une mauvaise vue ; mais en soi, il n'y a rien de malheureux à ne point voir à dix pas et il n'est guère supportable de ne point distinguer nettement à plus de cent pas ; de sorte que les meilleurs yeux humains valent moins que de grossiers verres.

Nous sommes entourés, sur cette planète, d'animaux dont les sens et les facultés sont inférieurs ou supérieurs aux nôtres ; mais nous ne plaignons pas les premiers et nous n'envions pas les seconds, parce qu'ils ne sont pas de notre espèce.

« Princes de la création », nous le sommes par l'intelligence, mais non par les aptitudes physiques. Nous ne possédons ni la force du lion, ni l'odorat du chien, ni les yeux du pigeon, ni l'agilité du chat, ni les capacités génésiques du coq. Nous sommes incapables de nous promener librement sous les eaux comme les poissons, ou dans les airs comme les oiseaux. Il ne vient à personne l'idée de s'en affliger.

Et dans l'ordre intellectuel, n'est-ce pas pitié de ne savoir rien sans l'apprendre et d'apprendre si lentement et par conséquent si peu que les savants et les habiles, parmi nous, ont seulement quelque teinture d'une certaine petite chose ; les uns pouvant résoudre un problème, les autres peindre

un tableau, ceux-là commandant une armée et ceux-ci lisant de vieilles langues. Mais quel d'entre eux saurait faire tout cela et en outre bâtir une maison, diriger un bateau, inventer une machine et jouer de la flûte ?

Si la majorité du genre humain avait conscience de son imbécillité, elle serait inconsolable. L'amour-propre individuel nous préserve de ce malheur. Le progrès moderne n'a rien innové à cet égard. Les hommes de ce siècle continuent à ne pas souffrir de la modicité de leur esprit ; ils continuent d'accepter sans révolte les tortures de leur cœur et les douleurs de leur corps. Ils ne s'étonnent pas que l'invention des chemins de fer, ou la création du papier de bois, n'apportent aucune consolation efficace à qui devient aveugle ou perd une femme aimée.

Mais, dans l'ordre matériel, en révolutionnant les conditions de la vie, les découvertes scientifiques ont trop donné pour qu'on ne leur demande pas davantage. Ouvriers de la douzième heure, pour qui s'est allégé le poids de l'antique et universelle misère, nous protestons contre une destinée que les ouvriers des heures matinales eussent rêvée à peine ; eux, qui ne murmuraient pas contre leur infortune, qui ne murmurent point encore, dans ces trois quarts du globe où l'homme est loin de pouvoir se repaître comme une vache dans un bon pré.

Le fellah, le moujik, le paria, le bédouin, le nègre ou le peau-rouge ne se connaissent pas misérables ; aussi ne le sont-ils pas. Au contraire, il semble que le Français actuel, depuis qu'il est vêtu, s'aperçoit de sa nudité ; la boisson dont est rempli son verre lui révèle la soif, et la notion de ce

qu'il possède engendre chez lui le sentiment de la privation.

Il se connaît tout à coup misérable ; il l'est par conséquent, comme on a dit, puisque c'est être misérable que de se connaître tel. Est-ce donc l'ultime résultat de la civilisation que de faner les fleurs en nos mains, à mesure qu'elle nous les donne à cueillir, et de nous prodiguer des pains qui se changent en pierres ?

Torturée depuis quatre-vingts ans par la *Science* qui lui vole ses secrets un à un, la *Nature* se laisse enfin approcher et se résigne aux assauts qu'on lui livre. Pratiquement il en est résulté que le travailleur manuel jouit d'un bien-être moitié plus grand que celui de ses aïeux immédiats. Mais les bienfaits de la civilisation présente ont eu le sort réservé à beaucoup de bienfaits : ils n'ont engendré que l'ingratitude.

Jamais ce peuple que nous sommes n'a été matériellement aussi heureux, et jamais il ne s'est cru plus à plaindre ; ses doléances ont grandi avec son bien-être et, à mesure que sa condition devenait meilleure, il la jugeait pire. La caractéristique de ce siècle, favorisé entre tous, est d'être mécontent de lui-même ; parce qu'il suscite plus d'appétits qu'il n'en assouvit, et que les tristesses imaginaires ne sont pas les moins poignantes.

Misère de comparaison, les plaintes contemporaines n'ont pas d'autre origine. La lutte pour la vie, ce n'est pas l'effort pour obtenir *plus* de jouissance, mais pour en obtenir *autant* que ceux qui en ont davantage. La diversité des conditions subsiste ; elle semble insupportable à l'âme inquiète de notre démocratie, tandis que les cervelles en friche des serfs féodaux ne concevaient point

d'autre monde et que, même sous l'ancien régime, lorsque le respect immobilier des âges antérieurs s'évaporait lentement, la plèbe des « chers et bien-amés » sujets avait encore le privilège de ne point voir la hiérarchie d'aisance qui s'étageait au-dessus de sa tête.

La masse du XX^e^ siècle supporterait plus volontiers l'égalité, dans une misère stagnante, que l'inégalité dans un croissant bien-être. Ses réclamations proviennent non pas de ce qu'elle manque du nécessaire, mais de ce que des citoyens acquièrent ou conservent du superflu.

A ces regrets, nul remède. Il n'y serait pas donné satisfaction, lors même que l'organisme du monde futur se perfectionnerait encore cent fois plus qu'il n'a fait jusqu'ici. La richesse consiste dans la possession non de la chose belle ou bonne, mais de la chose chère, c'est-à-dire de la chose *rare ;* or, M. de La Palisse eût observé qu'il est impossible qu'un objet puisse être, à la fois, très rare et néanmoins possédé par tout le monde.

L'industrie, le commerce s'appliquent sans cesse à mettre à la portée de tous des objets dont le mérite et l'attrait principal étaient d'être malaisément accessibles par leur valeur. Mais, lorsque chacun a constaté que l' « article » rare est partout, nulle part aussitôt on ne le veut plus avoir et il tombe dans le mépris.

Il y aura toujours des gros lots dans la loterie humaine ; il faut cela pour provoquer des mises au jeu, comme il faut des prix pour les collégiens et des timbales au sommet des mâts de cocagne. L'on persistera d'ailleurs, parmi les porteurs de numéros non gagnants, à protester contre l'honnêteté du tirage. Ceux qui affirment au peuple qu'il est spolié ne savent pas, hélas ! à quel point on les croira.

Toutefois, les gémissements les plus forts ne cesseront de venir de ceux qui n'ont pas pris de billets à la loterie, c'est-à-dire des paresseux et des incapables. Ces insurgés perpétuels ont profité pourtant, ainsi que les autres, de l'effort commun, de la marche du temps dans lequel ils ont la bonne fortune de vivre. Ils récoltent, tout en maugréant, les fruits des arbres qu'ils n'ont point plantés.

FIN

IMPRIMERIE NELSON, ÉDIMBOURG, ÉCOSSE
PRINTED IN GREAT BRITAIN

COLLECTION NELSON

LISTE ALPHABÉTIQUE

ABOUT, EDMOND.
Le Nez d'un Notaire.
Les Mariages de Paris.

ABRANTÈS, MADAME D'.
Mémoires (extraits). (2 vol.).

ACHARD, AMÉDÉE.
Belle-Rose.
Récits d'un Soldat.

ACKER, PAUL.
Le Désir de vivre.

ADAM, PAUL.
Stéphanie.

AICARD, JEAN.
L'Illustre Maurin.
Maurin des Maures.
Notre-Dame-d'Amour.

ANGELL, NORMAN.
La Grande Illusion.

AVENEL, LE Vte G. D'.
Les Français de mon temps.

BALZAC, HONORÉ DE.
Eugénie Grandet.
La Peau de Chagrin. Le Curé de Tours, etc.
Les Chouans.
Ursule Mirouët.
Le Père Goriot.

BARRÈS, MAURICE.
Colette Baudoche.
Le Roman de l'Énergie Nationale :
* Les Déracinés.
** L'Appel au Soldat.
*** Leurs Figures.

BASHKIRTSEFF, MARIE.
Journal. (Extraits.)

BAUMANN, ÉMILE
La Fosse aux Lions.

BAZIN, RENÉ.
De toute son Âme.
Le Guide de l'Empereur.
Madame Corentine.
La Barrière.

BENTLEY, E. C.
L'Affaire Manderson.

BLASCO IBAÑEZ, VICENTE.
Arènes sanglantes.
Terres maudites.

BOJER, JOHAN.
La Puissance du Mensonge.

COLLECTION NELSON *(suite)*

BORDEAUX, HENRY.
- La Croisée des Chemins.
- La Robe de Laine.
- L'Écran brisé.
- Les Roquevillard.
- Les Derniers Jours du Fort de Vaux.
- Les Captifs délivrés.

BOURGET, PAUL.
- Le Disciple.
- Voyageuses.

BOYLESVE, RENÉ.
- L'Enfant à la Balustrade.
- Sainte-Marie-des-Fleurs.

BRADA.
- Retour du Flot.

BUCHAN, JOHN.
- Le Prophète au Manteau Vert.
- Le Prêtre Jean.
- Les Trente-neuf Marches et La Centrale d'Energie.
- Salut aux Coureurs d'Aventures.

CAMPAN, MADAME.
- Mémoires sur la Vie de Marie-Antoinette. (Extraits.)

CARO, MADAME E.
- Amour de Jeune Fille.

CHATEAUBRIAND.
- Mémoires d'Outre-tombe.

CHERBULIEZ, VICTOR.
- L'Aventure de Ladislas Bolski.
- Le Comte Kostia.
- Miss Rovel.

CLARETIE, JULES.
- Noris.
- Le Petit Jacques.
- Les Huit Jours du Petit Marquis.

CLERMONT, ÉMILE.
- Amour promis.

CONSCIENCE, HENRI.
- Le Gentilhomme pauvre.

COULEVAIN, PIERRE DE.
- Ève Victorieuse.
- L'Ile inconnue.

CROCKETT, S. R.
- La Capote lilas.

DAUDET, ALPHONSE.
- Contes du Lundi.
- Lettres de mon Moulin.
- Numa Roumestan.

DICKENS, CHARLES.
- Aventures de Monsieur Pickwick (3 vol.).

DOSTOÏEVSKI, FÉDOR.
- Une Fâcheuse Histoire.

DUMAS, ALEXANDRE.
- La Tulipe noire.
- Les Trois Mousquetaires (2 vol.).
- Vingt Ans après (2 vol.).
- Le Vicomte de Bragelonne (5 vol.).
- Le Comte de Monte-Cristo (6 vol.).
- La Reine Margot (2 vol.).
- La Dame de Monsoreau (3 vol.).
- Les Quarante-Cinq (3 vol.).
- Joseph Balsamo (5 vol.).
- Le Collier de la Reine (3 vol.).
- Ange Pitou (2 vol.).
- La Comtesse de Charny (6 vol.).

DUMAS FILS, ALEX.
- La Dame aux Camélias.
- Le Demi-Monde; Denise.

FABRE, FERDINAND.
- Monsieur Jean.

FEUILLET, OCTAVE.
- Histoire de Sibylle.
- Un Mariage dans le Monde.

FLAUBERT, GUSTAVE.
- L'Éducation sentimentale.
- Trois Contes.

FRANCE, ANATOLE.
Jocaste et Le Chat maigre.
Pierre Nozière.
Sur la Pierre blanche.

St FRANÇOIS DE SALES.
Introduction à la Vie dévote

FRAPIÉ, LÉON.
L'Écolière.

FROMENTIN, EUGÈNE.
Dominique.
Les Maîtres d'Autrefois.

GACHONS, J. DES.
La Vallée Bleue.

GAUTIER, THÉOPHILE.
Le Capitaine Fracasse (2 vol.).
Le Roman de la Momie.
Un Trio de Romans.

GONCOURT, EDMOND DE.
Les Frères Zemganno.

GRÉVILLE, HENRY.
Suzanne Normis.

GUILLAUMIN, E.
La Vie d'un Simple.

GYP.
Bijou.
Le Mariage de Chiffon.
Petit Bob.

HALÉVY, LUDOVIC.
Criquette.
L'Abbé Constantin.

HANOTAUX, GABRIEL.
La France en 1614.

HAY, IAN.
Les Premiers Cent Mille.

HÉMON, LOUIS.
La Belle que voilà...

JEAN DE LA BRÈTE.
Mon Oncle et mon Curé.
Un Vaincu.

KARR, ALPHONSE.
Voyage autour de mon Jardin

KIPLING, RUDYARD.
Simples Contes des Collines.
Nouveaux Contes des Collines.
Sous les Déodars.

LABICHE, EUGÈNE.
Le Voyage de M. Perrichon, etc.
Les Deux Timides et autres Comédies.

LA BRUYÈRE, JEAN DE.
Caractères.

LAMARTINE.
Geneviève.
Raphaël ; Graziella.
Jocelyn.
Le Tailleur de Pierres de Saint-Point.

LANG, ANDREW.
La Pucelle de France.

LE BRAZ, ANATOLE.
Pâques d'Islande.

LEMAÎTRE, JULES.
Les Rois.

LE ROY, EUGÈNE.
Jacquou le Croquant.

LÉVY, ARTHUR.
Napoléon Intime.
Napoléon et la Paix.

LICHTENBERGER, ANDRÉ
Gorri le Forban.

LOTI, PIERRE.
Figures et Choses qui passaient.
Jérusalem.
Le Roman d'un Enfant.

LYTTON, BULWER.
Les Derniers Jours de Pompéi

MAETERLINCK, MAURICE.
Morceaux choisis.

MARK TWAIN.
Contes choisis.

MASON, A. E. W.
L'Eau vive.

MÉREJKOWSKY.
Le Roman de Léonard de Vinci.

MÉRIMÉE, PROSPER.
Chronique du Règne de Charles IX.

MERRIMAN, H. SETON.
La Simiacine.
Les Vautours.

MICHELET, JULES.
La Convention.
Du 18 Brumaire à Waterloo.

MIGNET.
La Révolution Française. (2 vol.)

NOLHAC, PIERRE DE.
Marie-Antoinette Dauphine.
La Reine Marie-Antoinette.
Louis XV et Madame de Pompadour.

NOLLY, ÉMILE.
Hiên le Maboul.

OLLIVIER, ÉMILE.
L'Expédition du Mexique.

ORCZY, LA BARONNE.
Le Mouron Rouge.

PÉLADAN.
Les Amants de Pise.

PIÉCHAUD, MARTIAL.
La Dernière Auberge.

POE, EDGAR ALLAN (trad. BAUDELAIRE).
Histoires Extraordinaires.
Nouvelles Histoires Extraordinaires.

RÉGNIER, H. DE.
Les Vacances d'un Jeune Homme sage.

RENAN, ERNEST.
Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse.
Vie de Jésus.
Lettres intimes.

ROD, ÉDOUARD.
L'Ombre s'étend sur la Montagne.

SAINT-PIERRE, B. DE.
Paul et Virginie.

SAINT-SIMON.
La Cour de Louis XIV.

SAND, GEORGE.
Jeanne.
Mauprat.

SANDEAU, JULES.
Mademoiselle de La Seiglière

SARCEY, FRANCISQUE.
Le Siège de Paris.

SCHULTZ, JEANNE.
Jean de Kerdren.
La Main de Ste-Modestine.

SCOTT, WALTER.
Ivanhoe.

SÉGUR, C^te^ PH. DE.
Mémoires d'un Aide de Camp de Napoléon : De 1800 à 1812.
La Campagne de Russie.
Du Rhin à Fontainebleau.

SIENKIEWICZ, HENRYK.
Quo Vadis ? (Édition expurgée.)

SOUVESTRE, ÉMILE.
Un Philosophe sous les toits.
Le Foyer Breton.

STENDHAL.
La Chartreuse de Parme.

R.-L. STEVENSON.
L'Ile au Trésor.

THEURIET, ANDRÉ.
La Chanoinesse.

TILLIER, CLAUDE.
Mon Oncle Benjamin. (Édition expurgée.)

TINAYRE, MARCELLE.
Hellé.
L'Ombre de l'Amour.
La Rançon.

TINSEAU, LÉON DE.
Un Nid dans les Ruines.
La Clef de la Vie.

TOLSTOÏ, LÉON.
Anna Karénine (2 vol.).

COLLECTION NELSON *(suite)*

TOURGUÉNEFF, IVAN.
Fumée.
Une Nichée de Gentilshommes.
Les Eaux Printanières.
Terres vierges.

VANDAL, LE COMTE A.
L'Avènement de Bonaparte (2 vol.).

VAUDOYER, JEAN-LOUIS.
L'Amour masqué.

VIGNY, ALFRED DE.
Cinq-Mars.
Servitude et Grandeur Militaires.
Poésies.
Stello.
Chatterton, etc.
Journal d'un Poète.

VOGUÉ, LE Vte E.-M. DE.
Jean d'Agrève.
Le Maître de la Mer.
Les Morts qui parlent.
Nouvelles Orientales.

WENDELL, BARRETT.
La France d'Aujourd'hui.

WEYMAN, STANLEY J.
La Cocarde Rouge.

YVER, COLETTE.
Comment s'en vont les Reines.

ZOLA, ÉMILE.
Le Rêve.

ANTHOLOGIE DES POÈTES LYRIQUES FRANÇAIS.
L'IMITATION DE JÉSUS-CHRIST.

NELSON, ÉDITEURS
25, rue Denfert-Rochereau, Paris.

Date Due			
DEC 1 3 1972 12-19			

Richter DC33.6.A9 1910
Les Francais de mon temps
3 5051 00234 3640

FLARE

FLARE
35051002343640
S0-BVO-801